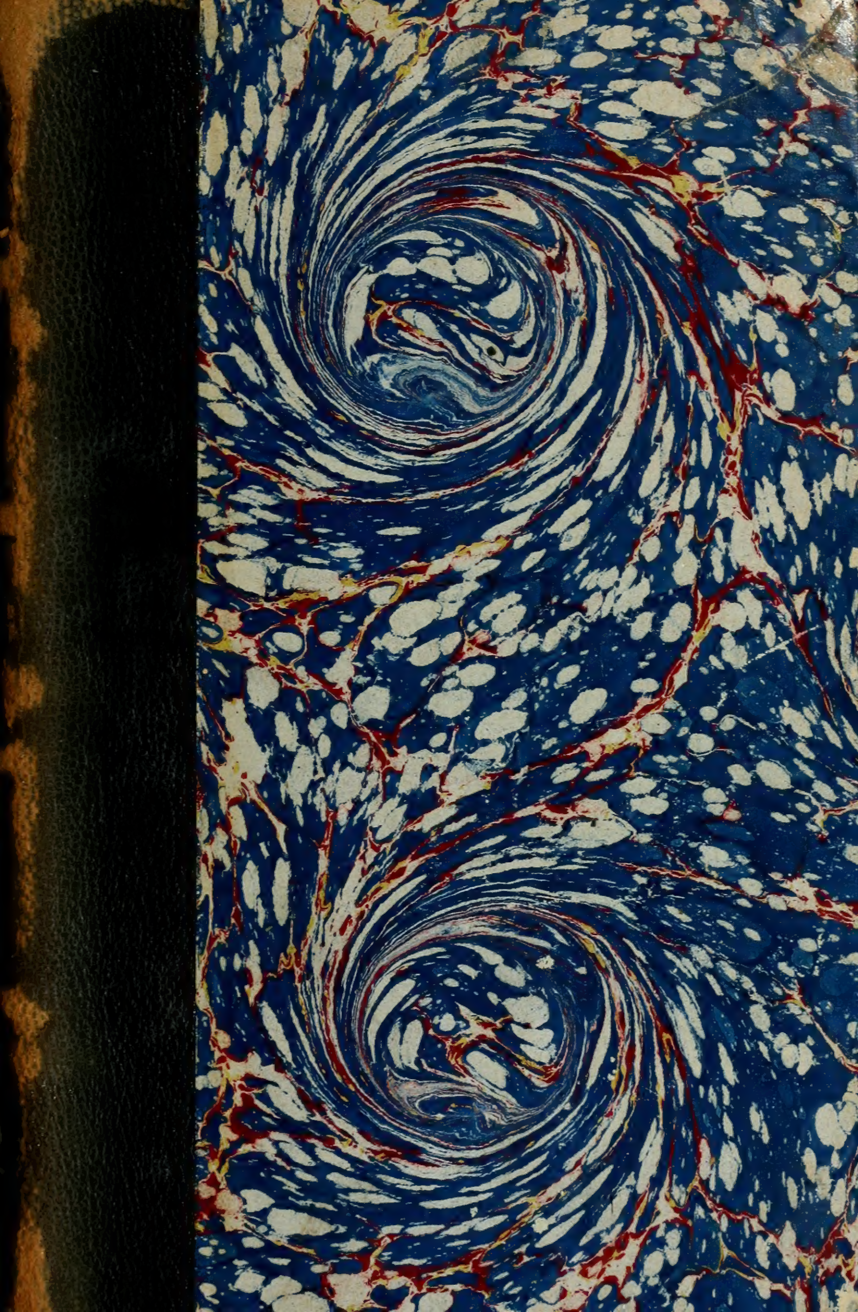
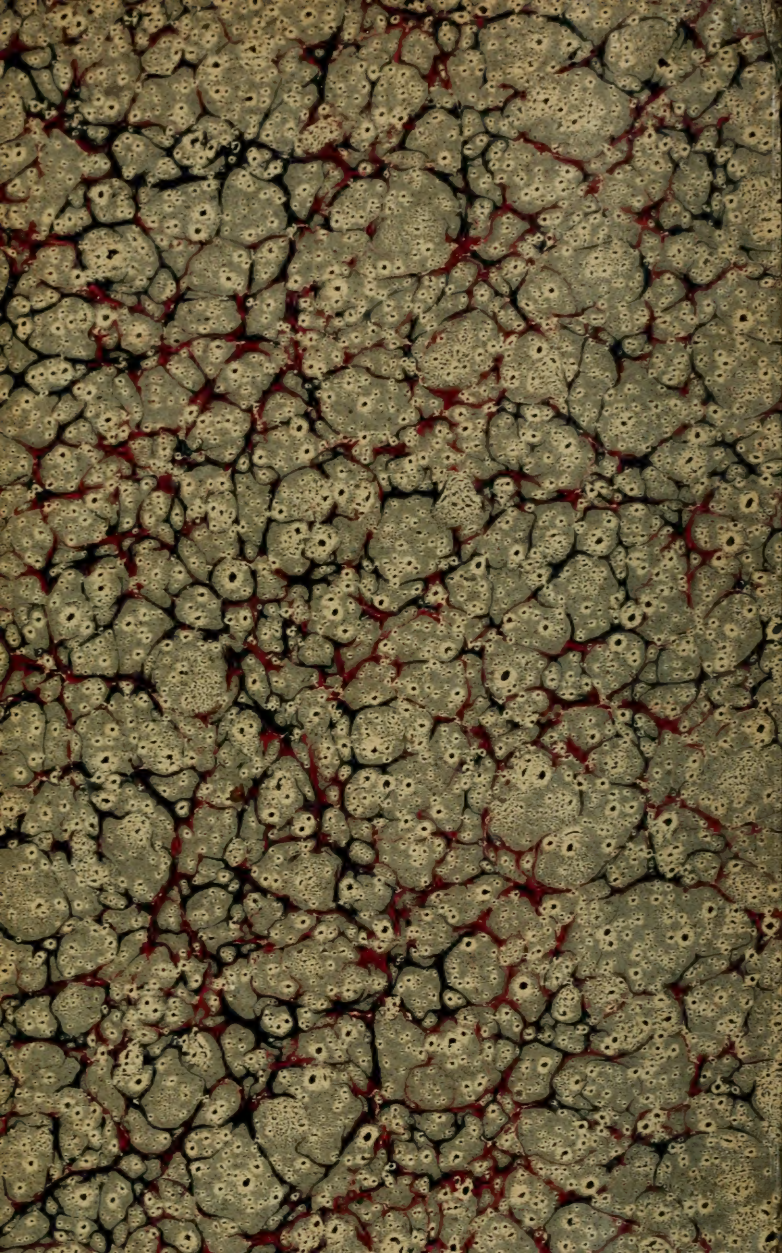
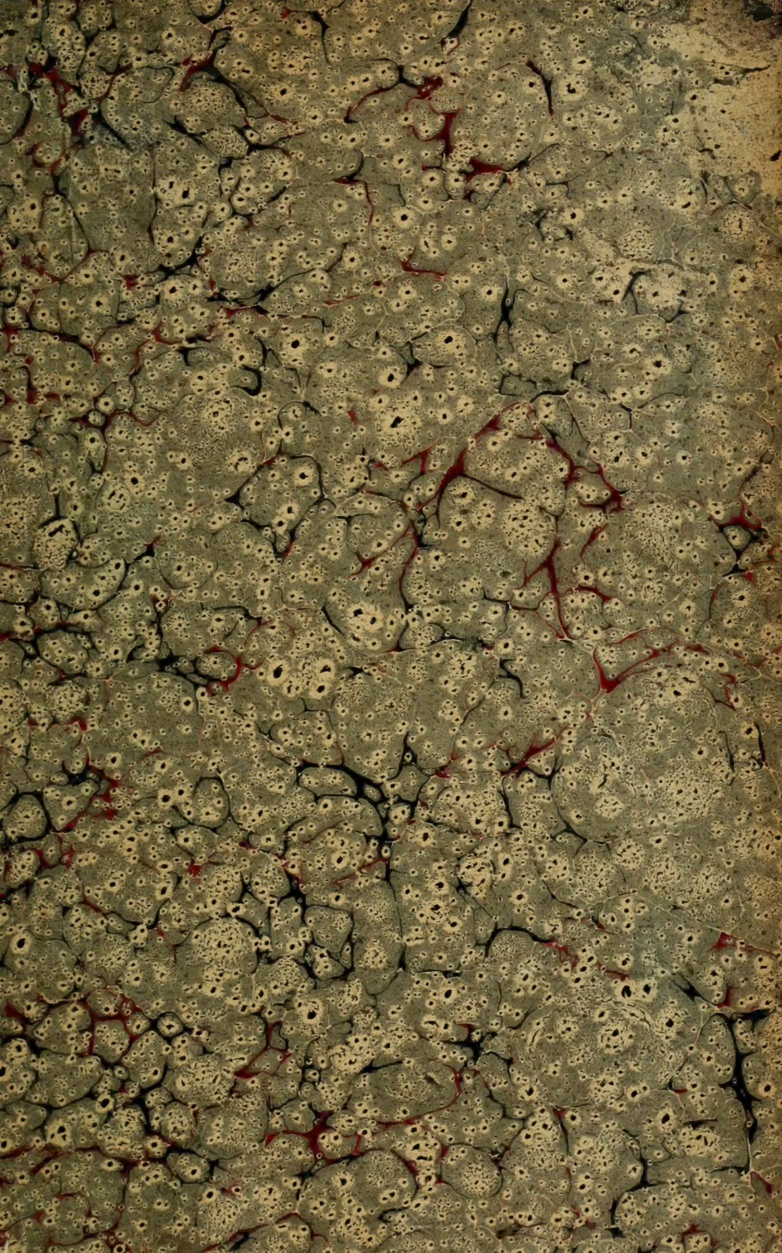






L'ORGUEIL ALLEMAND

DU MÊME AUTEUR

L'Esprit juif. *Essai de psychologie ethnique.* — 1 vol. in-16 Perrin & Cie . . . . 3 fr. 50

La littérature italienne d'aujourd'hui (ouvrage couronné par l'Académie française : Prix Marcelin Guérin). — 1 vol. in-16. Perrin & Cie . . . 3 fr. 50

La littérature allemande d'aujourd'hui. — 1 vol. in-16. Perrin & Cie . . . . 3 fr. 50

Les Contemporains étrangers. *Première série :*

Giosuè Carducci. — Antonio Fogazzaro. — Mme Annie Vivanti. — A. Strindberg. — Mlle Selma Lagerloef. — G. B. Shaw. — — G. Hauptmann. — C. Spitteler. — Mlle E. de Handel-Mazzetti. — K. Schœnherr

1 vol. in-16. Fontemoing & Cie . . . . . . 3 fr. 50

Les Contemporains étrangers. *Seconde série :*

L. Reymont. — L. Zuccoli. — E. Corradini. — T. Mann. — Mark Twain. — F. Dostoievsky. — Sophus Michaelis et Léon Tolstoï. — B. Bjœrnson. — Johannès V. Jensen.

1 vol in 16. Fontemoing & Cie . . . . . . 3 fr. 50

Le Nationalisme italien. — Une brochure in-8° raisin de 43 pages. Bureaux des *Questions diplomatiques et coloniales.* . . . . 1 fr

---

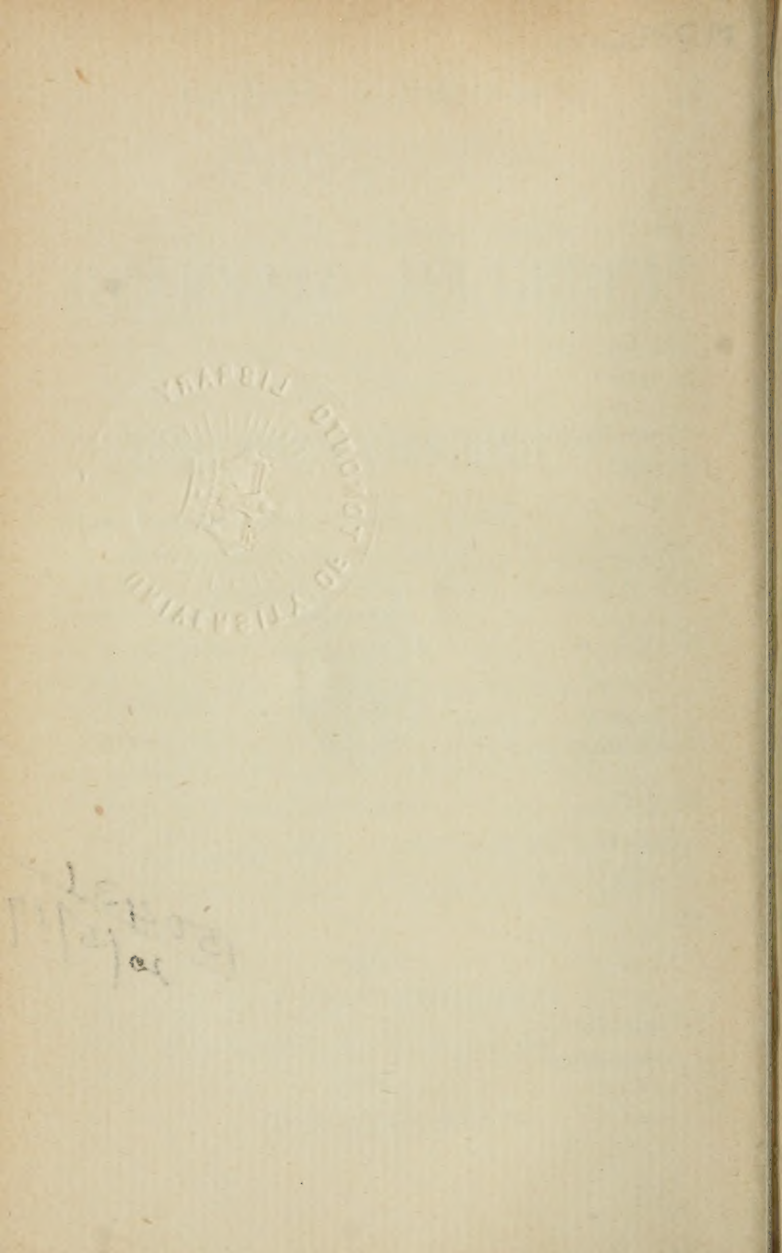
MAURICE MURET

L'ORGUEIL ALLEMAND

PSYCHOLOGIE D'UNE CRISE



PARIS
LIBRAIRIE PAYOT & Cie
106, BOULEVARD ST-GERMAIN, 106
1915



Introduction.

Ce livre est un livre de circonstance. J'ai commencé de l'écrire au lendemain de la guerre pour tromper l'angoisse d'un loisir forcé et dans l'impossibilité où j'étais d'appliquer mon esprit à des sujets littéraires. La littérature ! Comme tout ce qui relève d'elle semble aujourd'hui périmé et lointain! Un jour reviendra-t-il où l'on pourra la chérir de nouveau et la pratiquer sans forfaire ?

Caressons-en l'espérance ; mais tant que le sang et les larmes coulent à flots quiconque se renfermerait dans sa Tour d'Ivoire et, plongé dans des travaux de pure esthétique, regarderait sévir la tourmente, commettrait un acte de trahison envers l'humanité. Les instants que nous vivons sont trop solennels et les questions qui se posent trop graves pour que l'homme qui fait profession de penser et d'écrire puisse penser à autre chose qu'à la guerre et écrire sur un autre sujet.

J'ai composé ce livre d'un élan d'autant plus spontané que la catastrophe qui se déchaîne sous nos yeux ne m'a pas pris complètement au dépourvu. Nous étions nombreux à la voir venir. A maintes reprises, pour ma part, j'avais signalé le danger des ambitions germaniques. La surexcitation du patriotisme allemand, les plans démesurés qu'il caressait, la mégalomanie dont le nour-

rissaient ses prophètes devaient nécessairement, à mon sens, produire... ce qu'ils ont produit. Il eût été sans exemple que le « chauffage à blanc » exercé par les chefs de l'Allemagne spirituelle ne finît point par provoquer une explosion.

Dans un livre sur la *Littérature allemande d'aujourd'hui*, publié en 1910, je terminais par ces mots le dernier chapitre consacré à l'historien Karl Lamprecht : « Comment ne pas se défendre de quelque inquiétude? Comment ne pas se demander quel avenir une génération formée à l'école du pangermanisme tentaculaire réserve à l'Allemagne, à l'Europe, au monde entier ? » La réponse est venue, éloquente, terrible et telle que l'état de l'Allemagne la faisait prévoir.

L'Europe, et surtout la France, se formaient depuis 1871 une idée conventionnelle et insuffisante de l'Allemagne et des Allemands. On croyait encore, dans les premiers mois de 1914, à deux Allemagnes distinctes s'opposant en principe, s'équilibrant en fait. Il y avait l'Allemagne d'autrefois, celle de Mme de Staël et des poètes idéalistes, celle des classiques cosmopolites et humanitaires et des romantiques adonnés au culte de la *petite fleur bleue*.

Puis il y avait l'Allemagne nouvelle, née des grandes victoires de la seconde moitié du dix-neuvième siècle, l'Allemagne prussianisée et militarisée du prince de Bismarck, l'Allemagne réaliste et pratique de Guillaume II, expansionniste, commerciale et colonisatrice, « tentaculaire » comme disait l'historien Karl Lamprecht.

En fait, cette Allemagne-ci, l'Allemagne de la

Realpolitik et des ambitions matérielles, avait depuis longtemps supplanté l'autre. L'Allemagne de 1914 n'avait plus rien de l'Allemagne de 1800, celle «des penseurs et des poètes». Et d'ailleurs, l'Allemagne nouvelle se glorifiait de la métamorphose subie. Peu lui importait d'être aimée dans son peuple et honorée dans ses beaux-arts, pourvu qu'elle fût redoutée des puissances rivales. C'est l'état d'exaltation morbide propre à cette Allemagne née des victoires du siècle dernier et grisée par elles que cherchent à peindre les études qui suivent. On a donné déjà des origines de la crise présente toute sorte d'explications. Les diplomates, les politiques, les économistes assignent au conflit, tour à tour ou à la fois, des causes essentiellement diplomatiques, politiques ou économiques. Toutes ces explications sont fondées ; mais en attribuant la catastrophe qui désole le monde à des raisons tirées surtout de la psychologie de l'élite allemande, je crois serrer la réalité de plus près et démontrer une vérité plus synthétique.

Egarée par ses guides et ses chefs, l'Allemagne avait fini par sacrifier à une vraie manie collective. De proche en proche, le mal avait gagné le pays presque entier. Cette frénésie participait du délire des grandeurs et du délire de la persécution. L'Allemagne se tenait pour le juste, bafoué et honni en raison de sa vertu même. Ses mérites, ses talents la mettaient au-dessus de tous les autres peuples. Et voici, les peuples se liguaient pour la tenir à l'écart.

Tous les Allemands, à la veille de la guerre, ont communié dans cette conviction. C'est elle qui

a fait l'unité de la nation dressée contre ses adversaires, dans les pays offenseurs comme dans les pays offensés.

Quelques sages, il est vrai, avaient résisté à la folie qui entraînait l'Allemagne ; mais leurs avertissements timides et comme honteux se perdaient dans le grand cri d'orgueil dont toutes les poitrines étaient soulevées. Quel témoignage en faveur de la diffusion de l'orgueil allemand que son infiltration dans la doctrine socialiste ! Le parti qui aurait dû avoir pour règle de refréner le chauvinisme belliqueux s'était mis à la remorque des chauvins. La *Sozialdemokratie* coquetait avec le pangermanisme. Quelle preuve, encore une fois, de cette aberration collective où je vois la cause déterminante de la Grande Guerre !

Les Allemands ne cessent de répéter : « Nous étions pacifiques, nous n'avons pas voulu le désastre qui met le monde en sang. » Et ils invoquent des textes publics ou secrets, ils brandissent des documents destinés à les absoudre. Ils répandent aux quatre coins de la terre des brochures où leur bonne foi cherche à se faire jour. Que d'efforts inutiles ! Ces plaidoyers plaideraient moins mal encore que l'innocence de l'Allemagne n'en serait point démontrée.

Les témoignages d'orgueil que j'ai recueillis et systématiquement disposés suffisent à proclamer la responsabilité de l'Allemagne, tant ils crient haut sa faute.

Quand un pays se croit appelé à dominer l'univers, il n'est force au monde qui le puisse ramener à la sagesse. L'heure sonne tôt ou tard où il

s'essaye à ces destinées prodigieuses que les sorcières de Macbeth lui ont fait entrevoir pour son malheur. La tragédie dont le vertige germanique menaçait l'humanité pouvait être encore retardée. Elle ne pouvait plus être écartée longtemps. L'orgueil allemand devait engendrer la « Guerre Allemande ».

Ce phénomène est étudié dans le livre qu'on va lire sous quelques aspects saillants. La matière était riche. J'aurais pu surprendre l'orgueil germanique ailleurs encore que dans les sept domaines où je me suis borné. Mais tel qu'il est, mon réquisitoire me paraît de nature à faire réfléchir tous les esprits impartiaux. On remarquera peut-être l'abondance des citations dont mon volume est émaillé. Je les crois singulièrement propres à édifier les sceptiques les plus obstinés.

A voir les orgueilleux attester eux-mêmes leur orgueil, les plus rebelles devront renoncer à nier purement et simplement l'explication que nous donnons de la Grande Guerre.

Une « Anthologie d'orgueil national » de la diversité et de l'ampleur de celle que j'ai formée et que je publie est aussi bien sans exemple dans l'histoire universelle.

Déjà, les apologistes de l'Allemagne en pays neutre se risquent à dire : « L'Allemagne était en proie à un chauvinisme un peu absurde, c'est entendu; mais quel grand peuple n'a point passé par une crise pareille ? » Je repousse avec force cet argument qui n'en est pas un. Il est faux qu'aucune autre nation ait jamais élevé à son excellence un monument de cette sorte. On chercherait en vain

dans les ouvrages des lettrés et des savants appartenant à d'autres peuples, forts et puissants, la substance d'un pendant au volume que j'imprime aujourd'hui. Pas plus l'Espagne sous Philippe II que la France sous Louis XIV et sous Napoléon ou l'Angleterre sous la reine Victoria n'ont traversé une crise de mégalomanie comparable à la crise allemande.

L'orgueil allemand d'avant la guerre est un phénomène heureusement unique. Et c'est pourquoi l'on peut espérer qu'après son écrasement, jamais rien ne renaîtra d'aussi affreux.

Je crois, du reste, avoir observé et analysé ce phénomène en toute loyauté sinon en toute sérénité et j'espère sincèrement que la critique ne verra pas dans mon livre un pamphlet. Fils d'un pays neutre, écrivant d'abord pour les neutres, je me suis abstenu des violences où se plaisent les belligérants. Certes, je devais à ma conviction de flétrir le spectacle inouï donné par les esprits directeurs en Allemagne, mais je crois avoir dit ce que j'avais à dire sans jamais tomber dans l'injure ou la diffamation. En un mot, j'ai visé à faire œuvre de critique et non de polémiste, bien que le sujet, hélas ! prêtât aux cris d'indignation et aux accents de révolte.

Il m'a parfois été dur, je l'avoue, de contenir mes sentiments intimes. J'y ai néanmoins tâché. Je crois y être à peu près parvenu.

M. M.

CHAPITRE PREMIER

L'orgueil historique.

Henri de Treitschke.

Les Universités allemandes et le pangermanisme. — Leur doctrine cynique. Treitschke historien, mais surtout polémiste. — Il est libéral à ses débuts. — Son *Histoire allemande.* — Sa conversion au prussianisme. — Son culte de la force et sa morale spéciale. — Le Germain, sel de la terre, le Prussien, sel de l'Allemagne, les Hohenzollern, sel de la Prusse. — La noblesse prussienne et son rôle.— Treitschke, Béotien conscient. — Les puissances rivales et ennemies de la Prusse. — Treitschke et l'Etat. — Treitschke et le christianisme. — Son protestantisme autoritaire. — Son horreur de la démocratie, sa peur de la Révolution. — Treitschke « bourgeois » sans le savoir.

On ne saurait trop insister sur l'activité malfaisante des professeurs allemands dans la seconde moitié du XIXe siècle, surtout depuis 1866 et 1870-1871. Ces sophistes ont empoisonné la jeunesse assise à leurs pieds. Naïvement, béatement, l'Europe se prosternait devant leur science. Et, de fait, leur savoir fut toujours énorme. L'Allemand apporte aux besognes les plus fastidieuses de l'érudition cette méthode, cette application, cette opiniâtreté qui le distinguent parmi tous les peuples;

mais comme a dit Rabelais : « Science sans conscience est la ruine de l'âme. » Et les bénédictions d'une conscience droite et d'un jugement libre, tout comme cette large sympathie humaine sans laquelle il n'est pas de science véritable, font singulièrement défaut aux grands universitaires allemands depuis un demi-siècle.

Grisés par les victoires, aveuglés par la considération dont l'Allemagne politique et militaire se voyait entourée, les professeurs d'Outre-Rhin perdirent la tête. Leur simplicité, leur modestie avaient été jusqu'alors aussi proverbiales que leur érudition. Ils restèrent érudits, mais ils renoncèrent à toute simplicité et à toute modestie. Leur science même adopta l'empreinte à la mode. De spéculative, souvent nébuleuse mais désintéressée, elle devint pratique et réaliste. L'Allemagne eut sa *Realwissenschaft* comme elle avait déjà sa *Realpolitik*.

Cette transformation se marque mieux encore à l'œuvre des historiens que des philosophes. Les poètes allemands avaient préparé la révolte contre Napoléon et les historiens allemands n'avaient cessé depuis 1815 de préconiser l'unité. Ces aspirations étaient des plus légitimes. On n'eût pas compris que les éducateurs de la jeunesse répandissent un autre idéal. Mais hélas ! l'achèvement

des espérances nationales en 1871 ne mit pas fin à leur zèle missionnaire. Il ne leur suffit pas d'avoir vu l'unité s'accomplir : ils adoptèrent, ils glorifièrent, ils proclamèrent l'idéal d'hégémonie cher à ces diplomates et à ces soldats qui l'avaient réalisée. Les universités, et surtout les auditoires où s'enseigne l'histoire nationale, devinrent peu à peu des foyers d'agitation pangermaniste. Les principaux historiens de l'Allemagne contemporaine étaient tous devenus à la veille de la guerre actuelle des pangermanistes sournois. Dès qu'elle éclata, ils levèrent le masque. Et l'on se rappelle l'affreux spectacle qu'ils donnèrent. Quelle responsabilité n'ont pas assumée, devant l'Histoire qu'ils excellèrent à travestir, les Lamprecht, les Schiemann et ce Hans Delbrück qui osa écrire dans les *Preussische Jahrbücher* : « Bénie soit la main qui a falsifié la dépêche d'Ems ! »

Sous la plume des maîtres préposés à la formation scientifique de la jeunesse, un tel cynisme n'a-t-il pas de quoi confondre ? C'est donc à ce degré de vilenie morale qu'était tombée l'Allemagne de Luther et de Kant ! Tout concourait depuis quelques années à former l'état d'esprit que la guerre a rendu manifeste chez les civils et chez les militaires. Les rédacteurs des *Preussische Jahrbücher* et ceux des *Manuels* du grand état-major

vaquaient à ce mauvais devoir avec une ardeur identique. Devant l'étendue et devant l'éclat du scandale, le monde n'en éprouva pas moins un frisson de stupeur et de dégoût.

Les Lamprecht, les Schiemann et les Delbrück d'aujourd'hui sont d'ailleurs d'infimes personnages au regard d'Henri de Treitschke, leur prédécesseur et leur maître. Henri de Treitschke est le prototype de ces historiens allemands qui ont employé des dons brillants et une vaste science aux fins les plus anti-scientifiques. L'histoire, pour Henri de Treitschke, n'est pas son but à elle-même. Elle n'est qu'un instrument, un instrument à justifier des haines aveugles et des ambitions sans bornes.

Les historiens d'autrefois voyaient dans l'impartialité un devoir, mais un Henri de Treitschke ne se croit pas tenu du tout d'être équitable : « L'histoire impartiale, affirme-t-il, ne saurait convenir à une nation passionnée et batailleuse. » Parodiant le *sine ira et studio* des anciens, il soutient que l'histoire doit être écrite « sans ménagements, avec colère et avec passion ». Il prétend se justifier par des exemples empruntés à l'antiquité : « L'objectivité anémique, demande-t-il, n'est-elle pas le contraire du vrai sens historique ? Tous les grands historiens ont franchement reconnu leur partialité. Thucydide est Athénien, Tacite aristocrate. » S'il

n'a personnellement rien d'athénien, Treitschke peut se dire aristocrate, mais, entendons-nous, aristocrate à la manière germanique et prussienne qui n'est pas la meilleure. Nul ne lui reprocherait d'être aristocrate à la façon d'un Tacite ; mais combien son conservatisme se manifeste et s'exprime autrement ! Treitschke n'est qu'un tempérament, alors que tous les grands historiens, à commencer par ce Thucydide et ce Tacite qu'il invoque, furent des caractères et des âmes, parfois même de belles âmes et de beaux caractères.

Un historien digne de ce nom s'efforce de comprendre l'adversaire et de lui rendre justice. Treitschke ne tâche point à pénétrer les motifs qui firent agir les ennemis de la Prusse. Il lui suffit que ces réprouvés se soient montrés rebelles au prestige teuton pour qu'il les condamne et trop souvent les insulte. Elle n'a rien de généreux, rien de chevaleresque, la façon dont il a conçu son rôle et l'a joué.

Mérite-t-il vraiment d'être appelé un historien ? Ne fut-il pas plutôt un polémiste de l'historiographie ?

I

Cet apologiste de l'Etat prussien n'était pas un Prussien de naissance. Il appartenait à une vieille famille de l'aristocratie saxonne. Son père, un général, très attaché à sa petite patrie, ne comprenait rien aux préférences de son fils. Ce culte de la force brutale, ce mépris du droit le rebutaient et l'indignaient. Il n'en pouvait retenir l'aveu : « La force prime le droit, écrivait-il à son enfant, c'est possible ; mais le droit reste le droit. »

Instruit dans l'université prussienne, Treitschke avait subi le prestige des idées spéciales qui formaient, dès avant 1866 et 1870, la religion occulte du lieu et qui devinrent, par la suite, la doctrine officielle. Il commença toutefois par mener de front sa dévotion à la Prusse et des sympathies libérales. Les premiers écrits de Treitschke, essais de critique littéraire et dissertations politiques, contrastent étrangement avec ses livres ultérieurs. Il déclarait en 1860 : « C'est seulement comme Etat constitutionnel que la Prusse pourra devenir un vrai centre pour tous les Allemands. » Et en 1861 : « Toutes les nouveautés que le XIXe siècle a créées sont l'œuvre du libéralisme » ; mais les guerres victorieuses de la Prusse, 1866, 1870-1871, dissipèrent ses illusions. Il revint bien vite de l'erreur

libérale. Et sa conversion à la force prussienne fut retentissante et totale.

Les meilleurs travaux de Treitschke, ceux qui ont fondé son renom, datent tous de cette seconde période. Son œuvre la plus marquante est intitulée *Histoire allemande*. Il y retrace les destinées de son pays dès l'aurore du XIXe siècle à 1848. Période ennuyeuse et, somme toute, peu glorieuse, mais à laquelle Treitschke n'a pas cru devoir consacrer moins de cinq tomes compacts.

Les préjugés insupportables ou odieux qui s'y épanchent ne doivent pas aveugler sur les mérites littéraires qu'ils attestent. Henri de Treitschke — et c'est une raison de son ascendant — est un véritable artiste. Son style a la couleur, le relief, la vie. Il abonde en trouvailles de mots et d'images. Treitschke est surtout un portraitiste accompli. Il brosse avec une verve spéciale les portraits des gens qu'il déteste. Sont-ils ressemblants ? C'est une autre question. Ce peintre attachait d'ailleurs peu de prix à la ressemblance. En composant ses livres, il visait un but précis : glorifier la Prusse, dénigrer ses adversaires, justifier ses prétentions croissantes à l'hégémonie. A la difficulté de l'entreprise, on mesure les travestissements et les manœuvres louches qu'elle nécessita. Treitschke s'entend comme personne à torturer les textes pour

leur faire dire ce qu'ils ne disent pas. Les Allemands eux-mêmes en conviennent, du moins ses adversaires. Ils ont donné des exemples probants de la façon cavalière dont le grand historien pangermaniste en use avec les documents pour les faire servir à ses fins ; mais ces révélations n'ont pas ébranlé son crédit. Que ne pardonnait-on pas à la science loyaliste ! C'est à un historien, répétons-le, c'est à M. Hans Delbrück, qu'on doit ce cri du cœur : « Bénie soit la main qui a falsifié la dépêche d'Ems ! » Le prince de Bismarck a trouvé des faussaires à sa taille pour exalter ses faux.

Persister après Sadowa et Sedan dans l'erreur libérale, c'eût été, aux yeux d'Henri de Treitschke, faire montre d'une perversité raffinée. Rien ne réussit, dit-on, comme le succès. Les victoires prussiennes le prouvèrent. Elles révélèrent à Treitschke la vérité dans un éblouissement : « Un roi qui a fait si vite un si beau coup, disait-il, a raison contre tous. » Les esprits vraiment supérieurs inclineraient plutôt à maintenir les principes contre les faits. Il est caractéristique de Treitschke et des historiens de son école que les faits aient eu raison de leurs principes. Un autre admirateur de Bismarck et de la monarchie prussienne, l'historien Maurenbrecher, l'a franchement avoué : « Nous

autres historiens, disait-il, nous ne pouvons point, par des expériences répétées à volonté, démontrer la justesse de nos opinions politiques.» C'est l'homme d'Etat qui sert de pierre de touche. Bismarck, par exemple, a donné raison aux fanatiques de la Prusse. Il fut «l'expérience convaincante» de la vérité prussienne. «L'hypothèse était l'histoire antérieure de la Prusse, l'activité de Bismarck fut la preuve.» Raisonnement immoral et combien pernicieux! Le pangermanisme, avec ses excès et ses abus, est sorti tout entier de cette grossière matérialisation de l'histoire. Le pangermanisme est le fruit de la *Realpolitik*, du culte de la Force, de l'apothéose du Succès. Son triomphe a coïncidé avec l'abaissement des esprits en Allemagne.

On ne bannit pas impunément tout idéal de la politique et de la philosophie de l'histoire. Albert Sorel a justement observé qu'on doit aux efforts des idéalistes «la notion du droit se dégageant du spectacle de l'injustice». C'est grâce aux idéalistes, dit-il encore, « que la notion maîtresse de toute dignité humaine, la conscience, s'est élevée pure et souveraine du chaos des fanatismes et des superstitions». En substituant à l'idéal de la justice et du droit un chaos de fanatisme et de supers-

titions prussiennes, les Treitschke, les Maurenbrecher, les Droysen et les Sybel ont rendu à leur pays le plus funeste service.

On eût été mal venu, toutefois, à les accuser de n'avoir point d'idéal. Treitschke était certainement sincère quand il saluait dans l'âpre et dur réalisme prussien l'idéal approprié à l'Allemagne nouvelle. En théorie, cet adorateur de la force faisait grand cas de la morale. Son cynisme était involontaire et inconscient. Il n'absolvait les crimes que si la raison d'Etat les justifiait. De l'homme privé, il exigeait les plus austères vertus et c'est justement parce que le Prussien lui paraissait le plus vertueux des hommes qu'il le croyait appelé à régner sur la terre entière.

L'ethnographie a révélé dans le sang prussien un apport slave considérable ; mais Treitschke, pour les besoins de sa cause, ne fait aucun cas de cet impur élément. Il célèbre dans le Prussien le Germain par excellence. Les Allemands du Sud ont toujours été plus ou moins contaminés, d'après lui, d'éléments celtiques. Politiquement, ils ont subi des influences détestables : les pays du Rhin doivent au voisinage de la France un libéralisme invétéré. Seul, le Prussien a gardé intact le précieux héritage légué par les ancêtres.

L'auteur de la *Deutsche Geschichte* trace un por-

trait conventionnel du Prussien idéal qui ne s'applique guère au Prussien de 1914 et 1915. Le Prussien idéal selon Treitschke est encore, à peu de chose près, le Germain de Tacite. Il est simple, austère, loyal, chaste, véridique, fidèle. Il est d'une sincérité, d'une droiture à toute épreuve. « La principale vertu des Allemands est la véracité », écrit Treitschke ; mais toutes les vertus deviennent à tour de rôle, sous sa plume, la principale vertu allemande. Il énonce constamment des sentences comme celle-ci : « Aucun peuple n'a fait plus grand cas que le nôtre de la dignité de l'être humain », ou encore : « Aucun peuple n'a plus efficacement exercé que nous l'amour du prochain », ou bien encore : « Etre Allemand et montrer du caractère, c'est tout un. »

Transcrit-il une noble pensée due à quelque auteur germanique, il observe : « Seul, un Allemand pouvait écrire cela ! »

Le Germain se distingue encore, d'après lui, des peuples étrangers en ce qu'il n'a pas la vertu morose. Il est grand et bon sans nulle contrainte, grâce à quoi, il reste toujours joyeux et simple. Il est naturellement gai, d'une gaîté saine et de bon aloi et qui contraste heureusement avec la gaîté factice, verbeuse, insupportable des Latins et des Méridionaux. A ce tableau si séduisant.

Treitschke apporte une seule restriction : le Germain aime à boire, mais il n'est pas moins aimable quand il a bu que lorsqu'il est à jeun. Et puis, combien l'ivrognerie n'est-elle pas un péché véniel en regard de ces excès galants qui sont le vice capital des peuples rivaux de l'Allemagne ! Sous le rapport de la moralité, l'Allemand dépasse le Français de cent coudées. Treitschke ne connaissait point Paris. Il n'en a pas moins lancé contre la Babylone de la Seine toutes les imprécations obligées. Paris est la cité du Vice aimable et des Révolutions populacières. Un bon Allemand ne peut donc éprouver pour Paris qu'une horreur sacrée. Il est juste, il est dans l'ordre que les Germains humilient Babylone une fois ou deux par siècle.

C'est une jolie page et que Treitschke a écrite avec toute son âme, celle où il montre « Vater Jahn », le chef des gymnastes prussiens, parcourant, sous son accoutrement grotesque, le Paris de 1814 où il était entré triomphant avec les Alliés. Treitschke porte aux nues cette grossièreté, cette absence de formes, ce manque de tact et de goût dont le grotesque Jahn donnait l'ostentatoire exemple. Il voit dans ces tares prussiennes une preuve de la santé et de la verdeur de sa patrie d'élection. Le Prussien ne sait pas mentir. Dans

une Europe corrompue et menteuse, sa franchise lui réserve les plus enviables triomphes. Treitschke a cru devoir observer que le chauvinisme était une aberration purement française. L'Allemand, écrit-il, a dû emprunter aux Welsches un mot pour désigner cette chose welsche. On peut apprécier à sa glorification impudente du Prussien le bien fondé de cette opinion et, d'ailleurs, le crédit que toutes ses opinions méritent.

Tout est parfait en Prusse, tout y est de qualité exceptionnelle. Par conséquent, tout destine ce pays à prendre la tête de l'Allemagne et de la civilisation. Ses rois furent de tout temps les meilleurs des rois : « Nulle part ailleurs, écrit Treitschke, tant de souverains n'ont déployé à un tel degré ces deux grandes vertus primordiales : l'audacieux idéalisme qui sait prévoir de loin et sacrifier un aujourd'hui confortable à un demain plus beau et la sévère justice qui renonce à tout égoïsme en faveur de la communauté. »

Que les Hohenzollern aient déployé sur le trône une habileté rare, qu'ils aient fort bien fait à la fois leur fortune et celle du pays, cela n'est point douteux; mais l'habileté et la ruse ne sont point des vertus nobles. C'est aussi bien à d'autres qualités plus relevées que l'historien prussomane attribue le succès de ces bons ber-

gers. Il est dû à leur sentiment « tout prussien » du devoir, à ce mélange de christianisme réformé et de stoïcisme qui constituerait leur religion particulière. Alors que les Hohenzollern ont de tout temps défrayé richement la chronique scandaleuse, Treitschke passe effrontément sous silence toutes leurs turpitudes pour en faire des demi-saints.

Il écrit à propos des archives d'Etat qui lui furent largement ouvertes : « Je n'ai pas abusé de la confiance qu'on me montrait parce que je n'en pouvais abuser. Dans l'histoire de Prusse il n'y a rien à cacher et il n'y a rien à taire. Les erreurs et les péchés de cet Etat, le monde entier les connaît depuis longtemps, grâce à l'envie de tous nos voisins et au penchant de notre peuple à tout blâmer. Une loyale enquête aboutit, dans la plupart des cas, à cette constatation que son gouvernement — jusque dans ses pires moments — vaut mieux que sa réputation. » En vertu de ce principe, Treitschke travestit en conscience tous les rois de Prusse. Tous deviennent des anges de pureté et de saine politique. S'ils ont tenu parfois leur peuple un peu serré, c'est parce qu'ils l'adoraient ; mais tous ont été tour à tour la meilleure des républiques. Cette conciliation du principe d'autorité avec la liberté

individuelle, où les états démocratiques s'efforcent en vain, la monarchie prussienne l'a réussie sans peine, par le simple jeu de ses institutions et la seule puissance de son génie.

L'histoire de Prusse, racontée de la sorte, est une démonstration, un plaidoyer. Comme les avocats sûrs de leur talent, Treitschke aime à jouer la difficulté et c'est aux rois de Prusse les moins méritants qu'il se plaît à reconnaître le plus de mérites. A ce point de vue spécial, son portrait de Frédéric-Guillaume III est un chef-d'œuvre. Treitschke réussit presque à faire de ce roi, jouet de Napoléon, un prince énergique et courageux. Il réussit en tout cas à le faire passer pour un homme de caractère.

Son successeur, Frédéric-Guillaume IV, lui arrache, il est vrai, un jugement moins propice. Frédéric-Guillaume IV fut moins belliqueux que la plupart des Hohenzollern. Treitschke n'est pas long à lui faire payer cette infériorité : « Au fronton d'un de ses musées, écrit-il, ce prince fit graver la vieille devise des Césars : *Melius bene imperare quam imperia ampliare*, parole qui aurait convenu au maître d'un empire mondial, mais non pas au roi d'un jeune Etat inachevé, pourvu de frontières ridicules. » Ses successeurs professè-

rent, grâce à Dieu, des sentiments plus raisonnables. Ils comprirent tout le *ridicule* des frontières prussiennes et y avisèrent.

La *Deutsche Geschichte* s'arrête à 1848, mais Treitschke a eu maintes occasions dans sa célèbre *Potitik*, dans ses discours et brochures d'exprimer des avis sur les rois de Prusse, ses contemporains. Guillaume Ier a compté peu de thuriféraires plus ardents. La brochure intitulée *Deux empereurs* (1888) est à cet égard un véritable monument. Toujours hanté par son idée de la mission mondiale de la Prusse, Treitschke fait du vainqueur de 1870-1871 un initiateur et, en quelque sorte, un prophète. Grâce à Guillaume Ier, le XIXme siècle qui avait commencé comme un siècle français s'acheva comme un siècle allemand : « L'Allemagne, prononce-t-il, va résoudre la question de savoir comment une forte puissance traditionnelle peut s'assimiler les prétentions justifiées de la société nouvelle. » Oui, s'écrie-t-il, le temps viendra « où les peuples sentiront que les batailles de l'empereur Guillaume Ier n'ont pas seulement donné une patrie aux Allemands, mais à la société des Etats un ordre plus juste et plus raisonnable. Alors s'accomplira ce que naguère Emanuel Geibel annonçait au vieillard victorieux : *Une fois encore*

le monde pourra guérir au contact du génie allemand. »

Tels maîtres, tels serviteurs. Les admirables rois de Prusse ont trouvé des instruments à la hauteur de leur œuvre admirable dans l'admirable aristocratie prussienne. Elle fut le bras qui accomplit les grands desseins nés dans le cerveau des princes. Bismarck et Moltke étaient des hobereaux. Concluant du particulier au général, Treitschke célèbre dans le hobereau la fleur du génie prussien, la fleur, par conséquent, de l'humanité : « Dans les affaires allemandes, écrit-il, notre haute noblesse s'est montrée bien plus clairvoyante et prête au sacrifice que la bourgeoisie. » La noblesse prussienne a fourni de tout temps les cadres de l'administration et de l'armée. Or les agents par excellence de l'unité allemande furent le Zollverein et la réforme militaire prussienne. De sorte que cette conclusion s'impose : l'unité allemande, œuvre de l'administration et de l'armée prussiennes, est le fait, le bienfait de la noblesse de Prusse. Par atavisme et aussi par décret nominatif de la Providence, ses membres sont richement pourvus du talent de commander, il ont l'initiative audacieuse, le sens des grandes affaires. Surtout, ils n'ont pas « l'égoïsme bourgeois », observe

Treitschke. Et cela est vrai ; mais ils ont l'égoïsme agrarien. Et les débats du Reichstag prouvent qu'il n'est pas plus beau que l'autre. Treitschke va jusqu'à leur attribuer le génie diplomatique, ce qui est au moins téméraire. Bons soldats, certes ; fins diplomates, non pas. Le portrait du hobereau prussien, tel que Treitschke l'a tracé, n'est pas moins poussé à l'excès que son portrait du roi de Prusse.

Il manque, d'ailleurs, à sa liste des instruments de l'unité nationale un personnage capital : le lettré, le professeur et, comme on dit aujourd'hui, l'intellectuel. L'idéal unitaire allemand est né au lendemain d'Iéna dans toutes les universités, dans toutes les écoles allemandes et non pas seulement dans les casernes prussiennes.

Avant d'être des foyers de pangermanisme, les universités d'outre-Rhin furent plus simplement des foyers de germanisme. Et dans ce rôle elles ont certainement rendu à la patrie allemande des services moins suspects que par la suite. Henri de Treitschke, qui méprisait au fond les ouvriers de l'esprit et qui n'était devenu professeur que parce qu'une surdité incurable lui fermait l'accès de l'armée, néglige le rôle des universités dans l'élaboration de l'unité. Encore une fois, que penser de la « science » historique allemande quand on

la voit défigurer de la sorte les faits les plus incontestables et les plus généralement incontestés ?

La méconnaissance des lettrés, Treitschke l'érigeait en principe. Il préférait naturellement les Béotiens aux Athéniens. Il se défiait par instinct des beaux-arts, de la poésie et de cette politesse qui naît de leur culte. Il a écrit : « Le brave cordonnier qui façonne à coups de marteau une belle botte peut ressentir devant Dieu et devant les hommes une fierté plus légitime que le rimailleur gonflé de son importance et qui s'essouffle à composer de mauvais vers. » Et cette remarque mériterait, certes, d'être approuvée si Treitschke se bornait à mettre au-dessous du bon cordonnier les poètes vraiment exécrables ; mais la plupart des poètes — tous les poètes qui ne partagent point ses préjugés — sont pour Treitschke de mauvais poètes en regard de qui les plus médiocres cordonniers sont des génies. Une des raisons de la grandeur prussienne tient, d'après lui, à la généralité de ce sentiment dans la Prusse d'autrefois. Un Winkelmann s'en affligeait et s'en allait chercher à Dresde un asile plus propice aux arts et aux muses : « Dans cette Sparte, écrivait Winkelmann (il entendait Berlin), les beaux-arts ne peuvent prospérer. Mieux vaut être un Turc incirconcis qu'un Prussien. » Bon débar-

ras ! lui répond Treitschke, allez au diable ! La Prusse ne serait pas devenue ce qu'elle est devenue pour le salut de l'humanité, si les Winkelmann avaient pu à l'aise y exercer leur coupable industrie esthétique et littéraire.

La Prusse est inférieure dans les beaux-arts ; mais le Prussien doit à cette infériorité d'être resté moral et vigoureux : « Dans les sables de la Marche, écrit Treitschke, ne poussa jamais aucun saint. Dans les rudes cours des margraves ascaniens on n'entendait point chanter des *Minnesænger*. Les moines diligents s'efforçaient de conquérir le renom d'habiles agriculteurs plutôt que de gagner les lauriers de l'artiste et du savant. Les bourgeois des villes menaient l'existence la plus grossière. Ce n'est que par la force militaire et l'orgueil national puissant que l'Etat de Brandebourg s'éleva au-dessus de ses voisins. »

Frédéric II fut un grand monarque, mais il eut ce tort capital d'entourer Apollon d'un culte aussi fervent que Mars. Son successeur montra bien plus d'esprit en écrasant les vestiges de cette culture précoce : « La ferme et virile discipline d'un peuple guerrier et laborieux, écrit Treitschke, avait une autre importance pour le grand avenir de la Prusse que cette floraison prématurée de science et d'art. »

On doit à Treitschke un certain nombre d'essais de critique littéraire, entre autres des pages pleines de moelle sur les classiques allemands. L'indécrottable Béotien perce jusque dans les plus ingénieuses remarques. Treitschke ne peut pardonner aux classiques allemands leur cosmopolitisme : « A notre littérature classique, observe-t-il, manque le ferme terrain de la puissance nationale. » Schiller est un Allemand du Sud et quand Francfort sur le Mein donna le jour à Goethe, Francfort n'était encore qu'une ville libre. L'œuvre de Schiller et de Goethe se ressent forcément de ce que Schiller et Goethe n'ont pas entrevu la mission mondiale de la Prusse. Treitschke préfère les bottiers aux poètes et met « l'épée au-dessus de l'esprit ». Il ne peut s'empêcher pourtant de saluer les grands génies poétiques de son pays. Mais quel dommage qu'ils n'aient pas mieux compris la grandeur prussienne! Avec un peu plus d'esprit, quelle salutaire propagande ils auraient pu faire !

II

La Prusse absorbe toute la puissance d'adoration dont Henri de Treitschke est capable. Pour les autres pays, il n'a de reste que du mépris ou de la haine. L'Autriche le laisse indifférent. C'est

la terre sainte de la « bêtise », mais cette bêtise est devenue à peu près inoffensive. Treitschke blâme les Habsbourg et leur « absolutisme ». Il déteste en eux une dynastie rivale des Hohenzollern, mais il prend énergiquement le parti des Habsbourg contre leurs sujets de race slave. Le catholicisme des Allemands d'Autriche les empêche d'être de vrais et purs Germains, mais combien ne sont-ils pas supérieurs aux autres races de la monarchie danubienne ! Treitschke traite de « nations subgermaniques » les Slaves d'Autriche-Hongrie et son riche vocabulaire s'épuise à les accabler. Ils doivent tout à leurs maîtres allemands et ils persistent à les méconnaître. Leur moindre péché est celui d'ingratitude à l'égard de la race « civilisatrice ».

Mais l'Autriche ne retient pas longtemps Henri de Treitschke. Depuis Sadowa, son compte est réglé et l'historien-justicier a d'autres chats à fouetter. La Russie qui entretint de bons rapports avec l'Allemagne tant que vécut Bismarck ne l'inquiète guère. La Russie, au moment où Treitschke composait ses écrits, ne menaçait pas encore sérieusement l'Allemagne. Il n'est guère question d'elle dans ses écrits politiques. En revanche, l'Angleterre et la France lui donnent le cauchemar. On n'exagère pas en disant qu'à l'égard de ces deux

puissances Treitschke est animé d'une haine forcenée.

Nous avons donné des preuves de son culte fétichiste pour tout ce qui est allemand. Le même parti pris en sens inverse s'observe dans l'image qu'il se fait du peuple français et du peuple anglais. Ils incarnent le Mal au même titre que l'Allemand incarne le Bien.

Treitschke répartissait les grands hommes en deux catégories : ceux qui poursuivent des fins égoïstes et ceux qui ont pour but la prospérité de la patrie. Naïvement, il range dans cette classe-ci tous les grands hommes prussiens et dans l'autre tous les grands hommes étrangers, tous faux grands hommes. Napoléon Ier, le dernier en date, lui est le plus antipathique. L'historien-pamphlétaire stigmatise dans le conquérant corse tous les vices français et tous les vices italiens réunis : « C'est une beauté, observe-t-il, spéciale à l'histoire allemande que nous n'ayons jamais connu un Napoléon, oppresseur de toutes les personnalités. » Comme si les Hohenzollern ne s'entendaient pas à opprimer, eux aussi, les individus ! Comme si Guillaume II éprouvait un goût bien vif pour les « personnalités » qui menaçent trop directement son orgueilleuse omniscience ! Avec Victor Hugo, Treitschke aurait pu s'écrier : « Lui toujours, tou-

jours lui ! » Napoléon l'obsède. Sa verve s'échauffe et s'excite à le caricaturer. Entre ses mains, Napoléon devient symbolique : il est *le* Français, le Français tel que les Allemands le figurent : agressif, bavard, égalitaire, vaniteux, galant, turbulent, odieux... Les Français sont un peuple de singes qui a lié partie avec l'Enfer.

L'auteur de la *Deutsche Geschichte* maudissait dans la Révolution française l'œuvre démoniaque du génie celtique, par conséquent français. Il comparait la passion des Français pour l'égalité avec l'amour de la liberté individuelle où il osait voir le trait distinctif du génie germanique. Quelle n'était pas la supériorité de l'évangile allemand sur l'évangile français ! La Révolution française n'a réussi qu'à détruire alors que la monarchie prussienne a construit à chaux et à sable un monument éternel : « Quelque gouvernement que la France se donne, écrivait Treitschke, elle sera toujours le pays de la police, de la soldatesque abaissée au service des sergents de ville, des tribunaux partiaux, de la phrase dans le parlement, de l'abrutissement du peuple et du fanatisme catholique ».

L'Allemagne, estimait-il, pouvait nourrir le légitime espoir d'avoir mis la France hors de combat. La France persistait à revendiquer l'Al-

sace. Et l'Alsace persistait à regretter la domination française ; mais le temps finirait par avoir raison de cette insolente préférence. Les Alsaciens, pensait Treitschke, « apprendront à nous aimer quand la forte main de la Prusse aura fait leur éducation ». Il déplorait l'obstination de la France à ne pas admettre sa défaite, alors que « vingt ans » devaient suffire, aux termes d'une de ses prophéties, à la jeter aux bras de l'Allemagne : la France n'en était pas moins vaincue et hors d'état de nuire. Depuis le traité de Francfort, la France était devenue, suivant l'historien pangermaniste, aussi peu dangereuse que l'Espagne depuis la paix des Pyrénées. L'une et l'autre ne se maintenaient plus que par l'imagination : « L'univers dégrisé, pensait-il, a cessé de voir dans le peuple français le peuple des lumières pour ne plus voir en lui que le trouble-fête de la société des Etats. » Les défaites de 1870-1871 ont brisé le prestige de la France au dehors. Le poison que lui a versé sa grande Révolution du XVIIIe siècle devait achever sa décomposition interne.

Quant à l'autre ennemi, la Grande-Bretagne, Treitschke se montrait moins rassuré. A preuve les injures plus basses encore et plus variées qu'il adressait à ce pays : la politique anglaise est la plus vide et la plus immorale des politiques ; l'An-

glais n'est « qu'un Baconien, un plat utilitaire, un insulaire égoïste et étroit, un hypocrite qui, la Bible dans une main, une pipe d'opium dans l'autre, répand sur l'univers les bienfaits de la civilisation ». L'Anglais ne fait jamais la guerre « que pour étendre ses marchés », déclare Henri de Treitschke. Comme s'il était plus glorieux de faire la guerre pour rectifier « des frontières ridicules » ! Et comme si les guerres allemandes, après tout, n'avaient pas eu toujours le même objet que les guerres anglaises ? « L'amour de l'argent, suivant Treitschke, a tué chez les Anglais tout sentiment de l'honneur et toute distinction entre le juste et l'injuste. Ils cachent leur poltronnerie et leur matérialisme derrière de grandes phrases de théologie onctueuse. En voyant la presse anglaise tourner ses yeux au ciel, effarée de l'audace de ces peuples guerriers du continent sans foi, on croirait entendre nasiller un vénérable révérend. Comme si le Dieu puissant, au nom de qui combattaient les chevaliers de Cromwell bardés de fer nous ordonait, à nous autres Allemands, de laisser l'ennemi marcher tranquillement sur Berlin. O hypocrisie ! O cant, cant, cant ! »

Le parti pris anti-anglais éclate avec plus de violence encore dans la brochure intitulée *Deux Empereurs*. Treitschke y accuse positivement un

chirurgien anglais, le célèbre docteur More ! Mackenzie, d'avoir tué l'empereur Frédéric III par impéritie et par infatuation. Cette opinion fut à l'époque largement partagée par tous les Allemands. Treitschke n'a pas peu contribué à l'accréditer et à la répandre. De sorte qu'on n'exagère pas en affirmant qn'il apportait à l'examen de la politique la même incapacité critique qu'à l'étude de l'histoire.

III

Au surplus, elle n'a rien d'étonnant, la haine féroce d'Henri de Treitschke pour la France révolutionnaire. Sa philosophie de l'histoire, sa doctrine de l'Etat sont aux antipodes des principes qui guidèrent les créateurs de la France moderne.

Observons d'un peu plus près l'idée qu'Henri de Treitschke se faisait de l'Etat. Alors qu'un Jean-Jacques Rousseau voyait dans l'Etat la création raisonnée des individus, le résultat d'un contrat social, Treitschke pose en principe que « les Etats se forment le plus souvent contre la volonté des citoyens par la conquête et la domination ». Treitschke n'écrit pas noir sur blanc que les peuples sont faits pour les rois et non les rois pour les peuples, mais tous les ouvrages de sa maturité prouvent que telle était sa conviction intime. Aux

droits de l'homme tirés de la raison humaine, Treitschke oppose les droits du monarque tirés de la raison d'Etat. Et, comme a dit Albert Sorel de tous les historiens de l'école prussienne, « il extorque des abus invétérés le principe de la perpétuité des abus » pour le transformer en légitimité. En d'autres termes, Treitschke emprunte à l'histoire de l'Etat prussien sa conception de l'Etat idéal. En quoi il se rencontre avec le philosophe Hegel, qui avait tiré, avant lui, des fastes de sa patrie sa théorie de l'Etat-Dieu.

Aussi quel tribut d'admiration l'historien ne paye-t-il pas au philosophe ! La page est trop révélatrice pour que nous hésitions à la transcrire tout entière : « Hegel, écrit Treitschke, concevait l'Etat comme la réalisation de l'idée morale, comme la volonté morale réalisée. D'un coup il précipita toutes les doctrines du droit naturel et du romantisme politique qui font dériver l'Etat du contrat primitif des individus ou d'une institution divine. Ainsi l'extravagante conception de l'Etat qui était celle de l'antiquité classique fut vivifiée et à l'Etat fut concédé une toute-puissance qui ne lui appartient plus depuis que le monde chrétien a reconnu le droit de la conscience. Mais la divinisation de l'Etat exerça peu de mal dans ce peuple qui, si longtemps, avait cherché son idéal dans une liberté

incivique. C'est seulement par une importance excessive attribuée à l'Etat que les Allemands pouvaient s'élever à un esprit rigoureusement civique. Le premier, Hegel a scientifiquement justifié la riche activité civilisatrice que l'Etat prussien exerçait déjà depuis longtemps et la force de la conception prussienne de l'Etat. Il a donné à l'historien un critère au nom duquel il pouvait mesurer la morale politique des héros de l'histoire sans mesquinerie bourgeoise. »

A qui professe une telle doctrine mystique et mégalomane de l'Etat, les petits Etats paraissent forcément chose absurde et contradictoire. Treitschke n'a cessé de déverser sur eux ses sarcasmes : « Les petits Etats, écrit-il, sont facilement ridicules. L'Etat est puissance. Et l'impuissance est en contradiction avec elle-même dès qu'elle veut se manifester comme puissance. » Et encore : « Lorsqu'on nous interroge en présence d'étrangers sur notre *petite patrie*, et lorsqu'au nom de Reuss branche cadette ou de la souveraineté de Schwarzbourg Sonderhausen un rire moqueur joue sur les lèvres de notre interlocuteur, nous sentons bien que l'Etat est quelque chose de plus qu'un moyen de nous faciliter la vie privée. » Quelle petitesse d'esprit un tel aveu ne marque-t-il pas ! L'exiguité des républiques grecques de l'antiquité et des

républiques italiennes du moyen âge les a-t-elle empêchées de donner naissance à des hommes qui ont honoré l'humanité ? Jean-Jacques Rousseau n'est-il pas venu au monde à Genève? Il y a tout l'orgueil malsain de l'Allemagne nouvelle dans cette aversion de son historien le plus influent pour les « petits Etats ».

Cette faiblesse va de pair avec une autre superstition non moins condamnable : le culte idolâtre de la force. L'Etat n'est rien s'il n'est grand, mais il n'est rien non plus s'il n'est fort et s'il n'est toujours prêt à recourir à la force. Clausewitz disait de la guerre — et nous reviendrons dans un autre chapitre sur cette doctrine — qu'elle n'est que la politique, continuée par d'autres moyens. Treitschke pensait à cet égard comme Clausewitz. Il célèbre la guerre avec un mystique enthousiasme. Elle est sublime en soi. La politique accule toujours les peuples à deux solutions violentes : la révolution au dedans ou la guerre au dehors. Autant la révolution est condamnable (n'est-elle pas un crime de lèse-majesté envers l'Etat?) autant la guerre est bienfaisante et sacrée. Loin d'affaiblir l'Etat, elle le met en possession de tous ses moyens, elle en est l'apothéose : « C'est en ceci, déclare Treitschke, que consiste la grandeur de la guerre,

que la petitesse de l'individu disparaît, grâce à elle, devant la grande pensée de l'Etat. »

Et non seulement elle purifie les collectivités au feu de l'épreuve, mais elle retrempe les caractères individuels : « Quelle perversion de la moralité, s'écrie Treitschke, ne résulterait pas de la disparition de l'héroïsme d'entre les hommes ! Mais le Dieu vivant veillera à ce que la guerre subsiste toujours comme un remède terrible pour guérir l'humanité. »

Moltke pensait, lui aussi, que la guerre empêche les peuples de tomber dans un « hideux matérialisme ». C'est une opinion, mais elle est contestable. Le matérialisme a fait au lendemain des victoires de 1866 et 1870 et peut-être en raison de ces victoires des progrès formidables parmi les Allemands, tant parmi ceux des classes supérieures que parmi le prolétariat. Treitschke, toutefois, partageait la conviction de Moltke et mit toute son éloquence à la répandre : « Il ne convient pas aux Allemands, écrivait-il, de répéter les lieux communs des prêtres de Mammon et de fermer les yeux devant les cruelles nécessités de notre époque. Oui, notre âge est un âge de guerre, un âge de fer. Si le fort brise le faible, c'est une inexorable nécessité de la vie. »

Cette religion de la force est une philosophie de peuple fort, mais c'est aussi une philosophie quelque peu basse et, comme eût dit Ernest Renan, zoologique. Elle reflète l'orgueil insensé et les appétits inouïs de la nation allemande. Elle traduit surtout les aspirations de ses chefs de file prussiens à la suite des victoires prussiennes. Treitschke voit dans l'issue des guerres « un jugement de Dieu » — c'est son expression même — parce que les dernières guerres livrées par son pays lui avaient été favorables ; mais il eût sans doute changé d'avis si la chance des armes s'était montrée contraire à la Prusse.

Frédéric Nietzsche avait prédit au lendemain du traité de Francfort : « Une grande victoire constitue un grand danger. La nature humaine la supporte plus difficilement qu'une défaite. Allons plus loin : il parait plus facile de remporter une grande victoire que de la supporter et d'éviter qu'il n'en résulte une grande défaite. » La qualité des âmes ne se montre pas moins, en effet, à la façon dont elles supportent le bonheur que l'adversité. Toute l'histoire du peuple allemand depuis quarante-quatre ans prouve que ses victoires le trouvèrent inégal à sa fortune, incapable de s'assimiler et, si l'on ose dire, de digérer ses triomphes. Ils avaient été trop imprévus et trop éclatants. La

gradation ou, comme dirait M. Paul Bourget, l'étape n'y jouèrent point leur rôle. Toute la vie de l'Allemagne, sa vie intellectuelle comme sa vie politique, en resta intoxiquée.

IV

Le bas paganisme, l'immoralité cynique du pangermanisme à la Treitschke ont de quoi révolter toutes les consciences droites et surtout toutes les âmes restées chrétiennes. Le sophiste de la *Deutsche Geschichte* n'en avait pas moins l'audace de se dire et de se croire chrétien. Son christianisme est celui dont Guillaume II n'a cessé de se réclamer pendant la guerre. C'est le christianisme botté et casqué, le christianisme militarisé à l'usage de la monarchie prussienne auquel adhéraient déjà Bismarck et Moltke. On en trouve, épars dans les écrits de Treitschke, les dogmes principaux.

Ce christianisme n'a rien d'évangélique. Aux paroles du Christ : « Heureux les pacifiques ! » il substitue impudemment ce cri du cœur : « Heureux les belliqueux ! » D'une religion d'amour, il fait une religion de haine : « Tout théologien intelligent, écrit Treitschke, comprend que la parole biblique : *Tu ne tueras point*, ne doit pas plus être prise à la lettre que la prescription apostolique

ordonnant de donner son bien aux pauvres. » Les prêtres du Christ admettent aujourd'hui, croyons-nous, dans la plupart des confessions, que la paix est l'état normal agréable à Dieu et la guerre une exception dont sa bonté souffre et dont il faut le plus possible lui épargner le spectacle. Mais Treitschke ne l'entend point ainsi. Son Dieu aime le sang, c'est-à-dire le sang des ennemis de la Prusse. Sa cause se confond avec les intérêts de ce pays. Toute victoire de la Prusse lui est personnellement agréable.

La religion du peuple prussien est la religion idéale. La Prusse a été élue par Dieu pour manifester la Vérité religieuse au même titre que la Vérité politique. Dès les sombres jours du paganisme et de la toute-puissance de Rome, les vertus propres aux tribus germaines les prédestinaient à leur mission. Seuls parmi les peuples de l'Europe occidentale, ils pressentaient la chute de Rome et l'avènement d'un monde plus pur. Et Treitschke d'écrire bravement : « Dans un tel peuple le joyeux message de Jérusalem devait trouver des cœurs largement ouverts », assertation tout à fait comique lorsqu'on sait le terrain rebelle que la prédication chrétienne trouva au contraire dans la Germanie du moyen âge.

Le christianisme médiéval n'était encore au

demeurant qu'une religion embryonnaire. Treitschke a l'horreur du catholicisme. Les pays méditerranéens et surtout l'Italie, où il atteignit son plein épanouissement, lui inspirent une insurmontable répugnance. Latinisme et catholicisme, c'est tout un et c'est moins que rien : « Il a manqué aux nations romanes, observe l'historien prussien, la force de prendre pleinement au sérieux leurs pensées. Elle ont su partager leur conscience et obéir à une Eglise qu'elles raillaient. » Quel spectacle plus édifiant n'offre pas l'évolution de la pensée religieuse en pays allemand ! Treitschke admire et adore dans Luther non seulement un grand réformateur, mais encore et surtout un grand Allemand, plus exactement un grand prophète prussien.

Il a libéré l'empire de la domination de l'Eglise. Et cette tâche demandait autant de courage que de génie. Nulle part l'Eglise n'était plus étroitement rattachée à l'Etat que dans la vieille Allemagne. Luther réussit toutefois dans sa mission. L'empire malade trouva dans la Réforme le remède qui sut le guérir. C'est la Réforme qui a rendu la Prusse possible. Et ce bienfait tout politique est la raison principale du culte rendu par Henri de Treitschke au luthéranisme.

Comme romanisme et catholicisme, germanisme

et protestantisme vont de pair. Et c'est pourquoi Treitschke juge sévèrement les membres de la famille germaine restés fidèles à Rome. A vrai dire, il distingue entre les catholiques d'Allemagne et ceux d'Autriche. Les catholiques allemands ont subi malgré tout l'influence de la Prusse et de son protestantisme : « Notre catholique, affirme Treitschke, est plus près, par ses idées religieuses, d'un protestant allemand que d'un catholique espagnol » ; mais il n'a pas assez d'encre dans son encrier pour noircir les catholiques d'Autriche. Leur catholicisme, issu de la Contre-Réformation, est une religion affreuse. Treitschke reproche surtout au catholicisme autrichien d'avoir creusé un fossé entre les deux Allemagnes : « La moelle de notre esprit est le protestantisme », un peuple allemand non protestant est une anomalie, un phénomène contre nature... et un défi à l'hégémonie prussienne.

Nous avons exposé plus haut les raisons politiques de l'animosité témoignée par Treitschke aux Habsbourg. Leur fidélité à l'Eglise romaine contribue à son ressentiment : « La puissance de cette maison, remarque-t-il, fut jadis fondée par une audacieuse et rusée politique de famille, qui sans aucun plan, prenait avidement de tous côtés autour d'elle sans se soucier de la situation mondiale et

des mœurs particulières des pays qu'elle s'annexait. » Nous ne contesterons pas l'exactitude de ce langage; mais n'est-il pas étrange de voir Treitschke reprocher aux Habsbourg ce qu'on pourrait non moins justement reprocher aux Hohenzollern ? La parabole de la paille et de la poutre s'applique à merveille aux historiens pangermanistes.

Treitschke se montrait assez aveuglé par ses passions religieuses pour estimer que la conversion de tous les Allemands au protestantisme n'était qu'une affaire de temps. Sa religion étant toute politique, il ne pouvait comprendre qu'elle fût chose plus intime et plus profonde chez des esprits plus sainement religieux. Les victoires prussiennes, annonçait-il, et la fondation de l'empire qui en était résultée amèneraient tous les Allemands à partager la foi du peuple vainqueur.

Cette opinion était d'autant plus téméraire que sa religion à lui n'avait rien d'orthodoxe. Dans ses moments de sincérité, il allait même jusqu'à se dire libre-penseur : « J'espère être chrétien et protestant, écrit-il, bien que je ne puisse souscrire mot pour mot à la confession d'Augsbourg. » Si Treitschke prône à ce point le protestantisme, c'est parce que les Hohenzollern, les Bismarck, les Moltke étaient protestants de nom ; mais il man-

que à Treitschke ce qui a toujours été un attribut des protestants conséquents avec eux-mêmes : le respect des convictions d'autrui et la tolérance. Treitschke a osé écrire : « Nous ne nous sommes que trop laissé séduire par les grands mots de tolérance et de lumière ! » Et voilà ce qu'un protestant devrait avoir honte de penser et de formuler [1].

Le puritanisme, le rigorisme de Treitschke sont d'un protestantisme meilleur teint. Treitschke se montre impitoyable envers le sentiment et envers les égarements de la passion. Il condamne en bloc tout le romantisme. Dans une étude sur Frédéric Hebbel il s'insurge contre la « morale relâchée » de cet auteur. Dans l'analyse qu'il fait de *Marie-Madeleine*, le chef-d'œuvre de ce poète, il n'hésite pas à donner raison au père de l'héroïne, le dur, austère, implacable *Meister Anton* contre sa douce fille qui a péché par amour. L'hédonisme, l'épicuréisme et tout ce qui leur ressemble sont en horreur à Henri de Treitschke. Il reproche aux économistes leur conception « voluptueuse » de la vie,

[1] Feu Waldeck-Rousseau, s'adressant le 12 janvier 1902, au pasteur de Saint-Etienne lui tint ce propos dont M. Charles Maurras fait grand état dans ses polémiques : « Il existe une entente naturelle entre le régime républicain et le culte protestant, car l'un et l'autre reposent sur le libre examen. » Ces paroles eussent fait sourire de dédain le protestant Treitschke.

cette notion que la vertu doit trouver ici-bas déjà sa récompense. Cette récompense, d'après lui, ne peut résider que dans le témoignage d'une bonne conscience. On remarquera l'austérité, la raideur du code moral fixé par Henri de Treitschke. Il ne pardonne rien à l'individu. Le relâchement de sa morale sociale est d'autant plus frappant que sa morale individuelle est plus rigoureuse. Rien n'est permis au sujet ou citoyen. Tout est permis à l'Etat. L'Etat — parce qu'Etat — légitime, ennoblit et même sanctifie les crimes qu'il commet pour sa grandeur.

Les théories de Treitschke justifient cette forte parole d'Alexandre Vinet : « L'Etat, c'est l'individu moins la conscience. »

V

Les victoires prussiennes, le prestige et la prospérité du jeune empire donnaient à Treitschke de nombreux sujets de satisfaction ; mais déjà certains courants se dessinaient qui lui paraissaient de nature à mettre en danger l'œuvre accomplie. L'auteur de la *Deutsche Geschichte* voyait dans les progrès de la démocratie et dans les succès croissants du socialisme un ver rongeur appelé, si l'on n'y mettait ordre, à pourrir le beau fruit prussien.

L'imprudente politique de Bismarck envers les masses populaires lui gâtait ce grand homme. Bismarck commit deux fautes : il créa un *Reichsland* au lieu d'annexer simplement l'Alsace-Lorraine à la Prusse et il introduisit en Allemagne le suffrage universel. La première de ces fautes était grave, la seconde irréparable.

Tout ce qui peut élever le peuple au-dessus de sa condition, tout ce qui peut accroître chez les petits le sentiment de la dignité humaine paraît à Treitschke une entreprise condamnable. Nous pensons avec lui que le suffrage universel prête à toute sorte de critiques, mais les raisons pourquoi il le condamne nous remplissent d'indulgence à l'égard de cette institution : « Dans cet Etat de noble culture, écrit-il, (l'empire allemand), le suffrage universel est l'indiscipline organisée, l'exaltation reconnue de la Déraison souveraine. » Entre l'égalité démocratique du droit de suffrage et la formation, nécessairement aristocratique, d'une société supérieure, il y a contradiction fatale : « Les Etats monarchiques et aristocratiques, observe Treitschke, l'emportent sur la pure démocratie par le développement pacifique et la durable force vitale. Ils savent épargner l'aristocratique formation de la société et l'employer au bien de l'Etat, tandis que la démocratie n'aspire qu'à détruire et par là perd

facilement toute solidité des traditions politiques et morales. La lutte sauvage de la chasse aux emplois finit par soumettre tout ce qui est noble à ce qui est bas. »

Une ligne de démarcation très nette sépare dans la nation allemande, aux yeux de l'historien pangermaniste, ces deux catégories d'individus : les hommes nés pour commander et ceux qui sont nés pour obéir. Les premiers se recrutent... dans la noblesse prussienne, les autres embrassent le reste de la nation. Appeler ceux-ci au pouvoir alors qu'il devrait être l'exclusif monopole de ceux-là, c'est pure folie. Malheur à l'Allemagne si elle tombe dans l'erreur à la mode ! « Grâces soient rendues à la Destinée, s'écriait Henri de Treitschke, de ce qu'elle a jusqu'à ce jour épargné à l'Allemagne l'orgie d'un 4 août » ; mais en ce qui concernait l'avenir, Treitschke ne se montrait qu'à moitié rassuré. Combien de temps encore l'Allemagne réussirait-elle à se défendre contre l'orgie révolutionnaire ?

Le socialisme, cette étape décisive de la perversion démocratique, était pour Treitschke une invention française. Et on ne l'eût pas confondu en lui objectant Lassalle et Marx. Il n'eût point manqué de répondre : « Lassalle et Marx ne sont pas Allemands, ils sont Juifs. » Il n'était pas moins

honteux, à ses yeux, d'être Juif que d'être Français. Les Juifs allemands se sont toujours bien trouvés en France. A la longue, Börne et Heine étaient presque devenus « Parisiens ». Rien d'étonnant à cela, observe Henri de Treitschke. Le génie essentiellement ironique, corrupteur et destructeur du Juif fait excellent ménage avec le génie français, de tout point pareil. Henri Heine et Voltaire eussent fraternisé. N'incarnent-ils pas la même force délétère de l'esprit qui raille et qui nie ? La Révolution, turpitude suprême du siècle, est chose juive et française. L'Allemand, à lui seul, ne l'eût pas inventée.

Comment donc expliquer que l'esprit révolutionnaire et socialiste ait fait en Allemagne un si beau chemin? Treitschke ne l'expliquait pas et se contentait d'en gémir. Mais avec quel élan ! avec quelle constance ! On peut réprouver le socialisme dans son principe et dans ses effets, on peut estimer qu'il représente pour l'ordre et la vraie culture un immense danger : les injures dont le couvre Henri de Treitschke sont excessives. Et le gouvernement oligarchique selon son cœur, ce régime idéal qu'il oppose au socialisme abhorré, n'offre guère plus de séductions. Le prolétariat socialiste est formé, d'après Treitschke, de malfaiteurs et de fainéants. Il faut améliorer le sort des travailleurs, sans

doute; mais avec quelle prudence! «Une distance, une très grande distance, écrivait Treitschke, doit toujours subsister entre l'avoir du travailleur manuel et la fortune de ces classes qui vaquent à l'acquisition de biens idéaux au profit de la civilisation ou qui dirigent le labeur économique. Autrement, on ne travaillerait plus.»

On a vu des hommes d'Etat qui n'étaient pas des utopistes, qui n'étaient même pas des humanitaires préconiser une réduction de la journée de travail dans les fabriques. Treitschke s'élève contre cette réforme au nom de la morale : «Une classe ouvrière, écrit-il, qui, par un travail de quelques heures, s'acquitterait de son devoir social succomberait au vice.»

Treitschke faisait profession de mépriser l'esprit bourgeois. Aristocrate dans les moelles, il combattait les plates idées bourgoises aussi âprement que le morbide idéal socialiste ; mais son réquisitoire contre la classe ouvrière est pénétré à son insu de l'esprit bourgeois le plus égoïste et le plus sec.

Quoi de plus bassement bourgeois, au plus vilain sens du mot, que cette peur du peuple, cette hantise de la révolution, cette crainte pour les biens acquis et les privilèges hérités ! Treitschke emprunte aux socialistes leur dogme de la «guerre

de classes », mais pour y voir un jeu normal des forces sociales : « L'ordre de classes, dit-il, résulte aussi nécessairement de la nature de la société que l'opposition entre dominateurs et dominés dérive de la nature même de l'Etat ». Et cette opinion est soutenable. Il y aura toujours des dominateurs et des dominés. Où la thèse de Treitschke devient inadmissible, c'est quand il exige que les dominateurs se recrutent à jamais dans la même classe — il dirait plus justement la même caste — et fassent bloc pour en défendre l'accès à de nouveau-venus.

Treitschke atténue l'inélégante cruauté de sa doctrine par le rôle qu'il attribue à la monarchie. « Inaccessible aux égoïsmes de classe », prétend-il, elle rétablit entre dominateurs et dominés un certain équilibre ; mais qui ne voit quel démenti les événements infligent à cette conception de la monarchie ? Peut-être la monarchie anglaise rappelle-t-elle cet idéal de loin. En Allemagne, la royauté obéit à une impulsion toute différente. La monarchie prussienne, sous Guillaume II, est devenue, autant qu'il est possible, une monarchie de classe. Guillaume II est l'empereur de toutes les oligarchies : militaire, industrielle, financière ; il a résolument tourné le dos au prolétariat.

Quand éclata la guerre, il voyait dans les socia-

listes de véritables ennemis à l'intérieur et ne se gênait pas pour leur marquer en public son ressentiment. Il mit une sourdine à son hostilité quand, au moment de la conflagration européenne, l'obéissance des socialistes devint pour l'empire une affaire de vie ou de mort; mais son animosité à l'égard de la démocratie et des démocrates n'en subsistait pas moins au fond de son cœur.

Treitschke s'est plaint un jour du faible écho que son enseignement politique réveillait chez ses étudiants. Ses leçons d'histoire étaient passionnément suivies, mais le cours de politique qu'il faisait de loin en loin à l'Université de Berlin attirait moins d'auditeurs. Il s'expliquait cette indifférence, non point par l'aridité de la matière traitée, mais par l'esprit où il la traitait. Ses prin cipes étaient en opposition trop directe avec ces aspirations égalitaires qui avaient, à l'en croire, contaminé jusqu'à la jeunesse allemande: « La raison, écrit Treitschke, non disciplinée encore, s'effraye quand on lui prouve que l'Etat est puissance » et « qu'un Etat d'où l'obéissance a disparu est fatalement condamné à la ruine ». Mais les événements ont prouvé depuis lors qu'Henri de Treitschke s'affligeait sans raison. Les principes

politiques chers à son cœur et les leçons d'histoire qui lui servaient à démontrer son idéal ont eu le même succès, la même influence durable. Treitschke a codifié et préconisé, avec une force de dialectique sans pareille, la doctrine de l'impérialisme allemand d'essence prussienne. Nul n'a prêché avec plus d'éloquence et de conviction l' « idéal politique » né des victoires de Sadowa et de Sedan, cet idéal de violence et d'orgueil qui prétend, depuis un demi-siècle, imposer au monde la puissance allemande.

CHAPITRE II

L'orgueil sur le trône.

Guillaume II d'après Karl Lamprecht.

Karl Lamprecht et le pangermanisme. — Son chant du cygne; une étude sur Guillaume II. — Caractère *byzantin* de cet opuscule. — Guillaume II et la religion. — Le Dieu germanique et guerrier. — Le protestantisme de l'empereur. — Son romantisme. — Son culte des héros. — Est-il tenace ou versatile? — L'orgueil de Guilleume II. — L'empereur et la tradition. — Guillaume II et les beaux-arts. — Ses goûts en littérature. — Ses vertus secondaires, — Sou culte de l'amitié. — Son aptitude aux transformations. — Guillaume II, modèle de « simplicité et d'humilité chrétienne ».

L'historien allemand Karl Lamprecht, décédé au mois de mai 1915, n'était pas inconnu hors de sa patrie. Il jouissait à l'étranger d'une renommée égale au moins à son mérite. Son œuvre, au demeurant, ne fera pas oublier celle des historiens allemands appartenant à la génération antérieure : Mommsen, Treitschke, Sybel et les autres. Karl Lamprecht a cru renouveler la science historique par la psychologie, mais sa méthode n'a donné que des résultats médiocres. Les Treitschke et les Sybel sont pleins de préjugés nationaux, mais ils écrivent clairement. Karl Lamprecht n'est pas

moins chauvin, mais sa prose est lourde et sa pensée confuse.

On lui doit une *Histoire allemande*, où il cherche en vain à rajeunir par sa méthode un sujet fatigué. A l'encontre de la plupart de ses collègues, Lamprecht n'estimait point que le recul du temps fût nécessaire à la compréhension d'une époque. Au contraire. Il croyait que l'âme d'une phase historique nous est d'autant plus accessible que cette phase est plus proche de nous. Et c'est pourquoi il a étudié et retracé l'histoire de l'Allemagne contemporaine avant celle du XVIIIe siècle et pour la mieux comprendre. La parfaite connaissance du temps présent devait l'aider, pensait-il, à pénétrer plus à fond l'esprit des temps passés.

J'ignore si le livre de Karl Lamprecht sur l'Allemagne du XXe siècle conservera longtemps son prestige [1]. Mais il restera comme un témoignage instructif de l'état d'esprit des universitaires allemands immédiatement avant la guerre. Karl Lamprecht repousse l'épithète de pangermaniste. Et, pour l'en avoir gratifié, j'ai eu l'honneur d'exciter sa verve indignée. Karl Lamprecht n'en est pas moins un pur pangermaniste, un de ces panger-

[1] Cf. dans notre livre sur la *Littérature allemande d'aujourd'hui* le chapitre XXII intitulé *L'Allemagne contemporaine d'après M. Karl Lamprecht* (Paris, 1909).

manistes d'autant plus dangereux qu'ils sont plus inconscients. Ils formulent de cyniques prétentions à l'hégémonie universelle et pensent sincèrement n'exprimer qu'un programme rationnel d'expansion nationale.

Tous les articles de foi de l'*Alldeutschtum* sont implicitement contenus dans les écrits de feu Lamprecht. Il croit à la supériorité absolue de la race germanique sur toutes les autres. Elle dominera le monde parce qu'elle détient la force ; mais son triomphe matériel ne sera que la suite nécessaire de son excellence morale. Karl Lamprecht attend de ce qu'il appelle la « germanisation tellurique » d'immenses bienfaits pour tout l'univers. Il salue dans l'Etat allemand une puissance, comme il dit, « tentaculaire », dont la gloire éclipsera celle des plus illustres empires passés et présents. En vérité, rien ne manque à Karl Lamprecht pour lui donner droit au nom de pangermaniste, rien, pas même la croyance au Dieu national allemand, à cet « antique Dieu allemand » que Guillaume II n'a cessé d'invoquer pendant la guerre : « Qui donc oserait nier, demandait Lamprecht, que maintenant encore il existe un Dieu chrétien germanique et qu'il lui arrive de se manifester à l'étranger comme un Dieu fort et jaloux ? » Libre à

l'auteur de tels propos de nier son pangermanisme. Nous savons, quant à nous, à quoi nous en tenir...[1]

Le livre de Lamprecht sur l'Allemagne contemporaine l'avait mis en goût de politique. C'est donc une pente toute naturelle qui l'a porté à consacrer une monographie à la personne de son souverain. Guillaume II occupe à la tête de son empire une place brillante. Il est au XXe siècle le seul autocrate vrai. Alors que le tsar est gouverné par ses parents, sa cour et surtout sa bureaucratie, Guillaume II impose sa volonté à tout son monde, au mépris de la constitution.

Les constitutions n'ont jamais gêné les Hohenzollern. Déjà l'un deux traitait avec dédain de « chiffon de papier » la charte que son peuple tentait en 1848 de lui arracher. Les « chiffons de papier ! » La violation de la neutralité belge a

[1] Dans un article publié par le *Journal de Genève* le 9 janvier 1915, un érudit hollandais, M. Louis van Outhoorn, raillait finement les universitaires d'Outre-Rhin qui ne « tirent de l'histoire que des leçons favorables à leur thèse ». M. Louis van Outhoorn écrivait dans cet article : « C'est ainsi que je me rappelle avoir entendu Lamprecht — le plus libéral, le plus large d'esprit de tous ! — me soutenir, au milieu d'un paysage vosgien tout proche de la Schlucht, que Lille avait été de tout temps et était demeurée germanique. Comme preuve, il me servait une anecdote d'après laquelle il se serait fait comprendre d'un gamin rencontré dans cette ville en lui adressant la parole en allemand. »

montré dans la guerre en cours quel cas les Hohenzollern continuent d'en faire.

L'étude de Lamprecht, son chant du cygne, sur Guillaume II n'a rien ajouté à sa gloire d'historien. Cet écrit paraît même plus propre à compromettre qu'à confirmer son renom d'esprit scientifique et transcendant. Lamprecht visait uniquement à décrire le « caractère » de Guillaume II. L'entreprise était malaisée, mais réalisable. A défaut de témoignages de première main, à défaut des aveux du souverain lui-même, il fallait s'entourer du plus grand nombre possible de documents authentiques de toute sorte. Il fallait solliciter les confidences des amis du monarque, observer celui-ci dans sa vie publique et se le faire raconter daus sa vie privée. Il fallait, en un mot, philosopher sur les données fournies à la fois par les documents officiels et par le « reportage ». La tâche était séduisante. Elle avait, en tout cas, de quoi piquer au jeu un esprit aussi subtil que feu Karl Lamprecht.

Au lieu de cela, qu'a-t-il fait? Il a puisé les matériaux de son opuscule dans les seuls discours de Guillaume II. L'empereur allemand, certes, parle beaucoup. Ses adversaires trouvent même qu'il parle trop; mais une intelligence complète de son

caractère n'est pas possible à l'aide de ses seules manifestations oratoires. Les discours de Guillaume II le montrent jouant un rôle, plastronnant, paradant, prenant, en quelque sorte, des poses plastiques. Guillaume II orateur, c'est un certain aspect de Guillaume II, ce n'est pas Guillaume II tout entier. Lamprecht n'eût-il pas sévèrement condamné un historien assez léger pour dégager, par exemple, des seuls discours de Napoléon Ier l'image de l'empereur français? Napoléon avait toutefois sur Guillaume II cette supériorité parmi beaucoup d'autres qu'il composait lui-même ses discours, alors que l'empereur allemand, surtout quand il traite de questions techniques, se fait aider le plus souvent par des spécialistes. M. Harnack passe pour lui prêter ses lumières quand il se risque sur le terrain théologique. Il n'y a pas lieu d'en blâmer Guillaume II. Tout au plus peut-on regretter qu'il ne choisisse pas mieux les « compétences » chargées de le souffler. En revanche, ces collaborations sont de nature à diminuer sensiblement l'apport personnel du souverain à ses harangues. Aussi Lamprecht risque-t-il fort d'avoir rendu à César ce qui n'était pas à César.

Très suspect quant au fond, le dernier ouvrage de Lamprecht est très médiocre de forme. Cet écri-

vain n'a aucun style. Alors que nos meilleurs historiens sont à la fois des penseurs et des artistes (au sens le plus large de ce mot), les historiographes allemands n'attachent, en général, qu'une importance secondaire à la qualité de leur prose et ne se soucient guère de bien composer. Treitschke formait une honorable exception, mais Karl Lamprecht est bien de son pays et de son peuple. Dans son livre sur Guillaume II, il en est même un peu trop. Pour tracer un portrait plus ressemblant de son empereur, Lamprecht en a tracé deux. Il a mis à la suite l'un de l'autre un portrait du souverain allemand en 1901 et un autre tracé en 1913, année de son jubilé.

Il compare la juxtaposition de ces deux portraits à celle de deux photographies dans un stéréoscope. La figure obtenue par ce moyen serait plus vivante, plus exacte. Mais est-il nécessaire de montrer l'erreur de Karl Lamprecht? Les deux images qu'on introduit dans un stéréoscope sont identiques et destinées à se confondre, alors que les deux portraits de Guillaume II tracés par Lamprecht diffèrent l'un de l'autre et ne se complètent qu'en se superposant. Les ambitions « stéréoscopiques » de l'historien leipzicois sont mal fondées. Et sa comparaison pèche par sa base.

Son double portrait lui a permis, d'autre part,

de flatter deux fois son souverain. Et peut-être Lamprecht n'a-t-il pas été fâché de cette double occasion de plaire. Un des principaux publicistes de l'Allemagne contemporaine, le comte Reventlow, a écrit sous ce titre : *Guillaume II et les Byzantins* un pamphlet qui fit grand bruit lors de son apparition. Le comte Reventlow s'élevait avec énergie contre les « détestables flatteurs », si nombreux et puissants à la cour de Prusse, contre la presse spéciale qui rivalise de plates adulations avec les courtisans, contre l'organisation savante, méthodique et funeste du byzantinisme officiel et officieux sous Guillaume II. L'opuscule de l'historien Lamprecht montre à quel point le réquisitoire du comte Reventlow était fondé. Le byzantinisme empoisonne aujourd'hui jusqu'à ces universités qui se faisaient gloire autrefois de leur indépendance.

En principe, on n'aime guère à voir un savant — et Lamprecht se piquait de science exacte — s'attaquer à un sujet aussi « actuel » qu'une monographie du souverain régnant. Je n'ai pas ouvert sans méfiance l'opuscule de Karl Lamprecht, sachant qu'il n'a pas la main légère; mais je n'aurais jamais attendu un tel zèle de byzantinisme de la part d'un homme qui, après tout, n'en était plus à ses débuts, d'un homme qui jouissait d'un renom solide, d'une situation de tout repos

et qui avait le droit de parler à peu près librement. Lamprecht passe sous silence toutes les « journées critiques » du règne, tous les actes du monarque sujets à caution. Pourtant, certains discours et certains télégrammes naguère publiés à grand fracas et qui entraînèrent des résultats historiques, constituent aussi des documents. Le professeur de Leipzig n'y fait même pas allusion. Son portrait du souverain comprend uniquement ce que les Allemands appellent les « côtés lumineux » du sujet. Les « côtés d'ombre » sont sciemment ignorés. Lamprecht s'est appliqué à grandir son impérial modèle... mais aux dépens de sa propre gloire de savant et de critique.

II

Historien psychologue, curieux surtout de « l'âme » des époques, Lamprecht s'est efforcé, dans son livre sur le *Récent passé allemand*, de déterminer par quoi l'époque contemporaine diffère spirituellement de la phase précédente. Il a découvert que l'Allemagne d'hier était réaliste alors que l'Allemagne d'aujourd'hui serait foncièrement idéaliste. Deux hommes, d'après Lamprecht, le prince de Bismarck et Guillaume II, incarnent ces deux Allemagnes successives. Guillaume II serait l'idéalisme allemand fait chair. Vues de loin,

vues de ce côté-ci du Rhin, les deux Allemagnes, celle de Bismarck et celle de Guillaume II, ne nous paraissent pas si différentes. Pour distinguer l'esprit contradictoire qui les anime, il faut l'œil d'un historien pangermaniste.

L'idéalisme de Guillaume II forme dans l'opuscule de Lamprecht le piédestal sur lequel il élève son image taillée. L'idéalisme de Guillaume II exprime l'idéalisme de tout son peuple. Guillaume II est « l'homme presque représentatif » de son pays et de son temps. Le mot presque atténue un peu ce qu'il y a de paradoxal dans cette assertion ; mais, sous cette forme adoucie, la thèse de Lamprecht est inadmissible encore. Saluer en Guillaume II, prince à l'esprit brouillon farci d'idées contradictoires, à la fois romantique suranné et utilitaire à tout crin, l'homme le plus représentatif de notre temps, c'est se moquer de notre temps et des Allemands eux-mêmes. Avant la guerre, la plupart d'entre eux eussent énergiquement refusé de voir dans le porte-sceptre le porte parole autorisé de toute la nation.

L'idéalisme de Guillaume II est, suivant Lamprecht, d'essence religieuse. L'empereur a toujours arboré sa foi comme un drapeau. Mais sa croyance est malaisée à définir. L'étude de Lamprecht sur son souverain abonde en contradictions, moins par la

faute du peintre que par celle du modèle; mais le peintre refuse de voir dans son modèle un tissu de contradictions et d'erreurs. Il s'efforce louablement de prouver l'unité de ce caractère, du reste sans y réussir. Son portrait est plein de trous.

Lamprecht constate le protestantisme du souverain et observe que Guillaume II « a manifesté parfois tout son orgueil d'appartenir à cette confession». On sait que le protestantisme des Hohenzollern n'est pas le luthéranisme, mais l'évangélisme réformé, « plus avancé, d'après Lamprecht, dans les innovations hardies de la foi. » L'historien de Guillaume II affirme que l'empereur s'enorgueillit de son protestantisme, mais il déclare aussi que Guillaume II ne fait aucune différence entre les diverses confessions chrétiennes, grâce à quoi l'Allemagne jouit d'une paix religieuse inconnue sous ses prédécesseurs. Cette remarque est exacte. Guillaume II s'est toujours montré envers les catholiques aussi bienveillant que le prince de Bismarck s'était montré haineux ; mais ce n'est pas à l'idéalisme religieux du souverain, ce n'est pas à une égale vénération pour toutes les confessions chrétiennes que les catholiques allemands doivent la paix, c'est à des nécessités politiques. Instruit par les fautes de Bismarck sur l'inconvénient de luttes religieuses, Guillaume II a renoncé

au *Kulturkampf*. S'il a donné des gages au catholicisme, ce n'est point qu'il mette le catholicisme sur le même pied que l'évangélisme, c'est parce qu'il a besoin, pour défendre son trône contre les assauts des socialdémocrates, de toutes les forces de conservation sociale, de l'Eglise catholique comme des autres.

C'est une opinion commune en pays français que protestantisme et libéralisme sont synonymes; mais cette confusion, nous l'avons vu déjà, est impossible en pays allemand. L'idéalisme religieux de l'empereur en fait foi. Et Lamprecht en convient. C'est à Luther, d'après lui, que la Prusse doit ce dogme de l'absolutisme patriarcal qui inspira de tout temps la politique des Hohenzollern et qui fleurit sous Guillaume II plus que jamais. Le Grand Electeur passe pour avoir incarné le plus exactement le dogme luthérien et prussien de la toute-puissance du prince, responsable devant Dieu seul. C'est pourquoi Guillaume II a voué au Grand Electeur un culte spécial. Et c'est pourquoi aussi, parmi tous les peuples de race germanique hors de l'empire, il préfère, d'après son historien, les Norvégiens, ces « derniers représentants de l'antique principe germanique d'immuable fidélité au chef reconnu ». Prédilection, à vrai dire et pour l'observer en passant, fort étrange ! Les Norvégiens

n'ont eu de cesse qu'ils n'eussent répudié leur union avec la Suède, ils sont foncièrement républicains et n'ont mis à leur tête un roi qu'à condition qu'il ne gouvernât point et régnât à peine. Et, du reste, ils ne rendent pas à Guillaume II son amitié. On se rappelle les manifestations boudeuses dont ils saluèrent la mise en place de certain monument Fridtjof, don de l'empereur.

Le christianisme de Guillaume II est bien le christianisme prussien, ce pseudo-christianisme soldatesque qui a toujours fleuri sur les bords de la Sprée et qui avait mis en fuite Henri Heine. Guillaume II a dit un jour à des recrues : « Quiconque n'est pas chrétien ne saurait être honnête homme ni soldat prussien et ne peut remplir les devoirs qui incombent au soldat dans l'armée prussienne. » Guillaume II était peut-être sincère en prononçant ces paroles. Peut-être se croit-il sincère aussi quand il déclame ces confessions de foi retentissantes, pieusement recueillies par ses historiographes : « Le pivot de toute la vie humaine, a-t-il déclaré un jour, est uniquement le rapport personnel qui nous lie à notre Seigneur Jésus-Christ. » Et encore : « Consciemment ou inconsciemment, tous sont contraints de baser leur vie, leur travail, leur activité sur leurs rapports personnels avec notre Seigneur. » Ce qui revient à

dire que la conscience individuelle, telle que l'a formée le christianisme, doit dicter à l'homme sa conduite. Cette idée très protestante est une des plus fermes convictions de Guillaume II : « La conscience individuelle, a-t-il dit, tant qu'elle vit dans l'être humain, lui donnera toujours des règles de conduite. »

C'est là un noble langage et le souverain qui conformerait ses actes à ces propos laisserait dans l'histoire un nom béni. En ce qui concerne Guillaume II, force est toutefois d'observer que son protestantisme ne l'a pas empêché de commettre ou d'autoriser des actes peu chrétiens. Sa « conscience chrétienne » n'aurait-elle pas dû s'insurger quand son état-major attaqua la France en violant la neutralité belge au mépris d'un traité signé par le roi de Prusse ? N'a-t-elle pas dû aussi, cette conscience chrétienne, lui reprocher tant d'attentats inutiles, tant de vains sacrilèges pendant la guerre actuelle ? Comment concilier le respect de Guillaume II pour toutes les confessions chrétiennes avec le bombardement systématique des cathédrales belges et françaises ?

Ces atrocités s'expliquent par la nature toute spéciale du christianisme, — ou du pseudo-christianisme — de Guillaume II. Le christianisme de l'empereur allemand et de son peuple n'est pas

une religion universelle. C'est une croyance étroitement nationale. L'orgueil allemand a éprouvé le besoin de se créer un Dieu à son image, plus exactement d'accaparer la Divinité à son profit. Dieu règne sur le monde entier, mais il n'a partie liée qu'avec le seul peuple allemand. Nous avons cité plus haut quelques lignes de Lamprecht sur le « Dieu germanique ». Dans la mesure où ils croient, les Allemands croyants ne croient plus guère qu'à ce Dieu-là. Ils l'ont façonné à la ressemblance de leur peuple avec une effroyable inconscience. Leur adoration de Dieu n'est qu'une idolâtrie d'eux-mêmes et de leur force. Nous reviendrons d'ailleurs dans ce livre sur cette question capitale.

Dans la religion de l'empereur allemand, Dieu n'est que le généralissime de l'armée allemande. Lamprecht qui gardait juste assez d'esprit critique pour comprendre ce qu'il y avait d'offensant dans cette manière de voir, tout en la partageant presque, déclarait que Guillaume II avait rejeté peu à peu le dogme du Dieu militaire prussien ; mais Lamprecht se trompait. Les innombrables manifestations oratoires de l'empereur depuis le début de la guerre montrent qu'il continue de croire au Dieu allemand luttant en personne pour le triomphe des armes allemandes. Dieu n'a jamais

été pour lui que « le grand Allié toujours fidèle aux Allemands ». Le triomphe de l'Allemagne est le but, Dieu et le christianisme à la prussienne sont les moyens. En raison de la sainteté du but, Dieu pardonne à ses serviteurs des moyens suspects. On s'est montré surpris, hors d'Allemagne, de l'amitié de Guillaume II pour le sanguinaire Abdul Hamid et la triste coterie qui s'empara du pouvoir à sa chute. On s'est demandé comment l'empereur d'Allemagne pouvait concilier son christianisme avec cette tendresse pour l'Islam qui alla jusqu'à fomenter la guerre sainte et à déchaîner le Croissant contre la Croix. Cette contradiction n'en est pas une aux yeux de Guillaume II. Tant il est incapable de séparer du germanisme la bizarre idolâtrie qu'il ose appeler christianisme. Est chrétien tout ce qui est allemand et travaille au succès de l'Allemagne. Les Infidèles embrassent le reste du monde.

La prétendue largeur des idées religieuses de Guillaume II, sa prétendue amitié pour les catholiques sont pure duperie. Son christianisme est aussi étroit qu'il est intéressé : « Je suis convaincu, a-t-il dit un jour, que Dieu se révèle éternellement dans l'humanité créée par lui. » Et il a bien voulu donner la liste des grands initiateurs chargés par Dieu de révéler Dieu au cours des siècles. Dans son

pêle-mêle saugrenu, combien cette liste est significative ! Elle comprend « Hammourabi, Moïse, Abraham, Homère, Charlemagne, Luther, Shakespeare, Gœthe, Kant, Guillaume Ier. » Guillaume II a bien voulu ajouter que cette nomenclature ne comprenait pas tous les grands initiateurs, mais seulement les principaux. Malgré cette restriction, sa liste est parfaitement grotesque. Pourquoi Dante n'y figure-t-il pas ? Ne fut-il pas en son temps un des plus parfaits interprètes du divin ? mais Dante a écrit la *Divine comédie* en catholique et en Italien. Et Guillaume II réserve aux seuls Germains le privilège d'avoir soulevé un coin du voile. Plus choquante encore que l'absence de Dante, la présence de Guillaume Ier sur sa liste. Lamprecht aperçoit dans le « culte des ancêtres », tel que le pratique son souverain, une marque de son idéalisme religieux. Nous n'y pouvons voir qu'une preuve nouvelle de l'épais anthropomorphisme de sa foi. Alors que l'empereur affecte de ne jamais nommer son noble père Frédéric III, il célèbre son grand-père Guillaume Ier dans les termes les plus hyperboliques. N'a-t-il pas osé l'appeler un jour « souverain sublime ? » C'est un sentiment respectable que l'esprit de famille, mais à condition qu'il ne tue point le jugement. Or Guillaume II perd toute mesure quand il parle de

son aïeul. C'est à se demander s'il pense par là s'excuser d'avoir si mal agi envers Bismarck. En exaltant Guillaume Ier, Guillaume II rabaisse son chancelier et bat en brèche l'opinion de ceux qui persistent à mettre le serviteur au-dessus du maître. Sur les traces de Guillaume II, toute une école byzantine — où l'on regrette de voir figurer l'historien Lamprecht — a grandi l'empereur, elle aussi, aux dépens du chancelier. C'est courtisanerie pure. C'est glorifier Louis XIII aux dépens de Richelieu. Les historiens de l'avenir rétabliront la vérité.

En attendant, Guillaume II compare le souverain sous qui s'est créé le nouvel empire allemand à Charlemagne et à Kant. Par là, il pense éclairer son trône d'un rayon de lumière divine; mais il s'abuse et montre seulement toute l'étendue de son infatuation.

III

David Strauss publia, en 1847, sous ce titre : *Un romantique sur le trône* une brochure qui fit scandale. Sous couleur d'analyser le caractère de Julien l'Apostat, Strauss raillait agréablement Frédéric-Guillaume IV. Ses critiques à l'adresse de l'empereur romain atteignaient le roi de Prusse en pleine poitrine. On a souvent signalé une parenté

d'esprit entre ce Frédéric-Guillaume IV et Guillaume II. La définition de l'état d'âme romantique donnée par David Strauss s'applique assez exactement à l'un et à l'autre : « Nous le connaissons à merveille, écrivait Strauss, et pour en avoir vu des exemples de près, cet amalgame des choses vieillottes et des choses nouvelles en vue de restaurer ou de mieux conserver les premières ; nous le connaissons surtout dans le domaine religieux, mais aussi dans les autres et nous lui avons donné un nom : le romantisme... Les politiques romantiques sont ceux qui ne voient de salut pour l'Etat moderne que dans le retour à la féodalité et à toute l'organisation sociale du moyen âge. »

Lamprecht, toutefois, proteste avec énergie contre l'accusation de romantisme formulée contre Guillaume II. « Quant à nous, déclare-t-il, nous estimons que l'empereur n'a jamais eu la moindre prédilection pour le romantisme, ni au sens historique, ni au sens psychologique de ce mot. » Cette formule absolue est inadmissible. Par son atavisme, son éducation, ses goûts personnels, Guillaume II incline certainement vers le romantisme; mais son intelligence, qui est vive et brillante, sinon très pénétrante, l'empêche de méconnaître les nouveautés nécessaires. Romantique, féodal, agrarien par instinct, il est utilitaire et « américa-

nisant » par un effort de sa raison pratique. Selon les circonstances, il obéit à son instinct ou à sa raison. Le combat que se livrent en lui ces deux orces aide à faire comprendre ce que son activité a d'inharmonieux.

Sa conception de la monarchie — de même que sa foi religieuse — est à base de romantisme : « Je représente, a-t-il dit en 1891, tout comme mon impérial grand-père, la royauté par la grâce de Dieu ». Guillaume II a dressé la liste hétéroclite des grands initiateurs religieux. Sa liste des grands initiateurs politiques comprendrait, s'il s'avisait de la dresser, tous les rois de Prusse. Guillaume II professe le culte des héros, le *Hero-worship* à la Carlyle. L'évolution historique se résume pour lui dans l'activité d'une poignée de grands hommes qui surent dominer les masses amorphes. Cette doctrine, après tout, en vaut une autre, à condition qu'on l'entende avec une certaine largeur ; mais il ne faut demander à Guillaume II aucune largeur d'aucune sorte. Son culte des grands hommes se traduit par une admiration systématique des souverains qui le précédèrent sur le trône de Prusse. Ils eurent tous les mérites, toutes les vertus. Les Byzantins de l'histoire allemande ont divinisé peu à peu tous les Hohenzollern, même les plus moralement suspects — et l'on sait s'il y en

eut ! C'est naturellement chez ces chroniqueurs-courtisans que Guillaume II a puisé ses notions d'histoire nationale. Au nom de son idéal religieux il adore en ses ancêtres de véritables saints. Au nom de son idéal politique, il salue en eux des héros, des demi-dieux à la manière de l'antiquité hellénique.

Guillaume II se croit appelé, de toute évidence, à tenir lui-même un rang glorieux dans la série des porte-sceptres prussiens. Karl Lamprecht met en relief le caractère très *personnel* du souverain régnant. Son idéal de la monarchie n'a pu qu'aggraver son égoïsme ou, pour parler plus poliment, son égotisme. Quand il congédia brutalement, au début de son règne, le véritable fondateur du nouvel empire allemand, le prince de Bismarck, il n'avait certainement pas conscience de ce qu'il y avait de fâcheux dans cet acte. Cette hypertrophie du *moi* dont souffre Guillaume II le rend incapable d'une saine appréciation des choses. Guillaume II était pressé de jouer un rôle, tout son rôle. Pour arriver à ses fins, il n'hésita pas à sacrifier le meilleur serviteur de la monarchie. Et il le sacrifia, peut-on dire, en toute inconscience, en toute naïveté. Il n'a jamais compris qu'on pût lui en faire un grief.

Les événements ont vengé le chancelier de fer. Alors que l'orgueil d'un Louis XIV savait encore

choisir d'utiles instruments de règne, l'orgueil de Guillaume II l'empêcha presque toujours de discerner dans son entourage les serviteurs les plus aptes. Pour chanceliers, Guillaume II n'a jamais voulu, depuis Bismarck, que des courtisans. Le prince de Bülow ayant manifesté quelque indépendance et certaines velléités libérales, Guillaume II s'empressa de le briser. M. de Bethmann-Hollweg, bureaucrate consciencieux et déférent, mais fort médiocre, répond beaucoup mieux à son idéal. Les échecs diplomatiques de l'Allemagne pendant la guerre en cours ont montré les inconvénients du système. Malgré toutes les critiques, Guillaume II a voulu rester fidèle au « gouvernement personnel ». Attendons la fin de la guerre avant de l'en féliciter.

Karl Lamprecht s'insurge contre les accusations d'incohérence et de versatilité qui ont été élevées contre l'empereur. A l'en croire, Guillaume II ferait preuve, au contraire, d'une remarquable ténacité dans ses desseins ; mais l'empereur est impressionnable au suprême degré : la variété des moyens dont il se sert pour atteindre un but immuable n'est que la conséquence de cette humeur impressionnable à l'excès.

Ici encore, la thèse de l'historien byzantin et celle qu'il réfute nous paraissent l'une et l'autre trop

rigoureuses. Guillaume II a montré parfois un réel esprit de suite, d'autres fois une indéniable incohérence, telle est la vérité.

Il suffit, pour s'en convaincre, d'observer la façon dont le souverain allemand s'est attaché à réaliser quelques « grandes idées » de son règne. Un de ses plus fermes desseins a toujours consisté dans la création d'une vaste flotte. Il a lancé ce projet avec ce don naturel de la « réclame » à grand fracas qui constitue un de ses plus évidents mérites. La devise : « Notre avenir est sur les eaux » devint peu à peu un mot d'ordre national. Tous les Etats allemands l'ont adopté, ceux du nord et même ceux du sud qui pourtant ne confinent pas à l'Océan. En peu d'années, l'Allemagne surprise et ravie s'est vue à la tête d'une grande flotte marchande et d'une grande flotte de guerre. L'honneur en revient, certes, à Guillaume II, mais non pas à Guillaume II tout seul. L'amiral de Tirpitz l'a puissamment aidé. Guillaume II a construit sa flotte de guerre à la fois *pour* son pays et *contre* l'Angleterre. C'est pendant la campagne du Transvaal et les empêchements qui en résultèrent pour la Grande-Bretagne que le gouvernement de Berlin donna aux constructions navales cet essor formidable qui commença d'alarmer la Grande-Bretagne. Qui sait si Guillaume II, comprenant que l'acqui-

sition d'une grande flotte le brouillerait avec l'Angleterre, n'eût pas fini par renoncer à ses ambitions navales avant qu'elles fussent réalisées? C'est peut-être à l'amiral de Tirpitz et à sa volonté, plus tenace que celle de l'empereur, que l'Allemagne doit sa marine de guerre.

L'attitude de Guillaume II envers la France, par exemple, et envers les socialistes ne révèle pas la même fermeté.

Les premières années de son règne se consumèrent en vains efforts de séduction à l'égard de la République voisine. Guillaume II avait annoncé qu'il viendrait à Paris en 1900 pour inaugurer l'Exposition universelle. Ce ne fut pas de sa faute s'il ne vint pas. Son orgueil démesuré l'aveuglait totalement sur les sentiments de la France envers l'Allemagne. Longtemps il pensa désarmer la Gaule vaincue, mais il y perdit sa peine. Le réveil fut douloureux, mais complet. Lamprecht loue l'obstination de son maître à exécuter ses desseins. Guillaume II, pourtant, finit par renoncer à conquérir la France malgré elle. Une volte-face radicale s'ensuivit dans sa politique française. Les incessantes tracasseries de l'Allemagne à propos du Maroc manifestèrent ce changement. La France qui s'endormait sur le mol oreiller du pacifisme se

réveilla. L'empereur, en levant son masque, l'avait rappelée à la réalité.

Même évolution de la « main tendue » au « poing fermé » dans la politique de l'empereur allemand à l'égard de la social-démocratie. Sûr de lui-même et de son prestige, il entreprit au début de son règne de régler la question sociale, pour ainsi dire, à la hussarde ; mais ses avances ne furent pas mieux reçues des ouvriers allemands que du peuple français. Blessé par cet accueil, Guillaume II se retourna contre les prolétaires. Jusqu'au moment de la grande guerre, il n'a pas manqué une occasion de les rudoyer. N'est-il pas allé jusqu'à les traiter de « sans-patrie », indignes du nom d'Allemands ? C'est avec ostentation qu'il affecta de lier sa cause à celle des patrons. Repoussés par les salariés, il se proclama l'empereur des maîtres et des riches. En toute occurence, il prit parti pour les oligarchies (agrarienne, industrielle, financière) contre le prolétariat. Il a donc encore, sous ce rapport, totalement changé depuis son accession au trône. Nous ne prétendons pas qu'il aurait pu agir autrement : nous prouvons seulement par des faits que Karl Lamprecht exagère quand il parle des immuables desseins de son auguste maître.

Sur un point, à vrai dire, le *credo* politique de l'empereur n'a jamais varié, il est une ritournelle que Guillaume II n'a pas cessé de moudre : la supériorité de la race allemande, l'universelle hégémonie qui l'attend. Lamprecht constate que l'empereur s'est toujours montré favorable à cette littérature qui, «fondée sur l'idée de race», attribue au peuple allemand une « vocation mondiale ». Quand l'empereur allemand parlait de « cet universel empire auquel aspire l'esprit germanique », Lamprecht à chaque fois tressaillait de joie, il l'avoue. Qu'il eût donc mieux agi en refrénant son allégresse! Ces encouragements prodigués par les « intellectuels » n'ont pas peu contribué à griser Guillaume II. D'une part, ses paroles imprudentes ont nourri l'orgueil de son peuple; mais les applaudissements des flatteurs ont contribué, en retour, à développer son propre orgueil. Napoléon Ier qui pourtant avait des titres plus sérieux à la satisfaction de soi-même n'a jamais déployé, au faîte des grandeurs, une jactance comparable à celle de l'empereur Guillaume.

Dans les discours où il célèbre son œuvre politique, ce monarque déploie une insupportable gloriole. Et l'on se demande vraiment pourquoi tant d'arrogance et de superbe. Les autres souverains du XXe siècle ont adopté un ton tout

différent, bien plus approprié aux mœurs de l'époque. Le roi Edouard VII qui accomplit pendant son règne trop court une œuvre personnelle de diplomatie autrement grande et réussie que celle de Guillaume II, le tsar Nicolas qui étend sa domination sur un empire autrement vaste que l'empire allemand, ont toujours observé dans leurs propos une retenue de bon aloi. La mégalomanie qui éclate dans tous les discours de l'empereur allemand n'attesterait-elle pas la promotion récente et le lustre de fraîche date des Hohenzollern? La joie de Guillaume II à se pavaner fait songer au naïf contentement d'un lieutenant frais émoulu, mirant ses galons dans toutes les glaces. Un personnage d'une comédie naguère célèbre, se vantait de « donner l'exemple de la richesse ». Guillaume II pourra se vanter d'avoir donné à ses sujets l'exemple de cet orgueil qui finira bien tôt ou tard par causer leur ruine.

On s'étonnera par la suite qu'une manie, à ce point injurieuse pour le reste du monde, ait mis si longtemps à déchaîner la guerre. Guillaume II n'a cessé de répéter pendant vingt-cinq ans : « Le peuple allemand est le premier des peuples. Souverain des Allemands, je suis le premier souverain du monde. » Il l'a crié d'autant plus fort que les événements lui infligeaient un démenti plus catégorique.

Depuis la chute de Bismarck, la politique extérieure de l'Allemagne n'avait cessé de décrire une courbe descendante. C'est pour y couper court que l'empereur a déchaîné la guerre. Conscient de ce recul qui ne laissait pas de l'effrayer, il le niait très haut, peut-être pour donner le change.

Dans un discours prononcé en 1905, il compare le peuple allemand au « sel de la terre ». Dans un autre, prononcé à Hambourg en 1903, il déclare : « De même que Hambourg dans le monde marche au premier rang, ainsi notre patrie, j'en suis convaincu, avancera la première dans la voie du progrès, des lumières, du christianisme pratique (*sic*) et sera une bénédiction pour l'humanité, un boulevard pour la paix, un objet d'admiration pour tous les pays. » Une telle ivresse d'hégémonie ne devait-elle pas finir par mettre l'Europe à feu et à sang? Peu importe que Guillaume II n'ait cessé de célébrer la paix si son attitude devait rendre à la longue la paix impossible. L'historien Lamprecht écrit : « Son idéalisme..... a puissamment contribué à substituer à la brutale politique de violence des temps passés la conception moderne d'une politique universelle basée sur l'aide et le contrôle presque coopératif des grandes puissances. » Il se peut que Lamprecht attribue sincèrement à Guillaume II ce rôle généreux. Sa convic-

tion ne prouverait qu'une chose : à quel point l'aveuglement du prince avait gagné tous ses sujets.

Une si haute idée de l'Allemagne entraîne forcément un profond mépris pour tout ce qui n'est pas allemand. Il est dans le génie de la Prusse de tyranniser, au nom de sa supériorité, tous les *allogènes* qu'elle s'incorpore. La Prusse, en opprimant les annexés, obéit à sa tradition; mais les persécutions de la bureaucratie berlinoise s'expliquent aussi par la politique personnelle de l'empereur et les notions qu'il a inculquées à ses sous-ordres. Alors que l'Allemagne plane si évidemment au-dessus de tout, *über alles*, comment les peuples annexés peuvent-ils prendre en mauvaise part leur annexion ? C'est pure méchanceté.

Guillaume II s'est toujours posé en défenseur de la tradition. Il a voué à ses ancêtres un culte qui tient du fétichisme, mais il interdit à ses sujets appartenant à une race étrangère de suivre son exemple. Maintes fois, à vrai dire, comprenant ce qu'il y avait d'illogique dans ce système, il a tenté des explications embarrassées : « Traditions et souvenirs, a-t-il dit aux Polonais en 1902, peuvent tranquillement subsister, pourvu qu'on se rappelle qu'ils appartiennent à l'histoire et au passé. » Toute l'hypocrisie et tout l'orgueil prus-

siens éclatent dans ces paroles. Comment serait-il possible aux Polonais de cultiver leurs souvenirs nationaux « en étant d'abord de bons Prussiens », selon la volonté de Guillaume II ? Les Polonais puisent fatalement dans leur histoire la haine et le mépris du tyran germain.

C'est encore la croyance de Guillaume II au caractère sacro-saint de son empire qui lui a dicté le plus malheureux de ses discours, à Bremerhaven, en 1900. Un diplomate allemand venait d'être tué par un Chinois fanatique dans une rue de Pékin. Les Boxers auraient levé l'étendard de la révolte et menaçaient de massacrer les « diables étrangers. » L'Europe ne pouvait tolérer de tels excès. Elle envoya un corps expéditionnaire en Chine afin d'étouffer l'insurrection. Cette campagne n'avait rien de très glorieux. Le bon goût commandait de laisser partir sans grande pompe les contingents européens.

C'est la consigne qu'observèrent tous les gouvernements..... à l'exception du gouvernement allemand. Aux troupes prêtes à s'embarquer, Guillaume II crut devoir donner pour viatique ces ordres cruels : « Pas de pardon ! *Pas de prisonniers !* Vous agirez à votre gré, ô soldats allemands, à l'égard de ceux qui tomberont entre vos mains. Comme il y a mille ans, les Huns sous leur roi

Etsel conquirent un renom qui dure encore et qui remplit de terreur, ainsi l'Allemagne saura se montrer en Chine si violente qne jamais plus un Chinois n'osera contempler un Allemand en face. »

Tant de férocité à froid ne s'explique, encore un coup, que par la manie des grandeurs à laquelle l'empereur a toujours sacrifié. Les contempteurs chinois du nom allemand lui semblaient mériter les supplices infligés autrefois aux blasphémateurs du nom divin.

IV

Les princes, même les plus fermés aux sentiments esthétiques, ont toujours tenu à honneur de protéger les lettres et les arts. Guillaume II ne fait pas exception à cette règle. Il se tient pour un Mécène très égal à sa tâche. Et Karl Lamprecht a tout fait pour l'entretenir dans cette illusion flatteuse. Le chroniqueur byzantin veut bien laisser entendre que les talents de l'empereur dans le domaine des arts plastiques ne dépassent pas une honnête moyenne, mais Guillaume II posséderait en musique une très haute compétence. Lamprecht attribue, tout compte fait, à son souverain « un vif sentiment esthétique ».

Assertion téméraire, la plus téméraire peut-être

de l'historiographe allemand. Elle ne résiste pas à un examen même superficiel des préférences artistiques de Guillaume II.

Certes, il aspire aux lauriers d'un Laurent le Magnifique, mais il a toujours « protégé » à côté ou à tort. Ses sourires, ses faveurs n'ont jamais été qu'aux médiocres adeptes d'un art officiel à la fois prétentieux et plat. Tous ceux qui, sous son règne, ont montré quelque originalité, l'empereur les a obstinément méconnus. Dans un discours prononcé à l'inauguration de la *Siegesallee* berlinoise en 1901, il a cru devoir exposer ses idées sur l'Art et sur le Beau. La niaiserie solennelle de ce manifeste a quelque chose d'effarant, d'aussi effarant que les monuments mêmes dont il saluait la mise en place. La *Siegesallee* a fait depuis lors la risée du monde entier. Et l'écho des épigrammes arrachées aux voyageurs des deux mondes par les grotesques en pierre épanouis tout au long de cette voie triomphale ont dû parvenir jusqu'au trône de Prusse. Ils n'ont pas ébranlé Guillaume II dans sa foi : « Je me sens aujourd'hui, avait-il déclaré en inaugurant la *Siegesallee,* plein de fierté et de joie à penser que Berlin se présente aux regards du monde entier avec un groupe d'artistes capables d'exécuter une œuvre aussi grandiose, en sorte que l'art scuptural berlinois s'est élevé à un

degré de perfection que la Renaissance dépasse à peine. » Encore une fois, Guillaume II n'a pas pu n'être point averti du ridicule que la *Siegesallee* projette sur sa capitale ; mais Guillaume II ne se laisse pas plus conseiller par les véritables artistes que par les véritables politiques et les véritables diplomates. Il a sacrifié à sa science infuse le directeur Tschudi comme il lui avait sacrifié auparavant Bismarck et M. de Bülow.

Les « goûts » littéraires de l'empereur montrent la même fermeture d'esprit à la littérature authentique qu'à l'art vrai. Guillaume II juge les écrits d'après un critère absolu : leur utilité dynastique. Il existe sous son règne un loyalisme poétique. Malheur à qui s'y soustrait ! Le sage propos du roi Charles X qui ne se reconnaissait d'autre droit au théâtre qu'une place au parterre ferait hausser les épaules à l'empereur allemand. Au lendemain de la première des *Tisserands*, au *Deutsches Theater* de Berlin, il renvoyait son abonnement, refusant de consacrer désormais par sa présence une scène où se jouaient des ouvrages à ce point subversifs. A Berlin, il ne se montre qu'aux deux théâtres de cour : le *Schauspielhaus* et l'*Opernhaus*. Le *Schauspielhaus* où l'on donne le drame et la comédie est dans ce genre la scène la plus médiocre de la capitale. Guillaume II n'a « poussé » qu'un seul auteur

dramatique, pâle entre les pâles, M. Joseph von Lauff. Quant aux rares écrivains qui sous son règne honorent vraiment les lettres allemandes, il les ignore de parti pris comme les artistes originaux. Richard Dehmel, Thomas Mann, Hermann Hesse n'existent pas pour la Cour; mais Kadelburg, Blumenthal et Lauff, à la bonne heure!

Guillaume II étend l'étroitesse de son jugement jusqu'aux grands écrivains du passé. Il évite de prononcer le nom d'un Schiller ou d'un Hebbel. L'atmosphère de l'Allemagne contemporaine eût paru lourde à ces libres esprits. L'empereur le devine et se venge en les mettant au ban de la poésie loyale.

Une autre maison princière d'Allemagne, la maison de Bavière, se pique d'encourager, elle aussi, les arts et les lettres. Il serait excessif d'affirmer qu'elle a fait preuve au cours des siècles d'un discernement toujours impeccable. Munich n'est pas Athènes ni Paris. Les Médicis de l'Isar n'en ont pas moins exercé leur royal sacerdoce avec un sincère amour de la beauté et un louable éclectisme dont le Périclès de la Sprée paraît totalement incapable.

V

Karl Lamprecht complète son éloge de Guillaume II, grand homme d'Etat et Mécène illustre, par l'attribution au souverain de quelques vertus moins sublimes.

Guillaume II « possède une mémoire prodigieuse » (n'est-ce pas un mérite fort secondaire ?) et jouit d'une puissance d'assimilation inouïe. « Cette capacité d'accueillir et d'élaborer les idées d'où qu'elles viennent, écrit Lamprecht, est un véritable don de notre souverain ». L'aptitude à s'assimiler les idées d'autrui est un don, en effet, mais périlleux. Au demeurant, l'érudition de Guillaume II est bien d'un homme qui s'approprie le savoir des autres. Ses harangues sur un sujet spécial ont toujours l'air empruntées, telles quelles ou à peu près, au Dictionnaire de la Conversation.

Karl Lamprecht célèbre alternativement le faste de Guillaume II, un faste égal à la majesté de son empire, et sa simplicité, une simplicité louable chez un mortel qui aurait toutes sortes de raisons d'être fastueux.

Guillaume II est encore, d'après Lamprecht, un foudre de travail. Cela est vrai, mais tout ce labeur n'est pas également méritoire. Quand l'empereur

s'amuse à « corriger » les plans de ses architectes et les maquettes de ses sculpteurs, son ardeur au travail fait sourire. *Ne sutor ultra crepidam !* Sage conseil qu'on pourrait traduire à l'usage des rois : « Que le prince s'en tienne à son sceptre ! » Touche-à-tout grisé par les flatteurs et convaincu de sa compétence universelle, Guillaume II prend son agitation maladive pour une méritoire activité. Méritoire, ah ! certes. Qu'il se sait donc gré de tout son labeur ! « Nul d'entre vous, a-t-il déclaré un jour à Cassel, ne saurait se rendre compte de de l'immense somme de travail et de l'énorme responsabilité qui incombent à celui qui doit pourvoir au sort de cinquante-huit millions d'Allemands. » Toute la naïve vanité de l'empereur éclate en cette apostrophe. Il parle aux foules du haut d'un tréteau. On dirait qu'il soulève des poids à grande fatigue, à la manière des artistes du cirque et pour l'éblouissement des badauds. Ah ! non. Guillaume II n'a pas le travail modeste....

Mais continuons d'énumérer les vertus dont Karl Lamprecht le décore.

L'empereur, d'après son historiographe, est parfait dans sa famille. Nous en convenons volontiers. Guillaume II est bon époux, bon père, bon..... petit-fils. Il s'en faut que les Hohenzollern aient tou-

jours donné un si bon exemple. Rendons à Guillaume II ce qui est à Guillaume II et saluons sa vie privée presque irréprochable. A une réserve près, toutefois, celle que commandent tous ses actes, tous ses gestes, tous ses propos. Guillaume II parle de la famille comme s'il l'avait inventée et sa façon d'être bon père et bon mari a quelque chose de ridiculement ostentatoire. Le respect de la mère de famille, le culte de la matrone est un sentiment fort naturel. En rendant à la mère de ses enfants un hommage public, Guillaume II accomplissait, à Bonn, certain soir de l'an 1902, un élémentaire devoir. Le corps d'étudiants *Borussia* offrait un *Kommers* de gala à la famille régnante. L'impératrice ayant daigné y assister, Guillaume II insista sur cette faveur insigne, mais avec quelle galanterie ampoulée ! « J'espère et je compte, s'écria-t-il, que tous les jeunes *Borusses* sur qui l'œil de Sa Majesté se sera posé aujourd'hui en recevront une consécration pour toute leur vie ! » Cette allocution *inter pocula*, que nous regrettons de ne pouvoir transcrire tout entière, était peut-être adaptée à la noble compagnie où elle fut prononcée. Il se peut que les *Borusses* aient applaudi ce langage si lourdement courtois. Nous ne pouvons nous empêcher, quant à nous, d'être frappé par l'outrance de ce ma-

drigal et d'y voir une preuve nouvelle de l'impossibilité où se trouve l'empereur allemand de rien faire avec mesure, avec simplicité et avec tact.

Père de famille dévoué, Guillaume II passe aussi pour un ami très fidèle. Sa cordialité, sa jovialité entre intimes sont proverbiales. Ce culte de l'amitié est assez dans la nature mystiqne de l'empereur. Lamprecht y voit avec raison un trait capital de son caractère. Guillaume II entourait d'une tendre affection l'héritier du trône austro-hongrois, l'archiduc François-Ferdinand. Guillaume II, d'après certaines personnes, aurait considéré comme un pieux devoir de venger la mort de cet ami. Plutôt que de ne pas punir sur tout un peuple le meurtre de l'archiduc, il aurait préféré déchaîner la guerre. C'est tirer d'un fait exact une conclusion, croyons-nous, fort téméraire. Si Guillaume II a provoqué une catastrophe universelle, c'est moins pour venger l'archiduc héritier que pour satisfaire ses propres ambitions ; mais cette légende fait toucher du doigt le renom d'ami loyal et sûr que s'est acquis l'empereur allemand. Tout au plus peut-on s'étonner qu'il n'ait pas montré plus de discernement dans le choix de ses affections.

Sur les trois amis intimes qu'on lui connut, Alfred Krupp, le comte Philippe d'Eulenburg et le prince Maximilien-Egon de Fürstenberg, les deux

premiers furent mêlés à de retentissants scandales. Le procès Eulenbourg découvrit la fâcheuse compagnie où l'empereur ne dédaignait pas de fréquenter. Il crut faire œuvre pie en empêchant toute la lumière de jaillir ; mais les débats du procès durèrent assez longtemps pour étaler des turpitudes sans nom et autoriser les doléances des moralistes : « Il y a quelque chose de pourri »..... L'empereur comprit trop tard à quel point il était mal entouré. Mais, fidèle à son culte de l'amitié, il préféra laisser accuser de partialité la justice allemande plutôt que de livrer à la vindicte des lois l'honneur d'un de ses familiers.

Dans un chapitre où il détermine ce que l'empereur doit au milieu ambiant, Lamprecht signale, non sans ingénuité, le respect de la forme : « La forme, écrit-il, domine le souverain comme le souverain domine les autres hommes. » Et il donne de cette dévotion à la forme, chère à Guillaume II, des exemples probants : « On observe que l'empereur, avec son caractère gai et jovial, ami de l'allégresse et des bons mots, se métamorphose du moment où il doit représenter la puissance impériale. »

Lamprecht admire fort cette aptitude aux transformations rapides et nous n'admirerions pas moins s'il s'agissait d'un acteur ; mais il s'agit de Guillaume II et sa promptitude à prendre un mas-

que nous paraît, sinon de la dissimulation — le mot serait trop fort — tout au moins du cabotinage. Il n'y a rien là de très admirable.

L'historien-courtisan fait gloire à l'empereur, quand il parle en public, de « rester debout, immobile comme une statue », alors même qu'il se trouve à proximité d'un arbre ou d'un pilier où il pourrait s'adosser : tant est grand son respect de la forme. « Pour Guillaume II, écrit-il, Dieu lui-même est en dernière analyse la personnification la plus haute de la forme, Dieu étant le créateur de toutes les formes morales et religieuses de la vie et de la société humaines. »

Guillaume II a-t-il goûté cette interprétation du culte rendu par lui à la Divinité? Nous en doutons fort; mais l'explication donnée par Karl Lamprecht nous paraît une de ses meilleures trouvailles. Guillaume II est le formalisme incarné, comme cela est vrai! Son amour de la mise en scène, son besoin de jouer un rôle l'ont fait traiter de comédien et pis encore. Lombroso voyait en lui un *mattoïde*, un demi-fou, ivre de réclame personnelle et de bruit. Et un Lombrosien, enchérissant sur le maître, a cru distinguer chez l'empereur allemand « une conformation du pavillon de l'oreille prédisposant au crime et au mensonge. » Méfions-nous des données de l'anthropologie cri-

minelle. C'est une science trompeuse. Ne tirons même aucune conclusion de l'état pathologique de Guillaume II, encore qu'il soit indéniable. Selon qu'il souffre ou non de son oreille, Guillaume II est plus ou moins nerveux, plus ou moins normal : ses familliers eux-mêmes en conviennent, bien que Lamprecht — il va sans dire — observe sur ce sujet, pourtant essentiel, un complet mutisme. Mais l'influence de l'état physique de l'empereur sur son caractère est impossible à préciser et, d'ailleurs, c'est une matière délicate. A s'appesantir, on risque de tomber dans l'indiscrétion ou même dans la calomnie.

Nous avons pris soin de rester dans de justes bornes. Nous avons suivi le plan de Karl Lamprecht lui-même. C'est à la vie publique de l'empereur que nous avons demandé les éléments de notre esquisse ; mais, à vrai dire, nous avons fait dans ses discours un choix moins restreint et nous n'avons pas tenu compte de ceux-là seuls qui cadrent avec le préjugé byzantin de l'Allemagne officielle. Nous avons tenté de corriger Guillaume II par Guillaume II, le Guillaume II de Lamprecht par la lecture et la prise en considération de tout ce qu'a écrit et dit Guillaume II. D'où les conclusions différentes que nous nous sommes

permis d'opposer à celles de l'illustre historien leipzicois.

Guillaume II est pour lui un modèle de « simplicité et d'humilité chrétienne ». Lamprecht n'a pas craint d'imprimer ces mots. Il est pour nous le *representative man* de l'Allemagne contemporaine, la parfaite incarnation de l'orgueil national.

Entre ces deux formules, le lecteur choisira.....

CHAPITRE III

L'orgueil de race.

L'orgueil de race et l'anthroposociologie. — L'idée de race et l'antisémitisme. — Le préjugé des races nobles et des races inférieures. — Gobineau et l'*Essai sur l'inégalité des races*. — L'apothéose de l'Aryen. – Comment on a fait de Gobineau un pangermaniste. — Gobineau et l'*Alldeutschtum*.

L'Anglais Houston Stewart Chamberlain et sa *Genèse du XIXe siècle*, — Son apothéose du Germain et du germanisme. — Germanisme et civilisation sont synonymes. — M. Chamberlain pendant la guerre.

M. Henri Driesmans et les Celtes. — Opposition entre celtisme et germanisme. — La tare celtique en France, en Angleterre, en Allemagne. — L'opposition entre Allemagne du Nord et Allemagne du Sud expliquée par l'antagonisme du germanisme et du celtisme. — Apothéose de la Prusse en tant qu'ennemie-née du celtisme.

M. Louis Woltmann et son « Anthropologie du génie ». — Rôle des Germains en France et en Italie. — Ils ont donné à ces pays leurs grands hommes les plus marquants. — La Renaissance italienne, étape intellectuelle de la conquête germanique. — La Renaissance française, œuvre du génie germanique. — Arouet s'appelle Arwid, Diderot Tietroh. — M. Aristide Briand devient M. Brandt. – La Révolution française, œuvre de la bourgeoisie germanique. — La masse française brachycéphale et décadente.

Nietzsche classé à tort parmi les fanatiques de la race. — Il avait terreur des anthroposociologues... et de la culture allemande. — Ses plaidoyers en faveur de la supériorité de la civilisation française.

La biologie scientifique et ses applications pratiques. — M. Wolff distingue les races inférieures et les races conductrices. — Les droits naturels et les droits des seigneurs. — Une cloison étanche doit séparer vainqueurs et vaincus.

Le dogme de la décadence latine. — Fâcheux zèle des Latins à l'accréditer. — M. Giuseppe Sergi, M. Bazalgette, M. Vacher de Lapouge. — Les Latins avaient tout fait pour encourager la manie allemande.

I

Il faut mettre l'orgueil de race parmi les manifestations les plus typiques de la frénésie allemande. Certes, tous les grands peuples ont traversé une phase impérialiste. Et ceux qui ne l'ont pas traversée encore la traverseront un jour. Ne gardons à cet égard aucune illusion. Mais il était réservé au seul impérialisme allemand de justifier ses ambitions par un tel déploiement de sophismes et par une telle ostentation de cuistrerie.

Aristote légitime les prétentions des Grecs de son temps à l'hégémonie par le fait qu'ils sont les plus civilisés des mortels et les plus aptes, par conséquent, à civiliser les autres. Virgile voit également dans la conquête quelque chose comme la *mission* de Rome et dans l'ordre fondé sur la justice qui doit s'ensuivre un bienfait essentiellement romain : *Parcere subjectis et debellare superbos.* Plus près de nous, la Révolution française et Napoléon Bonaparte allèguent le noble idéal de l'affranchissement des peuples pour expliquer la randonnée épique qu'ils font accomplir au drapeau tricolore. Toutes ces ambitions se justifient à peu près. Elles eurent, en tout cas, une grandeur indéniable.

Avec l'impérialisme allemand, quelle chute ! Et

quand il base son programme d'expansion un peu fou sur la supériorité physiologique des Germains, sur la forme plus idéale de leur crâne et la plus noble couleur de leurs yeux, quelle pitié ! C'est pourtant l'absurde spectacle que l'analyse de l'orgueil allemand nous force à étaler devant nos lecteurs.

Par son faux air de science exacte, l'anthroposociologie — puisqu'il faut l'appeler par son nom — séduisit de prime abord la pédanterie allemande. Mais c'est surtout depuis la guerre de 1870-1871 qu'elle a suscité outre-Rhin tant d'enthousiasme. Elle avait servi à revendiquer l'Alsace et la Lorraine. Elle réhabilitait en quelque sorte l'oppression des Allemands sur les Danois du Schlesvig et les Polonais de Posnanie. Elle justifia dès lors toutes les ambitions du pangermanisme sur l'ancien monde et le nouveau. Il fut démontré par *a* plus *b* que la race germanique était, comme race, la première de toutes. En aspirant à l'hégémonie, elle se bornait à reclamer son dû.

Mais a-t-on le droit de parler d'une race germanique ? Peut-on même parler de n'importe quelle race ? L'histoire connaît-elle autre chose désormais que des peuples et des nations ? Les sectateurs de la race — si nombreux en Allemagne — fondent leur religion sur tout un appareil de notions

prétendues scientifiques. Dolichocéphalie et brachycéphalie, cheveux bruns et cheveux blonds, yeux noirs et yeux bleus, sont les principaux indices physiologiques d'où ils déduisent avec une imperturbable assurance des conclusions psychologiques, toujours favorables à leur cause. Dolichocéphalie signifie pureté de race et mentalité supérieure. Brachycéphalie, c'est l'infaillible stigmate d'une dégénérescence.

Les Allemands se proclament naturellement les dolichocéphales par excellence et, pour les partisans de l'idée de race, cette particularité crânienne justifie, à elle seule, les aspirations à l'empire du monde. Pour Ammon, par exemple, un des plus notables disciples de Gobineau, l'histoire universelle s'explique par le crâne des peuples qui la firent : « Ce ne fut pas, écrit-il, à l'épée de leurs ennemis, mais à la disparition des éléments aryens qui les dirigeaient que la Grèce et Rome durent leur ruine. » Et qu'on ne croie pas que les livres d'Ammon, l'*Ordre social et ses bases naturelles* et la *Sélection naturelle chez l'homme*, soient seuls à préconiser une telle interprétation des faits. Dans son *Histoire de la chute du monde romain*, un autre desservant de la chapelle, Seeck, soutient des thèses non moins étranges. Nous observerons aussi

sous quel aspect « cette conception supérieure de l'histoire », comme ils l'appellent, se présente chez MM. Driesmans et Woltmann.

Il faut faire un sort aux prodigieuses fantaisies de tous ces prophètes. Il vaut la peine de montrer l'étrange folie que l'orgueil chauvin avait fait éclore dans leur crâne de dolichocéphales infatués.

Brunetière avait dit : « L'honneur de notre humanité moderne est justement de s'être émancipée de la servitude ou de la fatalité de la race. » Mais Brunetière parlait de la France. Les efforts de toute l'école *raciste* allemande ont tendu, au contraire, à réintroduire dans la politique cette conception grossièrement matérialiste. Aux historiens qui ne voient dans les destinées des peuples que le seul jeu du facteur économique, cette école oppose une histoire générale déterminée par le seul facteur de la race. Les guerres ne sont plus dictées par l'intérêt. Elles ne naissent plus des rivalités de nation à nation, de l'ambition d'un souverain, de l'impatience d'une armée, de convoitises qui s'entrechoquent et se contrecarrent. Ce sont des ruées de tribus, des déchaînements de peuplades, conséquence fatale de leur différence physique. Entre races divergentes, la haine est constitutionnelle.

Il va d'ailleurs sans dire que la victoire doit rester à la race la mieux douée et la plus apte, autrement dit à la race germanique.

Ces théories rencontrent en Allemagne — ou du moins elles y rencontraient avant la guerre — une approbation presque générale. Nées de la victoire, elles en précisaient le sens. Les battre en brèche, c'eût été pécher contre le patriotisme. On ne commettait pas dans l'Allemagne d'hier ce péché-là.

Les savants authentiques à qui l'on doit les plus solides réfutations de tous ces systèmes politiques fondés sur l'idée de race étroitement comprise appartiennent pour la plupart à ces catégories ethniques dont les Germains avaient juré de venir à bout. On voit sans nulle surprise les Israélites figurer au premier rang de ces briseurs d'idoles. L'idée de race a été largement exploitée contre eux. Ils étaient intéressés au premier chef à démolir des systèmes qui leur portaient un si grave préjudice. Mais il faut bien avouer que la tâche était pour eux spécialement difficile. Israël n'est plus une race pure parce qu'il n'y a plus de races pures. Et c'est la grande erreur des Allemands que leur croyance à une race pure, la leur ; mais Israël est certainement une race beaucoup moins mélangée que les autres races d'Europe, beaucoup moins mélangée que la race germanique. Quand donc

M. Hovelacque écrit[1] : « Ce n'est point pour tout le mal qu'elle nous a fait que nous prétendons condamner la théorie des races », mais parce qu'elle « prétend s'appuyer sur une série de conceptions scientifiques avec lesquelles, bien au contraire, elle se trouve en contradiction flagrante », nous ne demanderions pas mieux que de nous laisser convaincre ; mais nous serions plus faciles à convaincre si M. Hovelacque avait moins l'air de plaider *pro domo*.

La même observation s'applique au réquisitoire de M. Salomon Reinach. M. Reinach admet quatre grandes divisions humaines : les blancs d'Europe, les jaunes d'Asie, les rouges d'Amérique, les noirs d'Afrique et d'Océanie. Mais il estime que le nom de races devrait être réservé à ces quatre types généraux. Il y faudrait renoncer « pour tous les types de troisième ou quatrième ordre que nous créons par une vue de l'esprit sans base et sans critérium scientifique ». La race israélite est naturellement une de ces créations de notre mauvais esprit : « Il n'y a jamais eu de race juive, déclare avec force M. Salomon Reinach, il n'y en a pas, il n'y en aura pas. » Nous croyons deviner les Juifs à leur nez, à leurs yeux, à leurs oreilles. Erreur. Il

[1] Paroles citées par M. Salomon Reinach dans sa conférence sur *La prétendue race juive* (*Nouvelles études juives*, octobre-décembre 1903).

n'y a que les antisémites pour parler d'un type juif. Renan avait conclu dans son extrême prudence : il n'y a pas un type juif, mais il y a *des types juifs*. Et cette formule pourrait bien être plus scientifique que celle de M. Reinach. Il la juge inacceptable. Israël, encore une fois, n'est pas une race ; et que les antisémites se le tiennent pour dit.

On peut à la rigueur faire à M. Salomon Reinach cette concession. Mais niera-t-il aussi l'existence d'Israël comme peuple? Quand feu Darmesteter exaltait Israël parmi les nations et lui attribuait le mérite des progrès essentiels accomplis par l'humanité, ne faisait-il pas d'Israël un peuple, sinon une race à part, une nation, sinon une race supérieure aux autres? Si, pour les Israélites, Israël domine le monde — comme fait l'Aryen pour les théoriciens d'Allemagne — peu importe, après tout, que ce soit comme race ou comme peuple. Du coup, toute cette croisade juive manque son but.

Nous préférons au ton quelque peu hargneux où M. Salomon Reinach a porté le débat, la discussion plus calme, plus décisive aussi, à laquelle M. Colajanni soumet les théories sur la race dans son beau livre *Latins et Anglo-Saxons, races supérieures et races inférieures*[1]. M. Colajanni pose le

[1] Paris, 1905.

problème de la race dans toute sa complexité et le traite avec toute la bonne foi qu'on était en droit d'attendre de ce disciple italien d'Auguste Comte. Il soumet à une critique, cette fois rigoureusement scientifique, les hypothèses lourdement subtiles des thuriféraires de l'aryanisme et du germanisme. Elles apparaissent à la lumière de ce travail comme un grossier tissu de contradictions, d'erreurs, de généralisations téméraires. Pour tout observateur sincère, la plus grande obscurité règne encore, malgré tant de travaux allemands, sur l'origine, la pureté et la persistance des races. Ni la forme du crâne, ni la couleur des yeux, ni celle de la peau, ni la hauteur de la taille ne permettent de conclure à une supériorité ou à une infériorité congénitale. Ces supériorités et ces infériorités attribuées par la nouvelle école allemande à la race sont bien plutôt le fait des facteurs économiques, politiques, intellectuels et moraux.

Entre les caractères physiques et psychiques, cette correspondance invariable où les *racistes* voient un dogme fait presque toujours défaut. Elle est démentie par toutes les observations collectives. Il n'y a plus de races pures, répétons-le. Le sang des peuples est aujourd'hui mélangé à l'infini. Rien ne permet de croire à des races majeures et à des races mineures, à des peuples vic-

torieux à jamais et à des peuples fatalement condamnés à se traîner aux pieds des autres.

« Nous devons combattre, écrivait Colajanni dans une page qui paraît aujourd'hui prophétique, ce préjugé des races nobles et des races inférieures non seulement au nom de la vérité et de la loyauté scientifiques, mais encore au nom de la politique et des intérêts économiques dont dépendent étroitement les bonnes relations internationales. De telles préventions servent à raviver entre peuples les haines et les rancunes. Elles produisent chez les nations les plus civilisées une perversion du sens moral qui les déshonore. Si l'on ne repousse bientôt cette conception avec vigueur, elle prépare de tristes jours à l'humanité. »

Les sages avertissements de M. Colajanni n'ont pas été entendus. Et les « tristes jours » annoncés par lui sont arrivés. Observons de plus près cette folie de la race, portion intégrante d'une folie plus grande. Et puisse un jour prochain l'humiliation de l'Allemagne sonner le glas de l'orgueil de race allemand !

II

Les Encyclopédistes et philosophes français du XVIII[e] siècle, Condorcet, Jean-Jacques Rousseau et leurs disciples, loin de croire à la race, ne

croyaient qu'à l'*humanité*. Dans l'effacement graduel des différences ethniques, dans la fusion lente, mais constante des peuples, il voyaient la preuve de l'unité du genre humain. Et ils se félicitaient de cette unité. Le progrès politique consistait à précipiter la fusion au nom de l'égalité, de la fraternité et de la justice, au nom des Droits de l'Homme, en un mot.

L'ouvrage célèbre du comte de Gobineau, *Essai sur l'inégalité des races humaines* (1854), représente une protestation vigoureuse, sinon victorieuse, contre l'humanitarisme du siècle précédent. Gentilhomme imbu de sa noblesse, partisan fougueux de la monarchie absolue, le comte de Gobineau s'afflige au spectacle qui réjouissait Condorcet. Oui, les races s'amalgament, oui, les brachycéphales évincent les dolichocéphales, oui, les blancs, les jaunes et les noirs s'unissent en d'impurs mariages ; mais ce mélange impie causera la ruine du genre humain. L'égalité n'était pas dans le dessein de la nature. La confusion des races la produit au grand dommage des éléments supérieurs.

L'élément supérieur, c'est l'Aryan ou Arya ou Aryen ou Arien. Ses thuriféraires s'entendent aussi peu sur l'orthographe à donner à ce nom que sur les caractères dominants de la race qu'il désigne. Pour Gobineau, l'Aryen est le blanc idéal. Et le

Germain descend directement de l'Aryen. A lui toutes les vertus physiques et morales. S'agit-il, au demeurant, de tracer en termes un peu précis le portrait physique de ce héros, Gobineau hésite, balbutie et se dérobe. Largement comblé lui-même de tous les stigmates du Méridional, il lui répugne de tracer du blanc idéal, soit de l'Aryen ou Germain, une image cadrant si mal avec sa personne. En outre, la « science » ne fournissait à Gobineau, au moment où il composait son livre, qu'un minimum d'arguments à utiliser. D'où l'extrême fragilité de la théorie de l'aryanisme dans l'ouvrage qui devait par la suite susciter toute une littérature.

L'Aryen se définit surtout dans Gobineau par ses contraires qui sont le noir et le jaune. Le blanc, le noir et le jaune, voilà les trois races essentielles et primitives. Leur fusion s'exerce fatalement aux dépens de l'Aryen, l'Aryen se dépouillant — par le mélange — de ses propres vertus sans rien en communiquer aux autres.

Dans l'origine, l'Aryen présentait à un degré d'excellence unique l'heureux équilibre de la passion stimulante et de la raison régulatrice. La passion sans frein menant au despotisme ou à l'anarchie est la conséquence du sang noir. La raison sans idéal est la conséquence du sang jaune. Sur ces postulats Gobineau fonde son histoire de

l'humanité. La décadence de l'aryanisme et la nature inférieure des peuples issus de cette décadence s'expliquent par la proportion où le sang des jaunes et celui des noirs se mêlent au sang supérieur de l'élite primitive de race blanche.

Les historiens des nations latines retracent d'une plume contrite ces invasions germaniques du cinquième siècle qui préludèrent à la mort du monde romain. Cette contrition a le don d'exaspérer Gobineau. Les barbares germains ne furent pas, à l'en croire, ces monstres assoiffés de meurtre et de pillage qu'on a décrits. Ils ne saccagèrent pas pour le plaisir de saccager. Rien n'était moins conforme à leur nature que l'appétit de la destruction pour rien, pour le plaisir. L'empire croula sous leur choc parce qu'il était vermoulu, mais ils en préservèrent sagement ce qui méritait d'être préservé. Loin de porter à la civilisation un coup mortel, ces hommes du Nord la sauvèrent. Mais hélas! au prix de leur propre supériorté. Enserrés de tous côtés par les peuples qu'ils avaient vaincus, les Germains se fondirent dans ces détritus suspects. Si leur sang ne disparut pas tout à fait, il se contamina peu à peu. Et voilà pourquoi, en raison des mésalliances entre races inégales, le flot égalitaire monte et s'étend. Le genre humain est voué à une déchéance totale. Le progrès de l'esprit

démocratique est un premier symptôme. Et des menaces plus graves se dressent à l'horizon.

Aux Etats plébéiens, gouvernés par des citoyens, cette misère succédera une humanité grégaire à peine supérieure aux animaux. Gobineau la devine et trace d'elle un sombre tableau, révélateur de sa manière, à la fois pittoresque et pompeuse, mais surtout agréablement fantaisiste : « Les troupeaux humains, conclut-il, et non point les nations, accablés sous une morne somnolence, vivront dès lors engourdis dans leur nullité comme les buffles ruminant dans les flaques stagnantes des marais Pontins. »

Le lecteur se demande peut-être comment ce théoricien de la décadence universelle a pu devenir un prophète du germanisme conquérant. Le miracle est digne de remarque. Il montre à quel point la science allemande ignore tout scrupule quand il s'agit de justifier de chers préjugés. Gobineau a publié son *Essai* en 1854, au lendemain de l'échec du Parlement de Francfort, à une époque où l'Allemagne se débattait dans le pire marasme et où ses admirateurs étaient fort clairsemés. Gobineau ne pouvait passer lui-même, dans l'origine, pour un admirateur de l'Allemagne. Il avait écrit un livre à la gloire de l'Aryen et, sans doute, il marquait la parenté du Germain avec l'Aryen. Mais

l'Allemagne avait trop sacrifié au mélange des races pour recueillir la succession de la race blanche idéale. La contamination — surtout celtique — interdisait aux Allemands du XIX[e] siècle toute ambition de cette sorte. L'aryanisme ou la germanomanie de Gobineau était donc un culte purement rétrospectif. Pour Gobineau, la survivance de la race aryenne se localisait d'ailleurs dans la Scandinavie, le Hanovre, la région rhénane jusqu'à Bâle, la France septentrionale, la Grande-Bretagne.

Entre tous les Aryens ou Germains, les Saxons pouvaient prétendre à une relative pureté et par conséquent à une place à part dans le monde moderne. Si Gobineau s'est départi de son pessimisme en faveur d'un peuple quelconque, ce peuple est celui des Iles britanniques. Parmi les Aryens, les Anglo-Saxons, originaires de Scandinavie, ont seuls conservé dans les temps modernes quelque chose de l'essence aryenne. Ils sont, à proprement parler, la seule nation aryenne encore existante. Si Gobineau mérite une étiquette du fait de ses livres, c'est à coup sûr celle d'anglomane. L'*Essai sur l'inégalité des races* ne justifie point son classement parmi les pangermanistes.

Gobineau criblait de sarcasmes les Allemands de 1850. Il les mettait plus bas encore que ses compatriotes français sur l'échelle des peuples

dégénérés. L'Allemand lui semblait inférieur aux Français par la vigueur physique : « Les qualités des Français, déclarait-il, supérieures à celles de la famille allemande, leur permettent de braver sans mourir les neiges de la Russie comme les sables brûlants de l'Egypte. » Gobineau n'aimait pas l'Empire, mais les guerres napoléoniennes avaient montré les Français sous un jour plus glorieux que les Allemands. Les Prussiens n'étaient pas du reste pour Gobineau de vrais Germains. Issus d'un métissage de Slaves, de Finnois et de Teutons, ils étaient suspects par là même.

L'auteur de l'*Essai* professait le même mépris pour les Allemands du sud. « Le naturel doux et peu actif, pensait-il, de l'Autrichien et du Bavarois n'a rien de cet esprit de feu qui animait le Franc ou le Langobard. » Et dans quels termes tranchants Gobineau ne condamne-t-il pas la langue de ces peuples ! L'allemand est une langue métisse sans pureté, formée de celtique et de gothique « trahissant la présence d'une épaisse population kymrique dans le petit nombre d'éléments germaniques demeurés au-delà du Rhin. » Quel tour de passe-passe a pu faire, encore une fois, de ce comtempteur des Germains dégénérés le fondateur du pangermanisme de race ?

Une audacieuse falsification a réalisé ce miracle ;

mais cette falsification, à vrai dire, ne s'est pas accomplie sans la connivence de Gobineau lui-même. La plus élémentaire probité veut qu'on le reconnaisse[1].

Nous avons observé au début de ce chapitre que l'apothéose littéraire d'une race n'est jamais que le résultat de ses victoires. Le sort fait par l'Allemagne aux théories de Gobineau en fournit une preuve éclatante. De cet admirateur purement rétrospectif du germanisme, une science insolente a fait, de son vivant encore, un clairvoyant penseur, un prophète du triomphe et de l'orgueil allemands. Et Gobineau, flatté, sans doute, des hommages adressés à son illusoire perspicacité, se laissa faire. Richard Wagner et ses complices, en quête d'arguments par où justifier leur teutonisme, rencontrèrent Gobineau et ne le lâchèrent plus. Gobineau entra dans l'intimité personnelle du maître de Bayreuth. Sur la fin de sa vie, il était devenu un familier de Wahnfried. Et, dans ce milieu chauvin, il s'efforça si consciencieusement de réparer en paroles ses mépris anti-allemands d'autrefois que non seulement on lui pardonna, mais qu'on l'adopta : « Sa partialité pour les ancêtres gothiques, observe judicieusement M. Ernest

[1] Cf. dans les *Débats* du 2 novembre 1910 le feuilleton de M. Ernest Seillière, intitulé *Un pangermaniste malgré lui.*

Seillière, a fait oublier son dédain pour les grands-pères de 1850[1]. » Par convention tacite on lut désormais le livre sur l'*Inégalité des races* comme si Gobineau avait mis au futur tous les verbes qu'il met au passé. « D'un soupir d'antiquaire absorbé dans ses rêveries rétrospectives, écrit encore M. Ernest Seillière, les Allemands ont fait un cri de ralliement et de combat jeté à travers l'espace par la divinité spécifique du germanisme conquérant. » Pareil aux auteurs d'autrefois, le pangermanisme prend son bien où il le trouve : « Lapin, prononçait le moine Gorenflot, je te baptise carpe. » Le professeur Schemann et ses collègues de la *Gobineau-Vereinigung* ont fait de même. Tous les travestissements ne sont-ils pas permis, s'ils doivent servir la Cause?

Gobineau est un pangermaniste malgré son livre, mais il n'est pas tout à fait un pangermaniste malgré lui. On peut regretter le rôle qu'il consentit à jouer dans la secte. Mais sa complicité n'est pas douteuse.

Un des chefs les plus ardents de la Ligue pangermaniste, le professeur Ernest Hasse, de Leipzig, avait déclaré dans sa *Deutsche Politik* que l'avenir de l'Allemagne tient dans le sang : *Unsere*

[1] Cf. l'excellent ouvrage de M. Ernest Seillière : *Le comte de Gobineau et l'aryanisme historique*. Paris, 1903.

Zukunft liegt im Blut. Cette grande parole alla au cœur de la *Gobineau-Vereinigung*. Et, en 1904, elle mettait à la disposition de la *Ligue pangermaniste* cent exemplaires de la traduction allemande de l'*Essai sur l'inégalité des races humaines*. Les *Alldeutsche Blätter*, l'organe officiel de la Ligue, ont rendu compte de la destination qu'ils reçurent [1]. A bien lire Gobineau, on ne peut que trouver absurde cet enrôlement de force sous la bannière pangermaniste. Et certaine protestation de sa fille, Mme Guldencrone, publiée par les journaux français pendant la guerre, se comprend. Mais il fut un temps où Gobineau lui-même aurait pu couper court à ce travestissement de sa pensée. Et force est bien de reconnaître qu'il ne l'a pas fait.

Le familier et le thuriféraire de Wagner, l'apologiste sournois de l'Allemagne d'après 1866 et 1870 souffre justement aujourd'hui dans sa réputation de publiciste français. Ses apologistes auront beau faire. C'est avec son consentement que l'Allemagne a dénaturé et accaparé sa doctrine. C'est en toute mauvaise conscience qu'il a travaillé pour le roi de Prusse.

[1] Cf. l'article de M. Henri Albert dans le *Mercure de France* du 1er avril 1915 : l'*Université allemande et les sources du pangermanisme*.

III

Il est encore un étranger en qui les Allemands saluent volontiers, au même titre qu'en Gobineau, un initiateur du pangermanisme de race. C'est l'Anglais Houston Stewart Chamberlain. Fils d'un amiral britannique, il mena longtemps une existence cosmopolite, mesurant des crânes un peu partout et méditant sur la conformation supérieure des occiputs tudesques. De ces méditations naquit en 1899 un copieux ouvrage, *Die Grundsätze des XIX. Jahrhunderts*, récemment traduit en français par M. Robert Godet sous ce titre fourni par M. Chamberlain lui-même : *La Genèse du XIXe siècle* [1].

C'est d'ailleurs à tort qu'on nomme d'une même haleine feu Gobineau et M. Chamberlain. Gobineau nourissait des prétentions à l'anthropologie. M. Chamberlain, qui condamne explicitement la méthode gobinienne, fonde plutôt sa germanolâtrie sur des données sociologiques et psychologiques que sur les résultats de ses mensurations crâniennes.

La conclusion de l'*Essai sur l'inégalité des races humaines* et celle de la *Genèse du XIXe siècle* diffèrent aussi du tout au tout. A bien entendre Gobineau, à dégager sa pensée de son livre et non des flagorne-

[1] Deux volumes. Paris (sans date), Payot et Cie.

ries wagnériennes par où il se réhabilitait à Wahnfried, l'humanité est vouée à péricliter de plus en plus. Le mélange des races, qui est fatal, entraîne fatalement leur décadence. L'aryanisme est condamné. A cette sombre conception de l'avenir, M. Chamberlain oppose une doctrine nettement optimiste. A l'en croire, la race se fait, la race devient. On l'obtient en la perfectionnant. La germanisation progressive du monde autorise les plus vastes espoirs.

Le Germain de M. Chamberlain n'est pas non plus tout à fait l'Aryen du comte de Gobineau. Par le Germain, Chamberlain entend un être plus vague et plus complexe. Sont germaniques, suivant lui, tous ces peuples primitivement appelés barbares et qui du Nord de l'Europe où l'histoire relève d'abord leurs traces essaimèrent sur tout le continent. Celtes, Slaves, Teutons, ces noms qu'ils reçurent dans les premières phases de leur différentiation désignent au fond les mêmes individus. M. Chamberlain adopte le mot Germain par besoin de « simplifier », comme il dit, mais les Slaves et les Celtes ne lui paraissent pas moins dignes d'une place au soleil que les Teutons authentiques. Condescendance inconue à Gobineau et à ses disciples, pour qui l'élément celtique — nous verrons cela plus loin — est l'un des plus pernicieux dont

puisse s'affliger un peuple : « Il existe, écrit M. Chamberlain, une parenté originelle et intime entre le vrai Germain, le vrai Celte et le vrai Slave. » M. Chamberlain étend même son indulgence au delà. Pour pouvoir admirer sans scrupule et sans risquer de se contredire certains héros qui lui sont chers, il écrira bravement : « Nous asssimilons le Celte au Gréco-Italien, alors qu'il n'est manifestement que leur parent éloigné et qu'il s'atteste, en revanche, intimement congénère du Germain. »

Par des escamotages de cette sorte, M. Chamberlain s'apparente à Gobineau, si différentes que soient leurs conclusions à l'un et à l'autre. Tout comme l'*Essai sur l'inégalité des races humaines*, la *Genèse du XIX*e *siècle* n'est qu'un jeu d'esprit et qu'on jugerait plus agréable s'il durait moins ; mais les deux volumes de pesante fantaisie où M. Chamberlain a exposé son système, tout son système, ne laissent pas d'impatienter parfois le lecteur non pangermaniste.

« On ne contestera guère, écrit-il, que le Germain ait été et soit encore une des plus grandes puissances, peut-être la plus grande, dans l'histoire de l'humanité. » N'en déplaise à M. Chamberlain, nous contestons cela avec la dernière énergie ; mais admettons pour l'instant son axiôme. Admet-

tons même sa thèse du progrès constant du germanisme, appelé à régner sur le monde entier. Cette ambition du germanisme avait sa raison d'être au moment où parut l'édition originale, en langue allemande, de la *Genèse du XIXe siècle*. Tout au plus cette conviction s'exprime-t-elle dans ce livre sous une forme trop absolue : « Le germanisme est loin d'en avoir fini avec son avènement dans l'histoire universelle, écrit M. Chamberlain. Il faut d'abord qu'il prenne possession de la terre entière, qu'il scrute la nature en tous sens et qu'il s'en asservisse les forces. » A cette condition, mais à cette condition seulement, le progrès du genre humain est assuré : « Moins un pays est germanisé, écrit M. Chamberlain, moins il s'atteste civilisé. » Plus il contient, en revanche, d'éléments germains, plus ses chances d'avenir sont grandes.

C'est au XIIIe siècle environ qu'a commencé en Europe la nouvelle civilisation germanique. Depuis lors, tous les faits de l'histoire s'expliquent par la lutte entre le germanisme ascendant et ce que l'auteur des *Grundsätze* appelle « le chaos ethnique », c'est-à-dire tous les éléments non-germains : « Que le lecteur, déclare M. Chamberlain, porte son regard où il voudra, partout il trouvera des exemples attestant que la civilisation et la culture présentes de l'Europe sont d'une sorte spéci-

fiquement germanique, foncièrement différente des non-aryennes, tout autrement conformées sur des points essentiels que celles de l'Inde, de la Grèce ou de Rome, en antagonisme direct avec l'idéal métis de l'Imperium antinational et de la tendance dite romaine du christianisme. » Tout Chamberlain tient dans cette phrase. Elle donne la clé de son livre et résume l'évolution de l'humanité telle qu'il la conçoit.

Le sang germanique n'est d'ailleurs pas le privilège exclusif de la nation allemande. Les Français ont eu part à ce bienfait, grâce aux Francs, les Italiens grâce aux Goths et aux Lombards, les Espagnols grâce aux Visigoths. A ces ancêtres germains, les nations dites latines, et qui ne tiendraient de Rome que la barbarie et la mort, doivent d'avoir contribué, parfois avec éclat, à la civilisation générale.

Déjà Charlemagne avait été en son temps un pur Allemand. « La germanisation, écrit M. Chamberlain, fut son but et même son ouvrage. » Le caractère germanique a prédominé en France jusqu'à la Révolution. C'est au grand préjudice de ce pays que la Révolution y installa le règne du chaos ethnique. En Italie, M. Chamberlain loue Saint-Thomas d'Aquin, mais « il descendait par sa mère de la Maison de Souabe ». Giordano Bruno

et Campanella, qui furent de libres esprits dans une époque asservie, méritent aussi tous les suffrages; mais leur conduite s'explique. Bruno et Campanella venaient de l'extrême sud de l'Italie, où aujourd'hui encore « le type indogermanique se rencontre fréquemment ».

On parle de la Renaissance italienne. Le mot Renaissance est impropre. Qu'on y renonce donc une fois pour toutes! La Renaissance italienne n'est pas une résurrection de l'esprit ancien. Elle est le fait des peuplades germaniques enfin installées et organisées au milieu du chaos ethnique qu'elles avaient trouvé dans la péninsule : « L'œuvre de Dante, prononce Chamberlain, sa personnalité même attestent si clairement en lui un vrai Germain, non un fils du chaos ethnique, *que je ne souhaiterais pas, quant à moi, d'autre démonstration du fait.* » Impossible, n'est-il pas vrai? d'éluder plus cavalièrement une difficulté insurmontable. M. Chamberlain affirme avec assurance et veut être cru sur parole. Les Allemands l'ont cru parce qu'il flattait leur orgueil. Mais on est libre de ne point les imiter. Et nous tenons, quant à nous, à user de cette liberté.

M. Chamberlain se défend d'identifier absolument son Germain idéal avec l'Allemand d'Allemagne; mais cette réserve, sous sa plume, n'a

aucune valeur. Il insiste sur le fait que c'est au cœur de l'Europe, en Allemagne, qu'a eu lieu la fusion des trois groupes apparentés : Celtes, Germains et Slaves. Par là s'explique la richesse des aptitudes allemandes et l'éminence des vertus allemandes. Les Germains sont laborieux, tolérants, fidèles. Leur panégyriste signale quelque part « cette diligence d'abeilles au travail, caractéristique d'une race vraiment germanique » ; mais c'est encore sa fidélité à toute épreuve et son amour de la liberté qui assignent au Germain la première place parmi les peuples.

Passe pour la fidélité. Henri Heine la donnait déjà pour la vertu allemande par excellence. Tout au plus dégénère-t-elle parfois en servilité chez l'Allemand d'aujourd'hui. Quant à l'amour de la liberté, il est vraiment difficile d'y voir un trait spécifiquement germanique ; c'est pourtant une des vertus que les Allemands s'attribuent le plus volontiers. Déjà Treitschke, nous l'avons vu, célébrait le culte que les Allemands rendent à la liberté bien comprise et mettait en regard le fétichisme de la fausse liberté, erreur latine. M. Chamberlain développe la même idée. L'Allemand seul comprend la liberté et l'applique sainement. Les autres peuples, et surtout ceux qui se rattachent à

l'Eglise catholique, haïe de M. Chamberlain, ont toute liberté en horreur.

M. Chamberlain aperçoit dans Ignace de Loyola le type par excellence du « Non-Germain ». Ignace de Loyola poussait la fidélité jusqu'à l'obéissance passive. Sa conception du devoir le montrait hermétiquement fermé à la notion de liberté, sans quoi la fidélité n'est d'aucun prix. La critique de Loyola par M. Chamberlain contient des idées justes ; mais l'histoire suffit, pensons-nous, sans l'ethnographie, à expliquer la création de l'ordre des jésuites et la façon de penser de son fondateur. Loyola est bien moins l'enfant d'une race non germaine que le fils de son temps, de son pays et de son Eglise, déchaînés contre la Réforme. Et quant à l'esprit de liberté, il s'est de tout temps manifesté en Italie et en France avec bien plus de force encore et d'éclat qu'en pays germanique. M. Chamberlain prétend que la Renaissance est germaine dans son principe, mais il ne va pourtant pas jusqu'à en dire autant de la Révolution française, cette autre grande tentative d'affranchissement humain. Par le mot liberté, les Allemands n'entendent que la liberté économique et intellectuelle. Ils n'étendent pas leur conception de la liberté jusqu'à la liberté politique, dont ils sont peu friands.

Mais s'il est normal de voir Treitschke raisonner et juger de la sorte, combien des idées pareilles ne surprennent-elles pas chez l'Anglais Chamberlain ? Comment un fils de cette Grande-Bretagne, si supérieure par sa civilisation à l'Allemagne prussianisée, a-t-il pu brûler d'un si étrange amour ? Etrange n'est point encore une épithète assez forte. L'amour de M. Chamberlain pour l'Alemagne est monstrueux, puisqu'il est allé pendant la guerre jusqu'à un reniement plein de haine à l'adresse de sa vraie patrie. L'auteur de la *Genèse du XIX*e *siècle* affichait encore dans cet ouvrage la même tendresse pour les Allemands et les Anglo-Saxons. Il énonçait son désir « d'éveiller le vif sentiment de la grande fraternité septentrionale » ; mais la guerre a obtenu ce résultat de lui faire lever le masque. M. Chamberlain a connu en Allemagne les grands succès de librairie et l'empereur Guillaume II lui-même a donné à cet étranger des témoignages flatteurs d'approbation et d'amitié. L'auteur de la *Genèse du XIX*e *siècle* s'est-il laissé gagner par ces faveurs ? C'est à craindre. Toujours est-il que ses vœux allèrent pendant la guerre à la victoire allemande. M. Chamberlain a même cru devoir publier sous le titre de *Kriegsaufsätze* (Munich 1914) un recueil d'articles plus injurieux encore pour sa vraie patrie qu'élogieux pour

son pays d'adoption. Et il prétend avoir fait œuvre pie. Et il veut qu'on admire sa grandeur d'âme : « J'ai montré le courage, moi qui suis Anglais, de porter témoignage en faveur de la vérité. » Il ne suffisait pas à M. Chamberlain d'avoir élevé à la gloire de l'Allemagne un monument qui est un prodige d'absurdité. A son mauvais livre, il a voulu ajouter une mauvaise action. Comment parlera-t-on de M. Chamberlain le jour peut-être éloigné encore, mais fatal, où le pangermanisme aura cessé d'inspirer la terreur pour ne plus exciter que le mépris?

IV

Faut-il passer au menu fretin de l'école? Devant tant de richesses, on n'a que l'embarras du choix. Ils sont légion, les malheureux qui ont mis leur patience et cette force d'application dont s'honorent les Allemands au service du pangermanisme de race. Impossible de les nommer tous.

Arrêtons notre choix sur un ou deux des plus typiques. Voici M. Henri Driesmans et voici M. Louis Woltmann. Ils sont significatifs entre tous.

On doit à M. Henri Driesmans plusieurs traités d'anthroposociologie tenus par les initiés en haute estime. Mais sa contribution la plus marquante

est son livre intitulé le *Celtisme dans le mélange ethnique européen*[1]. M. Driesmans se distingue de Gobineau et s'apparente avec M. Chamberlain en ce qu'il ne croit pas à la supériorité des races pures. Les races ne s'améliorent qu'en se mêlant ; mais la qualité et la proportion de ces mélanges ont une importance extrême. Un peuple ne peut aspirer à de grandes destinées qu'à la condition d'être foncièrement germanique. Un léger apport de sang étranger doublera ses vertus. Mais malheur à lui s'il dépasse la juste proportion !

L'ouvrage de M. Driesmans : *le Celtisme dans le mélange de sang européen* illustre cette thèse au spectacle de l'histoire. M. Driesmans aperçoit dans l'Europe occidentale et centrale un vaste champ de bataille où deux races ennemies, Germains et Celtes, se livrent un combat sans merci. Le germanisme est le Bien, le celtisme est le Mal. Absorbé à dose minime, le celtisme peut avoir son utilité. Pareil à ces poisons qui rendent à l'organisme, s'ils sont pris en quantité infinitésimale, un regain de vie, il donne du ton à la civilisation générale ; mais un poison est toujours un poison. Que l'Allemagne n'en abuse pas !

M. Driesmans part en effet de ce principe que le

[1] *Das Keltentum in der europäischen Blutmischung*. Leipzig. 2 vol. 1900.

germanisme prédomine en Allemagne et le celtisme en France. Telle était déjà la thèse de Mommsen. Le célèbre historien de Rome antique a tracé des Celtes le plus noir tableau. Par delà les Celtes, le chauvin qu'il fut trop souvent visait les Français abhorrés. Mommsen gratifie les Celtes de tous les vices que le chauvinisme allemand attribuait aux voisins de l'Ouest. Il est piquant de mettre en regard de ce portrait dénigrant du Celte celui qu'a brossé d'un pinceau attendri le Celte Ernest Renan. Pour Ernest Renan, le Celte est un miracle d'idéalisme, de noblesse et de bonté. Je ne décide point entre Tréguier et Berlin ; mais, à ce désaccord de deux illustres savants, je constate une fois de plus les difficultés de la psychologie rétrospective, surtout de la psychologie ethnique.

Certaines découvertes accomplies par un spécialiste du celtisme, par un patient homme qui a certainement étudié la question avec un soin plus scrupuleux que Mommsen et Renan, M. d'Arbois de Jubainville, tendraient d'ailleurs à faire mieux encore toucher du doigt la vanité de ces recherches. M. d'Arbois de Jubainville prétend fonder sur des documents irréfutables sa conviction que la France a été peuplée surtout par les Germains et l'Allemagne par les Gaulois, c'est-à-dire par les Celtes.

Si la théorie de M. d'Arbois de Jubainville se confirmait, que deviendrait la celtophobie de Driesmans et de ses disciples? *Civis et pulvis et nihil.* Dès maintenant, sa théorie n'a guère plus de poids pour les gens de bon sens. Pour quiconque persiste à ne rien accepter comme vrai qui n'ait été démontré tel, le système de M. Driesmans, hypothèse toute gratuite, est dépourvu de toute valeur.

Quoi qu'il en soit, résumons le plus fidèlement possible, d'après lui, les aspects principaux de la lutte entre Celtes et Germains. Voyons d'abord les effets de ce duel en France. La France est le pays celtique par excellence, le pays où les dolichocéphales blonds de sang germanique ont été le plus radicalement éliminés par les brachycéphales bruns de sang celtique. Fortement germanisée par les invasions, la France s'est graduellement receltisée. L'histoire de France, c'est l'histoire de la renaissance du celtisme. Depuis Louis XI qui assuma de ce fait une grave responsabilité, la receltisation de la France a marché à pas de géants. L'élément franc et germain disparaît et « les masses gallo-celtiques » prennent le haut du pavé. La Révolution française consomme la dégermanisation du pays. L'aristocratie était germaine de sang, la bourgeoisie celtique. Leur lutte de

classes ne fut qu'une lutte de races, une lutte qui finit en désastre. Le triomphe celtique est la condamnation à mort du peuple français.

Quelles sont donc ces tares ethniques qui vouent le Celte à de si précaires destins? Le Celte, répond M. Driesmans, est tout *subjectivisme*. Et c'est assez pour causer sa ruine. Le Celte est individualiste dans les moelles, par conséquent le Celte est un révolutionnaire né. Gobineau et Chamberlain louaient l'individualisme allemand. Driesmans maudit l'individualisme et nie que son peuple en soit infecté. Le subjectivisme révolutionnaire est, d'après lui, l'exclusif apanage des Celtes : « Le celtisme, écrit-il bravement, est à la base de tous les subjectivismes, libéralisme, démocratie, socialisme et anarchisme. » Simplification ingénieuse, grâce à quoi l'histoire s'éclaire d'un jour aussi nouveau qu'imprévu.

Le subjectivisme celtique se manifeste au dehors par un cabotinage instinctif, irrésistible. Tout bon comédien, au théâtre, en politique, dans les beaux-arts proclame par là-même son ascendance celtique. Rien n'est divertissant comme le soin de M. Driesmans à tirer des plus pauvres anecdotes des arguments favorables à sa thèse. Richelieu, suppôt de la monarchie française et adversaire acharné des nobles, est naturellement pour lui un Celte (caracté

risé. M. Driesmans le prouve par l'historiette suivante puisée on ne sait où. Appelé à débattre avec la reine Marie de Médicis une question politique d'extrême importance, Richelieu s'interrompit soudain pour exécuter une danse incongrue *(einen frivolen kankanartigen Tanz)*. Marie de Médicis en ressentit une telle indignation qu'elle n'adressa plus jamais la parole au célèbre ministre. « A de menus traits de cette sorte, conclut M. Driesmans, se reconnaît le sang des races. Une nature germanique n'eût pas été capable d'une telle inconvenance. » Et pour être bien sûr qu'on a compris, M. Driesmans se répète : « La nature même de Richelieu était cette nature de comédien, chose spécifiquement gauloise, et par où ce peuple se distingue si radicalement des graves Germains. »

Le même antagonisme entre celtisme et germanisme explique toute l'histoire anglaise ; mais la victoire, en fin de compte, est plutôt restée dans ce pays à l'élément germain. L'Anglo-Saxon a fini par imposer sa volonté au Normand romanisé et au Celte. Tout le long de l'histoire anglaise, les deux types germanique et celtique alternent, strictement différenciés. Shakespeare est un pur Germain : « Sa poésie, si profonde et si intime, écrit M. Driesmans, si religieuse, si délicatement sen-

sible et s'élevant jusqu'aux plus sublimes et terrifiantes pensées est authentiquement saxonne. »

En regard d'un Shakespeare, quelle n'est pas l'infériorité d'un Celte comme Byron ! M. Driesmans attribue au sang celtique de ce Byron qu'il déteste tout ce qu'il exècre dans le poète de *Child-Harold*. A-t-il tort ? A-t-il raison ? Nous renonçons à creuser davantage ce problème. Mais une observation s'impose : M. Chamberlain saluait en Byron un authentique Germain et lui tressait une couronne de gloire. M. Driesmans voit en lui un Celte typique et l'excommunie. Ces contradictions font certainement du tort aux anthroposociologues et à leur « science ».

Une autre inconséquence non moins choquante se manifeste à la manière dont M. Driesmans interprète les deux révolutions anglaise et française de 1649 et 1789. Qu'il voie dans la Révolution française l'insurrection finalement victorieuse du celtisme contre le germanisme, passe encore. Le celtisme n'est-il pas, d'après lui, la Révolution faite race ? Mais qu'il explique aussi la Révolution anglaise par une lutte de race, une lutte de race où, contrairement à ce qui se passa pour la Révolution française, « l'élément germanique fut l'élément révolutionnaire », voilà qui paraît aller à

l'encontre de toutes ses théories. On aurait d'ailleurs fort à faire à relever toutes les contradictions de son système. A serrer d'un peu près les faits qui lui servent de base, il tombe en poussière.

L'application de ces théories à l'histoire allemande n'est pas moins scabreuse. M. Driesmans explique de nouveau l'antagonisme de l'Allemagne du Nord et de l'Allemagne du Sud par l'inimitié des deux races. L'Allemagne du Nord est slavosaxonne ou slavogermaine, celle du Sud est celtogermaine avec prépondérance celtique. Toute l'infériorité de l'Allemagne du Sud sur celle du Nord s'explique par la médiocre qualité de son sang. C'est grand dommage que l'Allemagne ait été initiée au christianisme par ces tribus celtisées. Le christianisme allemand en a reçu des tares indélébiles. M. Driesmans observe le plus sérieusement du monde que « les prêtres catholiques allemands sont presque tous brachycéphales et bruns. » Le curé allemand à cheveux blonds est « un monstre ». La celtisation du catholicisme a été pour l'Allemagne une catastrophe. L'Allemagne a été livrée au Saint Siège par les Allemands de race celtique. M. Driesmans remarque encore, avec la même gravité infaillible, que le clergé protestant, dans la personne de ses membres les plus rigoureusement orthodoxes, n'apparaît pas moins

« noir, brachycéphale et trapu ». Le protestantisme allemand n'a pas à s'en féliciter. « Valets de chambre spirituels du peuple-maître allemand », écrit M. Driesmans, les Celtes ont tenu l'Allemagne en laisse pendant des siècles. Aujourd'hui encore, ils tyrannisent la moitié du peuple.

L'hégémonie prussienne a heureusement mis un terme à l'expansion celtique. Slavosaxons, Slavogermains ou Prussiens, c'est tout un pour M. Driesmans ; mais quelle grande race ! mais quel grand peuple ! L'auteur du *Celtisme dans le mélange ethnique européen* trace du Prussien moderne un portrait lyrique rappelant celui du Surhomme nietzschéen. M. Driesmans accuse lui-même le plagiat. Il compare le Slavosaxon au « lion riant » de Nietzsche. Ennemi juré de l'humanitarisme (le Celte est humanitaire), le Slavosaxon met au-dessus de tout l'ordre et la force. Elu par la nature pour commander aux « races eunuques », il a toutes les vertus qui distinguent les chefs.

Le Slavo-saxon a pris en mains la domination de l'Europe centrale. Et c'est une heureuse chance, au moins pour l'Allemagne. La Prusse est le boulevard de la résistance « aux influences délétères de la civilisation romanisée, qui est celle du sud-ouest de l'Europe ». Seule, la Prusse slavo-saxonne est capable d'écraser la social-démocratie, cette

suprême floraison, et la plus dangereuse, du génie révolutionnaire des Celtes. Dans son enthousiasme prussien, M. Driesmans va jusqu'à célébrer en termes dithyrambiques l'influence sociale de ces *Ostelbier*, les plus hobereaux et les plus Prussiens des hobereaux de Prusse. Les *Ostelbier* passent pour haïr la littérature, les arts et tous les raffinements de la civilisation. Mais ils ont mille fois raison, déclare M. Driesmans. Ce manque de goût révèle leur excellent fond. Il faut féliciter cette caste d'avoir mis si longtemps à «comprendre Schiller». Goûter Schiller, c'est montrer, paraît-il, une nature foncièrement celtique, par conséquent décadente.

La philosophie de l'histoire, façonnée par M. Driesmans, culmine donc dans l'adoration de la Prusse et de l'esprit prussien. Tous les efforts de l'auteur tendent à cette apothéose. Le bout de l'oreille prussienne s'apercevait sous les oripeaux du savant dès les premières pages de son livre. Il faut lui rendre cette justice qu'il semble avoir conscience par moments de toute la faiblesse de sa démonstration. Il se réclame alors de son génie intuitif pour défendre ses découvertes. L'élaboration d'un système comme le sien exige de la part de son fondateur, il l'avoue, une forte dose d'intuition «car les documents positifs font défaut».

L'aveu, s'il vient un peu tard, est néanmoins à retenir. Il n'en est que plus significatif. Il montre à quel degré le point d'arrivée de la démonstration, la glorification de la Prusse, était au fond le point de départ de l'auteur. Tout le système a été créé d'*intuition* par un Prussomane bien décidé à trouver au fond de son creuset ce qu'il feint d'y chercher pendant les trois premiers quarts de son expérience.

V

Mais il y a mieux que M. Driesmans dans le genre où il s'essaya. M. Louis Woltmann a tiré de l'idée de race des conclusions plus pangermanistes encore dans *Politische Anthropologie*[1], *Die Germanen und die Renaissance in Italien*[2], *Die Germanen in Frankreich*[3]. « Mes efforts, écrit M. Woltmann, tendent à ajouter à l'anthropologie des peuples celle du génie. » M. Woltmann paraît très fier du résultat de ses efforts. Pour tout homme de bon sens, ce résultat est piteux.

La physiologie des races n'est pas encore une science assez solidement assise — à supposer qu'elle doive jamais le devenir — pour qu'il soit

[1] Eisenach et Leipzig, 1903.
[2] Leipzig, 1905.
[3] Iéna, 1907.

possible de dégager, comme fait M. Woltmann, de « l'histoire biologique des races humaines » la « véritable histoire des Etats ». M. Woltmann a certainement forgé son système sous l'influence des théories darwiniennes. Ses dissertations *livresques* à propos de l'évolution des races rappellent par instants le langage de Brunetière vérifiant sur les genres littéraires la loi de l'évolution. Les races humaines sont soumises, au dire de M. Woltmann, aux mêmes lois naturelles et biologiques de modification, d'hérédité, d'adaptation, de sélection, de perfection et de dégénérescence que tous les autres organismes du monde végétal et animal. Tout développement social, politique et intellectuel est le résultat d'une évolution physiologique. Entre l'histoire physiologique et idéologique d'un peuple se manifestent des rapports étroits.

M. Woltmann entreprend de les marquer et pense écrire de la sorte « une histoire anthropologique de la culture ». A cet effet, il a mené une enquête qui ne lui a pas coûté moins de temps ni de peine que n'avaient coûté à M. Driesmans des recherches analogues. L'anthroposociologie, le fait mérite d'être observé, ne rend pas modeste. M. Woltmann ne tire pas moins d'orgueil de son zèle scientifique que M. Driesmans : « On aura du mal à se figurer, déclare-t-il, la peine que j'ai sou-

vent dû prendre pour connaître avec certitude si tel homme avait eu des yeux bleus ou bruns, des cheveux noirs ou blonds. » Nous croyons M. Woltmann sur parole ; mais, franchement, faisait-il œuvre si méritoire en consacrant à de si futiles objets les trésors de sa sagacité?

M. Woltmann a ses idées à lui — qui, d'ailleurs, n'importent guère — sur la dolichocéphalie, la brachycéphalie et toutes les marottes de l'école. Il incline à attribuer au climat et à la nature du sol plutôt qu'à l'ascendance la structure corporelle des individus et la couleur de leurs cheveux ; mais cela ne l'empêche point de croire à la race, surtout à la race nordique, par où il entend ce que Gobineau appelait les Aryens et M. Chamberlain les Germains. La race nordique ou germanique est la race des maîtres et des génies. C'est à elle qu'on doit les plus admirables exploits de l'humanité.

Rome et la Grèce n'existent pas ou n'existent guère pour M. Woltmann. En tout cas, les seuls Germains entrent aujourd'hui en ligne de compte. Et si M. Woltmann concède l'influence du milieu, du sol et du climat, la supériorité des Germains n'en tient pas moins à une « énergie psychophysique innée ».

Les deux monographies de M. Woltmann sur les *Germains et la Renaissance en Italie* et les *Ger-*

mains en France tendent à prouver que tous les Italiens et tous les Français vraiment doués de génie appartenaient à la race germaine. Enchérissant sur M. Chamberlain, M. Woltmann essaye d'établir que le mouvement des esprits faussement appelé Renaissance non seulement n'eut rien à voir avec l'antiquité, mais dut tout son éclat aux Germains, qui le provoquèrent.

La Renaissance a son origine dans l'effervescence spirituelle de l'An Mille, cette « entrée du germanisme dans l'histoire ». Avec un soin méticuleux, qui a l'air d'une gageure, M. Woltmann s'efforce de découvrir, sous leur forme italianisée, les noms allemands primitifs des grands Italiens de la Renaissance : Vinci devait s'appeler Wincke, Vecellio, Vetzell, Buonarotti, Bohnrodt. M. Woltmann déploie la même ingéniosité à ramener au masque germain les traits physiques de ces Italiens illustres. L'idéal de beauté des peintres et sculpteurs de la Renaissance était purement germanique. Quel argument en faveur de leur germanisme ! Ce sont les types accomplis de la beauté « langobarde » que nous saluons dans les plus admirables portraits dus à Léonard de Vinci et au Titien. M. Woltmann en conclut que la Renaissance italienne n'a été «qu'une étape intellectuelle de la

race germanique», légèrement influencée tout au plus par le milieu.

Les mêmes niaiseries solennelles forment la substance du livre sur les *Germains en France*. M. Woltmann croit savoir qu'il déplaît aux Français de voir mettre en relief le germanisme de leurs origines; mais le germanisme de la France ne se trahit-il pas à son nom même? Et la science n'a-t-elle pas pour devoir suprême de proclamer la vérité quelle qu'elle soit? Le germanisme de la France est une de ces vérités capitales, que la méthode et la perspicacité allemandes ont su découvrir. Tant pis pour ceux qu'elle gêne : «Non seulement, écrit M. Woltmann, ce sont les Germains immigrés en France qui ont créé sa civilisation médiévale, mais la Renaissance française aussi est principalement leur œuvre.»

M. Woltmann tient pour admis par les historiens d'art que « le style gothique est d'origine germanique ». Cette thèse est au contraire abandonnée par les archéologues français; mais peu importe à M. Woltmann. L'art gothique n'est qu'un des bienfaits dont le Germain a gratifié la France. La Renaissance en est un autre et plus éclatant.

« La plupart des hommes de génie français, écrit sans sourciller M. Woltmann, descendent des très

calomniés *Barbares* ou du moins de croisements avec eux. » Pour le prouver, M. Woltmann se livre sur les noms propres français au même travail de décortication que sur les noms italiens. Ce qui lui permet de revendiquer Lafayette, « ce représentant typique du germanisme », Descartes, Pascal, Voltaire, Cuvier, Robespierre, Balzac, Musset, Lamartine, Hugo, Zola et beaucoup d'autres. Autant dire que tous les Français de marque n'ont jamais été que des Allemands. Voltaire (Arouet) s'appelait de son vrai nom Arwid et Diderot Tietroh. Poursuivant son enquête jusqu'à nos jours, M. Woltmann rencontre M. Aristide Briand et l'annexe. Ses ancêtres *devaient s'appeler Brandt.*

MM. Driesmans et Woltmann pratiquent avec succès, comme on voit, le même genre de plaisanteries ; mais ces deux savants allemands n'ont en commun que cette audace scientifique qui est la marque des grands initiateurs. En politique, ils n'appartiennent pas au même clan et cela se voit à l'esprit où ils poursuivent leurs découvertes. M. Driesmans est de droite, M. Woltmann est de gauche. L'un et l'autre font dire à l'anthropologie des choses fort différentes. Et c'est une preuve nouvelle de l'orientation toute politique de cette pseudo-science.

M. Driesmans voyait dans la Révolution fran-

çaise le triomphe des Celtes brachycéphales et bruns (assoiffés d'égalité, mais prêts à subir toutes les tyrannies) sur les Germains dolichocéphales et blonds, champions de l'ordre et de la liberté bien comprise. M. Woltmann ne partage pas cette façon de voir. Certes, « la noblesse féodale de France est d'origine germanique et elle avait conservé sa pureté de race jusqu'aux XV[e] et XVI[e] siècles ; des preuves anthropolologiques irréfutables l'attestent » ; mais il est excessif de faire de la Révolution française une querelle de races. M. Woltmann n'a que de la sympathie pour les grands chefs de ce mouvement. D'où cette conviction que « la couche directrice de la bourgeoisie française était germanique ». La Révolution française, par conséquent, ne doit pas être condamnée en bloc. Dans son principe elle était louable : « Dans la Révolution française se déchaîna la force amassée et contenue depuis des siècles au sein de la bourgeoisie germanique, aspirant à la domination et à la liberté. »

Même indulgence pour ces grands mouvements nationaux sortis de la Révolution : le bonapartisme et l'empire. Bonaparte incarne, pour la plupart des pangermaniste de la race, le chaos ethnique ou le celtisme dans ce qu'ils ont de plus odieux. M. Woltmann déploie des trésors d'ingé-

niosité à soutenir que Bonaparte était un homme du nord : « Toute sa personne, estime-t-il, produit la même impression que celle du blond Raphaël : variation dans le genre *gracile* de la race nordique. »

La France revivra-t-elle, se demande M. Woltmann, des temps héroïques comme ceux de l'Empire? C'est peu probable. Au point de vue anthropologique comme au point de vue biologique, la France descend la pente : « Ce peuple, jusqu'à présent si guerrier, est épris de calme et de paix, presque de paix à tout prix. La grande masse du peuple adopte toujours plus le caractère psychique de l'homme brachycéphale. » L'agonie française s'accompagne toutefois de sursauts généreux qui en font une agonie vraiment belle : « Les péripéties de l'affaire Dreyfus ont montré que la nation est capable encore d'un grand enthousiasme pour un progrès moral. » Quant à la lutte contre l'Eglise et sa séparation d'avec l'Etat, c'est une entreprise pour laquelle la France mérite d'être enviée. Malheureusement, cette lutte vient trop tard et puis « elle n'est pas menée assez à fond ». Autrement dit, la France se meurt; mais M. Woltmann veut bien reconnaître qu'elle meurt proprement. Il est trop bon, en vérité.

Et dire que ce tissu de contradictions et d'insanités a été pris au sérieux ! Dire que les Woltmann

et les Driesmans ont été gravement discutés comme si leurs fictions avaient eu l'ombre de sens commun ! Dire que Guillaume II lui-même a fait de la *Genèse* de M. Chamberlain son livre de chevet !

Devant toutes ces turpitudes, comment croire encore à la solidité de l'érudition allemande, à la probité et à la méthode des savants allemands, à la vigueur de leur esprit critique? N'avait-on pas avant la guerre une coupable faiblesse à s'exagérer les mérites de tous ces gens-là ?

VI

Il est un homme toutefois, un très grand homme, un très grand Allemand, qu'il faut excepter de cette clique vulgaire : le philosophe Frédéric Nietzsche. La probité oblige à ce sauvetage, d'autant plus que certaines polémiques, déchaînées en France par la guerre, ont voulu travestir Frédéric Nietzsche jusqu'à faire de lui un frère d'armes des Chamberlain, des Woltmann et des Driesmans. Une telle prétention est insoutenable. Il faut empêcher cette erreur de s'enraciner.

Sans doute, il est arrivé à Nietzsche de louer Bismarck pour « l'honnête étroitesse de son amour de Dieu ». Sans doute, il est l'auteur de cette boutade malheureuse : « Une bonne cause, dites-vous,

sanctifie la guerre ; mais moi je vous dis que c'est la bonne guerre qui sanctifie toute cause. » Sans doute encore, ses panégyriques du *fauve blond* et du *lion riant* ont pu être pris par des Allemands prévenus pour une glorification du Germain conventionnel (M. Driesmans semble avoir commis cette confusion). Sans doute, enfin, la doctrine de Nietzsche est une doctrine d'orgueil ; mais l'orgueil auquel Nietzsche sacrifie est un orgueil tout individuel. Ce n'est pas l'orgueil national et surtout pas l'orgueil de race.

Il avait horreur des anthroposociologues. Et son horreur se résumait dans cette règle : « S'abstenir de fréquenter ceux qui prennent part à la mensongère supercherie de la race. » Nietzsche était Saxon, mais il mettait sa coquetterie à être Slave. Une tradition incertaine, mais dont il n'a pas voulu démordre, faisait descendre les Nietzsche d'une famille seigneuriale polonaise, les Niëtzki. Chassés de Pologne par une persécution contre les protestants, les Niëtzki auraient pris pied en Allemagne au commencement du XVIIIe siècle. Quelque suspecte que fût cette origine, Nietzsche ne souffrait pas qu'on la contestât. Il était un Slave annonçant le triomphe slave : « Tous les véritables Germains, a-t-il écrit, sont allés à l'étranger. L'Allemagne

actuelle est une station avancée du monde slave et prépare la voie de l'Europe panslaviste. »

Ses maîtres, Nietzsche les saluait non point dans les métaphysiciens allemands, mais dans les psychologues français. Il n'est vraie culture que de France comme il n'est bon bec que de Paris : «Tout ce qu'il y a de noble en Europe, écrivait Nietzsche en 1886, dans l'ordre des sentiments, des goûts et des mœurs est l'invention de la France.» Cette prédilection pour tout ce qui est français remontait à l'aurore de sa vie intellectuelle. Dès les victoires allemandes de 1870-1871, Nietzsche avait pris l'Allemagne lettrée en grippe.

La plus célèbre de ses *Considérations inactuelles*, consacrée à David Strauss, étale déjà dans sa plénitude ce sentiment, qui devait s'exaspérer jusqu'à devenir une manie. Nietzsche dénonce en Strauss l'Allemand cultivé par excellence, c'est-à-dire le *philistin cultivé*, le *Bildungsphilister*, comme il l'appelle.

Les premières pages de son essai sur Strauss exposent les fâcheux effets que la victoire allemande de 1870-1871 est appelée à exercer sur la civilisation allemande : « Une grande victoire, écrit Frédéric Nietzsche, est un grand danger. La nature humaine supporte plus mal une victoire qu'une défaite. Mieux encore : il paraît plus facile

de remporter une grande victoire que de la supporter et d'éviter qu'il ne s'ensuive une grande défaite. » Les Allemands, poursuit Frédéric Nietzsche, s'imaginent que leur victoire sur la France est une victoire de la culture allemande sur la culture française. Quelle erreur funeste ! Elle va « tuer l'esprit allemand au profit de l'empire allemand ». L'Allemagne doit ses succès à des raisons qui n'ont rien à voir avec la culture. Sous le rapport de la culture, l'Allemagne est franchement inférieure à la France.

Frédéric Nietzsche définit la culture « l'unité du style artistique dans toutes les manifestations de la vie ». Une grande science, d'après lui, ne va pas de pair avec une haute culture. Tant s'en faut. On peut même poser en principe qu'un vaste savoir engendre la barbarie, soit l'absence de style ou le pêle-mêle chaotique de tous les styles. Et Frédéric Nietzsche de déclarer sans ambages : « L'Allemand de nos jours vit dans un pêle-mêle chaotique de ce genre. »

L'absence de style, le manque de culture, la barbarie, mais c'est la marque distinctive de l'Allemagne moderne : « Cette sorte de culture, écrit Nietzsche, n'est rien d'autre, après tout, qu'une flegmatique insensibilité à l'égard de toute culture et n'est pas de taille à réduire nos ennemis, surtout

des ennemis comme les Français, qui sont à la tête d'une culture authentique et féconde, peu importe sa valeur, et à qui, jusqu'à présent, nous avons tout emprunté, encore sans adresse. »

Cette diatribe donne la note qui résonnera constamment dès lors dans l'œuvre de Nietzsche. Il écrivait, aux environs de 1880 : « Je ne puis supporter de vivre en Allemagne, l'esprit de servilité et de mesquinerie pénètre partout, jusque dans les petits journaux des bourgs et des villages, pour remonter aux artistes et aux savants honorables. Ajoutez-y une arrogance d'esprit à l'égard de tous les hommes et de tous les peuples indépendants. »

M. Henri Albert, dont on connaît les solides études sur Nietzsche, et qui a nié avant nous son pangermanisme[1] a publié dans la *Renaissance latine* du 15 décembre 1904, un document décisif à cet égard. Nietzsche avait écrit, en 1885 et 1886, des pages accablantes sur la culture allemande. Il eut la prudence de les garder dans son tiroir, mais sa sœur, elle, eut le courage de les en extraire et d'en donner communication. « Jusqu'à présent, déclarait Nietzsche, il n'y a pas encore eu de civilisation en Allemagne, il n'y a jamais eu que des séparatistes mystiques. Toujours des individus, c'est là une consolation. » Et encore : « Il me semble

[1] Cf. *l'Opinion* du 23 janvier 1915.

que je suis quelque chose comme un Allemand d'une espèce qui s'éteint. Etre un bon Allemand, c'est cesser d'être Allemand, ai-je dit un jour. » Plus loin, on trouve ceci : « Les Allemands s'enorgueillissent une fois de plus de leurs célèbres *vertus allemandes* dont l'histoire ne sait rien, en fin de compte ». Et ceci qui est prophétique : « Les Allemands sont un peuple dangereux, ils s'entendent à se griser. » Et enfin : « L'Allemagne, l'Allemagne par dessus tout, c'est peut-être le mot d'ordre le plus stupide qui ait jamais été donné. Pourquoi justement l'Allemagne — je me permets de le demander — à moins qu'elle ne veuille, ne représente et ne démontre quelque chose d'une valeur plus grande que toute autre puissance qui, jusqu'à présent, a représenté une valeur? L'Allemagne n'est en somme qu'un grand Etat de plus, une niaiserie de plus dans le monde. »

Mêmes accents, toujours, dans *Ecce Homo* qui parut en 1888 et représente le stade suprême de la pensée consciente de Frédéric Nietzsche. Le philosophe renie l'Allemagne plus résolument que jamais pour saluer dans la France la véritable patrie de son esprit : « Je ne crois qu'à la culture française et tout le reste, que l'on appelle en Europe culture, me semble un malentendu, pour ne rien dire de la civilisation allemande. Les rares

cas de haute culture que j'ai trouvés en Allemagne étaient tous d'origine française. » Brouillé avec Wagner, Nietzsche répétait sur tous les tons : « Il faut méditerranéiser en musique. » Nietzsche répugnait de toute son âme au pangermanisme d'art fondé par l'auteur de la *Tétralogie*. Il rêvait, quant à lui, d'une culture européenne, reposant sur une base essentiellement latine. Son surhomme est un Européen, un bon Européen. Nietzsche croyait — et peu importe que cet idéal fût chimérique — à l'unité de l'Europe, d'où sortirait une humanité supérieure. Le patriotisme était, pour le philosophe de Zarathoustra, une faiblesse condamnable. Il ne comprenait surtout pas qu'on pût être patriote quand on est Allemand. Ses aveux sur ce point respirent une louable franchise. Non et encore non, Frédéric Nietzsche n'a rien d'un pangermaniste. Il n'est surtout pas favorable au pangermanisme de race. Soutenir le contraire, c'est se complaire à un paradoxe dont la difficulté peut séduire un rhéteur ; mais c'est aussi contester sans raison et sans profit l'évidence même.

VII

Revenons maintenant à nos moutons, à nos moutons enragés de l'anthropo-bio-sociologie. Les

Chamberlain, les Driesmans et les Woltmann n'étaient que des théoriciens. Encore quelques années et d'autres « savants » allaient tirer de ces fausses lois des règles pratiques. Nous avons marqué la complicité de la *Gobineau-Vereinigung* avec la *Ligue pangermaniste*. A feuilleter seulement les derniers tomes de l'organe officiel de cette ligue, les *Alldeutsche Blätter*, on s'instruit sur tout ce qui se cache d'ambitions malsaines derrière ces élucubrations ethnographiques. Les chefs du teutonisme tentaculaire entendaient bien les faire servir à la Cause. Certain article, publié un an avant la guerre, en septembre 1913, dans les *Alldeutsche Blätter*[1], par M. K.-F. Wolff, philosophe et auteur de travaux ethnologiques appréciés, a du moins ce mérite de manifester avec toute la sincérité désirable les révolutions politiques où tend cette doctrine de la supériorité ethnique des Germains.

Au nom de la « biologie scientifique », M. Wolff distingue deux sortes de races : les inférieures et les conductrices. Le progrès exige que celles-là soient défaites et assujetties par celles-ci. Comment le vainqueur doit-il traiter ces races vain-

[1] On trouvera, dans l'excellent livre de M. Paul Vergnet, la *France en danger* (Paris, sans date), une traduction presque complète de cet article dont nous ne signalons que les idées essentielles.

cues ? Autrefois, il les massacrait, mais la douceur des mœurs ne permet plus aujourd'hui ces solutions violentes. Il faut trouver autre chose. Voici ce que M. Wolff a trouvé et ce qu'il propose d'appliquer :

Il faut laisser aux vaincus le libre exercice de leurs droits naturels, c'est-à-dire la liberté individuelle, la liberté de pensée et la liberté du travail. Mais, en dehors de ces droits primitifs, il est des droits publics qui s'acquièrent par la guerre et qui doivent être l'apanage exclusif des *races victorieuses* : « Seuls, les sophismes de l'époque de transition ont pu aveugler les vainqueurs au point de leur faire croire qu'ils étaient tenus de céder une partie de leurs droits de seigneurs à ceux qu'ils avaient asservis. » L'exercice des droits politiques est un privilège qui, « au point de vue biologique », revient exclusivement à la *race conductrice*. Le triomphe de cette doctrine et son application préparent un splendide avenir d'ordre et de paix. Du coup, toutes les difficultés parlementaires sont abolies et l'obstruction devient impossible. Les diètes, « qui ne compteront pas en nombre suffisant des bourgeois disposant de leurs pleins droits politiques, seront administrées par un fonctionnaire ». Du coup, la question scolaire perdra toute son acuité. Les citoyens complets crée-

ront autant d'écoles qu'en comporteront leurs besoins. Ceux qui ne voudront pas de ces écoles créeront à leurs frais «des écoles privées ou, s'ils préfèrent, laisseront les enfants croupir dans l'ignorance. Les conquérants n'ont aucun intérêt à ce que les conquis apprennent quelque chose. Pour les conquérants, la pensée maîtresse est toujours qu'ils doivent être les seigneurs. »

C'en sera fini de ces ménagements que le vainqueur se croit encore tenu d'observer envers le vaincu : « Les vainqueurs agissent d'après les règles de la biologie et de la logique quand ils s'appliquent à faire disparaître la langue et à anéantir la nationalité étrangère. Voilà pourquoi il ne faut pas de ménagements, mais simplement l'assurance du droit du seigneur, l'étalage le plus large de la puissance et le refus le plus sévère des droits politiques. La Constitution pour le vainqueur, jamais pour le vaincu. Qu'on reconnaisse les droits de l'homme aux vaincus ; mais sous aucun prétexte les droits du seigneur. Nous naissons hommes, nous gagnons la qualité de seigneurs et maîtres sur les champs de bataille. »

La race inférieure ainsi traitée s'avise-t-elle de recourir à l'émeute ? « Il faut que la lutte contre les émeutiers soit menée par les moyens les plus violents. Puis, immédiatement après, on fait preuve

de la plus grande tolérance. Pas de procès de presse, pas de poursuites individuelles. De cette manière on gagne beaucoup mieux les gens que quand on n'a pas le courage de tirer sur les émeutiers et quand on en encombre ensuite les prisons. En toute circonstance, il faut appliquer d'honnêtes principes de guerre : ceux qui se rassemblent sur la voie publique sont l'ennemi, on les disperse à coups de canon. Celui qui se sauve ne vaut pas qu'on se donne la peine de courir après lui. »

Cette politique tirée de l'ethnologie et de la biologie paraît à M. Wolff une si belle chose qu'il la développe dans toutes ses conséquences et au-delà du nécessaire. M. Wolff n'est pas de ces esprits subtils qui veulent être compris à demi mot. Il met beaucoup de mots au service de sa grande idée : « Il faut que le conquérant, poursuit-il, ait la volonté absolue de dominer et qu'il travaille à l'anéantissement politique et ethnique des vaincus. Il faut absolument rompre avec le préjugé qui veut que les vaincus aient un droit au maintien de leur nationalité et de leur langue. Le peuple victorieux, qui a envahi le pays, devra affirmer de la façon la plus intraitable ses privilèges. En le faisant, il ne commettra d'ailleurs aucune injustice, il se bornera à tirer les conséquences naturelles de sa situation, il se montrera chevaleresque, il n'o-

bligera personne à s'associer à lui, il ne forcera pas les vaincus à défendre le pays, sachant que c'est là le droit réservé du seigneur. Faire la guerre, faire des conquêtes, c'est noble. Se moquer des vaincus et les maltraiter, c'est ignoble et ne convient pas à une *race dirigeante* aux sentiments élevés et qui se sent appelée à dominer le monde. »

L'article de M. Wolff, paru un an avant la guerre, ne l'annonçait-il pas ? Quand la Science et le Chauvinisme marchent ainsi du même pas, se soutenant l'un l'autre ; quand de telles aberrations trouvent des lecteurs, mieux encore des partisans et des disciples, il faut s'attendre à tout. Plus on observe l'immensité de l'orgueil pangermaniste, plus on s'étonne qu'il ait mis si longtemps à déchaîner la catastrophe.

L'orgueil de race allemand devait entraîner la « race » allemande à faire l'essai — elle pensait la preuve — de sa supériorité. Elle y était encouragée non seulement par sa propre foi dans son excellence, mais encore par l'admiration béate et humiliée d'un trop grand nombre d'étrangers.

On peut en faire l'aveu, maintenant que l'Europe s'est réveillée : pendant longtemps, trop longtemps, la décadence latine a été un dogme, même chez les Latins. Dogme non moins absurde que celui de l'absolue supériorité des Germains. La

race latine existe d'ailleurs moins encore que la race germanique. Les peuples dénommés Latins sont formés des races les plus diverses. Avec la meilleure volonté du monde, il est impossible de leur assigner en commun des caractères anthropologiques un peu stables. Les races dites latines ne sont que des agrégats de peuples latinisés. L'empreinte romaine et la parenté linguistique qui en est résulté leur ont donné une âme sinon identique, du moins pareille.

Si fragile que fût ce concept de races latines, il n'en a pas moins joui d'une vogue extrême. Et les Latins eux-mêmes s'en servaient... pour se dénigrer. L'Italien Giuseppe Sergi est l'auteur d'une *Décadence des races latines* qui obtint un vif succès dans les pays latins et un succès plus vif encore en Allemagne. Dans le *Problème de l'avenir latin* (1903), M. Léon Bazalgette annonçait, lui aussi, la fin des sociétés latines : les Latins ne devaient pas trouver place dans le monde futur ; la France était en pleine décomposition ; l'Allemagne offrait seule le spectacle de la civilisation et du progrès. L'avenir lui appartenait parce qu'elle avait le culte de la force.

La pseudo-science de l'anthroposociologie à l'allemande avait séduit et conquis jusqu'à un magistrat français. On doit à M. Vacher de Lapouge un

livre intitulé l'*Aryen* qui assigne à la France le rôle de Cendrillon des peuples. Ce même Vacher de Lapouge a souffert que M. Woltmann lui dédiât le stupide libelle où Voltaire est baptisé Arwid et Diderot Tietroh. De sorte qu'on ne sait, en vérité, de quoi s'étonner davantage : de l'insolence de l'Allemand qui osa dédier ou de l'inconscience du Français qui accepta la dédicace. M. Jean Finot, qui a justement raillé les Woltmann et les Vacher de Lapouge, appelle leurs mauvais livres « la littérature du mépris français[1]. » Elle a fait à la France un tort immense et gratuit tout en contribuant à gonfler et empoisonner l'Allemagne.

Alors qu'il se trouvait tant de Français pour croire à la décadence latine et française, ne serait-on pas mal venu de reprocher trop énergiquement aux pangermanistes d'avoir partagé cette croyance?

Les *Alldeutsche Blätter* posèrent un jour la question : « Les Latins peuvent-ils renaître[2] ? » A quoi leurs correspondants répondirent en chœur : « L'histoire ne fournit pas d'exemple de peuples qui ressuscitent et, à moins de croire aux miracles, nous n'avons aucune raison qui nous oblige à compter les Latins comme des concurrents sérieux

[1] *Le Préjugé des races* par M. Jean Finot. Paris, 1905.
[2] 15 avril 1900.

sur la grande scène de la politique mondiale. » Cette opinion n'était rien moins que flatteuse pour la France, mais elle exprimait, hélas ! l'opinion d'un grand nombre de Latins et de Français. L'orgueil de race était devenu, à la veille de la guerre, une des manifestations les plus irritantes de l'orgueil allemand ; mais il faut convenir que les étrangers ont tout fait pour encourager cette manie.

CHAPITRE IV

L'Orgueil militaire.

De Clausewitz à Bernhardi.

L'orgueil militaire ou *césarite*. — Rapport entre l'esprit d'une armée et le régime politique du pays où elle se recrute.. — Les raisons profondes des atrocités allemandes. — La campagne du Palatinat, les scrupules de Michelet et d'Henri Martin. — Clausewitz, apologiste de la guerre cruelle. — Bluntschli et le général de Hartmann. — On pillera, on brûlera, mais « au commandement ». — Le *terrorisme* érigé en principe. — L'Allemagne et les Conventions de la Haye. — Le *Kriegsbrauch*, catéchisme de la guerre scientifiquement cruelle. — Les idées du maréchal de Hindenburg et du député Erzberger.

La césarite allemande incarnée en Bernhardi. — Ses idées politiques. — Charge à fond contre les petits Etats. — L'Allemagne, champion de la liberté. — La guerre, nécessité biologique. — Le pacifisme est *immoral*. — Le chantage par la force comme moyen politique. — Le droit et la force. — Contre l'arbitrage. — Le mépris des traités internationaux. — Bernhardi et la neutralité belge. — L'Allemagne et les colonies. — Puissance mondiale ou décadence. — Bernhardi et son mépris pour la Triple-Entente. — Eloge du militarisme allemand. — Le militarisme, armature de la civilisation. — Lessing militariste et Kant cocardier.

Les auteurs anti-militaristes ont dénoncé de tout temps, dans l'état militaire, une condition fondée sur l'orgueil : « Il se développe chez les professionnels des armes, écrit Hamon[1], une véritable mégalomanie spéciale. » Cette manie a été baptisée par certains psychologues la *césarite* et,

[1] Hamon, *Psychologie du militaire professionnel*. Paris, 1894.

pendant la longue période de paix qui a précédé la Grande Guerre, la césarite a été stigmatisée à souhait par des pamphlétaires plus ou moins bien inspirés.

Il était alors de mode, parmi les pacifistes, de ne point distinguer entre les officiers des différentes armées d'Europe : « Un officier allemand, osait écrire Hamon, ressemble comme état d'esprit et manière d'être à un officier français bien plus que tout autre Français civil ». De cette erreur radicale il en tirait d'autres : « Il y a plus d'affinité, remarquait-il, entre professionnels militaires de peuples différents qu'il n'y en a entre le pékin et l'officier d'un même pays. Il ne faut point s'en étonner puisque, le but des armées étant le même quel que soit le pays, l'éducation doit être et est analogue, quel que soit le pays. »

Mais cette analogie était toute superficielle et les événements l'ont bien montré. A tel point que les écrivains révolutionnaires ont été eux-mêmes frappés de la grâce. Dans les excellentes études consacrées par M. Charles Andler à la doctrine guerrière de l'état-major allemand [1], ce professeur socialiste a marqué maints degrés dans la césarite et proposé la formule suivante : « Il me paraît y

[1] Voir la *Revue du mois* du 10 novembre 1914 et la *Revue de Paris* du 15 janvier 1915.

avoir une relation entre l'esprit d'une armée et le régime politique du pays qui la recrute. Les vieux troupiers de Napoléon commettaient des abus plus nombreux que les jeunes armées de la république, non seulement parce qu'ils étaient plus blasés sur la guerre, mais parce que la sécheresse, la dureté de cœur de l'orgueil impérial corrompait lentement le moral de ses armées. C'est ce qui arrivait aussi dans la monarchie de Louis XIV. Et c'est ce que l'on observe dans les armées allemandes d'aujourd'hui ». M. Andler a raison contre M. Hamon. Chez les peuples sainement militaires, l'armée est l'école de l'honneur. C'est seulement dans les pays militarisés à outrance, comme l'Allemagne, que l'armée joue le rôle d'un monstrueux conservatoire d'orgueil national.

Si l'orgueil, en effet, se manifeste dans tous les domaines de la vie allemande avec une régularité mathématique, il éclate dans l'armée avec une violence particulièrement révoltante. Les forfaits militaires allemands pendant la guerre pourraient à la rigueur s'expliquer uniquement par l'orgueil des chefs. L'armée allemande s'était ébranlée avec cette conviction qu'elle ne ferait qu'une bouchée de la Belgique et qu'elle mettrait six semaines au plus à engloutir la France. Dans ces conditions, à quoi bon se gêner? Plus les opérations seraient

énergiquement menées, plus le résultat serait rapide et plus vite, par conséquent, le but atteint. De l'opinion publique dans les pays neutres, l'Allemagne ne se souciait aucunement. Le plus brillant de ses polémistes ne lui avait-il pas donné ce mot d'ordre : « Frappons à tour de bras, la victoire nous absoudra » ? L'Allemand considère depuis longtemps comme une faiblesse tout scrupule moral en matière politique. Jugeant les autres à sa mesure, il ne doutait pas que M. Maximilien Harden ne dît vrai. Son armée agissait en conséquence dans les territoires envahis.

Une autre raison, raison d'orgueil aussi, a contribué aux horreurs de Belgique et de France. C'est l'idée — depuis longtemps inculquée aux troupes allemandes par leurs chefs — qu'ils accompliraient une *mission* dans la prochaine guerre. Du haut en bas de l'échelle toute l'armée allemande nourrissait plus au moins cette conviction d'appartenir à une race élue appelée à châtier des races inférieures. Si incompréhensible que ce sentiment parût en France, il y avait un fanatisme religieux de la patrie dans la violence des Allemands à prodiguer les massacres et les incendies. Place au Fléau de Dieu ! Il accomplissait son devoir historique, qui est de régénérer le monde par le fer, le feu et le sang. Suspecter son sacer-

doce était déjà un blasphème, s'y opposer un crime. Envers ceux qui entravaient la marche de l'armée élue, tout châtiment était encore trop doux. La répression ne visait-elle pas à cet immense bienfait : transformer des peuples dégénérés en sujets de Guillaume II? La soldatesque fanatisée des guerres religieuses du XVIe siècle égorgeait l'hérétique pour lui assurer du moins le paradis. On retrouve quelque chose de cette frénésie mystique dans la cruauté calculée avec laquelle les Allemands combattirent en 1914 et 1915.

La guerre a toujours été le triomphe des épouvantes, la césarite a sévi chez tous les peuples ; mais elle a bien des manières de se traduire et les manifestations de ce mal ne sont pas dans l'Allemagne d'aujourd'hui, tant s'en faut, les mêmes qu'en Angleterre ou en France. Ces deux derniers pays ont atteint un degré de civilisation supérieure qui les incline à répudier tous ces vandalismes et toutes ces cruautés ostentatoires dont leur adversaire fait étalage. Cette forfanterie avec laquelle l'Allemagne, au début de la guerre, annonçait au monde et justifiait ses exploits restait pour ses adversaires une énigme. L'état-major allemand a eu l'audace de dénoncer «la phrase creuse d'une guerre civilisée » *(die ganze Hohlheit eines civilisirten Krieges)*. Voilà une phrase creuse à laquelle

les puissances occidentales sont demeurées attachées autant que le permettait la fureur ennemie. L'historien de l'avenir marquera aisément, pourvu qu'il soit impartial, le maximum de césarite parmi les chefs allemands de la grande guerre et son minimum chez les Alliés d'occident.

Depuis longtemps, la différence entre les deux écoles était sensible à tous les yeux non prévenus. Les Allemands ont-ils assez reproché à la France la campagne de 1689 dans le Palatinat ? A la veille de la guerre, le concierge du château de Heidelberg (tous les touristes peuvent en témoigner avec moi) agrémentait encore de longues doléances sur la barbarie welsche les boniments qu'il débitait pour un mark. Joue-t-il toujours cette comédie? Après Louvain et Reims, se trouve-t-il encore des Allemands en Allemagne pour reprocher à Turenne et Louvois Spire, Worms et même Heidelberg? Ce serait d'autant plus absurde que ces peccadilles ont été reniées avec une ferveur touchante et même excessive par les historiens français : « Turenne trouvait son compte, observe Michelet[1], dans la barbare exécution qui devait empêcher l'ennemi de subsister sur cette rive (la rive droite du Rhin) en face de la nôtre. L'immensité d'un tel pillage lui attachait fort sa petite armée. Qu'il ait eu à cela

[1] *Histoire de France au XVII*e *siècle. Richelieu et la Fronde.*

quelque utilité stratégique et passagère, je ne le nie point ; mais j'affirme que les choses qui créent des haines durables entre les nations sont mauvaises et impolitiques. Pour ma part, lorsque dans l'été de 1828, je vis pour la première fois ce romantique palais d'Heidelberg, œuvre ravissante de la Renaissance, encore dévasté, ruiné, je me sentis Allemand et je gémis pour ma patrie. »

Comme pendant à ce noble aveu, mettons encore les généreuses paroles d'Henri Martin. Par leur contraste avec la doctrine allemande, les regrets français paraissent plus élevés : « Le principe, écrit Henri Martin, de ces horreurs qui entachèrent nos armes, si glorieuses à tout égard pendant tout ce XVIIe siècle, ne fut pas uniquement la cruauté de Louvois ou l'orgueil de Louis XIV, mais aussi une fausse notion du droit de la guerre qui permet, disait-on, tout ce qui nuit à l'ennemi. » Et Henri Martin concluait : « Le droit de la guerre, le droit des peuples civilisés ne doit autoriser à détruire que ce qui sert directement à la guerre. On a le droit de démanteler une ville, on n'a pas le droit de la brûler. »

Voit-on d'ici quel fou-rire unanime secouerait les quatre-vingt-treize intellectuels allemands à lire Michelet ou Henri Martin ? De tels principes sont en contradiction absolue avec ceux que la

césarite allemande inspire à l'état-major allemand et à ses admirateurs. Luira-t-il jamais un jour où les Michelet et les Henri Martin de Germanie condamneront les actes barbares récemment commis par leur peuple? Il est à peine permis de l'espérer. Et en tout cas, si ce jour luit jamais et si jamais il se trouve en Allemagne des historiens officiels pour tenir un langage plus humain, ce miracle aura été précédé d'un autre miracle : la transformation de l'âme allemande. Dans l'état actuel des esprits, avec les idées régnantes et les principes admis, un tel *mea culpa* n'est pas concevable. Parcourons l'œuvre de quelques théoriciens militaires choisis parmi les plus marquants. Et bornons-nous à ceux du XIXe siècle, pour ne point allonger ce chapitre outre mesure. La cruauté de leur doctrine apparaît dès l'abord. L'orgueil satanique des maîtres devait engendrer la folie meurtrière des disciples et des valets.

I

Les historiens militaires d'Allemagne s'accordent à constater qu'au XVIIIe siècle l'art de la guerre était tombé en décadence. Non point que ce siècle n'ait possédé ses grands capitaines; mais les opérations manquaient à cette époque d'envergure et surtout de fermeté. On ne se faisait pas grand

mal entre ennemis et l'on épargnait outre mesure les territoires occupés. Le XVIIIe siècle n'est-il pas celui de la guerre en dentelles?

Sous la Révolution et, plus encore, sous Bonaparte un changement se produisit. La guerre redevint la guerre avec ses classiques effrois. Sous Bonaparte, a dit le plus philosophe des théoriciens allemands de la guerre, « la puissance militaire, appuyée sur toutes les forces nationales, s'avança avec une telle sûreté et une telle assurance dans l'écrasement que toutes les fois qu'une force militaire d'ancien régime venait à lui résister, il ne pouvait y avoir de doute, même un instant. » L'auteur de cet hommage au génie belliqueux de Bonaparte est Carl von Clausewitz, un des pères de la science stratégique allemande. Son œuvre, encore actuelle et vivante, est la source où la plupart des chefs ont puisé leur doctrine féroce.

Clausewitz est le plus brillant théoricien de la césarite germanique. Il fait peu de cas des victoires obtenues sans effusion de sang : « Je n'aime pas, avoue-t-il, entendre parler de généraux qui sont vainqueurs sans verser du sang. Il ne s'agit pas d'émousser les épées que nous portons. Il viendrait tôt ou tard un homme de guerre qui, d'un glaive acéré, nous trancherait du corps jusqu'aux bras qui portent ces épées. » Une guerre

honnêtement menée jettera la terreur dans la contrée où elle se déroule. Or la terreur est le plus efficace moyen de réduire l'ennemi. La terreur trouble son intelligence, paralyse ses moyens d'action, pulvérise sa résistance. Déjà Clausewitz excuse la cruauté systématique par cette considération que les leçons les plus sanglantes portent le mieux. Plus la guerre sera impitoyable, plus elle sera courte, par conséquent humaine à la manière prussienne.

Qu'on n'hésite pas, après avoir anéanti l'armée de l'ennemi, à s'installer dans ses provinces : « Ce ne sera pas toujours pour les garder, mais pour y lever des contributions de guerre ou pour les dévaster ; l'objet unique est, coûte que coûte, de causer des dommages à l'ennemi. » Qu'on n'oublie pas, en un mot, ce principe qui doit présider à toutes les opérations de guerre : « On ne saurait introduire dans la philosophie de la guerre un principe de modération sans commettre une absurdité. »

Voyons maintenant ce qu'est devenue, cinquante ans après Clausewitz, la doctrine officielle de l'état-major allemand. Les campagnes menées dans la presse allemande par Julius von Hartmann, un des généraux qui prit part à la guerre de 1870-1871, vont nous l'apprendre. Les victoires ont accru

l'orgueil militaire allemand. Désormais, les chefs de cette armée la croient invincible. Elle ne fera plus jamais la guerre qu'en territoire ennemi. Qu'elle la fasse donc avec une rigueur redoublée !

Les années qui suivirent 1870-1871 assistèrent aux premiers efforts tentés ailleurs qu'en Allemagne par des esprits généreux en vue de rendre, si possible, la guerre plus douce. Au nom de l'Institut de droit international, le juriste suisse Bluntschli avait rédigé en 1877 un projet de *Codification des lois de la guerre ;* mais les essais de ce genre ont toujours soulevé dans les milieux conservateurs prussiens, où se recrute le ministre allemand de la guerre, une répugnance insurmontable. Par ordre supérieur, le général de Hartmann fut chargé de réfuter Bluntschli. Il le fit dans la *Deutsche Rundschau* entre 1877 et 1878 avec une franchise à laquelle il faut rendre hommage.

La Prusse se défie du droit écrit. Elle lui préfère le droit coutumier, antérieur et plus souple. Fidèle aux idées prussiennes, Hartmann s'élève contre une codification des lois de la guerre. C'est une entreprise non seulement malaisée, mais inutile. Les officiers prussiens n'ont pas besoin qu'on leur enseigne l'humanité et l'honneur. Qu'on s'en remette à eux du soin de se conduire et de conduire leurs hommes. Mieux que des juristes

retors et des professeurs brouillons, ils savent ce qui convient dans ce domaine.

Ce qui convient dans ce domaine, c'est ce que préconisait déjà Clausewitz. Hartmann, comme Clausewitz, professe le culte de la violence. Il faut qu'une guerre fasse couler du sang. « La civilisation, d'après Hartmann, est un équilibre des droits et des devoirs, équilibre établi comme fondement de l'organisation sociale intérieure des nations et garanti par les institutions. Or, précisément, la guerre détruit tout cet équilibre. » Du moment où Berlin a déclaré la guerre, les chefs militaires ont toute liberté d'agir. Seule, désormais, la violence fait loi. On a été surpris, au mois d'août 1914, d'entendre M. de Bethmann-Hollweg, un juriste, qualifier de « chiffon de papier » un traité international. Il se bornait pourtant à formuler l'opinion admise en haut lieu. Souvent en temps de paix, toujours en temps de guerre, les traités internationaux n'ont été pour Berlin que des chiffons sans conséquence. L'état de guerre, en tout cas, suspend automatiquement leurs effets. Déjà Bismarck ne disait-il pas « qu'il ne faut point mesurer les conventions internationales à l'aune de la justice ? »

La théorie allemande, qui fait si bon marché de la justice en temps de paix, ne fait plus aucun cas de la justice en temps de guerre. Le code pénal

connaît des faits qualifiés crimes ; mais le code de la guerre n'est pas le code pénal. Il devient difficile en campagne de marquer une limite entre les violences condamnables et les violences licites : « Dans les faits, écrit Hartmann, il sera à peine possible de distinguer. » Le dommage et la souffrance de l'ennemi sont les conditions nécessaires du succès. Pour atteindre ce but, tous les moyens sont bons. On pillera, on brûlera, mais « au commandement », afin d'éviter que la discipline ne se relâche.

Dans une lettre à Bluntschli, Moltke avait posé lui-même ce principe : « Le soldat ne peut se contenter de prendre seulement en proportion des ressources du pays. Il faut qu'il prenne tout ce qui est nécessaire à sa subsistance. » Le général von Hartmann est tout à fait de cette opinion. Les populations envahies sont taillables et corvéables à merci. Se rebiffent-elles, tout châtiment est légitime : « Que des particuliers, écrit Hartmann, soient atteints durement quand on fait sur eux un exemple destiné à servir d'avertissement, cela est assurément déplorable pour eux. Mais, pour la collectivité, c'est un bienfait salutaire que cette sévérité qui s'est exercée contre des particuliers. Quand la guerre nationale a éclaté, le *terrorisme* devient un principe militaire nécessaire. »

Le *terrorisme,* Hartmann l'érige en principe et raille les esprits faibles qui l'en blâment. Pour l'avoir blâmé, Bluntschli se vit rabroué vertement : « Le réalisme militaire, lui rétorqua Hartmann, quand il entend de telles objections, hausse les épaules sans répondre. »

Et toujours, comme un refrain, revient l'idée prussienne déjà chère à Clausewitz : « A mener la guerre sans égards, on fait le bien de l'humanité. Des guerres crânement menées (*schneidig geführte Kriege)* ont courte durée. » Le général von Hartmann a cent façons pour une de dire cela. Et en le disant, il est certainement sincère : « Une dureté et une rigueur apparentes, déclare-t-il encore, se changent en leurs contraires quand ils ont pu produire chez l'adversaire la résolution de demander la paix. »

Veut-on savoir maintenant sous quel aspect se présentait, à la veille de la guerre, la doctrine officielle sur la conduite des hostilités ? Une brochure sur le service en campagne, *Kriegsbrauch im Landkriege*, va nous l'apprendre. La campagne de Hartmann, dans la *Deutsche Rundschau,* remonte à 1877 et 1878. Entre cette époque et 1902, un quart de siècle avait passé. Les efforts tentés par Bluntschli et ses collègues avaient fait boule de neige. A la fin du XIXe siècle, un tsar idéaliste et enclin,

comme sont volontiers les Slaves, aux innovations humanitaires, avait réuni le Congrès de La Haye. Les juristes, assemblés dans la ville hollandaise, pensaient avoir consacré certains principes. La prochaine guerre, disait-on, ou bien... n'éclaterait pas ou bien serait conduite avec ménagements. Latins, Slaves et Anglo-Saxons communiaient, tout au moins, dans cette espérance. L'Allemagne elle-même, tout en ne cachant point son scepticisme, s'était fait représenter à La Haye. Ses délégués avaient signé les conventions élaborées dans les cénacles.

Une brochure officielle de l'état-major allemand devrait donc, semble-t-il, porter au moins la trace des aspirations magnanimes dont le vingtième siècle, à son aurore, se faisait gloire. Il n'en est rien, absolument rien. Le *Kriegsbrauch* est, au contraire, une réfutation tantôt sournoise, tantôt cynique, des principes proclamés à La Haye. Que faisait-on, avant la guerre, dans les états-majors des Alliés? On n'y lisait pas assez les publications de l'ennemi. En tout cas, on n'en divulguait pas assez le contenu dans les masses. Le *Kriegsbrauch* ne laissait pourtant planer aucun doute sur la manière forcenée dont les Allemands feraient la guerre.

Le *Kriegsbrauch* ne voit pas un mince danger

daas les fariboles humanitaires à la mode. « Aujourd'hui, lit-on dans ce catéchisme de la sauvagerie scientifique, ce n'est pas seulement l'armée qui influence l'esprit des coutumes de guerre et assure la reconnaissance de ses lois non écrites. Depuis la presque universelle introduction de la conscription, les peuples eux-mêmes exercent une profonde influence sur cet esprit. » De sorte que les idées pacifiques risquent fort de contaminer l'armée. Il y a là un danger contre lequel l'autorité militaire ne saurait trop prémunir les officiers. Fils de leur temps, ils sont enclins à penser avec leur temps. Qu'ils se défendent contre « la sentimentalité et la molle émotion ». Qu'ils s'endurcissent en se plongeant dans l'histoire militaire de la Prusse. Dès 1902, le *Kriegsbrauch* annonçait que les conventions signées à Bruxelles et autres lieux mal famés ne seraient pas « observées dans la pratique ».

En temps de guerre, l'intérêt guide seul les chefs. Les engagements écrits ne lient plus personne. Le paragraphe quatre du manuel déclare : « Qu'on n'entende point par ces mots *droits de la guerre* une loi écrite et mise en vigueur par des traités internationaux, mais seulement des conventions qui ne reposent que sur la réciprocité et dont l'observance n'est garantie par aucune sanction, sauf

la peur des représailles.» Sitôt proclamé l'état de guerre, la pitié devient lâcheté et tout ce qui peut aider au succès doit être approuvé en principe. En principe encore, tout ce qui peut nuire à la victoire doit être condamné. Seuls sont inadmissibles les sévices sans portée pratique. « Peut être employé, déclare le *Kriegsbrauch*, tout moyen de guerre sans lequel le but de la guerre ne pourrait être atteint. Doit, au contraire, être rejeté tout acte de violence ou de destruction qui n'est pas nécessité par ce but.» Les chefs sont seuls juges de ce qui est utile ou non. Ils supportent seuls la responsabilité de leurs actes et des actes de leurs troupes.

La théorie de la guerre « humaine *parce que* cruelle » bénéficie naturellement de l'adhésion totale et enthousiaste du stratège officiel. Que l'officier n'en doute pas : « La seule humanité consiste très souvent à employer sans réserve les sévérités forcées de la guerre. » On peut l'affirmer aujourd'hui, l'auteur du *Kriegsbrauch* n'a point prêché dans le désert. La manière dont l'armée allemande a «travaillé», surtout en Belgique, s'harmonise avec les instructions venues de haut. Ont été appliquées en conscience toutes les rigueurs « grâce auxquelles le but de la guerre pouvait être atteint », pillages, massacres et incendies *scientifiquement* conçus et *scientifiquement* exécutés. Sui-

vant le *Kriegsbrauch*, la population du pays envahi se trouve à l'égard de l'envahisseur — et c'est une formule admirable — en « état de guerre passif ». L'Allemagne, résolue dès que l'occasion s'en présenterait à faire une guerre offensive, prévoyait naturellement que les hostilités auraient lieu en pays ennemi. Le *Kriegsbrauch* prévoit, le *Kriegsbrauch* réclame du pays envahi une collaboration de tous les instants et dans tous les domaines. C'est la félonie par ordre, c'est la trahison forcée — sous peine de mort. Toutes les infamies que les généraux allemands ont exigées pendant la grande guerre des malheureux Belges sont érigées en principe dans le *Kriegsbrauch*. Quant aux devoirs du belligérant envers les prisonniers, ils sont minimes. L'auteur officiel écrit bien : « Seuls, l'extrême nécessité, le devoir de conservation personnelle et la sécurité de l'Etat peuvent justifier le meurtre des prisonniers » ; mais ailleurs, et comme s'il regrettait tant de coupable « mollesse », il juge que les prisonniers pourront être massacrés « par représailles ou s'il n'existe aucun moyen de les garder ou si leur présence constitue un péril ». A la bonne heure, nous retrouvons, après une défaillance passagère, le théoricien absolu que sa franchise faisait apprécier...

Il s'agit non seulement de détruire l'armée de

l'ennemi, mais « toutes ses ressources spirituelles (*geistig*) et matérielles ». En chargeant dans des vagons pour les vendre en Allemagne les objets d'art conservés dans les châteaux et les manuscrits précieux provenant des bibliothèques, l'armée allemande n'a donc pas obéi à une ivresse de pillage, née du succès militaire et de la griserie qu'il provoque : elle s'est conformée à un plan froidement concerté à l'avance dans les bureaux de l'état-major.

Alors que les plénipotentiaires allemands signaient à la Haye des conventions destinées à rendre la guerre plus douce, les généraux de Berlin rédigeaient dans leurs officines des règlements destinés à lui faire dépasser en cruauté tout ce qu'on avait vu précédemment.

Les généraux, naturellement, l'ont emporté. Il est instructif de surprendre dans les allocutions prononcées par eux pendant la guerre le reflet des doctrines que nous venons de résumer. C'est le feldmaréchal de Hindenburg déclarant : « Le pays souffre, Lodz est affamée ; cela est déplorable, mais cela est bien. On ne fait pas la guerre avec du sentiment. Plus la guerre est impitoyablement menée, plus elle est humaine au fond. Car elle prendra fin d'autant plus vite. Les méthodes de guerre qui amènent la paix la plus prompte sont et demeurent

les méthodes les plus humaines. » Et tel un écho respectueux, le député Erzberger déposait dans le *Tag* ces confidences : « La guerre doit être un instrument dur et rude. Elle doit être aussi impitoyable que possible. C'est là, d'ailleurs, un principe de *plus grande humanité.* Si l'on trouvait le moyen d'anéantir Londres tout entier, ce serait plus humain que de laisser saigner un seul Allemand sur le champ de bataille, attendu qu'un moyen aussi radical amènerait une prompte paix. »

Le député Erzberger est un des principaux membres du Centre catholique. Il est significatif de le voir faire chorus avec l'état-major prussien. L'Allemagne a eu pendant la guerre son *Union maudite* comme d'autres pays avaient leur *Union sacrée.*

Telle était, du reste, l'inconscience de ce peuple, telle était la folie d'orgueil de ses chefs qu'ils n'hésitaient pas, sur les ruines fumantes de la Belgique, à dénoncer «au monde civilisé» la coupable résistance de leurs victimes. On n'a aucune raison de mettre en doute la sincérité de Guillaume II signalant au blâme du Président Wilson la « conduite sanguinaire » du peuple belge : « J'élève une protestation solennelle, déclarait l'empereur allemand, contre une pareille manière de faire la guerre qui est devenue, grâce aux méthodes de nos adversaires, l'une des plus barbares de l'histoire. »

Guillaume II rédigeait cette lettre tandis que Louvain achevait de brûler, tandis que le général de Bissing commandait : « Quand des civils se permettent de tirer sur nous, les innocents doivent souffrir avec les coupables » et tandis que le sinistre général Stenger — il faut que ces noms passent à la postérité — faisait massacrer des prisonniers et des blessés « avec ou sans armes ». Jamais la césarite, avec les excès qu'elle entraîne, n'avait encore sévi à ce point dans une armée régulière.

II

Les doctrines qui guident les peuples finissent toujours par s'incarner dans un homme. La césarite allemande s'est merveilleusement exprimée dans l'œuvre du général von Bernhardi. On lui doit plusieurs traités militaires sur des questions spéciales. Et ces traités, paraît-il, sont pleins de mérites d'ordre technique ; mais ils n'intéressent pas le profane. Nous n'en dirons pas autant des trois grands livres, d'une portée beaucoup plus générale, intitulés : *Vom heutigen Krieg*[1], *Deutschland und der nächste Krieg*[2], *Unsere Zukunft*[3] et qui ont fait parvenir jusqu'au public, même étranger, le nom du

[1] Berlin, 1912.

[2] 6e édition, Stuttgart et Berlin, 1913. 1 vol. in-8, édition française, Paris, Payot & Cie, 1915.

[3] Stuttgart et Berlin, 1912.

brillant officier pangermaniste. Il n'est pas de lecture qui fasse mieux comprendre la grande crise allemande. Les militaires ont cette supériorité sur les civils de ne point gazer leur pensée, même quand ils écrivent. Le masque et les gants des diplomates ne leur vont pas. Bernhardi a grand soin de répudier ces choses inutiles. Ses œuvres livrent tout à trac, comme disait Brantôme, sa grande pensée qui est aussi celle de tous les chefs allemands. Elle n'est pas belle, cette pensée, mais comme elle était menaçante ! Les adversaires naturels de l'Allemagne, encore une fois, n'ont eu qu'un tort, c'est de ne point prendre au sérieux ces avertissements de toute sorte.

Bernhardi n'a pas seulemont des idées sur la guerre, il a des idées sur la politique. Sa politique est très exactement celle de Treitschke, dont il est aujourd'hui le plus brillant disciple. Treitschke avait emprunté à Hegel sa conception de l'Etat-Dieu. Bernhardi l'emprunte à son tour à Treitschke et l'accommode à son goût. Bernhardi ne parle de l'Etat qu'avec un tremblement mystique. L'individu n'est rien, l'Etat est tout. L'Etat, c'est naturellement l'Etat prussien et l'Etat allemand qu'il a engendré. Seul, celui-là compte. L'homme de guerre se marque au dédain qu'il professe pour les petits Etats et aux menaces qu'il prononce à

leur adresse. L'horreur des petits Etats se rencontrait déjà dans l'œuvre de Treitschke. Bernhardi n'est pas moins catégorique à cet égard que son maître. L'Etat, comme il l'entend, a pour attributs nécessaires la toute-grandeur et la toute-puissance. Les petits Etats sont des non-sens. Il faut que ces non-sens cessent d'encombrer la carte de l'Europe.

Faut-il réfuter à nouveau ce détestable préjugé ? La Suisse est trop intéressée à ce qu'il ne s'implante point pour qu'à s'y efforcer on perde son temps et sa peine. Répétons à satiété que les plus petits Etats ont toujours été, contrairement à ce que Bernhardi croit ou feint de croire, le plus utile facteur de la civilisation. Un généreux esprit, fils d'une noble contrée, l'historien anglais lord Bryce, a fait justement observer à Bernhardi que l'Angleterre n'était pas plus grande que la Bulgarie d'aujourd'hui quand elle donna au monde Shakespeare, Bacon et Milton. « C'est dans les petits pays, déclare lord Bryce, et c'est par eux qu'a été produit au profit de l'humanité entière ce qu'il y a de plus précieux en religion, en philosophie, en littérature, dans la science et dans les beaux-arts. » Usant d'un argument *ad hominem* qui a sa valeur, lord Bryce fait observer au général pangermaniste « qu'aux plus beaux jours de la littérature et de la pensée allemandes, sous Kant, Lessing,

Gœthe, Schiller et Fichte, il n'existait pas de véritable Etat allemand. »

Sur la mission de l'Etat par excellence, soit de l'Etat prusso-allemand, Bernhardi professe, une opinion qui ne manque pas de grandeur. L'Etat doit être tout-puissant et toujours prêt à faire violence, mais en vue de développer les forces spirituelles et morales de la nation. Qu'on explique comme on voudra la contradiction inhérente aux principes de Bernhardi sur ce point spécial, il n'en salue pas moins dans l'Etat « l'éducateur du genre humain à la liberté ». Nous avons vu Treitschke et Chamberlain soutenir cette même thèse absurde : l'Etat prussien, champion de la liberté en Europe. Et il est aussi malaisé de découvrir comment cette idée a pu germer dans l'esprit de Treitschke que d'expliquer comment son pieux élève a pu la recueillir et l'adopter. Peut-être Treitschke l'avait-il puisée chez Fichte. Fichte, en effet, prétendait montrer déjà quel abîme sépare, au point de vue de la place qu'elles font à la liberté, la pensée latine et la pensée germanique.

Inspirées de Rome et imprégnées de catholicisme, la force et la pensée latines visaient, d'après Fichte, à asservir l'Europe. Fondées sur le protestantisme, l'idée et la puissance prussiennes tendaient à la délivrer. En vérité, de qui Fichte se moquait-

il en raisonnant ainsi ? L'histoire du dix-neuvième siècle n'inflige-t-elle pas à sa thèse un démenti impérieux ? Toute l'activité de la France et de l'Italie s'est manifestée pendant cette période dans un sens libérateur. Pendant le même laps de temps, toute l'activité de l'Allemagne protestante et de l'Autriche catholique a tendu, au contraire, à l'asservissement des esprits et à l'enchaînement des peuples. Mais, pour absurde qu'elle soit, la thèse de Fichte n'en est pas moins soutenue par Bernhardi avec une énergie toute militaire. Oui, il ose briser des lances pour la liberté alors que ses livres suent la peur de la pensée libre et de toute libre discussion. Une preuve entre cent : Bernhardi s'afflige des ravages que les journaux socialistes exercent dans les masses populaires. Et nous pensons comme lui à cet égard ; mais un cerveau prussien pouvait seul découvrir le remède qu'il propose très sérieusement : « Ce serait pour moi, dit-il, une bénédiction si tous les journaux pouvaient être contraints à imprimer certains messages du gouvernement, afin que les lecteurs ne fussent pas renseignés sur les circonstances publiques avec cette partialité qu'y mettent les organes des partis. » Par messages du gouvernement, Bernhardi entend des articles rédigés dans les bureaux de l'Etat et imposés de force à la

presse d'opposition. Et c'est l'homme d'une telle mesure qui vante la « liberté allemande » et les bienfaits dont elle a doté l'Europe! Sourions et passons.

La politique et la guerre sont intimément liées dans la pensée de Bernhardi. Sa divinisation de l'Etat prélude à son apothéose de la guerre. L'Etat ne se réalise pleinement que lorsqu'il se dresse contre un ennemi. La guerre est le plus sublime spectacle que puisse donner la politique. Alors, « la petitesse de l'individu disparaît complètement devant la grande pensée de l'Etat ». Nous connaissons toutes ces théories. Bernhardi, dans ses idées sur la guerre, se borne à reproduire exactement Henri de Treitschke.

Bernhardi formule sa doctrine de la guerre moderne en tenant compte de tous les progrès scientifiques et techniques récemment accomplis. On doit à Clausewitz la plus célèbre philosophie de la guerre qui ait été écrite par un Allemand. Bernhardi avoue son intention de continuer Clausewitz en « travaillant dans son esprit » ; mais il poursuit un but moins spéculatif et plus pratique.

Le principe darwinien de la lutte pour la vie, si souvent invoqué par les pangermanistes de toute catégorie pour justifier leurs ambitions, inspire aussi à Bernhardi son apologie de la guerre. Elle

est une nécessité *biologique*, c'est le mot que tous ces gens-là affectionnent. La lutte est une loi universelle. Elle s'impose aux peuples comme aux individus. Elle est l'âme de tout progrès moral, l'instrument le plus efficace de la culture. Dans une phrase qui vise évidemment la Russie et la France, la France telle que la peignaient ses ennemis d'avant la guerre, Bernhardi déclare : « Sans la guerre, des races inférieures n'évinceraient que trop facilement par leur *masse* et la *puissance du capital* les éléments sains et vigoureux. Et une décadence générale devrait s'ensuivre. La puissance créatrice de la guerre réside dans la sélection. La guerre, étant seule capable d'effectuer une telle sélection, devient par là-même une nécessité biologique et un indispensable régulateur de la vie du genre humain. » Mais n'est-il pas fort contestable, le bienfait de la guerre au point de vue de la sélection individuelle et même nationale ? En épargnant le rebut des réformés et en détruisant l'élite de la jeunesse, la récente guerre n'a-t-elle pas, au contraire, favorisé l'élément le plus médiocre ? Et cette médiocrité n'est-elle pas appelée à se refléter dans l'Europe de demain ?

Mais c'est là une idée que Bernhardi refuserait d'admettre. Il est tellement sûr que la guerre en soi est un bien qu'il ne comprendrait pas qu'un

mal quelconque en pût résulter. Le pacifisme n'a pas de plus ardent adversaire. Le pacifisme est une imposture, le pacifisme est un masque à l'abri duquel les Etats faibles tentent de réaliser, au détriment des Etats forts, leurs ambitions égoïstes. Supprimer la guerre qui écrase les dégénérés et récompense les vigoureux serait chose immorale *(unsittlich)* et odieuse.

Les patriotes allemands doivent répéter sans se lasser que la guerre est une institution à la fois belle, bonne et juste. « Le maintien de la paix, écrit le général pamphlétaire, ne peut ni ne doit jamais être le but d'une politique. » La politique doit tendre à certains objets précis, que la guerre en résulte ou non. « La guerre avec un but idéal, écrit Bernhardi, ou la guerre entreprise par un noble peuple en vue de s'affirmer lui-même, ne doit pas être saluée comme une barbarie, mais comme la plus haute expression de vraie culture et comme une nécessité politique dans l'intérêt du progrès biologique, social et moral. »

La guerre « nécessité morale », la guerre « indispensable moyen de culture », Bernhardi chérit ces expressions et en fait une consommation abusive. La guerre est d'ailleurs « une bonne affaire ». Contrairement à la thèse des pacifistes, la guerre rapporte, la guerre « paye ». La guerre multiplie la

puissance politique d'une nation. Et seule la puissance politique permet à la puissance économique de s'épanouir.

Après un petit Etat, un Etat faible est ce qu'il y a de plus méprisable au monde : « La faiblesse, écrit Bernhardi, est en politique le péché contre le Saint Esprit. » Que penser des peuples qui, se sentant forts, se conduisent comme s'ils étaient faibles? Bernhardi laisse entendre que cette attitude piteuse est trop souvent celle de l'Allemagne. Il en blâme son pays avec une tranchante sévérité. Il conseille au gouvernement de Berlin une sorte de chantage par la force : « S'assurer une puissance défensive aussi solide que possible, telle est la principale tâche de l'Etat moderne, non seulement pour mener des guerres glorieuses, mais aussi pour pouvoir négocier avec succès. Et il faut attribuer à cette tâche une importance d'autant plus grande que le service des armes est peut-être aussi le plus puissant moyen de travailler à l'éducation et au progrès des forces spirituelles et morales. »

Ces conseils n'étaient-ils pas, hélas ! très superflus? Celui qui les donnait ne prêchait-il pas des convertis? Le gouvernement de Berlin a-t-il fait autre chose pendant toute l'affaire marocaine que de pratiquer ce chantage par la force auquel l'invitait l'auteur de tant de livres à succès? Une telle

politique devait faire naître la catastrophe. Mais Bernhardi l'attendait, Bernhardi l'espérait. Alors que Bismarck condamnait les guerres préventives, l'auteur d'*Unsere Zukunft* n'hésite pas à les recommander quand les circonstances sont favorables : « Une responsabilité beaucoup moins lourde, écrit-il, incombe à celui qui, dans des conditions favorables, déchaîne une guerre nécessaire qu'à celui qui, pour des raisons d'intérêt passager ou par manque de décision, déchaîne sur sa patrie une guerre malheureuse. »

L'invitation est claire. L'Allemagne doit déchaîner la guerre, puisque les circonstances lui sont encore favorables. Périlleux avis auquel le gouvernement de Berlin n'a prêté qu'une oreille trop complaisante. A-t-il bien fait d'écouter ceux qui pensaient comme Bernhardi ? Les résultats de la guerre le montreront.

III

Il n'y a pas de « droits de l'homme », il n'y a pas de droit international, il n'y a pas de droit des gens, Bernhardi s'empare de tous ces « lieux communs » chers aux conservateurs de Prusse et les défend avec une âpre verve. Les arguments les plus choquants sont ceux qu'il préfère. Il s'incline très bas devant la religion. Car il faut au peuple

une croyance qui soit un frein. Le christianisme répond fort bien à sa destination. Que l'Allemagne soit chrétienne, que son armée soit formée de soldats chrétiens ; mais entre augures, n'est-il pas vrai ? on peut dire ce qu'on pense des illusions chrétiennes : « La morale chrétienne est une morale personnelle et sociale, elle ne pourra jamais être une morale politique. » Aussi la politique de Bernhardi fait-elle bon marché du christianisme. Treitschke s'efforçait encore d'accorder les deux choses. Au prix de toutes sortes de subtilités, il réussissait à concilier à peu près son pangermanisme et son protestantisme. Bernhardi est plus sincère. Il n'y a pas place dans sa politique pour l'amour chrétien. Un Etat qui « aimerait les autres » sacrifierait les siens, en quoi il commettrait un crime.

Bernhardi ne nie pas le droit moins résolument que la charité. Le droit est une invention de l'esprit, une création arbitraire de la raison raisonnante : « Chaque nation se forge sa propre conception du droit. Et nul ne peut affirmer qu'une nation ait une meilleure conception du droit qu'une autre. » Cette idée revient constamment dans les livres de Bernhardi. Il n'en est pas qui lui soit plus chère parce qu'elle lui permet de

saper tous les projets d'arbitrage destinés à régler pacifiquement les conflits entre peuples.

On compte sur l'opinion publique pour sanctionner et faire respecter les sentences rendues par les arbitres. Quelle illusion! « En réalité, observe Bernhardi, l'opinion publique du monde entier ne serait point du tout unanime, justement parce que les notions juridiques diffèrent absolument d'un peuple à l'autre. Pour que la sentence arbitrale entrât en vigueur au cas où l'une des parties refuserait de s'y soumettre, il ne resterait qu'à faire cette guerre qu'il s'agissait d'éviter. »

Pour tout homme qui pense sainement, le droit n'est rien, la force est tout. On nie que Bismarck ait dit : « La force prime le droit. » Il aurait dit : « La force crée le droit. » Sur la pensée de Bernhardi aucun doute n'est possible. Il ramène le droit à la force. Ou plutôt la force est le seul droit, la force est la seule justice qu'il reconnaisse.

Dans son dialogue sur la *République*, Platon faisait déjà dire au sophiste Thrasymaque : « Dans tout Etat, la justice est l'intérêt de qui a l'autorité en main et par conséquent du plus fort. D'où il suit pour tout homme qui sait raisonner que partout la justice et ce qui est avantageux au plus fort sont la même chose ; » mais Platon donnait à

entendre qu'il voyait dans cette thèse un paradoxe et encore assez répugnant. Bernhardi, venu après Platon, Jésus-Christ et quelques autres, recule d'un bond jusqu'à Thrasymaque. Par delà la pensée grecque et la pensée chrétienne, il tend la main à un sophiste païen lequel professait, il y a vingt-cinq siècles, une opinion déjà discréditée. Le pangermanisme a vraiment de glorieux ancêtres.

Peu importe à l'illustre théoricien de la guerre allemande. Il ne se pique pas d'enseigner la morale, mais la politique et la guerre. Or la politique est une affaire d'intérêt et de puissance, la politique n'est qu'une *Machtfrage*. Ce n'est pas que Bernhardi ignore le mot immoral. La politique, écrit-il quelque part, doit employer des moyens *moraux;* mais sont moraux, d'après lui, tous les moyens « répondant au but que l'Etat doit poursuivre, conformément à sa nature. » Entre la morale des individus et celle des peuples, il y a, d'après Bernhardi, contradiction absolue. La morale enseigne à l'individu de lutter contre sa nature. Elle ordonne aux Etats de suivre la pente où leur nature, c'est-à-dire leurs appétits de proie, les inclinent.

En vertu de ce principe, l'auteur de *Notre avenir* prêche ouvertement le mépris des traités internationaux. Le droit, « n'étant généralement observé qu'aussi longtemps qu'il s'accorde avec l'intérêt, »

un traité perd toute sa valeur du moment où l'une des puissances contractantes jouerait à l'observer un jeu de dupe : « Les accords internationaux, écrit Bernhardi, n'ont jamais qu'une valeur conditionnelle. Ils ne valent qu'aussi longtemps que la situation — au moins d'une façon générale — reste ce qu'elle était lorsque ces accords furent conclus. On ne saurait exiger d'un Etat qu'il mette en péril son existence pour l'amour d'une obligation juridique. »

L'Europe civilisée a manifesté une indignation extrême à entendre les politiques et diplomates allemands proclamer depuis la guerre ce mépris des traités que le général de Bernhardi trouve tout naturel. La doctrine des chiffons de papier est pourtant la pure doctrine prussienne. Les accords internationaux, les traités conclus de peuple à peuple inspirent au Prussien de Bernhardi une divertissante horreur. Pour un peuple conscient de sa force, souscrire à une sentence arbitrale serait déchoir. Frédéric le Grand a conquis la Silésie à la pointe de l'épée. S'il avait reçu la Silésie des juges de la Haye, ce ne serait pas la même chose. Il est glorieux de s'emparer d'une province. Il est humiliant de la tenir d'un comité de chats fourrés.

Quand l'Allemagne, au début de la Grande Guerre, comprit le mauvais effet produit sur les neutres

par la violation de la Belgique, elle tenta laborieusement de justifier ce crime. Il est sûr qu'en manquant à sa parole l'Allemagne ne pensait point commettre un si grand forfait. Les livres de Bernhardi manifestent l'état d'esprit où elle accomplit cet acte abominable. Il était certainement prémédité; mais, encore une fois, l'Allemagne ne pensait point qu'il fût si noir : « L'idée d'une neutralité permanente, a écrit Bernhardi, est absolument contraire à la nature essentielle de l'Etat, lequel ne peut réaliser ses plus hautes aspirations morales que par la concurrence avec d'autres Etats. » Au moment où la Belgique fut déclarée neutre, nul ne s'attendait, suivant Bernhardi, à ce qu'elle « mît la main sur une vaste et précieuse région de l'Afrique. »

L'auteur pangermaniste se demande « si cette acquisition de territoire ne constitue pas *ipso facto* une violation de neutralité. » Dans tous ses écrits de propagande, le général insiste sur cette question belge avec une malveillance qui aurait dû ouvrir les yeux au gouvernement de Bruxelles. La neutralité belge, explique-t-il, est d'autant plus sujette à caution que ce pays « n'a point respecté les engagements qu'il avait pris concernant la porte ouverte. L'Allemagne, cependant, qui sous peu s'affligera d'une immense pléthore d'hommes, ne pos-

sédera pas de colonies de peuplement en suffisance et la question pourra très bien se poser de savoir si elle n'a pas le *droit moral* (*sic*) de s'approprier des territoires convenables. »

Peut-on donner à entendre plus clairement que les traités n'engagent à rien et qu'un peuple fort est autorisé à prendre où il y a ? Mais la Belgique, et l'on peut dire l'Europe entière, fermaient les yeux de parti-pris sur le danger allemand. Les idées de Bernhardi n'engageaient, disait-on, que lui-même. Il n'y avait pas lieu de prendre ses fanfaronnades au tragique, pas même au sérieux. L'Europe occidentale voulait oublier. Elle voulait oublier les explosions périodiques de la césarite prussienne pour ne se rappeler que la participation de l'Allemagne aux Congrès de Bruxelles et de la Haye. Le général de Bernhardi déclarait à tout venant que son pays ferait bon marché, le moment venu, de toutes les conventions. Mais — nous l'avons observé déjà à propos du *Kriegsbrauch* — on ne lisait pas les auteurs pangermanistes dans les chancelleries. On connaît aussi bien des lectures plus attrayantes.

IV

Un collègue de Bernhardi, le baron Colmar von der Goltz, publiait à la fin du siècle dernier un livre aussi empreint de confiance que les écrits de Bernhardi sont médiocrement rassurés.

Dans sa *Nation armée* [1], von der Goltz déclarait : « Nous autres Allemands du temps présent nous sommes dans une situation enviable. L'étoile du jeune empire vient de se lever à l'horizon. Il a toute sa carrière encore à parcourir. La course vers le zénith est plus agréable que la course déclinante. Et si jamais un Etat naissant avait la garantie d'une longue durée, c'est bien le cas de l'Allemagne une et forte au milieu des grandes puissances de l'Europe. »

Il y a moins de satisfaction béate dans les écrits de Bernhardi. La situation de l'Allemagne lui paraît difficile, même grave, et condamnée à s'aggraver encore. Sa population ne cesse de s'accroître et, d'autre part, sa compression géographique au centre de l'Europe l'empêche de s'étendre dans la paix : « Nos ennemis ne nous accordent pas la situation puissante conquise par deux guerres victorieuses et qui accroît d'année en année notre fortune nationale. De même qu'ils refusèrent jadis

[1] Voir la traduction française publiée à Paris en 1884.

à Frédéric le Grand la Silésie et les cent millions de son trésor, de même aujourd'hui ils veulent nous abattre et, dans le germe, écraser notre importance mondiale.» L'Allemagne étouffe chez elle. Il lui faut des colonies, des colonies de peuplement[1]. Elle y a d'autant plus droit qu'à l'encontre des grandes puissances coloniales elle s'efforce de « relever économiquement et socialement les populations indigènes. »

Oui, Bernhardi ose affirmer cela. Alors que la colonisation allemande est impitoyable entre toutes aux peuples colonisés, alors que la révolte des Hereros, par exemple, a donné lieu à d'ignobles boucheries ; alors que le scandale Peters, le scandale d'Arenberg, le scandale de Puttkamer — pour ne point parler d'autres scandales — ont montré ce que l'Allemagne entend par colonisation, Bernhardi ose parler du rôle « éducateur » de son pays dans les territoires d'outre-mer. Tant d'audace a de quoi confondre.

Il reconnaît d'ailleurs les médiocres succès

[1] On sait que l'Allemagne officielle elle-même a répudié cette doctrine. Le chancelier impérial a reconnu devant le Reichstag que l'Allemagne n'a aucun besoin de colonies de peuplement. Son émigration étant devenue insignifiante, elle n'a pas de colons à établir outre mer. Son agriculture et son industrie manquent de bras. Si elle a besoin de colonies, c'est comme marchés pour y écouler ses produits et c'est pour y exploiter des gisements de minerai, le minerai menaçant de lui faire totalement défaut.

obtenus par l'Allemagne dans sa course aux colonies. L'Allemagne s'est laissé damer le pion par ces nations inférieures, la Grande Bretagne et la France. Nos lecteurs connaissent sans doute la cause principale du marasme colonial allemand. Les grandes puissances se sont partagé les colonies sous Bismarck. Or le prince de Bismarck ne croyait pas aux colonies. Il empêcha l'Allemagne de réclamer sa part ou, du moins, quand il entra dans le mouvement, l'heure des bonnes affaires était passée. Quelques os sans moelle furent tout ce qui tomba pour son pays de la table où festoyaient ses concurrents.

Tout le monde connaît cette page d'histoire, sauf Bernhardi. Il impute le marasme colonial allemand au Reichstag qui n'a jamais voté les crédits qu'en rechignant. Comme si le gouvernement de Berlin se laissait dicter sa politique par le Reichstag! Mais le général de Bernhardi, conservateur prussien, a la haine du parlement. Il attribue sans vergogne au Reichstag les fautes commises par le chancelier de fer.

Une action énergique peut encore, à l'en croire, parer au mal ; mais il n'y a plus un moment à perdre. L'Allemagne se trouve à un tournant de son histoire. Coûte que coûte, il lui faut choisir entre ce dilemme : « Puissance mondiale ou déca-

dence? » C'est encore un refrain cher à Bernhardi : l'hégémonie ou la catastrophe. Et naturellement, il supplie l'Allemagne d'opter pour l'hégémonie. Penché sur elle, avec les gestes du Tentateur, il lui fait voir, épars à ses pieds, tous les trésors qui deviendront siens, si elle sait oser. Quelle puissance possède autant de titres, autant de droits que l'Allemagne à diriger le monde? Un orgueil inouï éclate dans les pages où Bernhardi énumère les supériorités transcendantes qui justifient les prétentions de l'Allemagne à dominer l'univers : « Il est impossible de méconnaître, écrit-il bravement, que pendant tout le cours de l'histoire moderne les Etats spirituels les plus saillants et possédant une importance universelle sont nés de l'esprit allemand. » Dans tous les domaines, « l'Allemagne assume le rôle conducteur. » Elle seule a qualité pour enseigner au monde cette « liberté » et cette « universalité » qui distinguent ses institutions. Les Français, remarque-t-il, luttent pour leurs « droits ». La Prusse lutte pour accomplir son « devoir ». Avec cette modestie qui est devenue chez lui une seconde nature, Bernhardi s'écrie : « Aucun peuple n'a jamais rien produit de pareil! »

Cette grandeur matérielle, intellectuelle et morale de l'Allemagne, cette ardeur au progrès, cette richesse ont attiré sur sa tête des jalousies féroces.

L'empire est entouré d'ennemis acharnés à miner sa puissance. Pour entraver ses desseins, ses rivaux se coalisent.

De petits esprits tiennent que l'Allemagne devrait composer avec ces jaloux. Elle peut fort bien, disent les pusillanimes, « s'accommoder de l'existence de la Triple Entente et des buts que celle-ci poursuit ». Bernhardi s'élève contre cette politique de paix à tout prix qui n'est à ses yeux qu'une politique d'abdication. Puissance mondiale ou décadence, triomphe par la guerre ou mort en beauté, il n'en démord pas. Et quant à lui, son choix est fait : « Vive la guerre ! » Au besoin, il voudrait voir les chefs la provoquer.

L'intérêt de l'Allemagne serait de se faire attaquer par ses ennemis. Au gouvernement d'y aviser : « Voulons-nous, avoue-t-il, provoquer une agression de nos adversaires, nous devons entreprendre une action politique qui, sans attaquer la France, lèse toutefois ses intérêts ou ceux de l'Angleterre si cruellement que ces deux Etats se voient contraints de leur côté à attaquer. De telles entreprises sont possibles aussi bien en Afrique qu'en Europe même. » Ce plan machiavélique est exposé dans *Deutschland und der nächste Krieg*. Bernhardi ne doutait pas que son application dût entraîner la guerre. Mais cette guerre serait une bénédiction.

Bernhardi en fait dans *Unsere Zukunft* cet aveu dépourvu d'artifice : « Certainement, nos prétentions à nous affirmer dans le monde peuvent conduire à une guerre telle que fut jadis la guerre de Sept ans ; mais nous vaincrons dans la guerre de demain comme l'héroïque roi de Prusse a vaincu dans la guerre d'hier. C'est mon intime et joyeuse conviction. Une grande guerre saura unir et vivifier notre peuple tout en éliminant les matières infectieuses qui menacent aujourd'hui de l'intoxiquer. »

Quel cours suivra cette guerre que Bernhardi appelle de ses vœux ? Suivant l'humeur où il se trouve et les besoins de ses polémiques, le général pamphlétaire vante ou dénigre tour à tour les ennemis de sa patrie ; mais, dans ses accès de sincérité, il « sous-estime » l'adversaire plutôt qu'il ne le « sur-estime ». La France se défend bien contre la décadence, mais les nations latines sont condamnées : la France ne se relèvera pas.

Elle n'est pas nommée dans le paragraphe qu'on va lire, mais c'est bien elle que Bernhardi oppose à la Prusse : « Une armée avec une discipline traditionnelle, une armée qui se complète d'un peuple fort, habitué à l'obéissance, ayant appris à s'imposer des privations en faveur du bien général, un peuple qui a été entraîné par un dur labeur au métier des armes opposera une toute autre capa-

cité de résistance à des influences morales énervantes, aux souffrances, aux efforts, aux privations de la guerre que l'armée d'un peuple physiquement affaibli, empesté d'esprit révolutionnaire et déshabitué des armes par un bien-être croissant. »

L'insolente nation française n'en persiste pas moins à vouloir jouer un rôle : « Il nous faut régler nos comptes avec elle », écrit Bernhardi. Et qu'entend-il par là ? Que la France « doit être si complètement écrasée qu'elle ne puisse plus jamais se mettre en travers de notre route. » Le programme était d'une simplicité toute militaire. Par malheur, il devait être d'une exécution plus difficile que Bernhardi ne le soupçonuait.

La Russie n'est pas non plus très redoutable. Ses masses amorphes seront difficiles à mobiliser, difficiles à faire mouvoir. Bernhardi partageait avec tout le grand état-major la conviction que l'Allemagne aurait achevé d'*écraser* la France avant que la Russie n'entrât sérieusement en action. Une fois le coq hors de combat, on ferait à l'ours son affaire. La Russie, d'ailleurs, ne tiendrait pas longtemps. La révolution à l'intérieur — absolumeut certaine — la forcerait bientôt à demander grâce.

L'Angleterre est-elle un adversaire plus sérieux ? Elle est en tout cas l'adversaire le plus haineux

de l'Allemagne. Le traité de Vienne a consacré l'hégémonie britannique. Et, depuis cent ans, la diplomatie anglaise a réussi à la conserver. Consciente des efforts tentés par l'Allemagne pour la lui ravir, elle se défendra avec énergie ; mais que vaut l'énergie anglaise ? Une fausse conception de la vie aurait fait des Anglais, si l'on en croyait leur détracteur allemand, « un peuple de rentiers et de sportsmen ». Un peuple de guerriers comme l'Allemagne en viendra sûrement à bout. L'armée anglaise se forme du rebut de la nation. Elle n'a pas d'esprit militaire. Elle n'a même pas su vaincre les Boers. Les déceptions de toute sorte qui sont réservées aux Russes attendent aussi la Grande Bretagne : ses colonies lui refuseront leur appui, l'Inde se soulèvera, l'Egypte se retournera contre elle.

Ces trois médiocrités réunies n'en peuvent pas moins causer à l'Allemagne de gros ennuis. Bernhardi ne pousse pourtant pas l'infatuation jusqu'à n'en vouloir point convenir. La prochaine partie sera chaude. D'autant plus que l'Allemagne ne saurait faire grand fond sur ses alliés.

Bernhardi ne prévoyait pas, à vrai dire, la défection de l'Italie. Les coquetteries de Rome avec Paris et Londres lui paraissaient sans conséquence : l'Italie subissait trop le prestige de l'Allemagne.

Bernhardi ne croyait pas que l'Italie pût tromper l'Allemagne avec ses adversaires. Il promettait aux Italiens pour le lendemain de la victoire toute sorte d'acquisitions dans la Méditerranée, entre autres la Tunisie « que l'Allemagne conquerrait pour la donner aux Italiens ». Ces opérations sont toujours faciles sur le papier.

Bernhardi ne mettait pas en doute la collaboration italienne dans la guerre qu'il travaillait à faire naître, mais il marquait peu de confiance dans les capacités militaires de l'Italie. Il ne suspectait pas moins la valeur de l'armée austro-hongroise et, quant à l'armée ottomane, il reconnaissait que l'influence jeune-turque lui avait été funeste. De sorte que l'Allemagne affronterait la guerre inévitable dans les conditions les plus dures. Elle devrait agir presque seule. Mais Bernhardi ne doutait pas qu'elle dût se montrer égale à sa tâche. Et cette confiance a quelque chose d'impressionnant. Si cet *impondérable* qui s'appelle la certitude de la victoire suffisait à rendre victorieux, l'armée allemande triompherait certainement de ses adversaires coalisés.

L'historien Mommsen, qui pourtant n'était pas lui-même exempt de chauvinisme, avait prévu les dangers que la césarite faisait courir à son pays : « Prenez garde, s'était-il écrié, que dans cet

Etat, qui fut à la fois une puissance militaire et une puissance intellectuelle, l'intelligence ne disparaisse et qu'il ne reste rien qu'un Etat purement militaire ». La crainte formulée par Mommsen s'est réalisée. Nous ne voulons pas nier l'œuvre intellectuelle et scientifique de l'Allemagne contemporaine, mais ses préoccupations militaires ont de tout temps dépassé, absorbé toutes les autres. Quand Bernhardi exalte la supériorité militaire qui seule permet à la *Kultur* de se développer, quand il écrit : « La volonté de culture doit se manifester avant tout dans un pays sain comme volonté de puissance politique », il traduit l'opinion unanime des hommes qui menaient son pays avant la guerre. Les rares amis que l'Allemagne possède encore dans les pays neutres ont tenté de dénier toute importance aux rodomontades du général de Bernhardi. Et Bernhardi lui-même, peut-être par ordre supérieur, a renié assez peu glorieusement son arrogante et dure doctrine. Il a tenté pendant la guerre de faire croire aux Américains du Nord qu'on l'avait mal traduit : ses ennemis l'avaient montré à dessein plus chauvin et plus militariste qu'il n'est [1].

Mais ces explications embarrassées ne convain-

[1] Article du *New York Sun* reproduit par le *Times* des 23 et 24 novembre 1914.

quirent personne. L'excellente revue *New-York Nation* observait déjà le 10 octobre 1914 que « les fanatiques du genre de Bernhardi » ont causé à l'Allemagne plus de tort que « dix corps d'armée ennemis ». Les Américains impartiaux persistèrent dans leur opinion sur Bernhardi et la césarite allemande.

D'autres Allemands, d'ailleurs, par des propos imprudents, réduisaient à néant, comme à plaisir, les rétractations gênées de l'illustre général. Parmi les critiques à l'adresse de l'esprit germain, celles qui prétendaient faire une distinction entre l'Allemagne de la Science et l'Allemagne de l'Armée, ont particulièrement blessé les patriotes. A nier que ces deux Allemagnes eussent rien de commun, à célébrer l'une et blâmer l'autre, on mettait à son comble la fureur des chauvins. Et l'on vit des professeurs se lever pour enchérir sur Bernhardi et déclarer, face au monde, qu'il n'y a qu'une seule Allemagne, qu'il faut l'adorer comme elle est et que d'ailleurs son militarisme a favorisé sa culture.

L'un des plaidoyers les plus éloquents à l'appui de cette thèse a été publié par la revue italienne *Scientia*[1]. L'auteur de ce plaidoyer, le professeur

[1] Livraison I-II 1915.

G. von Below, soutient que le militarisme donne seul à la civilisation une armature solide. On ne saurait imaginer, à l'en croire, une grande culture nationale sans grands actes guerriers qui la mettent en relief. Le professeur G. von Below invoque à l'appui de sa thèse des témoignages inattendus. On sait que la littérature classique coïncida en Allemagne avec une période d'extrême dépression politique. M. von Below prétend néanmoins faire de Lessing, Gœthe et Kant des militaristes sans le savoir, des Prussomanes avant la Prusse, grâce à quoi ils furent des Allemands selon la vraie formule.

Kant a écrit un traité sur la paix universelle, mais ce n'est point là qu'il faut aller chercher ses idées sur la guerre. Le vrai Kant est ailleurs. Le vrai Kant se trahit à ses préférences musicales : «Il mettait la musique militaire au dessus de toute autre, écrit le professeur allemand, et ouvrait ses fenêtres toutes grandes quand les soldats prussiens, musique en tête, passaient devant sa maison.» L'article de *Scientia* est farci d'arguments de cette sorte. Il n'en est que plus révélateur. C'était avant la guerre dans l'élite prussienne et jusqu'à un certain point dans toute l'élite allemande, une conviction enragée que le devoir de l'Allemagne consistait à

frayer le chemin par les bayonnettes à ses commerçants, à ses savants, à ses lettrés, à ses artistes. L'Allemagne des premières années du vingtième siècle offre peut-être le plus stupéfiant exemple de césarite collective qu'ait jamais enregistré l'histoire.

CHAPITRE V

L'orgueil scientifique.

La campagne moniste.

Le monisme allemand et son rôle pendant la guerre. — M. Ernst Hæckel et M. Wilhelm Ostwald. — Le monisme allemand, doctrine d'orgueil allemand. — Monisme et christianisme. — La morale moniste. — M. Wilhelm Ostwald confond le droit et la force. — Le monisme allemand organisera « l'empire universel éthique », — Le monisme et la science. — La Grande Guerre a été déchaînée par la jalousie des nations inférieures. — La Grande Guerre est un retour offensif de la barbarie contre la culture allemande supérieure. — L'Allemagne, ses adversaires et ses ennemis. — M Ostwald et ses opinions successives sur la France. — L'Angleterre et sa *tyrannie militariste*. — Du *solisme* à l'*organisation*. — L'Allemagne, terre promise de l'organisation. — Les clauses de la paix future d'après MM. Hæckel et Ostwald. — L'Angleterre sera écrasée, la France épargnée. — La paix future consacrera l'hégémonie allemande. — L'Allemagne triomphante fera le bonheur du monde.

Le « grand public » d'Europe n'avait encore, à la veille de la guerre, que des idées fort vagues sur le monisme allemand et sa prétention de donner au monde une religion nouvelle, une religion scientifique ; mais, dès le début des hostilités, le monisme se jeta dans la lutte avec une telle ardeur

que tout le monde aujourd'hui connaît cette doctrine... au moins de nom.

Ses plus illustres pontifes ont été les plus pétulants. Hæckel lui-même, le patriarche, malgré ses quatre-vingts ans largement dépassés, est descendu parmi les premiers dans l'arène. Il voyait dans la guerre une confirmation des théories qu'il a passé sa vie à « vérifier » dans la nature. En gardant pour lui sa « découverte », il aurait cru manquer à son devoir. D'autres savants, moins illustres mais non moins éloquents, joignirent leur voix à la sienne. Au premier rang brillait M. Wilhelm Ostwald, un prince de cette science que l'Allemagne déclare allemande entre toutes, la chimie.

Le professeur Ostwald, tout lauréat qu'il fût du prix Nobel, était moins universellement célèbre qu'Ernest Hæckel au moment où éclata la guerre ; mais son zèle à célébrer à la fois la grande épreuve allemande, le monisme allemand et tant d'autres choses allemandes, la naïve inconscience avec laquelle se mêlaient, dans ses pédantesques homélies, l'orgueil chauvin et l'orgueil scientifique en font un type des mieux réussis. Dans notre galerie de phénomènes, il a droit à une place d'honneur.

Faut-il rappeler en deux mots les tendances essentielles et les principales ambitions du monisme ? Dans la conception moniste de l'univers,

force et matière sont inséparables, force et matière sont deux manifestations différentes de la substance. Entre le monde organique et inorganique, la limite est impossible à fixer exactement. Dieu et le monde, c'est tout un. Dieu est tout, dans tout et partout. L'homme se rapproche de lui dans la mesure où il comprend mieux la nature.

Les docteurs du christianisme repoussent cette religion à prétention scientifique. Mais ces esprits bornés en sont restés, pour parler avec Hæckel « à la belle fiction de la bonté et de la providence de Dieu ». Or il n'existe pas plus un Dieu de bonté qu'une nature essentiellement bonne. Loin d'être l'amie des humains, la nature est leur ennemie jurée. Le naturaliste d'Iéna souscrirait des deux mains à l'aveu qu'Alfred de Vigny met dans la bouche de la Nature :

On me dit une mère et je suis une tombe.

La découverte de Darwin a été également funeste, d'après la pensée moniste, à la conception idyllique de l'*état de nature* chère à Rousseau et à la religion chrétienne, dont l'*état de nature* n'était qu'une émanation. Nous savons, depuis Darwin, que « toute la nature organique ne subsiste que par une lutte sans merci de chacun contre tous; des milliers d'animaux et de plantes doivent succomber

tous les jours sur chaque coin de terre pour que les quelques individus élus puissent subsister et jouir de la vie. » De cette doctrine cruelle, mais seule scientifique, de la lutte pour la vie, les monistes ont dégagé une sociologie qui n'est pas non plus à l'eau de roses. La guerre est pour eux une loi universelle, la paix est, au sens littéral du mot, un état contre nature et ne saurait jamais durer bien longtemps. Pour les nations comme pour les individus, la guerre est une nécessité, *dura lex, sed lex*. De la guerre entre les peuples, comme de la guerre entre les hommes se dégagent peu à peu des formes de vie supérieures. La lutte est l'instrument par excellence de cette sélection. Sous sa forme bénigne, la lutte entre nations s'appelle concurrence vitale. Sous sa forme aiguë et sanglante, elle s'appelle guerre.

L'audace irréligieuse du monisme a creusé un fossé entre les partisans de cette philosophie et les Eglises officielles de l'empire allemand. On sait que les orthodoxes du protestantisme et ceux du catholicisme professent en Allemagne un conservatisme étroit. Leurs adversaires monistes en ont été portés à se réclamer du libéralisme et du socialisme ; mais leur libéralisme ou leur radicalisme est fort en surface et, à examiner leur doctrine de plus près, tout ce qu'elle a, au

contraire, de férocement aristocratique saute aux yeux. Avec le poète latin les monistes répètent *Humanum vivit genus paucis*, le monde est créé pour une élite, alors que l'évangile démocratique de notre temps fait bon marché des élites et se propose surtout d'améliorer le sort des masses. L'illogisme de la politique et l'antagonisme des hautes classes ont rejeté les monistes dans les rangs des partis populaires, mais leur enseignement tend au fond à justifier et à renforcer les idées dont vit la tyrannie des hobereaux d'*Ostelbien*. Au christianisme laïcisé qui est la philosophie des démocraties modernes le monisme substitue un matérialisme impitoyable, un naturalisme qui condamne dès le principe les efforts de la grande masse composée des pauvres et des faibles.

L'Evangile et la Révolution française disaient : *Liberté, égalité, fraternité*. Les monistes répondent : *Déterminisme, inégalité, sélection*. « Accord pour la vie », disent l'Evangile et la Révolution. « Lutte pour la vie, répliquent les monistes, résignons-nous à la règle que toute la nature impose aux êtres vivants. Partie intégrante de l'univers, nous ne saurions avoir la prétention de redresser les lois qui le régissent[1]. »

[1] Voir l'article d'E. Hæckel dans la revue *Nord und Süd*, du mois de novembre 1914. Voir aussi l'opuscule *Le Monisme*.

On devine quel aliment bienvenu l'orgueil allemand devait trouver dans cette doctrine. Le monisme, d'après Hæckel, « poursuit comme but suprême la fusion de la religion et de la science ». En politique — et c'est seulement sous cet angle que le monisme nous intéresse, — il a pour résultat de donner la double consécration de la science et de la religion au peuple qui s'est montré le plus fort dans les récentes « luttes pour la vie ».

Et ce peuple fort, c'est le peuple allemand.

Cette conviction s'est exprimée avec une candeur, avec une ingénuité qui tenaient du prodige dans tous les manifestes sortis pendant la guerre du camp moniste, qu'il s'agît des études d'Ernest Hæckel, des *Monistische Sonntagspredigten* d'Ostwald ou des articles insérés dans la revue qui se publie aux frais de la secte : *Das Monistische Jahrhundert*[1].

Ces divers documents ont tous leur éloquence ; mais c'est plus particulièrement dans les prêches saugrenus de M. Wilhelm Ostwald que nous cher-

---

lien entre la religion et la science, par Hæckel, professeur à l'Université d'Iéna. Traduction française parue à Paris, 1897.

[1] La revue *Das Monistische Jahrhundert* paraît à Leipzig, à la librairie *Unesma*. Les sermons laïques de M. Ostwald constituent un supplément bi-mensuel de cette revue.

cherons des lumières sur la forme scientifique de l'orgueil allemand.

I

Les monistes se targuent d'avoir sur les autres hommes cette supériorité de ne point se payer de mots et de raisonner toujours leurs pensées et leurs actes. Quelle tâche immense la guerre ne leur a-t-elle pas imposée ? Les Allemands du commun ont obéi simplement à l'ordre de leur empereur et de leurs supérieurs immédiats. Ces esprits simples ont accompli leur devoir civique parce qu'il était le devoir. Mais le monisme se pique de reviser au point de vue de la science tous les principes admis jusqu'à ce jour. Il n'a pas failli à sa tâche, si ardue fût-elle. Pour la première fois depuis sa création, il se trouvait devant une catastrophe « mondiale ». Que de problèmes à scruter sous toutes leurs faces ! Que de cas embarrassants à trancher ! Que de scrupules à dissiper ! Car les adeptes du monisme prétendent à une conscience plus délicate, plus scrupuleuse, plus ombrageuse que celle des simples mortels.

Observons tout de suite que la conscience des Allemands monistes ne s'accommode pas moins des violences que la conscience des autres Allemands. M. Ostwald constate que le christianisme,

qui a prétendu fixer des règles morales absolues, a complètement échoué. On en peut dire autant du bouddhisme (qui s'essaya au même but avant le christianisme) et du kantisme, qui s'y efforça après lui. La morale absolue forgée par ces doctrines avait la rigidité des choses mortes. Aussi n'a-t-elle jamais pu être appliquée.

Alors le monisme s'est levé, qui a dit, tout pénétré d'esprit scientifique : *Il n'y a rien d'absolu*. Pour l'homme de science, la relativité de toutes choses est un dogme. D'où il résulte que la connaissance métaphysique ou transcendante est impossible. Cette notion de la relativité entraîne, d'ailleurs, les conséquences les plus salutaires. Elle rend impossible, par exemple, la croyance à des lois morales immuables, éternelles. Et c'est tout profit, suivant M. Ostwald. Nous avons marqué toute la cruauté et même, pourrait-on dire, toute l'immoralité du monisme et de cette lutte sans merci où il voit une fatalité. Le professeur Ostwald reconnaît la difficulté qui consiste à extraire de cette doctrine une éthique universelle. La morale scientifique, de son propre aveu, n'est pas encore fixée. Mais il ne désespère pas de voir le monisme faire un jour au monde ce cadeau. En attendant, les monistes se voient forcés de s'en remettre à leur conscience du soin de dicter leur

conduite. Et cette conduite, pendant la guerre, ressembla fort à celle qu'observèrent les autres Allemands. Elle ne fut pas sensiblement plus belle.

En langage moniste, moral et social sont synonymes. La victoire allemande devait être un bienfait social. Donc, il était moral d'y aider en accomplissant tout son devoir. Mais quel était le devoir moniste ? Le « plus grand poète de cette école » — un moniste avant le monisme — Wolfgang Goethe a défini le devoir « ce qu'aujourd'hui exige de nous ». Dans une Allemagne attaquée, « aujourd'hui » exige de tous les Allemands qu'ils la défendent. Jamais devoir n'a été à la fois plus clairement et plus impérieusement tracé par les circonstances.

L'Allemagne, dans cette guerre, a-t-elle le droit pour elle ? Certes, répond M. Ostwald. Mais prenons acte de sa conception toute prussienne du droit. Notons la confusion qu'à l'exemple de tous ses compatriotes il fait entre le droit et la force. C'est l'honneur des nations civilisées de distinguer entre eux. Le droit est pour nous quelque chose de supérieur et d'*antérieur* à la force. Il peut être méconnu, il peut être foulé aux pieds. Il n'en est pas moins pour nous le droit et, à ce titre, tous les honnêtes gens parmi nous lui rendent un culte.

Tout comme le reste des Allemands, les monis-

tes sont incapables de s'élever à cette conception idéale du droit. Le droit n'est pour eux que le droit du plus fort. Déjà, dans un livre paru en 1909, les *Bases énergétiques de la science de la civilisation*, M. Ostwald soutenait cette thèse. Il y revient longuement dans ses sermons laïques publiés pendant la guerre. Comment naît le droit? Mais c'est très simple. Deux forces ennemies sont en présence. Un conflit se produit à l'issue duquel l'une de ces forces l'emporte : « Alors seulement, le droit fait son apparition au milieu d'elles comme une expression du rapport entre ces deux forces respectives. »

Ce rapport, désormais, déterminera leur conduite, au moins pendant quelque temps : « Au lieu de l'épreuve toujours renouvelée des forces opposées, c'est-à-dire au lieu de la lutte qui exercerait sur les parties combattantes une action destructrice à l'excès, entre en vigueur ce principe que le rapport de forces ainsi établi va rester tel quel. » La lutte a laissé l'un des combattants par terre et l'autre debout. Le droit consiste en ceci « que l'homme tombé par terre consentira à mettre au service de son vainqueur une part de son énergie sans y avoir été contraint chaque fois par des coups. » Impossible de dire plus clairement que la raison du plus fort est toujours la meilleure.

Elle est la meilleure, en effet, quand elle assure le succès de l'Allemagne ; mais M. Ostwald n'hésite pas à méconnaître la norme qu'il a posée quand la *Kraftprobe* d'où doit naître le droit a tourné au détriment de son pays. Quand il s'agit de la Grande-Bretagne, les situations acquises, nées de la force, cessent d'exciter son admiration. Il dénonce dans l'Angleterre la nation qui tyrannise les autres, règne par la violence et empêche des principes plus élevés que la force brutale de présider aux relations entre les peuples. Cette frénésie d'intrusion et d'agression que l'Europe civilisée reproche au pangermanisme, M. Ostwald la découvre non point dans la politique allemande, mais dans la politique anglaise. C'est la Grande-Bretagne qui aurait imposé à l'Europe, pendant tout le dix-neuvième siècle, sa volonté despotique. Et bien que sa *force* censément supérieure lui en donnât le *droit*, M. Ostwald n'hésite pas à la blâmer.

« A nous autres Allemands, déclare-t-il, incombe la tâche grandiose d'accomplir ce que les religions universelles, le bouddhisme, le christianisme et l'Islam ont vainement tenté. A nous il appartient d'organiser l'empire universel éthique. » Mais la conception moniste du droit désigne-t-elle pour cette tâche les Hæckel, les Ostwald et leur suite?

Non, vraiment. Le langage des monistes pendant la guerre n'est pas pour faire croire à leur mission, à leur mission morale ; mais M. Ostwald tient une excuse toute prête et fort ingénieuse.

La morale étant chose *relative* et *sociale*, déclare-t-il, l'Allemagne a dû se départir, pendant les hostilités, de la morale supérieure où elle était déjà parvenue. Bien malgré elle, mais pour parer à sa légitime défense, elle a dû adopter la morale inférieure de ses ennemis. Parmi les prétentions de l'école moniste, celle-là dépasse les bornes, mais M. Ostwald ne doute pas qu'elle ne soit fondée : « Aujourd'hui encore, écrit-il, nous tolérerions parmi nous, sans nulle crainte, les ressortissants des Etats ennemis, si nos ennemis n'avaient pris certaines mesures telles que l'incarcération, la déportation dans les camps de concentration, etc. En conséquence, nous avons été contraints d'infliger le même traitement aux membres innocents des peuples ennemis fixés parmi nous. » Ce qui permet à M. Wilhelm Ostwald d'énoncer cette loi de guerre : « La partie qui se trouve sur le plus bas niveau moral impose à son adversaire l'adoption de ce plus bas point de vue. »

Il est naturellement malaisé de déterminer lequel d'entre les belligérants appliqua le premier cette morale inférieure et spéciale qui est la morale

des temps de guerre ; mais l'immoralité allemande s'est montrée, croyons-nous, dès le début des hostilités, très supérieure à celle de ses ennemis. Le premier acte révoltant de la guerre s'inscrit au bilan de l'Allemagne. Il consista, d'après moi, dans le traitement infligé par le gouvernement de Berlin à M. Jules Cambon, ambassadeur de France, et à son personnel. Cette violence monumentale a précédé toutes les violences alléguées par le professeur Ostwald pour justifier les crimes de son pays. Affirmer qu'en menant la guerre avec le mépris qu'on sait de toute arrière-pensée « éthique » l'Allemagne s'est bornée à suivre l'exemple de ses adversaires, c'est tout simplement se moquer du monde.

M. Wilhelm Ostwald est le type accompli de ces professeurs allemands qui se croient aptes à discourir de tout parce qu'ils ont amassé beaucoup de connaissances dans les livres, manipulé beaucoup de substances dans les laboratoires et parce qu'ils font partie d'un grand nombre de « sociétés savantes »; mais un vaste savoir ne donne pas nécessairement l'intelligence de la vie et il faut bien convenir que M. Ostwald, grand chimiste, et même, paraît-il, chimiste de génie, discourt de la politique comme un aveugle des couleurs.

Il a la bouche pleine du mot *science*, il adore

les formules comme celle-ci : « Nous autres monistes qui déclarons tout phénomène explicable par la science » ou comme celle-ci : « Nous autres monistes qui prétendons n'agir jamais qu'en vertu d'un principe scientifique » ; mais ces propos majestueux déguisent mal une pensée très vide. En chimie, M. Ostwald est un grand homme ; en philosophie politique, il n'est qu'un cuistre. Ses dissertations sentent le savant de cabinet, le professeur qui travaille sur des paperasses, le maître d'école sans contact avec la réalité, sans attaches avec la vie. Nul ne demandait à M. Ostwald d'assumer pendant la guerre ce rôle de Grand Lama du monisme qu'il a cru devoir assumer ; mais puisqu'il a pris cette attitude de combat et puisque ses *sermons monistes du dimanche* ont été par ses soins répandus à profusion dans les pays neutres, nous avons le droit de dire la déplorable impression qu'ils ont produite.

M. Ostwald, qui partage la passion de tous les esprits livresques pour les vitrines, les cartons et les fiches n'a pas résisté au plaisir de « classer » la guerre. Inventeur d'une théorie sur la *construction pyramidale des sciences*, il s'efforce de faire rentrer la guerre dans sa pyramide. A la base de la pyramide, voici la logique, les sciences des dimensions, de l'espace et du temps, les mathémati-

ques et la géométrie. Le deuxième étage de la pyramide est formé par les sciences énergétiques, c'est-à-dire la physique, la mécanique, la chimie, l'électrotechnie. Le troisième étage de la pyramide abrite la physiologie, la psychologie et la sociologie. Tout au sommet de la pyramide, « parmi les phénomènes sociologiques », M. Ostwald place la guerre.

Nous voilà bien avancés, n'est-il point vrai? L'auteur de cette classification n'a-t-il pas l'air de jouer la comédie? Sa théorie de la construction pyramidale des sciences aurait fait la joie d'un Molière. Classer une maladie, ce n'est pas la guérir. Situer une science, fût-ce au sommet d'une pyramide, cela ne prouve point qu'on domine cette science.

M. Ostwald n'en prétend pas moins déterminer les raisons « scientifiques » de la guerre en cours. Il y met toute la force de pénétration dont il est capable; mais cette force n'est pas très forte. L'Allemand est le moins psychologue des Européens, le moins capable de s'extérioriser, le moins capable d'échanger par un effort de son imagination et de sa volonté sa sensibilité particulière contre celle d'autrui. L'Allemand, qui fait une consommation si énorme de livres traduits, apparaît tellement confit lui-même dans son orgueil national

qu'il n'arrive pas à troquer, ne fût-ce qu'un instant et par curiosité intellectuelle, sa mentalité d'élite contre celle d'un de ces peuples inférieurs qui l'entourent. Les dissertations du grand philosophe moniste sur les origines de la guerre sont d'une indigence effarante.

Il ne s'agit pas, déclare-t-il, d'une guerre de race. Les Russes se sont bien ébranlés au nom de l'idéal panslaviste, mais si cette guerre était une guerre de race « les Anglais et les Français seraient à nos côtés alors qu'ils sont avec nos ennemis. » Cet avis doit être retenu. Il montre à quel point M. Ostwald est pénétré de la doctrine de ces pangermanistes qu'il affecte par moments de répudier. On sait que l'*Alldeutschtum* voit dans la France — le nom de ce pays l'indique — un territoire germanique. Le peuple français a été corrompu par l'influence latine, mais le fond est excellent parce qu'il est germain. Un siècle de domination germaine et la France pourrait être sauvée. Quand donc M. Wilhelm Ostwald s'en vient conter que la France lutterait, s'il s'agissait d'une guerre de race, du même côté que l'Allemagne, il se fait simplement l'écho de certains théoriciens pangermanistes très influents dans les universités.

La Grande Guerre n'est pas non plus une guerre de religion. Les théologiens de l'Allemagne offi-

cielle ont dit le contraire et il n'est malheureusement pas certain que les haines confessionnelles n'aient point joué un rôle dans les dégâts et les souillures infligés à d'illustres monuments. Certains carnets de route, trouvés sur des soldats prussiens, ne laissent pas d'autoriser des doutes.

M. Ostwald, qui se pique de science, aurait dû tenir compte de ces documents, authentiques entre tous. Il n'en fait rien et nie d'un ton tranchant le rôle de la religion dans la guerre. Le facteur religieux entre peut-être en ligne de compte « dans les Balkans ». Quant aux peuples de l'Europe occidentale, ils ont échappé, sans retour possible, à l'âge théologique. Guillaume II serait là-dessus d'un avis différent ; mais nous n'examinons pas, pour l'instant, l'avis de Guillaume II. C'est la pensée de M. Wilhelm Ostwald qui nous intéresse.

Pas plus que la religion, la politique, d'après lui, n'a rien à voir dans cette guerre. Les peuples qui sont aux prises ne luttent pas pour faire triompher un certain régime ou pour imposer une constitution. A vrai dire, l'Angleterre et la France se donnent pour les champions du libéralisme contre l'absolutisme ; mais la collaboration de la république française avec l'autocratie russe prouve toute l'étendue de cette imposture.

Ainsi raisonne M. Ostwald. Il raisonne mal. Une guerre formidable comme celle dont il s'agit tient à des causes complexes, soulève une foule de problèmes enchevêtrés et peut être envisagée sous les aspects les plus contradictoires. Il n'en reste pas moins que l'objectif immédiat de la Russie était la libération des Serbes, celui des Français la libération de l'Alsace-Lorraine, celui des Anglais la libération de la Belgique et celui des Italiens la libération des *terre irredente.*

Quoi qu'en dise M. Ostwald, il y avait donc dans les aspirations politiques de la Quadruple-Entente la plus généreuse unité. Tandis que l'Austro-Allemagne est partie en guerre pour conquérir des territoires jugés nécessaires à sa prospérité matérielle, la Quadruple-Entente a mis flamberge au vent pour affranchir de petits Etats et leur permettre de se développer librement.

L'idée de M. Ostwald est celle-ci, que la guerre en cours est une entreprise de piraterie collective, fomentée par des nations jalouses de l'Allemagne, afin de la dépouiller de ses richesses et de détruire en elle un rival heureux parce que méritant. Ce sont les succès de l'Allemagne, fruit de sa supériorité, qui ont fait d'elle un objet d'envie. Ce qu'on rêve d'anéantir dans l'Allemagne, c'est le pionnier de la culture la plus avancée dont le spectacle ait

jamais été donné aux hommes. Anglais et Français vantent leur civilisation. Ils la disent supérieure à la culture allemande. Et les Anglais sont assez fats pour le croire. Mais les Français savent qu'ils mentent et, dans leurs accès de sincérité, ils n'hésitent pas, d'après M. Ostwald, à reconnaître dans les Allemands les maîtres du monde.

Ils en sont plus coupables devant l'histoire d'avoir fait cause commune avec la barbarie moscovite.

« La lutte qui commence, lisait-on dans la *Monistische Sonntagspredigt* du 15 août 1914, n'est que la lutte de la barbarie contre la culture, la lutte des instincts bestiaux et rétrogrades de la nature humaine contre l'élément supérieur acquis ensuite et que nous considérons tous comme plus noble et plus important. » M. Ostwald ajoutait : « Beaucoup d'entre nos compatriotes taxent encore cet élément d'élément *divin*. Nous mettons notre orgueil à l'appeler *humain* au sens le plus vrai et le plus élevé. »

Donc, la lutte imminente était la lutte de l'Obscurantisme contre la Lumière, quelque chose, a écrit M. Ostwald, comme un retour agressif du XVIe siècle contre la haute culture du XXe. Cette lutte serait terrible. Forte de son bon droit, l'Allemagne l'acceptait d'une âme ardente.

II

Elle se promettait d'infliger aux trois partenaires de ce qui n'était encore que la Triple-Entente la même correction exemplaire, mais elle faisait entre eux des différences. Une des causeries dominicales de M. Ostwald a pour but d'établir une distinction fondamentale entre les *adversaires* et les *ennemis* de la patrie allemande. La Russie ne fait partie ni de ceux-ci ni de ceux-là. La Russie est un Etat asiatique, encore barbare. Envers elle, l'Allemagne ne peut éprouver que du mépris.

Les sentiments de l'Allemagne à l'égard de la France sont très différents. Quel n'était pas le désir de l'Allemagne de vivre avec la France en bonne harmonie ! Depuis ses victoires d'il y a quarante-quatre ans, l'Allemagne ne ressent pour la France que de l'amitié. N'est-ce pas des victoires remportées à cette époque que date la fortune de l'empire? Les Allemands en éprouvent « un certain sentiment de bienveillance et presque de gratitude ». Leur voisine de l'Ouest a malheureusement méconnu de parti pris toutes les avances. La rancune provenant des défaites de l'année terrible est demeurée vivace au cœur des Français. Cette rancune est une calamité. Elle a exercé sur la politique française des effets désastreux. N'est-ce point

pour une grande part le gaspillage de force qu'elle provoquait qui a permis à l'Allemagne de prendre, depuis quarante ans, une telle avance sur sa voisine? Dans la guerre actuelle la France est *l'adversaire*, elle n'est pas l'*ennemie*.

Il est intéressant de rapprocher ces propos condescendants et dédaigneux des discours que le professeur Ostwald tenait à la France en 1910. L'illustre chimiste de Leipzig a toujours marqué à la politique étrangère le goût malheureux du père Ingres pour le violon. Dans un article, que le directeur de la *Grande Revue* commit la faiblesse d'insérer le 10 mai 1910, M. Wilhelm Ostwald prenait le masque de l'admiration et du respect pour inviter la France à faire « le premier pas », c'est-à-dire à commencer le désarmement général.

La France n'était pas pour lui, il y a cinq ans, un pays de civilisation vermoulue. La France était alors le grand pays qui a mené à bien l'opération délicate de la Révolution. En outre, la France venait de donner un bon exemple « en affranchissant l'école des puissances historiques qui la dominaient par tradition. » Noblesse oblige. La France se devait de continuer son œuvre d'initiatrice. A elle de donner le signal du désarmement. « J'exprime la conviction, déclarait

M. Ostwald dans la *Grande Revue*, que le peuple français est appelé à accomplir, le premier, le plus grand de tous les actes politiques que connaîtra l'histoire de ces derniers siècles, le désarmement volontaire. »

M. Ostwald basait sa requête sur un argument qu'il croyait décisif et qui n'était que perfide. M. Ostwald constatait que la guerre en Extrême-Orient avait épuisé la Russie. Elle n'était plus même, en 1910, en état de se défendre. Et pourtant, remarquait-il, nul ne profite de sa condition désespérée pour l'assaillir. Si donc, à notre époque, « un Etat quelconque de l'Europe renonçait à sa flotte et à son armée et se fiait à la loyauté de ses voisins plus ou moins proches, ou pour parler en langage plus réaliste, à l'accord qui s'établit entre eux du fait même que leurs intérêts matériels s'équilibrent, il ne courrait aucun danger pour son existence. Au contraire, il pourrait s'attacher à jouer son rôle dans la culture générale avec la même tranquillité, bien plus avec une tranquillité plus grande que s'il voulait continuer à porter, comme il l'a fait jusqu'ici, le poids devenu lourd jusqu'à devenir insoutenable des préparatifs militaires qu'impose la paix armée. »

Les Allemands ont toujours cru que la France comptait sur la Russie pour mener contre l'Alle-

magne une guerre offensive. Prouver à la France qu'elle ne pouvait plus faire fond sur les Russes, c'était dans l'idée de M. Wilhelm Ostwald une malice capitale. A-t-il pu croire que son invite serait prise au sérieux ? Il est lui-même tellement gonflé d'orgueil, il a une idée si haute de sa situation personnelle que cela n'est pas impossible.

Mais la France refusa d'obéir aux injonctions du philosophe moniste et celui-ci se vengea pendant la guerre en divulguant sa véritable pensée sur le Pays de la Révolution qui ne voulait point devenir le Pays du Désarmement. Cette pensée n'est pas des plus flatteuses. Du coup, le paradis de tous les progrès devint l'enfer de toutes les décadences.

Mais c'est surtout à l'Angleterre que le monisme veut mal de mort. L'Angleterre est une véritable ennemie, l'Angleterre est même la seule véritable ennemie de l'Allemagne. C'est elle qui entra dans la guerre pour les motifs les plus bas. L'Angleterre ne pense, du reste, et n'agit qu'avec bassesse. La bassesse est l'essence même de sa politique. A l'adresse de la perfide Albion, Hæckel et Ostwald rivalisent d'invectives. Et c'est un affligeant spectacle que cette surenchère dans l'injure. Parmi les reproches d'Ernest Hæckel, il en est d'étranges. Hæckel reproche à l'Angleterre son mépris du droit : « Le droit écrit des peuples, dé-

clare-t-il, n'a jamais existé pour ce pays que sur le papier. »

Appartenait-il à un savant allemand, de cette Allemagne où les chiffons de papier sont respectés comme on sait, d'accuser d'un tel crime la politique anglaise ? Nous le nions absolument. Toutes les vues « scientifiques » d'Ernest Hæckel sur la politique anglaise, son ambition d'expliquer la Grande-Bretagne par la biologie et même la zoologie sont d'ailleurs dépourvues d'intérêt. Et puis, toute cette démonstration se retourne contre son auteur. Hæckel explique par le caractère insulaire des Anglais ce qu'il appelle le monstrueux égoïsme de leur conduite. La politique japonaise présenterait les mêmes caractères et ainsi s'expliquerait la collaboration de ces deux puissances.

Mais cette explication scientifique n'est-elle pas au moins une demi-excuse, une demi-justification ? Si l'Angleterre est telle par nécessité *biologique*, de quel droit lui faire un grief d'avoir agi conformément à sa nature ? Un déterminisme universel régit d'après Hæckel les actes des individus et des peuples. Puisqu'ils ne sont pas libres, de quel droit les blâmer ? Pourquoi les accabler s'ils ont tenu la conduite qu'ils devaient nécessairement tenir ?

Les diatribes anti-anglaises de M. Ostwald ne

résistent pas mieux à la critique. Tout comme Hæckel, Ostwald reproche à l'Angleterre de s'imposer par la force aveugle et brutale. La puissance anglaise est un malfaisant système de domination universelle en vue de satisfactions égoïstes. « La marine anglaise, déclare M. Ostwald, est la dernière institution grâce à laquelle un seul peuple a réussi à s'assurer la plus grande partie de la terre, économiquement et politiquement. » Ecraser l'Angleterre, c'est donc pour l'Allemagne non seulement une nécessité économique, mais un devoir moral, « une des plus grandes tâches civilisatrices *(Kulturaufgaben)* qui puisse s'offrir aujourd'hui à un peuple dans le domaine de la politique. »

Le monde entier, suivant M. Ostwald, pousserait un soupir de satisfaction le jour où la puissance britannique, « suprême vestige de la barbarie en Europe », serait brisée. On n'apprend pas non plus sans surprise de M. Ostwald que la vraie puissance militariste, ce n'est point l'Allemagne, mais la Grande-Bretagne. L'ambition anglaise est de « dominer par la violence les autres peuples et les autres Etats en vertu de la supériorité des moyens guerriers. » La plupart des théoriciens allemands adressaient aux Anglais avant la guerre un reproche plus fondé. Ils leur reprochaient — c'était la formule — de « n'avoir point l'armée de

leur politique ». Les Anglais possèdent des territoires dans le monde entier et ils n'ont jamais pu se résoudre à organiser pour les défendre le service militaire obligatoire. Ces griefs étaient pleinement justifiés. Il fallait vraiment la forte instruction politique de M. Wilhelm Ostwald et sa naturelle clairvoyance pour dénoncer dans l'Angleterre le pays de la *tyrannie militariste* et lui reconnaître une « supériorité de moyens guerriers ».

Il est vrai que, dans d'autres dissertations, M. Ostwald formule un autre avis. Cette supériorité des moyens guerriers qu'il attribue un jour à l'Angleterre, il l'attribue le lendemain à l'Allemagne. D'un dimanche moniste à l'autre, il varie. Bien fol est qui s'y fie.

III

Il est un point, toutefois, sur lequel ce grand esprit ne varie pas. Il est un dogme qu'il ne souffrirait point que l'on contestât : c'est son orgueilleuse croyance aux destinées exceptionnelles réservées à l'Allemagne. Les autres peuples ont pu posséder certains mérites à certains moments de leur histoire ; mais aujourd'hui, le peuple allemand les a tous devancés.

La supériorité allemande, M. Wilhelm Ostwald la résume dans un mot, qui le caractérise désor-

mais auprès du public européen, mal renseigné sur ses découvertes en chimie. Ce mot, c'est le mot *organisation.* M. Ostwald en a fait, pendant la guerre, un terrible abus. Tâchons de comprendre ce qu'il entend par l'organisation allemande et voyons en quoi elle l'emporte, d'après lui, sur l'organisation telle que la pratiquent les autres peuples.

Le développement social comprend quatre phases : la première est le *solisme* ou l'état de l'homme, seul contre toute la nature et tous les autres hommes. Vient ensuite la *phase grégaire.* Elle marque un progrès. L'être humain comprend désormais qu'il lui faut s'associer pour venir à bout de ses ennemis. C'est dans l'union seulement qu'il trouvera la force nécessaire à l'amélioration de son existence. Le grégarisme, toutefois, n'est pas encore l'idéal. Il opprime l'élite au profit de la masse. C'est l'âge de l'égalité par en bas, c'est le triomphe des masses médiocres. La *phase individualiste* marque un nouveau pas en avant dans l'évolution sociale, mais elle entraîne toute sorte d'inconvénients et qui apparaissent d'ailleurs au spectacle des peuples voisins de l'Allemagne.

La France et l'Angleterre en sont encore à la phase individualiste de leur vie nationale. Les méfaits de l'individualisme ne se montrent nulle part aussi clairement qu'en France. Pour ce pays,

comme pour tous les pays latins, la *liberté démocratique* est le premier des bienfaits. Les Latins ne se sont pas pénétrés de la grande découverte accomplie pourtant par l'un d'eux, le philosophe Auguste Comte, à savoir que la liberté est un concept purement négatif et qu'il y faut ajouter un concept positif pour le rendre bienfaisant. Les Slaves sacrifient à la même erreur. M. Wilhelm Ostwald consacre sa méditation dominicale du 24 décembre 1914 aux ravages de l'individualisme chez les Polonais. L'institution du *liberum veto* révèle le régime d'*individualisme absolu* sous lequel ils vivaient. Certains historiens polonais y ont vu la marque de l'excellence où avait su atteindre la Pologne ; ils ont célébré en elle le pays prophète et martyr d'une civilisation supérieure. Mais les Allemands tiennent cette opinion pour absurde : « Nous qui avons compris, déclare M. Ostwald, que la culture individuelle n'est qu'une phase intermédiaire permettant d'arriver à un degré de culture plus élevé, *l'organisation,* nous reconnaissons, au contraire, dans les faits historiques une preuve fournie par l'expérience, comme quoi l'individualisme, tant en politique que dans toutes les autres branches de la civilisation, ne peut exercer en dernière analyse qu'une influence délétère. »

Une société individualiste peut vivre tant qu'il

subsiste de la phase grégaire un instinct formant l'indispensable ciment social. Appliqué à dose restreinte, l'individualisme peut aussi fleurir dans une société où le bienfait de l'organisation a été reconnu et qui s'est solidement construite sur la base de ce principe; mais, entre ces deux stades et d'une façon générale, l'individualisme est un ferment certain de destruction.

C'est pour l'avoir jeté résolument par dessus bord, c'est pour s'être élevée, d'un effort conscient et patient, de la civilisation individualiste à la civilisation organisée que l'Allemagne laisse si loin derrière elle ses rivales. Certes, elle n'a pas fait son éducation nationale en un jour. Combien n'a-t-elle point pâti, dans le passé, de l'individualisme politique et social! « Toute la misère de la guerre de Trente Ans, observe M. Ostwald, a été la conséquence de l'individualisme politique; nous en devons conclure qu'il n'a pu être remédié à l'impuissance politique de l'Allemagne que par l'écrasement de cet individualisme. »

Mais ce bienfait est aujourd'hui acquis. Dans tous les domaines, l'Allemagne a trouvé des organisateurs de premier ordre, c'est-à-dire des hommes capables de «fondre les énergies éparses en vue d'une activité collective». Grâce à eux, l'Allemagne se présente à l'Europe comme un organisme

achevé en face d'un bloc amorphe. Bismarck n'a-t-il pas été surtout un grand organisateur comme avaient été avant lui «Moïse et Charlemagne, Frédéric de Prusse et Hamourabi?»

Metternich encore avait donné à l'Allemagne une constitution individualiste. Bismarck l'orienta décidément dans la direction supérieure et parfaite. Au conglomérat de naguère succédèrent « ces formes vraiment organiques » : le *Norddeutscher Bund* d'abord, puis en 1871 le *Deutsches Reich*, qui acheminèrent l'Allemagne au pinacle où elle est.

Le secret de la force allemande réside donc dans son organisation, qui est elle-même «la floraison pratique de sa supériorité scientifique». M. Wilhelm Ostwald a défini cent fois pour une ce qu'il entend par l'organisation. La formule la plus frappante et la plus courte est peut-être celle qu'il a livrée au journal suédois *Dagen* : «Chez nous, a-t-il dit, tout tend à tirer de chaque individu un maximum de rendement dans le sens le plus favorable à la société.» En Allemagne, grâce à cet idéal de l'organisation qui anime la vie nationale, «toute évolution individuelle est menée au point culminant non pas, comme dans l'individualisme, afin de rester isolée pour soi, mais pour s'unir dans un organisme d'ensemble harmonieux avec

d'autres individualités qui, pour d'autres besognes, s'efforcèrent aussi à leur maximum de capacité. » Etranges recettes et plus étrange idéal ! Tirer de chaque individu un maximum de rendement, comme s'il s'agissait d'un carré de choux ou d'un champ de betteraves. La fureur d'américanisme qui sévissait dans l'Allemagne d'avant la guerre se marque à cette conception de la vie et de la société. L'homme est une machine, une machine à calculer, à travailler, à produire. Foin des opérations qui ne « payent » pas ! Il faut que toute activité de la substance grise donne aussitôt un bénéfice.

L'Allemand s'est complu jadis aux méditations philosophiques et aux spéculations éthérées. Hélas ! En fait de spéculations, il admet seulement aujourd'hui celles qui rapportent un gain tangible. Il n'a point, pensons-nous, gagné au change. Certes, le travail est bienfaisant. Qui travaille prie, dit un beau proverbe ; mais toute vie humaine doit aussi faire une place à la contemplation, à la réflexion, au loisir.

L'idéal de réalisation intense préconisé par M. Ostwald, ce machinisme à prétentions scientifiques où il voit le dernier mot du progrès social n'est certainement pas la forme suprême de la civilisation. Dans un beau discours prononcé en

décembre 1914, le philosophe français Bergson supposait un collègue de l'avenir s'appliquant à définir l'erreur allemande. Et M. Bergson lui prêtait ce raisonnement : « Il dira que l'idée propre au XIXe siècle d'employer la science à la satisfaction de nos besoins matériels avait donné aux arts mécaniques une extension inattendue et procuré à l'homme, en moins de cinquante ans, plus d'outils qu'il ne s'en était fabriqué pendant les milliers d'années qu'il avait passées sur la terre. Chaque machine nouvelle étant pour l'homme un nouvel organe, son corps s'en trouva subitement et prodigieusement agrandi sans que son âme ait pu se dilater assez vite pour embrasser tout ce corps nouveau. »

La plupart des peuples, poursuivait M. Bergson, s'efforçaient de résoudre les problèmes nés de ce conflit en faisant « qu'il y eût plus de liberté, plus de fraternité, plus de justice ». Un peuple, toutefois, avait élevé la Violence sur le piédestal où les autres avaient placé le Droit. Au lieu de la spiritualisation de la matière, il avait en vue la mécanisation de l'esprit.

Mais l'expérience tourna mal pour lui : « Car les forces morales, déclare M. Bergson, qu'il s'agissait de soumettre aux puissances les plus voisines de la matière se révélèrent subitement créatrices de

force matérielle. » Et les forces morales ainsi engendrées se montrèrent même supérieures aux puissances matérielles. De sorte que « la machine », la machine qui devait tout écraser, « s'usa »... Les philosophes ont été souvent des prophètes. Puisse la prophétie de « l'usure » allemande devenir bientôt une réalité !

L'idéal du machinisme universel a pu séduire l'Allemagne prussifiée. N'a-t-elle pas fait de son armée une machine et de ses soldats des automates ? Mais l'*organisation* poussée aussi loin n'excitera jamais en pays latin qu'une répugnance unanime. Libre à M. Ostwald d'y voir une preuve de l'infériorité latine. Il ne convaincra jamais de cette infériorité que des Allemands. L'individualisme est sa bête noire, l'individualisme lui inspire une vraie *phobie*. Le progrès, déclare-t-il, n'est possible que dans la mesure où le sens individuel s'efface au profit du sens collectif : « Le progrès actuel, écrit cet éminent chimiste, consiste en ceci, que la plus noble activité de l'esprit humain, l'activité créatrice, n'est plus liée à l'homme de génie pris individuellement, mais devient seulement possible par l'association de cerveaux créateurs visant au même but, s'ils travaillent à des parties différentes de la tâche générale. »

M. Ostwald en donne pour preuve le canon de

42 centimètres. Invention plus admirable fut-elle jamais plus collective? Des mathématiciens, des ingénieurs, des chimistes s'unirent pour la réaliser. Mais, en fin de compte, nul d'entre eux n'attacha son nom à cet engin. Le chef d'œuvre de l'art guerrier est un chef d'œuvre anonyme.

Ce génie d'organisation pratique, l'Allemagne l'appliquait uniquement, quand la guerre est venue la surprendre, dans les domaines économique et industriel, intellectuel et artistique: « Jamais depuis quarante ans, déclare froidement M. Ostwald, nous n'avons tendu la main vers un territoire ou vers un bien étrangers. » L'Allemagne se contentait d'être grande dans les arts de la paix. Et de cette grandeur, M. Ostwald cite avec complaisance des preuves peu connues : « Si, dans le domaine de l'architecture, observe-t-il, une forme d'art nouvelle a pris naissance, c'est à l'Allemagne qu'on doit ce progrès sur une stagnation qui durait depuis environ mille ans. » L'architecture gothique, celle de la Renaissance, celle du XVIII[e] siècle ne trouvent donc pas grâce aux yeux de M. Wilhelm Ostwald? Son opinion, après tout, a le mérite d'être originale. Ce qui l'est moins, c'est son plaidoyer en faveur du militarisme allemand.

M. Ostwald n'a pas craint de dire à son confident du *Dagen* : « Vous savez que je suis un pacifiste. »

Mais son pacifisme ne l'a pas empêché de vanter sans mesure le caporalisme de sa patrie et d'en souhaiter le bienfait au reste de l'univers : « Puisque le militarisme, écrit-il, n'est pas un danger pour l'Allemagne, il n'en saurait être un pour l'Europe. » Comment l'illustre savant accorde-t-il son pacifisme et son militarisme ? Nous craignons qu'il ne les accorde pas. Dans son cœur, le militarisme l'emporte certainement.

Avec la terreur qu'il sème, avec les ravages qu'il cause, le militarisme allemand constitue une *organisation* efficace entre toutes. Et si les ennemis de l'Allemagne le blasphèment, c'est parce qu'ils sentent confusément la puissance qui en résulte pour leur adversaire : « Ils comprennent justement, les individualistes, que l'organisation civilisée des Allemands les trouve aussi mal défendus contre elle que l'étaient les laboureurs solitaires de la migration des peuples contre les troupeaux humains débordant de toutes parts. Et c'est d'un tel sentiment qu'est née cette injure : *les Huns*, où ils expriment leur infériorité à notre égard dans la lutte pour la vie. »

V

Quand ils auront, ces malheureux, mordu la poussière, que fera l'Allemagne victorieuse ? Elle *organisera* l'Europe enfin résignée à son sort. M. Hæckel et M. Ostwald ont formulé l'un et l'autre leur programme. Il concorde sur certains points, il diffère sur d'autres. Mais ce tableau de l'Europe renouvelée suivant les aspirations scientifiques du monisme forme, en tout état de cause, un des monuments d'orgueil les plus significatifs qu'ait élevés la pensée allemande pendant la guerre.

M. Hæckel, toujours au nom des principes biologiques, se montre plus impérialiste encore que M. Wilhelm Ostwald. Mais il n'a pas conscience de son impérialisme. Ernest Hæckel paraît croire, tout comme Ostwald, que la guerre a été déchaînée par les prétentions de l'Angleterre à la domination universelle. On comprendrait à la rigueur que l'Angleterre de l'ère victorienne prêtât le flanc à de tels soupçons ; mais l'Angleterre des libéraux et des radicaux ! l'Angleterre de M. Asquith et de M. Lloyd George ! Ernest Hæckel ne la juge pas moins ambitieuse que l'autre. Et il l'admoneste vertement. Son empire n'aura qu'une durée éphémère comme n'ont eu qu'une éphémère durée l'em-

pire d'Alexandre le Grand, celui des Césars romains et celui de Napoléon Ier.

La défaite britannique marquera un retour à l'état de choses normal. A la lutte pour l'existence, lutte sanguinaire et barbare dont l'univers « sous l'hégémonie anglaise » a si cruellement pâti, se substituera « une pacifique et raisonnable lutte de concurrence. » C'est le bienfait qu'attend M. Hæckel de la suprématie allemande succédant à la suprématie anglaise. Et voici, pour passer de l'abstrait au concret, des idées aux faits, par quelles dispositions principales, insérées dans le futur traité de paix, s'obtiendra l'assainissement indispensable de la politique universelle :

I. Affranchissement de la tyrannie britannique.

II. A cet effet la Grande Bretagne, état de pirates, sera envahie par l'armée allemande. Londres sera occupée.

III. Partage de la Belgique. Attribution à l'Allemagne de la partie occidentale jusqu'à la ligne Ostende-Anvers. Attribution du nord-est à la Hollande, du sud-est au Luxembourg. Tous ces Etats feront d'ailleurs partie de la nouvelle Confédération allemande qui sera fondée après la guerre.

IV. Attribution à l'Allemagne d'une grande partie des colonies anglaises et de l'Etat du Congo.

V. La France devra céder une partie de ses provinces nord-orientales.

IV. La Russie sera réduite à l'impuissance par la reconstitution du royaume de Pologne. Elle sera contrainte de signer une alliance avec l'Autriche-Hongrie.

VII. Les provinces baltiques feront retour à l'Allemagne.

VIII. La Finlande formera un royaume indépendant allié à la Suède.

Le naturaliste d'Iéna n'y va pas, comme on voit, de main morte. Son collègue de Leipzig non plus. M. Ostwald a dit à un journaliste suédois : « Je suis un pacifiste » et l'on se rappelle qu'il avait écrit dans la *Grande Revue* : « Je suis internationaliste. » Mais le pacifisme et l'internationalisme de M. Ostwald sont d'une nature spéciale. M. Ostwald n'a jamais mis en doute la victoire de son pays sur ses ennemis coalisés. Au lendemain de la bataille de la Marne, il demandait encore : « Quand nous aurons inspiré à nos adversaires à Paris, Petersbourg et Londres la conviction qu'il est inutile de résister davantage, qu'est-ce qui se passera ? » Il se passera ceci, répondait-il, que l'Allemagne imposera aux peuples « par voie de contrainte » cette paix raisonnable et durable dont leurs gou-

vernants n'ont pas voulu avant la guerre. Et ce sera un événement immense, ce sera l'entrée victorieuse de la science dans la politique. La force qui, jusqu'à présent, réglait seule les rapports des Etats entre eux sera détrônée et remplacée « par les pacifiques méthodes de l'*organisation* ».

En premier lieu, il faudra supprimer tous les Etats souverains sauf l'Allemagne. M. Ostwald estime que l'attribution de la souveraineté à chaque Etat d'Europe n'a eu d'autre résultat que « le suicide politique de l'Europe entière ». Il faut que l'Europe de demain forme un tout organique à l'instar des Etats de l'Amérique du Nord ou de l'Empire allemand : « De même que les cellules se rassemblent dans un véritable organisme, que tous les Etats se rassemblent dans l'exercice de leurs fonctions spéciales, mais en confiant de leur plein gré leurs fonctions communes à un organe central créé dans ce dessein ». Quel sera cet organe central ? L'Allemagne, naturellement, « puisqu'elle a seule pénétré et assimilé le concept de l'*organisation* et commencé même à le traduire dans la réalité. »

Il renaîtra donc, du remaniement de l'Europe, sous les auspices de l'Allemagne victorieuse, un ordre nouveau, celui des Etats-Unis d'Europe. M. Ostwald propose qu'ils soient placés « sous la direc-

tion allemande avec l'empereur allemand à leur tête comme président ». M. Ostwald semble mettre la Russie au ban de son Etat fédératif. La Russie, ne mérite pas de faire partie d'un organisme si excellent, mais il faudra que cette expérience scentifique embrasse au moins l'Europe centrale et occidentale.

L'Angleterre, la plus coupable ennemie de l'Allemagne, sera le plus durement frappée. Il faut qu'elle soit mise à jamais hors d'état de nuire. Sa flotte sera réduite au minimum. En outre, il y aura lieu de transférer sur le continent « le centre de gravité économique et le centre de gravité militaire de l'Europe ». Le grand marché d'argent de l'Europe entière ne sera plus Londres, mais Hambourg. Quant au centre de gravité militaire, il sera formé de tout l'empire allemand. M. Ostwald invitait naguère les Français par l'intermédiaire de la *Grande Revue* à commencer le désarmement où il saluait la plus grande conquête de l'humanité. Il faut croire que la guerre l'a fait changer d'avis. Les *Monistische Sonntagspredigten* ne permettent plus du tout d'espérer que la paix future sera une paix désarmée.

Elle donnera, au contraire, à l'Allemagne une telle supériorité militaire sur ses voisines que celles-ci devront laisser là tout espoir. La France,

enfin assagie, renoncera à son rêve — si mal fondé en science — de la Revanche et se jettera dans les bras de ses vainqueurs germains. Par des conditions de paix bénignes, l'Allemagne aura su favoriser cette réconciliation. Elle prendra beaucoup de colonies à la Grande-Bretague, elle en prendra fort peu à la France.

Les clauses du traité de paix devront viser surtout à faciliter l'*Association économique* des deux fractions française et allemande des Etats-Unis d'Europe. M. Ostwald saluerait avec joie un article du futur traité permettant aux Allemands de s'établir librement en France et *vice versa*, assurant aux Français le droit de vaquer à tous les commerces et à toutes les industries en Allemagne et réciproquement. En un mot, l'Allemagne et la France deviendraient presque un seul pays, le même pays. Leur population n'est-elle pas déjà de même race?

M. Ostwald complète son tableau de la Salente européenne par celui de la Salente plus particulièrement allemande. Il aspire à des réformes à l'intérieur non moins radicales que les autres. Ni M. Hæckel, en effet, ni M. Ostwald n'admirent sans réserve le régime existant. La monarchie autoritaire et le gouvernement personnel des Hohenzollern ne répondent pas du tout à leur idéal. Ils n'ont aucune sympathie pour la manière forte, chère aux conser-

vateurs prussiens. Ils appartiennent à l'opposition radicale et s'en font gloire. Même il arrive à M. Ostwald de rompre une lance en faveur des socialistes.

L'impérialisme à tout crin des manifestes publiés pendant la guerre par les grands pontifes du monisme n'en méritait-il pas d'autant plus d'être signalé ? Hæckel et Ostwald n'avaient point partie liée avec les dirigeants de l'empire allemand. Rien ne les forçait à se compromettre. Ils pouvaient garder leur sang-froid et toute la liberté de leur jugement. Leur rôle naturel eût été de mettre un frein aux passions lâchées et aux ambitions galopantes. Loin de là, leurs espérances, leurs préjugés, leurs haines ont été les haines, les préjugés et les espérances des plus chauvins d'entre les chauvins. Comment n'en point conclure que l'orgueil scientifique, du moins sous sa forme moniste, ne le cède en rien aux autres formes de l'orgueil allemand que nous avons jusqu'à présent passées en revue ?

CHAPITRE VI

L'orgueil mystique.

L'Allemagne et l'orgueilleux pharisien. — Le protestantisme prussien. — Les Hohenzollern et la religion.— La religion prussienne, création du pragmatisme d'Etat. — L'Allemagne honore dans la religion sa propre supériorité divinisée. — Le clergé allemand pendant la guerre. — Il prend la défense du militarisme. — M. Dryander et la morale de guerre.—M. Adolphe Deissmann et son christianisme nietzschéen. — Le sous-officier Klemt et son sommeil du juste. — Le clergé pangermaniste a faussé la conscience populaire. — L'Allemagne et son christianisme de fraîche date. — Retour à la religion païenne et nationale. — L'*alter Gott* de Guillaume II. — Le *deutscher Gott* de Arndt. Dieu, « notre grand allié. » — Le Dieu allemand, Odin et Wotan. — L'armée allemande et ses carnages agréables au Seigneur. — La violation de la neutralité belge justifiée par le *Livre des Juges*.— Le clergé allemand et sa prédilection pour l'Ancien Testament.— Le clergé protestant et le clergé catholique également coupables. — L'histoire jugera sévèrement l'attitude du clergé allemand pendant la guerre.

Qui donc ne garde en mémoire l'admirable parabole dédiée par Jésus-Christ « à quelques-uns qui se confiaient en eux-mêmes d'être justes et tenaient les autres pour rien [1]? » Elle met en scène, cette perle des paraboles, deux hommes, l'un pharisien et l'autre péager, adressant au ciel leur prière. Dans un éloignement dédaigneux, le pharisien prie en

[1] Evangile selon Saint Luc, chapitre XVIII, versets 10 et suivants.

ces termes : « O Dieu, je te rends grâce de ce que je ne suis point comme le reste des hommes qui sont ravisseurs, injustes, adultères, ni même comme ce péager. » L'objet d'un tel dédain, le péager, osait à peine, cependant, lever les yeux au ciel. Frappant sa poitrine, il répétait : « O Dieu ! sois apaisé envers moi qui suis pécheur ! » Et voici, son humilité plut au Seigneur. Et il descendit en sa maison, déclare le Christ, justifié plutôt que l'autre : « Car quiconque s'élève sera abaissé et quiconque s'abaisse sera élevé. »

Le souvenir de cette parabole qui enferme en cinq petits versets tout le sublime esprit des Evangiles nous poursuit depuis le premier jour de la guerre. Devant les explosions d'orgueil et de satisfaction de soi-même, devant ce culte de latrie rendu par toute l'Allemagne, clergé en tête, à sa propre excellence, il était impossible de ne point songer au pharisien de la parabole et à sa prière.

L'analogie des situations devenait plus frappante à considérer les peuples en guerre contre l'empire germanique. Certes, la France croyante n'entrait pas dans la lutte avec un cœur exempt d'inquiétude; mais c'est en toute humilité, c'est avec la prière du péager sur les lèvres qu'elle fit son examen de conscience, au début des hostilités, qu'elle se frappa la poitrine, qu'elle mérita et qu'elle expia. Il y a

toujours quelque impertinence à préjuger, comme ont fait les Allemands, le verdict de Dieu ; mais qui s'aviserait de nier que la conduite de la France, de ses chefs, de son armée, jusqu'à celle de ses philosophes qui, dans leur cabinet, tiraient la leçon de l'horrible drame, n'a été autrement conforme à la doctrine de l'Evangile que la conduite de l'Allemagne, de ses princes, de ses soldats et de ses penseurs ? Qu'ils fatiguaient donc, ces Allemands, les peuples restés en dehors de la lutte avec leurs complaisantes homélies ou leurs prières gonflées de rage, véritables cantiques d'actions de haine dont les plus éminents prédicateurs saluaient le moindre succès sur les champs de bataille ! Si le ciel pouvait être compromis, Guillaume II et son clergé eussent obtenu ce résultat ; mais l'Evangile qui a tout prévu avait prévu la crise allemande et son monstrueux déploiement d'orgueil. La parabole du pharisien et du péager oppose d'avance le désaveu céleste aux prétentions ambitieuses des mauvais bergers de Berlin. Le pharisien étala vainement une piété ostentatoire. C'est le péager qui s'en retournera dans sa maison, justifié plutôt que l'autre.

I

Madame de Staël avait exagéré l'esprit rêveur et impratique des Allemands. Ou plutôt, elle n'avait pas prévu l'hégémonie politique de la Prusse et la métamorphose de tout le pays qui en résulterait. L'image qu'elle traçait était partielle et partiale. Elle s'appliquait à l'Allemagne de Schiller et de Goethe. Elle ne laissait point prévoir l'Allemagne nouvelle qu'un observateur moins prévenu aurait pu déjà deviner : l'Allemagne de Bismarck et de Guillaume II.

La Prusse tient pour un de ses hauts faits les plus méritoires la transformation de l'Allemagne du Sud qu'elle a réalisée. Cette transformation s'est d'ailleurs opérée en douceur, sans que l'Allemagne du Sud échangeât son catholicisme contre le protestantisme prussien. Et ce phénomène est d'autant plus remarquable que la Prusse est redevable, pour une large part, de son caractère à sa religion. Dans aucun autre pays de l'Europe moderne, la religion et l'Etat ne subirent une évolution à ce point parallèle. L'Etat est Dieu et Dieu est l'Etat. Symbole d'une discipline idéale sur terre, l'Etat est le divin réalisé. Fichte disait : « Toute discipline morale vivante et agissante est elle-même Dieu. Nous n'avons besoin d'aucun autre Dieu et n'en pouvons

concevoir d'autre. » On connaît les idées d'Hegel sur ce sujet. Elles identifient Dieu et l'Etat plus complètement encore.

L'origine de ce mouvement d'idées remonte à la fin du XVIIIe siècle. Il réagissait contre la philosophie des lumières et l'influence française. Alors que la France persistait dans l'irréligion et poussait même l'impiété jusqu'à substituer à la religion de l'Eglise une religion toute laïque, celle des Droits de l'Homme, la Prusse restait fidèle à la forme traditionnelle de sa foi. Le protestantisme était de fondation relativement récente. Il avait encore, après deux siècles et demi d'existence, toute la vigueur et toute l'audace de la jeunesse. Créé à l'usage des princes allemands, soucieux de dominer à la fois les intérêts matériels et spirituels de leurs sujets, il possédait une empreinte nationale où ses docteurs les plus renommés saluaient un précieux avantage. Ils aimaient à le dresser comme une digue allemande devant le flot montant de l'incrédulité étrangère.

Très convaincus, sinon de la vérité absolue de cette religion, du moins de son utilité pratique, les Hohenzollern favorisaient de toutes leurs forces un mouvement tendant à assurer le principe d'un « gouvernement moral du monde ». Par un édit du 9 juillet 1788, Frédéric-Guillaume II instituait la

religion d'Etat en Prusse et s'en déclarait le chef. Plus politique encore et plus utilitaire, Frédéric-Guillaume III créait en 1817 l'Eglise évangélique unie où venaient se fondre calvinistes et luthériens. Les deux autels n'en faisaient plus qu'un et le trône étendait sur eux son ombre paternelle. Le roi de Prusse devenait chef de l'Eglise unie avec le titre de *summus episcopus*.

Toute sincérité du sentiment religieux a été déniée aux fondateurs de l'Eglise nationale de Prusse. Dans son profond et solide ouvrage, *Du christianisme au germanisme*[1], M. René Lote ne cache point qu'il suspecte fort le mysticisme chauvin de l'Etat prussien. Il y voit une création du *pragmatisme d'Etat*, c'est-à-dire une invention politique destinée à servir les chefs de la nation. La Prusse réagit contre l'incrédulité montante, non point par piété naturelle, mais par calcul. Devant l'intérêt politique, la raison se tait et fait taire la conscience. La duplicité devient un devoir dont le prêtre et le fonctionnaire s'acquittent scrupuleusement : « Cette religion, dites-vous, n'est pas vraie ? — Si fait, répond l'étatisme prussien, elle est vraie puisqu'à l'usage elle s'est montrée utile. » Les services qu'elle a rendus à l'Etat prussien ont fait sa vérité : « C'est le principe, écrit M. René Lote, d'une

[1] Paris, 1904.

discipline d'Etat brutalement affirmé d'abord puis transformée en passion mystique qui devint pour le protestantisme d'Allemagne au XVIIIe siècle une sorte de religiosité nouvelle et la parodie de l'Idéalisme moderne. Il s'arme de tout le rêve du XVIIIe siècle finissant. Il se dit l'Esprit humain et c'est pour lui commander. Il s'appelle *culture* et pourtant il n'est à son origine et dans son développement qu'une besogne utilitaire et violente qui opprime la vérité et avec elle la civilisation. »

Voilà un jugement bien sévère. Ne ferait-il pas aux fondateurs de la religion nationale en Prusse un tort, après tout, excessif? C'est sincèrement peut-être qu'ils ont confondu leur cause avec celle du ciel. Il est infiniment difficile de sonder le secret des cœurs et les mysticismes, tout spécialement, ne sont guère compréhensibles qu'aux mystiques. La religion est, pour les peuples du nord, un besoin beaucoup plus essentiel que pour ceux du Midi. Il faut aux peuples germaniques une croyance. Grâce au mélange du patriotisme et de la religion, le Prussien et l'Allemand prussianisé — protestants et catholiques — conservent leur foi. C'est une chance que Guillaume II a fort habilement exploitée.

Par exemple, la qualité de cette religion prête à la critique. Elle n'est peut-être pas aussi transcen-

dante que les Allemands l'affirment. Ils se regardent comme les sauveteurs du spiritualisme dans le naufrage des religions et seraient bien surpris qu'on soutînt contre eux qu'il y a plus de spiritualisme chrétien, en tout cas plus de christianisme laïque, dans le socialisme de la République française que dans le conservatisme des hobereaux d'*Ostelbien ;* mais cette idée serait fort soutenable. Le mysticisme d'Etat de la Prusse est une croyance grossière, à base de matérialisme, en tout cas de panthéisme. A force de se confondre avec la Divinité, la nation allemande s'est infatuée jusqu'à la folie. Elle croit rendre hommage à Dieu. Erreur. C'est sa supériorité qu'elle adore après l'avoir divinisée.

II

Le Dieu prussien n'est rien d'autre qu'un reflet de l'Etat prussien. De la nature de celui-ci nous pourrons déduire la nature de celui-là.

L'Etat prussien est avant tout, comme on sait, un Etat guerrier. Ses principaux théoriciens le répètent à qui mieux mieux : faire la guerre est sa fonction par excellence, c'est dans ce rôle qu'il se montre sous son jour le plus héroïque et le plus glorieux. Elle est toute naturelle, par conséquent, la véritable apothéose de la guerre à laquelle se

livre présentement tout le clergé prussien et, à sa suite, tout le clergé allemand. Cette exaltation de la violence n'en a pas moins surpris le monde entier par son manque de mesure, on pourrait presque dire par sa férocité. Sans doute, dans les autres pays belligérants, les chrétiens ont vaillamment accompli leur devoir militaire, je ne dirai point malgré leur idéal, mais en son nom. Pourtant, ils ne dissimulaient pas la contradiction tragique existant entre une société qui aurait été vraiment chrétienne et le sublime, mais sanglant devoir exigé par la guerre. Celle-ci pouvait être une nécessité ; elle n'était pas, elle ne pouvait pas être un état agréable à Dieu. Elle restait le Mal alors que la paix où doivent tendre les efforts de l'humanité restait le Bien.

Pendant ce temps, le clergé d'Allemagne, encore par la bouche de ses plus éminents docteurs, énonçait une doctrine sensiblement différente. On eût dit que l'ouverture des hostilités comblait les vœux secrètement formés depuis longtemps par certains de ses membres. Dès les derniers jours de juillet, les églises de l'empire retentirent d'accents belliqueux et d'appels vengeurs. La difficulté consistant à accorder l'enseignement du Dieu qui a commandé : *Tu ne tueras point* et l'évangile de son divin Fils qui a dit : *Heureux les pacifiques !* avec l'hor-

rible fatalité de la guerre parut séduire tous les prédicateurs en renom. Chacun d'eux avança son interprétation et proposa ses commentaires.

La thèse du clergé allemand peut se résumer comme suit : ni Jésus-Christ ni ses apôtres n'ont voulu supprimer le *militarisme*. Leur but n'était point de transformer l'Etat, mais bien de réformer les individus. C'est seulement de la régénération morale des hommes qu'ils attendaient la lente amélioration des peuples et des sociétés. La lutte où l'Allemagne se trouve engagée entraînera d'ailleurs pour le monde entier un tel progrès que Dieu doit approuver la guerre allemande. Il donnera la victoire au peuple qui porte ses couleurs.

Telle était la thèse que soutinrent, avec plus ou moins de talent et avec plus ou moins de vigueur dans les variations qu'elle comportait, les chefs spirituels des communautés religieuses de l'empire : protestantes, catholiques et juives.

Tout dépend, d'après M. Ernest Dryander, de l'état d'esprit où l'on combat. Si la cause est bonne, la guerre est sainte ; si la cause est mauvaise, la guerre est criminelle. Il va de soi que la guerre déchaînée par la malice anglaise est une guerre sainte. Les Allemands luttent « avec une bonne conscience». Donc, la guerre qu'ils mènent est agréable à Dieu.

Ainsi raisonnait M. Ernest Dryander ; mais il est permis de penser qu'il raisonnait mal. Tout d'abord, les Allemands luttaient-ils, en Belgique, avec une bonne conscience? Les soldats de l'empereur n'avaient-ils vraiment aucune notion de l'horrible forfait dont ils se rendaient coupables envers tout un peuple? Il faut le croire puisque M. Dryander l'affirme ; mais que penser de la religion d'un empereur et d'un empire qui ne s'offusque pas d'un pareil crime?

Un autre éminent docteur en théologie, M. Adolphe Deissmann, professeur à l'Université de Berlin, a fait preuve d'une inconscience plus insondable encore dans sa brochure sur la *Guerre et la religion* [1]. M. Deissmann réfute les timorés qui pleurent sur la banqueroute du christianisme ; mais le christianisme n'a pas fait banqueroute, du moins pas en Allemagne : il s'est contenté de « mobiliser ». Troquant son vêtement civil contre l'uniforme du roi, le christianisme s'est adapté aux circonstances. Sous cet habit neuf, les esprits bornés ne le reconnaissent pas, mais les chrétiens clairvoyants ne s'y sont pas trompés. Ils ont reconnu la foi de leurs pères dans cette religion casquée et bardée de fer, qui a ranimé avec tant d'à-propos certains éléments empruntés à l'antiquité romaine ou juive et dont

[1] *Der Krieg und die Religion.* Berlin, 1914.

le christianisme s'était débarrassé pendant une longue période de paix.

Le christianisme tenait en réserve, d'après M. Deissmann, tout ce qu'il fallait pour faire face à la guerre. Aussi bien, l'atmosphère de prospérité, de veulerie et d'énervement qui était celle de l'Europe à l'aube du vingtième siècle, avait affadi sans raison la doctrine chrétienne primitive. On s'est demandé en Allemagne, quand éclata la guerre, si le christianisme montrerait à l'épreuve la *dureté* voulue. M. Deissmann, pour sa part, n'en a pas douté un instant. A vrai dire, il eût fait toute sorte de réserves « si le christianisme était cette religion sentimentale et débilitée, qui a été si largement répandue chez nous et qui, dans la littérature religieuse, la prédication, et tout spécialement dans les beaux-arts, a régné si longtemps ».

Mais le vrai christianisme est, pour M. Deissmann, tout autre chose : « Cette religion doucereuse et sentimentale, écrit-il, n'est aucunement celle du Nouveau Testament. La religion du Nouveau Testament, incarnée surtout dans la personne de Jésus et de son plus grand apôtre, est une religion des polarités, un ensemble des certitudes et des impulsions les plus diverses. Nul jusqu'à présent n'a réussi à fondre dans une formule unique toutes ces richesses. Cette religion est douce et elle

est libre, elle est enfantine et virile, tolérante et combative, elle bénit et elle gronde. Jamais elle n'a vraiment rompu avec l'héroïque religion des anciens prophètes ou psalmistes ». De sorte qu'en se haussant au niveau des temps héroïques, le christianisme allemand est resté fidèle à ses origines : « Il n'est point malaisé, déclare M. Deissmann, d'extraire des lignes divines du Nouveau Testament un mot d'ordre et un cri de guerre à l'usage de ceux qui combattent. »

M. Deissmann ne trouve rien à redire à la façon dont les Allemands mènent la guerre. Maintes lettres de soldats lui passèreut sous les yeux. Elles débordent de cette *piété de guerre* dont il s'est fait l'éloquent apôtre : « Ce qu'ils appellent là-bas, écrit-il, la barbarie, l'histoire l'appellera un jour force élémentaire. Dans ce moment, qui assiste à la plus puissante mobilisation de forces psychiques et physiques que le monde ait jamais vue, nous annonçons, pardon, nous n'annonçons pas car elle se révèle d'elle-même : *la religion de la force.* »

Une enquête a révélé que les jeunes Allemands lettrés lisaient de préférence, sur le front, trois ouvrages : le Nouveau Testament, le *Faust*, de Goethe et *Ainsi parla Zarathoustra*, de Frédéric Nietzsche. M. Deissmann n'est point du tout choqué de voir fraterniser, dans le sac de ses étudiants,

l'Evangile et Frédéric Nietzsche. Eh oui ! ils sont moins distants l'un de l'autre qu'on ne croit. Frédéric Nietzsche se donnait pour l'Antéchrist et blasphémait, mais c'était par haine de cette religion « doucereuse et sentimentale » qui n'est pas le vrai christianisme et que M. Deissmann exècre, lui aussi : « Plus on s'initie, observe-t-il, aux accents de force épars dans le Nouveau Testament, plus on déplore qu'ils soient restés lettres closes pour le génie héroïque de Nietzsche. » Stupéfiant langage ! Il était réservé à l'Université de Berlin de produire un maître qui fût à la fois un théologien chrétien et un disciple de Zarathoustra. Ce mélange paradoxal est-il dû à ce que Nietzsche lui-même eût appelé une *transvaluation des valeurs* causée par la guerre ? Plus simplement, faut-il y voir une preuve de ce pragmatisme d'Etat qui aurait présidé, selon M. René Lote, à la formation de l'Eglise nationale de Prusse ? Nous ne savons, mais quel curieux spectacle !

Il aide d'ailleurs à comprendre certains épisodes de la récente campagne qui excitèrent, hors d'Allemagne, une vive réprobation sinon un insurmontable dégoût. Les carnets de route trouvés sur certains prisonniers allemands portaient, côte à côte, le témoignage d'une férocité inouïe et d'une piété qui paraissait sincère. Un seul exemple suf-

fira. Dans sa brochure : *Les Crimes allemands d'après les témoignages allemands*[1], M. le professeur Bédier transcrit aux pages 32 et suivantes un récit de massacres ignoble et de cruautés raffinées envoyé par le sous-officier Klemt, de la 1re compagnie du 154e régiment, au *Jauersches Tageblatt*, qui l'inséra le 18 octobre 1914. Klemt raconte froidement des exécutions d'ennemis accomplies dans des conditions à faire dresser les cheveux sur la tête. Et il termine ainsi sa narration : « Le soir venu, *une prière d'actions de grâces sur les lèvres*, nous nous endormons dans l'attente du jour suivant. » Cette conclusion dévote accroît certainement l'horreur du récit, mais j'incline à croire que le sous-officier Klemt a péché sans y mettre malice. C'est en toute bonne conscience qu'il avait vaqué à une besogne dont un bourreau chinois eût frémi. C'est en toute bonne conscience qu'il a dormi la nuit suivante d'un sommeil qu'il a pu croire le sommeil du juste. Certes, il était coupable et sa prière n'a pu qu'offenser le ciel, mais sa faute était vénielle en comparaison de celle qu'avaient commise à son égard ses maîtres et ses chefs.

Ce sont les pharisiens de l'Allemagne officielle, les bonzes de tous les cultes entretenus par l'Etat qui, par leur doctrine de haine et d'orgueil, ont

[1] Paris, librairie Armand Colin.

perverti le sens naturellement droit des malheureux confiés à leurs soins spirituels. C'est la morale de force d'un Dryander, c'est le christianisme nietzschéen d'un Deissmann, c'est la doctrine de chauvinisme pieux insufflée par des professeurs de théologie gonflés d'un pangermanisme inconscient au clergé des villes et des campagnes qui ont créé dans les masses restées croyantes cet état d'esprit grâce auquel le sous-officier Klemt s'endormit, une prière aux lèvres, après avoir massacré tout un jour d'un cœur léger. Que le sang répandu dans ces massacres retombe sur ceux qui firent aux bourreaux une âme si noire!

III

L'Europe, écœurée et consternée par l'explosion de passions bestiales dont l'armée allemande donnait le navrant spectacle, tenta de s'expliquer ce phénomène. Comment un peuple de haute culture, de haute culture chrétienne, où la piété paraissait, à en juger par l'extérieur, si générale, pouvait-il à ce point et comme à un signal faire table rase de tous les enseignements du christianisme? Il y avait là de quoi piquer au vif la sagacité des chercheurs.

Plusieurs d'entre eux expliquèrent par la date relativement récente de l'établissement du christianisme en Prusse les faibles racines qu'il avait

jetées dans le sol de ce pays. En effet, c'est seulement à la fin du XIIIe siècle que les Prussiens ont accepté la religion du Christ : « Tandis que les peuples riverains de la Méditerranée, écrivait M. Henry Berguer dans la *Semaine littéraire* de Genève (18 mai 1915), étaient gagnés à l'Evangile dès le Ier siècle, que les Anglo-Saxons et les peuples germaniques ayant envahi l'empire romain devenaient chrétiens au cours des Ve, VIe, VIIe siècles, les Saxons au VIIIe (Luther fut un Saxon), les Danois au IXe, les Russes, les Bohêmes et les Balkaniques plus tôt même, les Germains de l'Extrême-Nord, de l'Oder et de la Baltique demeurèrent fidèles à leurs vieilles religions naturistes et barbares jusqu'à l'aube du XIVe siècle. Le paganisme ne s'éteignit dans ces plaines et sur ces plages qu'à l'heure où le protestantisme allumait dans les vallées vaudoises des Alpes sa première aurore. Il n'y a pas un demi-siècle entre la défaite définitive des Prussiens païens par le grand maître de l'ordre teutonique et la naissance de Wiclef, le réformateur anglais. »

Il est donc souverainement inique, concluait M. Henry Berguer, de juger les Germains à la mesure des autres peuples. Les Prussiens n'ont pas connu ces étapes qui ont préparé le reste de l'Europe au christianisme, ils ont ignoré la morale

platonicienne, l'idéal néo-platonicien et d'autres bienfaits. La culture grecque et latine, les humanités sont sur leur sol une fleur étrangère. Ils n'ont aucun lien de parenté avec cette Grèce et cette Rome qui furent les véritables initiateurs de l'Europe méridionale et occidentale à une conception plus pacifique et plus douce de la vie. Les Prussiens ont derrière eux six siècles de christianisme et de civilisation, tandis que les autres nations en ont dix, quinze ou dix-huit. Quand moururent saint Thomas d'Aquin et saint Louis, la Prusse était encore païenne.

Cette façon de plaider en faveur de l'Allemagne les circonstances atténuantes n'obtint naturellement en Allemagne aucun succès. Le président de *l'Association huguenote* en ce pays répondit sur un ton pincé que la date relativement récente de la conversion de la Prusse au christianisme ne signifiait rien. Ce qui faisait la grandeur religieuse de l'Allemagne, ce qui lui donnait au sein des nations chrétiennes une place, suivant lui, merveilleusement belle et merveilleusement haute, c'était le « trait dominant de son histoire », le « glorieux événement du XVIe siècle », la Réforme. Or la Prusse avait vigoureusement contribué au succès de la Réforme. Sans les princes de ce pays, jamais la Réforme n'aurait joué dans le monde européen

le rôle qu'elle a joué. L'ardeur protestante de la Prusse compensait donc et au delà sa lenteur à accepter le christianisme.

Le président de *l'Association huguenote* d'Allemagne se devait de tenir un pareil langage ; mais on n'est pas tenu à l'étranger de voir dans la Réforme allemande ce miracle salutaire qu'il y voit. On n'est surtout pas tenu d'honorer dans les successeurs de Martin Luther ces foudres de saine théologie, ces éducateurs sans pareils qu'il vénère en eux. Il y avait dans l'attitude de Martin Luther devant la Diète de Worms un héroïsme véritable. C'est toujours un grand spectacle que celui d'une conscience que l'on offense et qui se défend ; mais qu'est devenu aujourd'hui cet esprit de liberté et d'indépendance qui animait le réformateur saxon? Combien ses héritiers qui se disent ses disciples ne l'ont-ils pas aliéné aux mains de leurs maîtres temporels ! Que reste-t-il, en un mot, du luthéranisme primitif dans la religion officielle et servile, dans le protestantisme « mobilisé » des Dryander et des Deissmann ?

Force est bien de constater que la mégalomanie générale dans l'Allemagne d'hier avait gagné jusqu'à la religion et, plus spécialement, la religion évangélique. En face du catholicisme qui rêve de plier tous les peuples à la loi d'un Dieu commun,

le protestantisme a différencié, le protestantisme a nationalisé les religions. L'anglicanisme est la forme anglaise de la réforme, le calvinisme n'est pas, dans les parties calvinistes de l'Allemagne, ce qu'il est à Genève. Et quant au luthéranisme allemand, il est devenu une religion plus strictement nationale encore. Dans son orgueil croissant, l'Allemand voulait avoir un Dieu pour lui seul. Ce Dieu, la Réforme triturée *ad doc* le lui a donné. Dans un livre intitulé *Deutsch Evangelisch* et publié à Stuttgart en 1894, un diacre de Weimar, M. Paul Graue, écrivait : « Nous avons besoin d'un germanisme devenu chrétien et d'un christianisme devenu allemand... Par opposition au catholicisme, le christianisme de la Réforme a instauré la pensée nationale dans ses droits... Coloris grec, coloris romain, coloris juif : l'Allemand doit-il accepter ce coloris bariolé comme quelque chose d'immuable ou doit-il plutôt y voir une invitation à s'assurer, comme Allemand, un christianisme de couleur allemande[1] ? »

[1] Citons en note, pour n'y point paraître attacher plus d'importance qu'elles n'en méritent, les tentatives pourtant remarquables de certains universitaires, préoccupés de germaniser Jésus-Christ. Dans son livre *Ein pangermanisches Deutschland* (1905), M. Reimer observe que Jésus-Christ, avec ses yeux bleus, ses cheveux blonds et sa carnation rose, avait un physique essentiellement allemand. L'analyse de son nom contribuait à prouver son origine germaine. La première

L'éminent historien français de la religiosité germanique, M. Georges Goyau, a esquissé les étapes de cette perversion du luthéranisme dans son beau livre : *Vieille France, jeune Allemagne*[1]. Le tableau qu'il y trace de la piété allemande aide singulièrement à comprendre le langage des théologiens et la conduite de leurs ouailles pendant les tristes jours que nous vivons. Déjà le mouvement du *Los von Rom* avait suscité toute une littérature chauvine et mystique, mais plus chauvine encore que mystique. Dans leur zèle, certains pamphlétaires allèrent alors jusqu'à renouer avec la religion païenne et nationale, ce qui tendrait peut-être à démontrer la fragilité du vernis chrétien appliqué sur l'âme allemande : « De quelques couleurs nationales, observe justement M. Goyau, que le pangermanisme appelât le Christ, les pasteurs ne pouvaient nier que Wotan fût plus germanique encore. » Aussi, la *Freie deutsche Schule*[2] propo-

syllabe de son nom est, manifestement, une altération de la syllabe *ger ;* la lettre *R*, fréquemment traitée comme voyelle, tombe ou se transforme en *S*. La seconde syllabe *US* n'est que la terminaison latine des mots masculins. Elle équivaut, par conséquent, au *man* anglais ou allemand. Donc, Jesus = german. Nier la race germanique du Fils de Dieu, c'est faire preuve d'un odieux parti-pris ou d'une coupable malice.

[1] Paris, 1903.

[2] N° XVII (1898).

sait-elle franchement une restauration des anciens cultes mythologiques et nationaux : « Lorsque nous parlons, écrivait-elle, de foi nationale allemande, nous ne désignons jamais cette foi chrétienne que la violence imposa au peuple allemand, mais la religion germanique indigène. » Moins intransigeante, la *Deutsche Wacht* (2 octobre 1898) admettait le luthéranisme comme religion nationale, mais à quelles conditions et sous quelles réserves ! « Nous ne voulons nullement, écrivait la *Deutsche Wacht*, nous porter garants du protestantisme biblique orthodoxe, que nous combattons aussi formellement que la prêtraille romaine, puisqu'il est, comme elle, international et enjuivé, mais nous protégerons toujours la pure foi luthérienne, parce que, tant que nous n'avons pas une Eglise nationale allemande, la foi luthérienne en tient lieu et que certainement, aux frontières linguistiques, elle est un appui considérable pour l'antique germanisme. »

Guillaume II et tous les princes allemands ne se montraient-ils point, pendant la guerre, pénétrés, peut-être à leur insu, de ces doctrines étroitement chauvines, lorsqu'ils rendaient au ciel les étranges actions de grâce que l'on sait ? C'est au quartier général de Dortmund, au mois d'août 1914, dans une allocution aux troupes, que Guillaume II

déclara pour la première fois pendant la guerre : «Nous devons avant tout notre victoire à notre ancien Dieu» (*unserm altem Gott*). Le mot fit fortune et le monde entier en discuta. Pourtant, il n'avait rien de surprenant dans la bouche de l'empereur. La piété de Guillaume II est de même nature que celle de ses sujets. La croyance au vieux Dieu allemand, exclusivement, jalousement allemand, est d'autant plus sa croyance personnelle qu'il se considère lui-même comme monarque de droit divin et comme l'instrument du Seigneur ici-bas. Entre le Très-Haut et le premier né des Hohenzollern, il y a partie liée. La Prusse est la nation élue, le roi de Prusse est le prince élu par Dieu pour hâter l'avénement de son règne. Ainsi, le moyen-âge français connut les *gesta Dei per Francos*. Mais la religion semblait devenue depuis lors chose plus universelle. On pensait que la notion d'un Père céleste, commun à l'humanité entière, avait gagné du terrain depuis le moyen-âge aux dépens des religions uniquement nationales. C'était une illusion, du moins en ce qui concerne la Prusse et l'Allemagne.

L'orgueil allemand tient essentiellement à posséder un Dieu national, sans rien de commun avec les autres peuples, mieux encore, hostile à ces peuples. Ainsi Jahvé, Dieu national des Hébreux,

avait pris le peuple élu sous son aile et se réjouissait avec lui des populations ennemies offertes en holocauste.

L'historien Max Lenz avait intitulé *Le Dieu allemand* un article retentissant, publié au commencement de la guerre dans les *Süddeutsche Monatshefte*. La formule était devenue d'un usage courant, non seulement à Postdam, non seulement parmi les théologiens, mais dans tous les milieux simplement patriotes. On attribue au poète Moritz Arndt, l'ennemi acharné de Napoléon, l'honneur de l'avoir lancée en 1813. Il avait dit dans un chant célèbre :

> Deutsche Freiheit, *deutscher Gott*,
> Deutsches Herz und deutscher Stahl
> Sind vier Helden allzumal.

De la poésie, la formule avait passé dans la philosophie et l'histoire. Rappelons que le plus célèbre des historiens allemands de ce temps, feu Karl Lamprecht, souvent nommé et cité déjà dans ce livre, écrivait, dans son ouvrage *Zur jüngsten deutschen Vergangenheit* : « Qui donc oserait nier que, maintenant encore, il existe un Dieu chrétien germanique et qu'il lui arrive de se manifester à l'étranger comme un Dieu fort et jaloux ? » Christianisme et germanisme, religion et nation, ces termes ne se concevaient plus séparément.

La religion, au sens étymologique du mot, est censée, aujourd'hui du moins, relier les hommes avec Dieu et les hommes entre eux. Il était réservé à la Prusse de revenir en arrière et de façonner à son usage personnel un Etre Suprême hostile à l'ensemble du genre humain, sauf au peuple allemand, dont il épousait les querelles.

Il faut reconnaître, au demeurant, que les peuples ont toujours été portés dans le passé, par une pente fatale, à monopoliser le ciel à leur profit. Voltaire se divertissait à songer que, si Dieu avait créé l'homme à son image, l'homme le lui avait bien rendu. On découvre, en effet, des traces d'anthropomorphisme dans toutes les religions, même les plus épurées. La religion chrétienne n'a pas plus échappé que les autres à ce travail de déformation et d'accommodation. Nous avons cru pouvoir poser en principe, dans le chapitre sur l'orgueil militaire, que le régime politique des peuples influait sur l'armée chargée de les défendre. Il semblerait qu'on pût marquer le même rapport entre le régime politique d'un pays et son Eglise nationale. Aux temps héroïques de la royauté française, le roi était, à l'instar du Père céleste, le père de tous ses sujets. Pour les Anglais des temps modernes, Dieu n'est qu'un souverain constitutionnel et libéral, pour les Anglo-Saxons d'Amérique

l'Etre Suprême est plus démocrate encore et républicain.

Ce rapport se vérifie en Allemagne mieux que partout ailleurs. L'ancien Dieu allemand est un chef militaire. C'est dans la guerre qu'il revêt toute sa signification et se manifeste avec le plus d'éclat. Toute autorité supérieure s'accompagne, pour l'Allemand, de galons et de panaches. L'image qu'il se fait de Dieu reflète ses sentiments intimes. Qu'on lise donc les recueils de sermons prononcés pendant la guerre[1]. Ils célébraient le plus souvent en Dieu, non pas le juge, mais le général. Un professeur de théologie, M. Evers, commémorant l'anniversaire de Sedan, déclarait : « Il vit encore, notre Seigneur Dieu, Celui que Zieten appela jadis le plus grand allié de Frédéric le Grand. » A Greifswald, un autre professeur de théologie, le baron von der Goltz, s'écriait familièrement dans un sermon où il célébrait la prise de Liége : « Le vieil Allié vit toujours ! » Pour tous les théologiens de l'empire, Dieu fut, pendant la guerre, le généralissime des Austro-Allemands ou tout au moins leur général d'Etat-Major, tapi dans la céleste coulisse.

Henri Heine définissait les Prussiens par deux

[1] *Eine feste Burg*. Predigten und Reden aus eherner Zeit. Deux volumes. Berlin, Reimar Hobbing.

épithètes : « soldatesques et chrétiens ». Ce peuple soldatesque et chrétien a donc formé un Dieu à son image. Et si cette image n'est pas plus belle, c'est simplement parce qu'elle est fort ressemblante. Le militarisme prussien nous paraît suffire à expliquer l'« ancien Dieu allemand » et nous enregistrons, surtout à titre de curiosité, certaines explications plus ambitieuses proposées dans les pays ennemis de l'Allemagne. Considérant la date relativement récente de la conversion de la Prusse au christianisme, divers philosophes et historiens en ont conclu que l'« ancien Dieu allemand » n'était pas le Dieu de l'Evangile, mais celui dont certains fanatiques du *Los von Rom* avaient tenté la restauration.

L'« ancien Dieu allemand » n'était autre que cet Odin ou ce Wotan dont six siècles de christianisme n'avaient pas réussi à effacer le souvenir. Sous l'empire des passions déchaînées, les Prussiens revenaient à leur ancien culte. On marquait des analogies assez piquantes, en effet, entre le Dieu mobilisé des théologiens officiels de 1914 et 1915 et Wotan et Odin, tels qu'ils figurent dans la mythologie du crû. Wotan est le dieu de la guerre invoqué par les anciens Germains avant la bataille. Odin est lui aussi un dieu guerrier. Jamais il ne

quitte ni l'armure étincelante ni l'épée affilée, sa chère Gungnîr, symbole de domination et de puissance.

Ces rapprochements ne manquaient pas d'ingéniosité et il faut convenir que certaines imprudences, commises par des Allemands haut placés, autorisaient une accusation de néo-paganisme. Quand l'historien Max Lenz, par exemple, parlait dans son article sur le *Dieu allemand* (par où il entendait le Dieu chrétien) du « Walhalla du souvenir national », comment n'être point choqué par ce mélange de paganisme scandinave et de piété chrétienne? Les poètes du moyen-âge, en Italie et en France, étaient coutumiers de ces confusions. Dante n'évoquait-il pas le Christ en ces termes :

O sommo Giove per noi crocifisso !

Mais c'était là, pensait-on, une forme dépassée de la piété. Ne serait-elle pas en Prusse moins dépassée qu'on n'eût aimé le croire?

La main-mise de l'Allemagne sur le ciel provoqua chez les étrangers des protestations violentes. Et l'écho de ces protestations parvint jusqu'à ces théologiens qui avaient annexé la Providence. Ils n'en éprouvèrent aucun embarras et s'appliquèrent avec la pédanterie d'usage à justifier leur acte. Impossible de passer ici en revue tous les discours,

toutes les méditations, tous les sermons destinés à défendre contre les étrangers hostiles le culte de l'« ancien Dieu allemand ». Ces plaidoyers, du reste, se ressemblent tous. Que le panégyriste du Dieu national s'appelle M. Ernest Dryander, prédicateur de la Cour, ou M. Trœltsch, professeur de philosophie à l'Université de Berlin, les arguments sont à peu près identiques ; mais cette fois encore, c'est M. Deissmann qui a manifesté le plus courageusement sa pensée, au risque de choquer les non-Allemands. C'est lui, par conséquent, qui va nous éclairer sur cette conception rétrécie de la divinité, devenue la religion de tout un peuple.

M. Deissmann attaque le problème de front. L'idée d'un Dieu national, il le sait, passait, au moment où il étudiait la théologie, pour appartenir « à un stade inférieur de l'histoire religieuse ». Il se rappelle les « thèses pointues, pleines d'ironique supériorité » où tant de prédicateurs à leurs débuts disaient au Dieu national son fait ; mais, sous la pression des événements, le Dieu de l'Ancien Testament, le Dieu des armées, le Dieu du roi David et des Macchabées est redevenu pour le peuple allemand le seul symbole adéquat de ses aspirations religieuses. Que penser de ce phénomène ? Marque-t-il vraiment un abaissement de l'idée de Dieu ? M. Deissmann n'en croit rien. Jamais le

peuple allemand n'a vécu plus près de Dieu que pendant cette guerre.

« De même que l'individu, écrit M. Deissmann, prend son vol le plus sublime vers la communion divine quand il peut confesser : *Mon Dieu*, quand le concept théorique et mort (?) *Dieu* est devenu chair et sang, quand l'homme pieux se réunit à *son* Dieu, ainsi l'assemblée du peuple opère son ascension quand elle ne fait plus qu'un avec *son* Dieu. » On a voulu voir dans le Dieu national un danger pour l'humanité. Une telle crainte est absurde. Jamais, suivant M. Deissmann, les Allemands n'ont contesté aux autres peuples « la possession de leur Dieu » — les Allemands sont vraiment bien bons! Comme les autres peuples et malgré les apparences, les Allemands aspirent, eux aussi, à cette religion de l'humanité entière « où se fondront un jour toutes les nations et toutes les langues. » Le regain de faveur qui s'attache au Dieu allemand symbolise uniquement, encore une fois, « le renforcement héroïque de la religion, fruit de cette dure époque ». Les élans de cette sorte coïncidèrent toujours avec une recrudescence de la foi. La crise actuelle représente, elle aussi, dans la vie spirituelle du peuple allemand un point culminant, un apogée, pour ne pas dire une apothéose.

IV

Le clergé allemand, d'accord sur ce point avec l'élite entière de la nation, n'a cessé de croire aux bienfaits que tout le peuple allemand devait retirer de la crise : la guerre avait balayé les miasmes matérialistes dont le pays était empesté ; elle avait ranimé le mysticisme, qui est le fond de la nature allemande, dans les cœurs où il sommeillait. Par la « pitié », par la « moralité » qu'elle avait révélées chez le soldat allemand, elle avait fait à l'armée allemande une auréole. Un discours du théologien Adolphe Harnack, le célèbre historien des dogmes, contient un panégyrique démesuré de l'armée de Guillaume II, « cette admirable armée que l'étranger ne peut comprendre ». Les ennemis de l'Allemagne parlent du despotisme militaire qu'elle incarne et ne voient pas que « ces vertus qu'ils admirent chez les Allemands se montrent justement avec le plus de force dans notre armée ». Même note chez le pasteur Ernest Dryander. Il met en contraste l'impiété présumée du soldat français et la foi du soldat allemand. Celui-ci en est plus sûr de vaincre.

Le culte dont l'armée a été de tout temps l'objet en Allemagne a pris pendant la guerre les proportions d'un vrai fétichisme. La défendre contre ses

calomniateurs paraissait au clergé national le plus urgent des devoirs. Il s'en est brillamment acquitté. Instrument des vengeances célestes, le peuple allemand déchaîné ne pouvait accomplir que des carnages agréables au Seigneur. Les sermons qui, tous les dimanches ou bien à l'occasion d'anniversaires à commémorer et de victoires à célébrer, montaient des églises d'Allemagne vers le ciel, fourmillaient d'allusions politiques. Des polémiques, souvent destinées à la conversion des neutres, se déroulaient dans les journaux religieux, tellement la politique et la religion étaient devenues inséparables.

C'est ainsi que les lecteurs d'une feuille pieuse purent savourer un jour une apologie des événements de Belgique fondée sur un texte de l'Ancien Testament, les versets 19 à 23 du chapitre XI du Livre des Juges. Cette page de la Bible retrace le châtiment qui échut au peuple amorrhéen pour avoir, lui aussi, barré la route au Peuple Elu : « Israël envoya des députés à Sihon, roi des Amorrhéens, et Israël lui fit dire : Nous te prions de nous laisser passer par ton pays, jusqu'à ce que nous arrivions au nôtre. Mais Sihon, ne se fiant point à Israël pour le laisser passer par son pays, assembla tout son peuple et ils campèrent vers Jahats et ils combattirent contre Israël. Et l'Eter-

nel, le Dieu d'Israël, livra Sihon et tout son peuple entre les mains d'Israël, et Israël les défit et conquit tout le pays des Amorrhéens qui habitaient en ce pays-là. Ils conquirent donc tout le pays des Amorrhéens, depuis Arnon jusqu'à Jabbok, et depuis le désert jusqu'au Jourdain. C'est pourquoi l'Eternel, le Dieu d'Israël, a maintenant dépossédé les Amorrhéens de devant son peuple d'Israël. » L'analogie des situations, demandait le prédicateur, n'est-elle pas saisissante? Et Guillaume II n'avait-il pas le droit d'agir comme Israël à l'égard de ces Amorrhéens du XXe siècle, les misérables Belges, qui prétendaient empêcher le nouveau Peuple Elu d'accomplir ses destinées ?

Parmi les témoignages de naïf orgueil échappés au clergé allemand pendant la guerre, celui-là figure parmi les plus saisissants. Dans sa ferveur mystique, l'auteur de ce rapprochement regarde l'épisode amorrhéen de la Bible comme une absolution anticipée en faveur du gouvernement de Berlin. Il ne se demande pas si le peuple juif avait pris devant l'Eternel le solennel engagement de respecter la neutralité amorrhéenne. Et pourtant, tout est là ; mais les théologiens allemands professent à l'égard des chiffons de papier le même dédain que le chancelier impérial.

Ce n'est pas du reste à la seule armée allemande

qu'allait l'encens ecclésiastique. La prière du pharisien ne montait pas au ciel à seule fin de le remercier pour l'excellence militaire de l'Allemagne. C'est la supériorité allemande dans tous les domaines qui remplissait le clergé allemand d'une ivresse d'orgueil manifestée jusqu'à la satiété. Alors que, dans les autres pays, le clergé regardait comme son devoir d'inviter les fidèles à rentrer en eux-mêmes, à faire leur examen de conscience, à voir dans l'horrible catastrophe le salaire de leurs péchés, le clergé allemand donna des événements une interprétation toute différente. Qu'on nous comprenne bien, toutefois. Nous ne nions pas l'humilité et la contrition vraiment chrétiennes de quelques-uns d'entre ses membres ; mais ceux-là firent exception et la note dominante fut dans son ensemble tout autre. Négligeant l'Evangile, ses leçons d'humilité et ses invitations à la pénitence, les prédicateurs empruntaient le texte de leurs sermons à l'Ancien Testament animé d'un souffle plus guerrier et plus primitif.

Ou bien, s'ils s'avisaient de méditer sur quelque parole du Christ ou d'un de ses apôtres, ils la travestissaient de la façon la plus saugrenue pour la plus grande gloire du nom allemand. Le pasteur Kirmss de Berlin, prêchant sur ce texte de la première Epître aux Corinthiens : « Mais par la grâce

de Dieu je suis ce que je suis et sa grâce envers moi n'a pas été vaine », dépassa vraiment les bornes permises : « Jusqu'à présent, déclara-t-il, nous nous sommes beaucoup trop modestement effacés, nous autres Allemands, derrière les autres peuples. » Il faut que cela change, poursuivait-il : « Nous voulons montrer aux autres que nous sommes quelque chose ». Il disait bien, ce pasteur, avec l'apôtre : « Que nous sommes quelque chose par la grâce de Dieu » ; mais la grâce de Dieu, pour M. le pasteur Kirmss, n'était que la grâce du prussianisme : « La profondeur, déclarait-il, la richesse de la vie intérieure, la chaleur et la fidélité de l'esprit, la pensée, la poésie et le rêve que les autres considèrent tantôt avec une certaine pitié, tantôt avec une étrange crainte exempte de compréhension, la fidélité et la sincérité, la piété simple et intime, la chasteté et la pureté qui nourrissent la flamme du foyer familial, le respect devant l'idéal éternel de l'humanité, telle est la nature que le peuple allemand tient de la grâce de Dieu. » Si M. le pasteur Kirmss disait vrai, la perfection absolue serait déjà réalisée sur terre. Elle s'incarnerait dans le peuple allemand. Et ses prétentions à régner sur le reste du monde seraient assurément justifiées.

V

Certaines personnes, en France et en Belgique, ont cru pouvoir soutenir que la religion avait joué un rôle dans la Grande Guerre en ce sens que la destruction des monuments du culte catholique aurait été inspirée aux troupes allemandes par le fanatisme protestant ; mais, tout d'abord, il ne faut pas oublier que, sur trois soldats allemands, il y a un catholique. Et puis les troupes bavaroises et wurtembergeoises se sont montrées aussi acharnées contre les cathédrales que les troupes prussiennes. Que les soldats prussiens aient pris un plaisir spécial à souiller les sanctuaires catholiques de Belgique et de France, certains carnets de route, trouvés sur des prisonniers et des morts, tendraient à le faire croire, mais les soldats de l'Allemagne catholique ne sont pas restés en arrière et l'on n'a pas connaissance qu'une église protestante, dans la partie envahie du territoire français, ait été épargnée parce qu'elle était protestante.

Les haines religieuses se sont manifestées avec force chez les Allemands pendant la guerre, mais — fait à noter — surtout parmi les civils et dans les cercles cultivés. Nous n'avons eu sous les yeux aucun ordre du jour aux armées, aucune procla-

mation aux troupes où la question religieuse fût soulevée et où des antagonismes confessionnels fussent exploités contre l'ennemi. On oublie trop volontiers, à l'étranger, quand on parle de l'Allemagne, la proportion élevée de sa population catholique, l'influence du Centre et la sympathie de Guillaume II pour ce parti[1].

Le gouvernement et l'Etat-major général eussent commis une grave imprudence en imprimant à la guerre une apparence, si légère fût-elle, de guerre religieuse. Ils s'en sont bien gardés. Grâce à quoi l'unité morale de l'armée allemande a été sauvegardée comme celle du peuple. On peut en être sûr, encore une fois : les artilleurs catholiques n'ont pas tiré d'un cœur moins satisfait sur Reims ou Louvain que les artilleurs protestants. Et, parmi les bourreaux des prêtres belges, ceux qui confessaient la religion romaine n'ont pas sévi moins cruellement que les autres.

[1] Guillaume II n'a jamais eu que des prévenances pour les catholiques de son empire. Les témoignages qui tendraient à prouver le contraire sont apocryphes ou suspects. Il aurait écrit un jour à la landgrave de Hesse, qui venait de se convertir au catholicisme : « Je hais cette religion que tu as embrassée... Tu accèdes à cette superstition romaine dont je considère la destruction comme le but de ma vie. » Mais cette lettre est plus que probablement un faux. La conduite de Guillaume II, comme souverain, est en contradiction flagrante, en tout cas, avec la haine que cette lettre lui prête à l'égard de la religion romaine.

Ce qu'on peut reprocher avec raison à la Prusse protestante, c'est d'avoir donné l'exemple de l'orgueil satanique dans le domaine religieux comme dans les autres, c'est d'avoir empoisonné spirituellement tous les pays germains. La Réforme va de pair, du moins d'après ses théoriciens français, avec la tolérance, le libre examen, la démocratie. Ses adversaires français l'ont même souvent accusée de favoriser, plus que de raison, l'individualisme et par là d'affaiblir l'Etat. Le protestantisme, d'après certains pamphlétaires du catholicisme français, serait libéral et républicain par définition [1]. Il suffit de jeter un coup d'œil sur le développement parallèle et harmonieux en Prusse de l'idéal religieux et de l'idéal politique pour se convaincre de la fragilité de cette thèse. Réforme et absolutisme font en Prusse et dans l'Allemagne entière le meilleur ménage du monde. Si le libéralisme comptait en Allemagne, avant la guerre, de sincères partisans, c'était surtout dans le sud du pays, par conséquent dans la région catholique.

[1] Waldeck-Rousseau a dit au pasteur de Saint-Etienne, le 12 janvier 1902 : « Il existe une entente naturelle entre le régime républicain et le culte protestant, car l'un et l'autre reposent sur le libre examen. » M. Charles Maurras fait grand état de ce propos, qui lui paraît une révélation précieuse ; mais le discours de Waldeck-Rousseau eût fait hausser les épaules au bon protestant Henri de Treitschke et à tous les Allemands de son école.

Mais le triomphe du prussianisme avait profondément agi sur le catholicisme allemand. Les succès politiques de la fraction parlementaire du Centre l'avaient rapproché peu à peu de Berlin en même temps qu'ils l'avaient éloigné de Rome. Le prestige prussien avait tué les plus nobles sentiments dont le catholicisme allemand avait donné longtemps le spectacle. Un Ketteler, un Windthorst, un Malinkrodt feraient tache aujourd'hui dans le clergé et au Parlement. Le Centre catholique rivalise de zèle pangermaniste avec les autres partis. Et le clergé catholique, haut ou bas, n'est certes pas resté en arrière de l'autre pendant la guerre. Nous avons puisé nos principaux témoignages d'orgueil théologique chez les membres du clergé protestant, parce qu'il représente la majorité de la nation ; mais qu'on ne s'avise point de croire que les prêtres catholiques ont récité la prière du pharisien avec moins de ferveur que les pasteurs protestants. Dans leurs litanies à l'ancien Dieu allemand, ils rivalisaient entre eux de haine et d'emportement..

Qu'on se rappelle aussi le cri du cœur du député Erzberger, chef du Centre : « Pas de sentimentalité ! » ; qu'on se rappelle les intrigues du même politicien à Rome, son rôle odieux à l'égard de la catholique Belgique. Témoignages plus pro-

bants encore : qu'on se rappelle ce père jésuite allemand, déclarant au nom de la province d'Allemagne « que la parole de Guillaume II ne pouvait être discutée », étendant ainsi à l'empereur le dogme de l'infaillibité. Qu'on n'oublie pas non plus l'archevêque de Munich approuvant en public les entraves mises à l'activité religieuse du cardinal Mercier et l'archevêque de Cologne spécifiant que l'armée allemande combattait « pour les trésors sacrés du christianisme et de son bienfait : la *Kultur.* »

En fait, les desservants des trois religions qui se partagent l'Allemagne, catholiques, protestants et juifs — ces derniers si portés dans les périodes de paix à l'internationalisme — ont formé depuis la guerre un bloc compact. Catholicisme, protestantisme et judaïsme se rapprochèrent par l'esprit pour ne plus former qu'une hérésie unique, nationaliste et chauvine. Cette tendance à confondre la cause de Dieu et celle du peuple allemand, si vivace en tout temps, nous l'avons vu, au sein de la race germanique, triompha bruyamment des religions plus universelles qui paraissaient généralement admises. La croyance à « l'ancien Dieu allemand » interdisait à tous les autres peuples le bénéfice de la grâce divine. Le « Dieu russe », le « Dieu anglais » étaient traînés aux gémonies par les prêtres

de la maison d'en face comme des divinités inférieures que le Dieu allemand saurait bien faire rentrer sous terre. Le Dieu anglais fut le plus mal loti. On donna à entendre aux Anglais que la piété britannique n'avait jamais été qu'hypocrisie pure, que le piétisme anglais avait toujours masqué les passions les plus basses : égoïsme, perfidie, amour du lucre.

La Grande-Bretagne a couvert de missions chrétiennes le monde entier ; mais son zéle missionnaire arrachait des flots d'invectives aux évangélistes allemands quand ils se réunissaient pendant la guerre. Dans ce genre oratoire, M. Ernest Dryander se distingua par des propos d'un christianisme particulièrement douteux. L'intervention de la Grande-Bretagne dans la guerre portait un grave préjudice à ces missions allemandes outre-mer qui, comme toutes les missions, servaient aussi des intérêts politiques. C'est avec une fureur très peu chrétienne que M. Ernest Dryander maudit un jour ce qu'il faut bien appeler la concurrence missionnaire de la Grande-Bretagne, l'ennemie la plus acharnée de l'Allemagne, « celle qui sort vraiment de l'abîme [1]. »

Les protestants de France n'étaient guère mieux

[1] *Evangelische Reden in schwerer Zeit.* Sermon de Noël 1914.

traités. Un pasteur de Nîmes, le vénérable M. Babut, avait adressé dès le 4 août 1914 à son confrère, M. Ernest Dryander, prédicateur de la cour à Berlin, une lettre où il proposait aux chrétiens des deux pays de s'employer à adoucir les rigueurs de la guerre. A cette requête formulée, quoi qu'on puisse penser de son opportunité, dans un esprit vraiment évangélique, M. Dryander opposa une fin de non recevoir absolue : « Nous sommes convaincus, déclara-t-il, que de notre côté.... on combat avec une maîtrise de soi, une conscience et une douceur dont l'histoire universelle n'offre peut-être pas d'exemple jusqu'ici. » La lettre tout entière est conçue dans cette note arrogante et orgueilleuse. Citons encore, comme échantillon de prose édifiante, le passage relatif à la félonie belge : « Si l'Angleterre, écrivait M. Dryander, allègue hypocritement la violation brutale de la neutralité belge, la réponse à ce prétexte cousu de fil blanc va de soi : quand on lutte pour sa vie on ne se demande pas si l'on enfonce dans le combat la porte de son voisin. »

Que penser d'un ecclésiastique chrétien, d'un prédicateur de la cour de Prusse assez dépourvu de sens moral pour parler en ces termes du plus grand crime des temps modernes? De tels propos sont révoltants sous des plumes laïques. Ils sont abjects

quand ils se présentent avec une estampille ecclésiastique et tout le prestige qui s'attache à la religion. L'histoire sera sévère pour ces pasteurs et ces prêtres allemands qui ont sacrifié par colère et plus encore par orgueil à la funèbre idole du dieu national les vertus de charité si péniblement acquises au cours de l'évolution chrétienne, tout ce qui faisait la parure de la paix, tout ce qui formait la chevalerie de la guerre. Plus encore que la colère, l'orgueil est mauvais conseiller. Alors que le rôle du clergé allemand eût été de s'opposer à la frénésie générale, prètres, pasteurs, rabbins ont pris peine à l'entretenir. Une tache indélébile en a rejailli sur la corporation tout entière.

CHAPITRE VII

L'orgueil politique.

Le mouvement pangermaniste.

Le pangermanisme, forme politique de l'orgueil allemand. — Du teutonisme au pangermanisme. — Origines du pangermanisme. ses rapides succès. — La propagande pangermaniste. — Guillaume II commence par lutter contre le flot. — Il finit par céder au courant général, — Les *Schwarzseher*. — Le Maroc, les pangermanistes et le gouvernement. — La peur de ne point paraître assez patriote. — Un livre à succès : *L'Idée allemande dans le monde*, par M. Paul Rohrbach. — Qualités et défauts des Allemands d'après ce théoricien pangermaniste. — Insuffisance de l'école. — Mollesse des bourgeois. — La haine envers l'Angleterre. — La social-démocratie gagnée par le pangermanisme. — Karl Marx et son pseudo-cosmopolitisme. — Bebel et Jaurès aux antipodes. — Le pangermanisme colonial. — Les idées de M. Frenssen. — M. Karl Peters et sa théorie de la bestialité nègre. — Le nègre « *brutales Vieh* ». — Comparaison de cette doctrine d'orgueil avec l'idéal vraiment chrétien de Livingstone.

Les manifestations plus spécialement politiques de l'orgueil allemand sont les plus nombreuses... et les plus insupportables. C'est aussi bien dans ce domaine, le domaine politique, que la mégalomanie germaine a revêtu les formes les plus aigües. Si l'Europe de la fin du XIXe siècle et du commencement du XXe n'avait pas ressemblé à ces pires sourds, ceux qui ne veulent rien entendre,

elle n'aurait pas manqué de prendre ombrage de tant de folles ambitions follement exprimées et ne se serait pas laissé prendre au dépourvu par l'agression de 1914.

Mais l'excès des ambitions et des menaces allemandes empêchait précisément qu'on les prît au sérieux. Il semblait impossible aux peuples assagis du reste de l'Europe que ce rêve d'hégémonie fût autre chose qu'une sorte de maladie de croissance appelée à s'atténuer très vite et à disparaître. Ces espérances de l'Europe étaient chimériques. L'état pathologique créé par l'orgueil politique allemand, donnons-lui son nom usuel : le pangermanisme, finit au contraire par contaminer la nation entière. Et quand l'Europe comprit l'étendue du désastre, il était trop tard pour y remédier.

Il s'en faut, d'ailleurs, que la guerre ait mis fin à la crise mégalomane. Elle sévit depuis le début des hostilités avec une violence redoublée. Le pangermanisme est aujourd'hui plus que jamais la mentalité prédominante au sein du peuple allemand.

I

Le pangermanisme, sous sa forme actuelle, est un mouvement complexe par ses causes et par son origine, mais facilement saisissable dans ses effets. Il procède de Bismarck en ce qu'il affirme la puissance allemande contre Guillaume II, jugé trop faible; mais, tout en renouant avec le bismarckisme, le pangermanisme le dépasse.

Bismarck était l'homme de l'hégémonie allemande, mais sur le continent. Bismarck avait l'esprit européen. Il ne « pensait point par continents », comme on l'a dit de Cecil Rhodes. Il ne croyait guère aux colonies. Il mit longtemps en tout cas à y croire et ne rêvait certes pas pour son pays d'une puissance « mondiale ». C'est à réaliser l'idéal nouveau d'hégémonie « mondiale » avec l'ancienne énergie bismarckienne et contre l'apathie des pouvoirs publics que vise le pangermanisme.

Le pangermanisme actuel ne doit pas être confondu avec le teutonisme d'il y a un siècle. Tous deux sont à base d'orgueil national, mais les manifestations de cet orgueil sont différentes, parfois même contradictoires. *Weltmacht*, *Weltpolitik*, ces mots ne disaient rien aux chauvins parvenus à l'âge d'homme quand éclata la guerre

de 1870. Les représentants au Reichstag de cette Allemagne-là ne se lassaient pas de protester contre les tendances nouvelles. Ils les jugeaient extravagantes et dangereuses. C'est seulement avec la disparition progressive de ces esprits arriérés que le pangermanisme a pu percer, progresser et triompher.

Son vrai début remonte à 1890, soit au lendemain des négociations anglo-allemandes qui livrèrent à l'Allemagne l'île d'Helgoland en échange de territoires africains cédés à la Grande-Bretagne. Le groupe colonial allemand dénonça dans ce marché, qui pourtant n'était pas mauvais, (Helgoland a rendu pendant cette guerre de précieux services à la flotte allemande) une véritable trahison du gouvernement, un crime contre la patrie. L'Allemagne ne pouvait se passer de colonies, surtout en Afrique. Livrer une parcelle, si minime fût-elle, du bien colonial allemand, c'était décourager les colons et affaiblir l'élan colonial, déjà insuffisant. Une véritable levée de boucliers contre les « sphères dirigeantes » marqua les derniers mois de l'an 1890. L'indigation grandit encore les années suivantes. Un premier embryon de ligue protestataire avait vu le jour en 1891. Cette ligue devint en 1894 l'*Alldeutscher Verband*, la *Ligue pangermaniste*. Depuis une vingtaine d'années, elle a toujours

réussi à imposer sa volonté. Quatrième pouvoir au sein de l'empire allemand, elle était devenue le plus puissant.

L'*Alldeutscher Verband* publie une revue hebdomadaire, les *Alldeutsche Blätter*, véritable monument d'insanité collective ; mais rien n'est contagieux comme la folie ; aussi la démence pangermaniste a-t-elle gagné presque toute la presse. Il n'est pas de journal allemand, si modéré qu'il se croie, qui n'ait sacrifié par moments au pangermanisme.

Cette doctrine n'est pas le monopole d'un parti. Et c'est la grande habileté de ses chefs d'avoir su maintenir le pangermanisme au-dessus et en dehors de tous les groupes politiques. Grâce à cette précaution, il a recruté des adeptes dans toutes les classes de la nation, même parmi les moins portées à l'impérialisme. On ne saurait trop le répéter : le pangermanisme n'est qu'un état d'âme, mais un état d'âme qui n'a cessé de se répandre et de gagner en Allemagne depuis vingt ans. Le pangermanisme traduisait, comme le socialisme, un mécontentement spécial, celui de toute une catégorie de la population grisée par les victoires du siècle dernier et à qui ces victoires n'avaient pas rapporté tout ce qu'elle espérait. Bismarck avait assuré à son pays une large mois-

son d'honneur et de profits matériels; mais, depuis sa chute, l'empire se débattait dans un marasme croissant. Rien n'allait plus. Les ennemis traditionnels relevaient la tête. Les rivaux luttaient non sans succès. Avec son programme de paix à tout prix, l'empereur et le gouvernement qu'il inspirait menaient l'empire à sa perte.

Depuis dix ans, et à quelques exceptions près, on ne pouvait ouvrir un journal allemand sans y rencontrer ces doléances rabâchées jusqu'à la nausée. Elles remplissaient la *Tägliche Rundschau*, la *Deutsche Tageszeitung*, la *Rheinisch-Westphälische Zeitung*, le semi-officieux *Berliner Lokal Anzeiger* et le « journal de l'impératrice », le pieux *Reichsbote*, les *Münchner Neuesten Nachrichten*, l'organe officieux du gouvernement bavarois, les *Leipziger Neuesten Nachrichten*, le *Schwäbischer Merkur*, journal officieux du Wurtemberg, la *Strassburger Post* et bien d'autres encore. L'orgueil pangermaniste avait même fini par s'infiltrer jusque dans la *Kölnische Zeitung*, organe semi-officieux du gouvernement berlinois, l'un des journaux les plus amplement renseignés du monde, et dans la *Germania*, le grand journal du Centre catholique.

La rubrique *Politique étrangère* des principales revues s'était aussi ouverte au flot montant du nationalisme et de l'impérialisme. Le pangerma-

nisme ampoulé, hargneux et frondeur du Juif Witkowski, plus connu sous son pseudonyme de Maximilien Harden, avait assuré à son recueil hebdomadaire, *Die Zukunft*, une clientèle énorme. Dans un pays où la presse jouit d'une considération médiocre, la *Zukunft* dispose d'une grande influence. Elle a mené des campagnes retentissantes, toujours en faveur du pangermanisme. Quand elle dévoila naguère les turpitudes d'illustres gentilshommes, familiers de l'empereur, la presse étrangère crut au zèle moralisateur de Maximilien Harden et encouragea sa campagne par une large publicité. En réalité, Maximilien Harden et sa clique n'en voulaient au prince Philippe d'Eulenburg qu'en raison de ses sentiments francophiles et parce qu'il avait préconisé la modération pendant l'affaire marocaine. La *Zukunft* ne pouvait laisser impuni un tel forfait.

La propagande pangermaniste ne s'exerçait pas seulement par la presse, mais par de nombreuses sociétés et ligues, toutes plus ou moins tributaires de l'*Alldeutscher Verband* et luttant dans le même sens. Impossible de les énumérer toutes. Contentons-nous de nommer le *Deutscher Sprachverein*, la *Deutsche Kolonial-Gesellschaft*, le *Deutscher Flottenverein* et son pendant pour l'armée de terre, le *Deutscher Wehrverein*. Le nom de toutes ces ligues

désigne le but qu'elles se proposent. Voici maintenant le *Deutschbund,* pangermaniste et antisémite, la *Société Odin* dont le pangermanisme s'aggrave d'anti-catholicisme, le *Deutscher Ostmarkenverein* fondé en 1894 pour faire pièce à l'élément polonais dans les Marches de l'Est, le *Deutscher Verein für das nördliche Schleswig* qui joue le même rôle à l'égard de la population danoise dans la partie du *Jutland méridional* conquise par la Prusse.

Enfin, une ample littérature, incessamment accrue, contribuait avant la guerre à familiariser les masses avec l'impérialisme tentaculaire et provocateur. La première publication pangermaniste est une brochure de seize pages, écrite en 1897 par le premier président de l'*Alldeutscher Verband,* M. E. Hasse, professeur à Leipzig et membre du Reichstag. Depuis lors, les auteurs impérialistes sont devenus plus prolixes. C'est à peine si de très gros livres leur suffisent aujourd'hui à exprimer leur pensée. Ces livres ont obtenu parfois un immense succès. M. Reimer, avec son volume intitulé *Ein pangermanisches Deutschland,* où il attribue à l'Allemagne la tâche de « civiliser » la France, l'Espagne et l'Amérique du Sud ; M. Daniel Frymann, avec son pamphlet *Wenn ich der Kaiser wäre,* M. Rohrbach, avec son livre qui nous occu-

pera tantôt, *Der deutsche Gedanke in der Welt*, ont touché des droits d'auteurs de romanciers et conquis par dessus le marché le renom de vaillants patriotes.

On s'imagine difficilement une littérature plus répugnante et spéculant davantage, sous prétexte d'idéalisme, sur les basses passions de l'homme politique. Tous les efforts du pangermanisme tendent à démontrer que l'Allemagne est lésée, qu'elle n'a pas dans le monde la place à laquelle ses vertus lui donnent droit. Un mot d'ordre, livré naguère au *Deutschtum* par le poète Moritz Arndt, attribue à l'empire allemand « tous les pays où l'on parle la langue allemande ». Cet idéal n'est pas encore réalisé. Et c'est de quoi le pangermanisme demeure inconsolable. Il y a des hommes qui parlent allemand et qui sont Russes, Autrichiens ou Suisses. Alors que 82,76 pour cent des mortels parlant la langue française appartiennent à la France, 67,25 pour cent seulement des êtres humains parlant la langue allemande sont rattachés à l'empire. Quelle anomalie et quelle honte ! Que de frères allemands à « racheter » au plus vite ! Les pamphlétaires pangermanistes excellent à tirer parti de ces théories ethniques, monuments d'absurdité, auxquelles nous avons consacré un chapitre spécial. Des cartes, élaborées dans leur officines — citons les

atlas de M. Paul Langhaus, édités à Gotha — attribuent à l'empire allemand, sous prétexte de parenté ethnique, de vastes portions des pays voisins. C'est ainsi que les pangermanistes déclarent — et ont réussi à faire croire à un grand nombre de leurs compatriotes — que tout l'Est de la France aspire à « redevenir allemand ». Il leur arrive, à la vérité, de louer les Anglais ou les Français, mais ces louanges sont, sous leur plume, des malices cousues de fil blanc. L'auteur de *Wenn ich der Kaiser wäre* écrit : « L'exemple d'esprit de sacrifice patriotique donné au monde par la France depuis plus de quarante ans n'a pas son égal dans l'histoire et mérite notre plus haute estime. » Mais qui ne voit où tend cet éloge?

Il vise simplement à faire honte aux Allemands de leur parcimonie et à leur inculquer cette idée qu'il faut surpasser les Français dans le domaine des sacrifices patriotiques, comme dans les autres. Le même auteur, dans le même livre, expose en ces termes le dessein du pangermanisme vainqueur à l'égard de la France vaincue : « Le peuple allemand victorieux pourra exiger que les menaces provenant de la France finissent enfin et pour toujours. Il faudra donc écraser la France. Nous exigerons en outre qu'on nous cède autant de territoires français qu'il nous en faudra pour être à

jamais en sûreté. Ces territoires seront évacués de tous leurs habitants. Enfin nous prendrons, parmi les colonies françaises, ce qui conviendra le mieux aux besoins de l'Allemagne. »

Les étrangers, avant la guerre, ignoraient ces violences ou se contentaient d'en sourire. Ils avaient tort. Elles préparaient doucement la catastrophe. Ainsi, il y a cent cinquante ans, la France et l'Europe s'amusaient déjà d'une poignée de folliculaires, dont les ingénieux libelles développaient de piquantes billevesées. Ces beaux esprits ne soutenaient-ils pas que les hommes naissent libres? Les plus audacieux n'allaient-ils pas jusqu'à prétendre qu'ils naissent égaux? Ah! les divertissantes fredaines!

Elles cessèrent de divertir lorsqu'une poignée de violents s'avisa de les appliquer et livra les têtes des rieurs à la guillotine. Le même accident s'est produit avec le pangermanisme. Il aura prêté à rire aux étrangers jusqu'au jour où il fit couler des larmes et du sang.

Pourtant, quels édifiants témoignages d'orgueil allemand n'avaient pas dû enregistrer ceux-là même qui contestaient le plus volontiers leur importance! Quelle sincérité dans la confession du critique Alfred Kerr à M. Georges Bourdon[1]!

[1] *L'énigme allemande.*

M. Kerr se défend d'être *impérialiste* : il ne fait pas de politique, la littérature seule l'intéresse ; mais il n'hésitait pas, avant la guerre, à dire au journaliste français : « La perspective d'une nouvelle campagne ne rebute personne. On s'en entretient sans émoi, on en suppute le profit : l'anéantissement de la France, une indemnité de guerre de vingt-cinq milliards, car on se rappelle que la dernière fois vous avez vraiment payé trop facilement.... Vous êtes riches, on convoite vos biens. La paix du monde ? Pour l'Allemagne, c'est de posséder des colonies. Les vôtres sont belles. »

Si cette question du traitement à faire subir à la France, après un écrasement dont nul Allemand ne doutait, avait pu être soumise à un plébiscite, la bourgeoisie libérale aurait probablement voté le programme Alfred Kerr. Et les conservateurs, il va sans dire, auraient fait de même, dans leur grande majorité. Phénomène curieux, c'est peut-être parmi les chefs les plus élevés en grade, c'est peut-être parmi les collaborateurs immédiats de l'empereur que le pangermanisme a rencontré ses plus sérieux adversaires. Il ne faut pas exagérer la résistance opposée par Guillaume II à l'irrésistible marée, mais il convient de la marquer. L'empereur empêcha longtemps la doctrine pangermaniste de développer ses conséquences

logiques : la guerre avec l'Europe entière. Il ne céda que devant le chantage éhonté des énergumènes du patriotisme.

L'histoire retracera un jour, avec plus de minutie qu'il n'est aujourd'hui possible, l'action des belliqueux et des pacifiques sur la politique personnelle de Guillaume II. Il se serait contenté d'une Allemagne puissante par son armée et sa flotte, riche par sòn commerce et son industrie, glorieuse par le rayonnement de sa science. Il ne cherchait pas à tout prix les conquêtes territoriales. Mais, dès sa création, la *Ligue pangermaniste* dénonça ce qu'il y avait, d'après elle, d'étriqué et d'insuffisant dans les principes de l'empereur. Qui n'avance pas recule, disait-elle. La politique étrangère de Guillaume II était trop timide, trop respectueuse des droits d'autrui. Le droit ne réside-t-il pas dans la force ? A quoi servait aux Allemands de posséder la force sinon pour s'assurer des droits un peu partout?

La première affaire qui mit en présence la volonté contradictoire de l'empereur et des pangermanistes fut en 1898 l'affaire des Carolines[1]. Devant

[1] On trouvera un exposé très complet des rapports de Guillaume II avec les pangermanistes dans le livre déjà cité de M. Paul Vergnet : *La France en danger* et dans un excellent article de M. Paul-Albert Helmer sur *Guillaume II et les pangermanistes* (*Revue de Paris* du 15 avril 1913).

la paresse du gouvernement à obéir aux sommations de l'*Alldeutschtum*, le président de la Ligue, qui était le professeur Hasse, publia un *Appel à l'opinion publique* où l'empereur se voyait, pour la première fois, personnellement mis en cause : « Les hommes d'Etat, déclarait le porte-parole des pangermanistes, attendent l'initiative de l'empereur et cependant l'attention de l'empereur est distraite des événements qui se passent en Afrique et en Asie. On voit que le gouvernement se tait, se tait toujours, et refuse ainsi au peuple allemand, qui pourtant est majeur, la confiance que d'autres gouvernements accordent généralement à leurs peuples. Mais en même temps la confiance des populations patriotes et monarchistes s'évanouit d'une façon effroyable. » Ainsi pris à partie, Guillaume II céda. Le 12 février 1899, l'Allemagne achetait pour 16 750 000 marks les îles Caroline, Marianne et Palaos.

La même année 1899 vit un autre succès des pangermanistes. Les ordonnances Badeni en Autriche avaient accordé en 1897 aux Tchèques certaines prérogatives linguistiques qu'ils réclamaient depuis longtemps. La langue tchèque avait été enfin officiellement reconnue. Il en résultait pour la langue et l'influence allemandes en Bohême un dommage que la *Ligue pangermaniste* résolut de

venger. Elle mena une campagne furibonde contre la puissance alliée, cette Autriche qui vendait le germanisme aux Slaves. Tout d'abord, le gouvernement de Berlin prit ombrage de cette croisade. Il tenta de la faire cesser, mais sans succès. Sur quoi, il épousa la querelle des pangermanistes et fit chorus avec eux contre Vienne. Guillaume II s'abstint en 1898 de rendre à l'empereur François-Joseph sa visite annuelle. Le résultat de cette abstention ne se fit pas attendre. Le 17 octobre 1899, le comte Thun démissionnait et son successeur abrogeait les ordonnances qui avaient eu le tort de faire cesser une injustice.

Guillaume II était favorable à la « politique mondiale » réclamée par les pangermanistes, mais il eût voulu voir les ambitions de son peuple rester en deçà des risques de guerre. Les pangermanistes l'entraînèrent au-delà.

Dans son livre *Wenn ich der Kaiser wäre,* M. Daniel Frymann menaçait l'empereur de la révolution au dedans s'il refusait de suivre le pangermanisme dans sa politique périlleuse au dehors. Crainte pour crainte, les souverains risquent plus volontiers la guerre étrangère que la guerrre civile. Ainsi fit Guillaume II. Il pouvait bien, dans un accès d'humeur, maudire les pangermanistes. On se rappelle son discours contre les pessimistes, les

Schwarzseher, où se marquait un si prodigieux agacement à l'égard du parti insatiable qui le tenait en tutelle : il n'en finissait pas moins par accomplir toujours la sacro-sainte volonté de ce parti.

Les relations du gouvernement et de la Ligue pendant le conflit marocain montrent mieux que tout le reste la puissance de l'*Alldeutschtum*. C'est la *Ligue pangermaniste* qui aiguilla tout d'abord l'Allemagne vers le Maroc. En 1904, les *Alldeutsche Blætter* célèbrent le Maroc dans toutes leurs livraisons. Des brochures sorties de la même officine faisaient résonner la même cloche et marquaient la part de l'empire chérifien qui devait échoir à l'Allemagne. Guillaume II et ses ministres commencèrent, à leur ordinaire, par faire la sourde oreille. Au Reichstag, le prince de Bülow déclarait que l'Allemagne ne tirerait pas l'épée pour le Maroc. Mais, sans se décourager, la Ligue s'obstinait à célébrer ce territoire africain et à en réclamer une portion.

Tant et si bien qu'au moment culminant des embarras russes en Mandchourie, le gouvernement de Berlin, cédant à la pression des chauvins, décida d'intervenir en Afrique. Le coup d'Agadir fut concerté d'accord avec les pangermanistes. Cette collaboration fraternelle ne cessa qu'au moment des négociations qui donnèrent à

l'Allemagne une partie du Congo. Alors, la Ligue voua au mépris public le gouvernement assez peu conscient de la dignité allemande pour ratifier un si mauvais marché. On sait à quel point le déplaisir des ligueurs était partagé dans le voisinage du trône. Le prince héritier — cet exemplaire achevé d'orgueil pangermaniste — se chargea de témoigner en plein Reichstag la déception de l'*Alldeutschtum.*

A regarder, toutefois, les choses d'un peu plus près, la malveillance des pangermanistes envers l'empereur ne se justifie pas. Jamais la formule: *Je suis leur chef, il faut que je les suive* ne s'est mieux vérifiée que dans leurs rapports mutuels. Le gouvernement de Berlin reniait face à l'Europe les ligueurs compromettants : ils n'en déterminaient pas moins la politique allemande. Depuis les fameuses journées de novembre 1908, leur contrôle était devenu une véritable main-mise. La presse pangermaniste n'avait pas été la dernière, au lendemain de l'article du *Daily Telegraph*, à marquer sa défiance à l'empereur. Diminuer l'empereur, n'était-ce pas grandir le pangermanisme? Depuis lors, Guillaume II l'a subi sans presque se défendre. Dans l'atmosphère de chauvinisme surchauffé où vivait l'Allemagne, il n'était plus guère possible de lui résister. Guillaume II et ses ministres em-

boîtèrent le pas à la Ligue et se laissèrent conduire par elle jusqu'à la guerre.

On a dit les parlementaires français dominés par cette crainte : « la peur de ne point paraître assez avancés. » Le gouvernement de Berlin souffrait, lui aussi, d'un mal non moins grave déchaîné par l'*Alldeutschtum* : « la peur de ne point paraître assez patriote. »

II

Il semblerait que le pangermanisme, conscient de sa puissance, dût être satisfait de son œuvre et qu'il eût de bonnes raisons d'envisager l'avenir avec confiance ; mais le pessimisme, la *Schwarzseherei*, était l'état d'esprit chronique des membres de la secte. Leur orgueil national était si grand, leur ambition tellement immense que tous les résultats déjà acquis leur paraissaient nuls en regard de ce qui restait à faire. Tous les pamphlets pangermanistes sont des jérémiades. Tous gémissent sur le contraste existant entre le rôle que l'Allemagne devrait jouer et celui que ses ennemis permettent qu'elle joue. Qu'est-ce que l'Allemagne ? — Rien ! — Que devrait-elle être ? — Tout !...

Feuilletons un des libelles pangermanistes les plus récents et dont le succès a été le plus vif : l'*Idée allemande dans le monde* par M. Paul Rohr-

bach, fonctionnaire au ministère allemand des colonies[1]. Par le fiel dont il déborde, la vanité qu'il respire, la morgue qu'il exhale, ce pamphlet est bien significatif de la littérature de l'*Alldeutschtum*. M. Rohrbach passe en revue ces mérites et ces vertus qui font du peuple allemand un peuple à part. En premier lieu, l'Allemand est prolifique, prolifique au-delà de toute expression et M. Rohrbach n'hésite pas à voir dans ce trait national un de ses titres les plus solides à l'admiration universelle. L'Allemand possède en outre plus que tous les autres hommes le sentiment du devoir. Il est le plus laborieux des employés, le plus consciencieux des ouvriers. Par la quantité et la qualité, le travail allemand est le premier travail du monde. Si l'Allemagne est devenue si prospère, ce n'est que justice.

Merveilleusement servi par ses dons naturels et acquis, le peuple allemand devrait exercer sa primauté sur le monde. Et certes, il va de l'avant avec une violence irrésistible. M. Rohrbach compare à plusieurs reprises cette violence — tant l'image lui tient à cœur — à « une force de la nature ». Le *Deutschtum* est à ses yeux quelque chose comme

[1] *Der Deutsche Gedanke in der Welt*. Düsseldorf et Leipzig. (*Copyright 1912*.)

un météore bienfaisant, comme un cataclysme béni qui peu à peu changera la face de la terre habitée; mais quels obstacles l'assainissement du monde par le germanisme ne rencontre-t-il pas sur sa route!

Ces obstacles sont de deux sortes. Les uns tiennent au caractère du peuple allemand. Les autres dérivent de la malice de ses adversaires.

Parmi les premiers, le principal est « le manque d'esprit de sacrifice au service de l'idée nationale ». Tel est le sentiment de M. Rohrbach; mais ne perdrait-on pas son temps à démontrer contre lui le mal-fondé de ce reproche? Il est simplement absurde. S'il est un peuple où l'ambition des chefs a gagné la masse, où le sens de la tradition nationale, l'amour du patrimoine légué par les ancêtres et la notion de la solidarité qui relie entre elles les générations sont devenus le lot commun, ce peuple est le peuple allemand. Il faut le reconnaître sous peine de lui faire un tort gratuit. Loin de déserter les autels où se célèbre le culte de la patrie, l'Allemand de toutes les provinces, à quelque groupe politique qu'il appartienne, les honore pieusement. Preuve en soient ces innombrables associations chauvines jaillies du sol à l'appel de la *Ligue pangermaniste*. Auraient-elles réuni tant d'adhé-

rents, se réjouiraient-elles de ces finances prospères si elles n'avaient pas répondu à un besoin national ?

Mais le but où visait le pangermanisme exigeait la tactique adoptée par M. Rohrbach et ses amis. Pour obtenir davantage, on niait les résultats déjà obtenus. Le peuple allemand, disait-on, est méprisé, honni, haï par la faute des Allemands, trop insouciants de la grandeur de leur peuple. Alors qu'un Anglais croit incarner l'empire britannique, alors que ses propos et ses gestes à l'étranger attestent toujours la conscience qu'il a d'appartenir à une grande nation, l'Allemand se désintéresse trop volontiers des succès de sa patrie. Il ignore tout de la politique extérieure de son pays et laisse les diplomates et les gouvernants — souvent aussi médiocres patriotes que lui-même — diriger la chose publique et la diriger mal. Aussi l'Allemagne manque-t-elle d'une politique étrangère digne de ce nom. Supérieure à toutes ses rivales, disait M. Rohrbach, elle se laisse damer le pion partout. Son commerce extérieur s'accroît sans cesse, mais le bel avantage pour l'Allemagne si elle n'inculque pas son esprit avec ses produits ! L'impérialisme de l'idée — c'est la thèse de M. Rohrbach — doit s'insinuer à la faveur des exportations croissantes. Et cet impé-

rialisme de l'idée, le *weltpolitischer Geist,* c'est précisément ce qui manque à l'Allemagne.

L'insuffisance de l'éducation nationale commence, d'après le pangermanisme, avec l'école. Alors que les universités allemandes étaient devenues le foyer de pangermanisme que nous avons montré, M. Rohrbach accuse l'instruction primaire de ne pas même former des patriotes. Son réquisitoire est identique à celui du général de Bernhardi, analysé plus haut ; mais nous n'en concluons pas au bien fondé des griefs qu'ils formulent. Quoi qu'en disent les pangermanistes, l'école primaire allemande forme de bons Allemands ; mais pour que les Bernhardi et les Rohrbach s'estimassent satisfaits, il aurait fallu que tous les instituteurs primaires fussent atteints de cette mégalomanie dont ils souffrent eux-mêmes. Le gouvernement avait de bonnes raisons d'organiser l'école populaire suivant d'autres principes ; mais tels qu'ils sont, ils paraissent détestables au prophète de l'idée allemande dans l'univers. Il faut à l'école, déclare M. Rohrbach, un idéal national. L'unité allemande joua ce rôle pour la génération qui précéda la guerre de 1870 et pour la génération qui vint après. Mais aujourd'hui, cet idéal a épuisé sa vertu éducatrice : « L'enthousiasme national ne

peut s'enflammer toujours à quelque chose d'acquis précédemment et qu'on possède. Il doit viser à marcher de l'avant, il doit être pénétré d'espoirs d'avenir. Et c'est là ce qui manque à notre éducation. »

Il va sans dire que M. Rohrbach tient un idéal tout prêt : l'idéal pangermaniste. Il le propose au gouvernement, à la nation, à la jeunesse, tantôt avec une brusquerie grondeuse, tantôt avec une mielleuse insistance. Les frontières ridicules de l'empire allemand inspirent à ce patriote une tristesse sans bornes. N'est-il pas affligeant de penser que l'empire allemand embrassait il y a cinq siècles plus de terres qu'aujourd'hui? N'est-il pas honteux de voir l'Autriche, la Hollande et la Suisse reconnaître une autre autorité que celle de Guillaume II ?

Et pourquoi cette anomalie? Pourquoi cette situation humiliante et contre nature? Parce que « notre sentiment des responsabilités et notre préparation à des sacrifices personnels en vue des exigences de l'idée nationale allemande dans le monde sont encore à l'état embryonnaire ».

Non sans réticences, mais avec une clarté suffisante pour les initiés, M. Rohrbach invite le peuple allemand à compléter sa fortune par la guerre. N'est-ce pas le sens d'une phrase comme celle-ci :

« Si un autre peuple que nous, mieux pourvu sous le rapport de l'idéal national, se trouvait en possession de notre capacité guerrière, il avancerait avec un clair regard et une ferme volonté sur la voie marquée par sa force dominatrice? »

Les Allemands ont la force, mais ils manquent de cette volonté nationale, seule capable de procurer le « bienfait suprême », c'est-à-dire de « changer la force en son effet ». La fermeture de l'Allemand du commun aux grands problèmes d'expansion mondiale arrache à M. Rohrbach des imprécations sarcastiques : « Assis devant leur pot de bière, écrit-il, des millions et des millions de philistins allemands gémissent : Où allons-nous avec cet effroyable militarisme? Plutôt moins de bateaux et moins d'avenir allemand qu'un *Groschen* de moins pour notre bière! » Encore quelques années d'apathie générale et l'Allemagne aura manqué sa chance sans retour.

Sa supériorité sur ses rivales lui assignait pourtant de grandes destinées. M. Rohrbach professe à l'égard de la France l'opinion méprisante de ses compatriotes presque unanimes. La France se meurt, la France est morte.

La Russie a pu donner quelque temps des inquiétudes plus fondées; mais ses défaites en Mandchourie ont montré que sa force militaire

n'est pas en rapport avec sa superficie et avec ses ressources : « La cure japonaise prescrite à la Russie par l'Angleterre, écrit M. Rohrbach, a tellement affaibli celle-là qu'elle a dû renoncer à ses prétentions en Asie, consentir une alliance avec la Grande-Bretagne et reconnaître enfin qu'elle n'est plus de taille à entreprendre en Europe une grande action à la fois politique et militaire. » Depuis ses échecs en Extrême-Orient, elle a tenté de réorganiser son armée et sa flotte ; mais l'auteur de l'*Idée allemande dans le monde* ne prend pas au sérieux l'effort militaire de la Russie. La Russie n'est pas moins pourrie que la France. Elle a seulement pourri plus vite.

D'où vient donc l'obstacle à l'hégémonie allemande ? Il vient, pour M. Rohrbach comme pour la plupart des théoriciens dont nous avons exposé les idées dans ce volume, de la Grande-Bretagne uniquement. La peur et la haine de la puissance britannique remplissent le livre de M. Rohrbach. La « pensée allemande » qu'il glorifie est une pensée de jalousie et d'orgueil. Le succès méthodique, continu et tranquille de la politique britannique dans les deux mondes empêche M. Rohrbach et les pangermanistes de son école de dormir en paix. Ils ne peuvent admettre l'énorme expansion anglo-saxonne, l'empreinte particulière dont elle a mar-

qué tout le nord de l'Amérique, la civilisation *sui generis* qu'elle propage en Asie, en Afrique, en Océanie, sur tant de continents, au-delà de tant de mers : « Ote-toi de là que je m'y mette ! » C'est le cri rageur et mal étouffé qu'on perçoit à travers les pages où M. Rohrbach exhale sa bile.

Cette rancune est chose relativement nouvelle. Elle ne remonte guère au-delà des premières années du XXe siècle. Avant cette date, la grande majorité du peuple allemand n'éprouvait que de l'amitié pour les Anglo-Saxons, ces frères par la race et par la foi. Tant que l'empire allemand borna ses ambitions à l'hégémonie continentale, la supériorité navale du cousin John Bull le laissa indifférent. Et quant à l'armée de terre anglaise, l'Allemagne pensait d'elle ce qu'en pensait le prince de Bismarck : « Que feriez-vous, lui demandait-on, si cent mille Anglais débarquaient en Allemagne ? — Je les ferais arrêter par la police », répondit le chancelier de fer.

La nature des rapports anglo-allemands changea lorsque, au lendemain de la chute de Bismarck, l'Allemagne ne se contenta plus de dominer en Europe et rêva d'hégémonie « mondiale ». Où qu'elle tournât ses regards, elle voyait un premier occupant, qui était le plus souvent l'Angleterre. D'où cette conviction, répandue par le pangerma-

nisme, que la Grande-Bretagne forme seule obstacle au règne de l'Allemagne sur l'univers entier et que, tôt ou tard, la guerre décidera en faveur de l'une ou de l'autre. Impérialiste pour autrui comme pour lui-même, M. Rohrbach comprend que l'Angleterre défende son bien et prétende interdire à l'Allemagne de construire une flotte à sa taille. A l'Allemagne de ne pas se laisser faire la leçon par une concurrente trop longtemps heureuse : « Quand les Anglais, déclare M. Rohrbach, avec leur conception d'une *flotte de luxe allemande*, veulent bien consentir à ce que nous existions, on pourrait même dire daignent souffrir que nous existions, cela prouve simplement qu'ils ne comprennent pas encore de quelle nature doivent être nos rapports politiques, s'ils veulent qu'une bonne amitié règne entre eux et nous. »

A l'Allemagne de montrer à l'Angleterre qu'elle ne se laissera pas brimer plus longtemps. Qu'elle augmente sa flotte quoi qu'en pense le gouvernement britannique. Qu'elle devienne plus forte, toujours plus forte : « Non seulement, déclare M. Rohrbach, nos biens et nos richesses, mais notre existence nationale et l'avenir de notre idée nationale dans le monde sont en jeu, tant que nos moyens de défense sur terre et sur mer ne suffisent pas à faire comprendre à nos adversaires qu'une

attaque dirigée contre nous serait la plus dangereuse des aventures. »

M. Rohrbach partage encore, avec le général de Bernhardi, cette opinion que l'Allemagne n'est point *saturée*. Sans préciser davantage, l'apôtre de l'idée allemande assigne à son pays une mission essentiellement africaine. C'est surtout en Afrique que l'expansionnisme allemand doit semer la pensée allemande. C'est seulement à cette condition que l'Allemagne maintiendra son rang : « Puissance mondiale ou décadence », disait le général de Bernhardi. M. Rohrbach développe le même dilemme : « Etat stationnaire, écrit-il, ou lent recul de notre croissance avec le maintien simultané des prétentions de la pensée allemande à se manifester dans le monde entier, *c'est là chose impossible.* » Donc, en avant pour la gloire de l'empire, qui l'exige, malgré l'empereur, qui le souffrira

M. Rohrbach s'affligeait de ce que l'Allemagne n'eût aucune hâte de faire le rude apprentissage de la politique mondiale : « Tous les Anglais savent, écrivait-il, mais tous les Allemands ignorent que le monde est destiné à servir de champ d'expansion non seulement aux bateaux et aux marchandises, mais encore à l'idée nationale. » Cet impérialisme de l'idée, sans lequel l'autre impérialisme n'est qu'un leurre, est donc infiniment plus vivace,

d'après M. Rohrbach, en Angleterre qu'en Allemagne. Il est curieux d'observer, dans son livre, ce savant dosage de compliments et de critiques à l'adresse des adversaires du nom allemand, manœuvre intéressée de tous les écrivains pangermanistes. M. Frymann célébrait l'ardeur des Français à voter des crédits militaires formidables, M. Rohrbach célèbre la générosité des Anglais quand il s'agit d'élargir le champ d'action de l'idée anglaise : « Voyez, disent les tacticiens de l'*Alldeutschtum*, le zèle avec lequel nos ennemis s'arment contre nous ! Allons-nous rester en arrière ? » M. Rohrbach rabâche cet argument avec la monotonie d'un *delenda Carthago*. L'Allemagne pourrait dépenser plus. Pourquoi dépense-t-elle si peu ? Quelle honte, s'écrie M. Rohrbach, qu'il se trouve des Allemands pour dire : « L'Allemand a besoin de vin, de bière et d'alcool, mais il a un moindre besoin d'une armée assez forte, assez nombreuse pour assurer son avenir national. »

III

Les excitations de M. Rohrbach et de ses confrères en pangermanisme aboutirent en 1913. L'*Idée allemande dans le monde* avait paru en 1912. Dès l'année suivante, le gouvernement obtenait du Reichstag les plus formidables crédits qui eussent

jamais été demandés en pleine paix. Ils furent votés sans opposition sérieuse, même par la fraction socialiste.

Et c'est un phénomène qu'on ne saurait négliger dans une étude — si succincte fût-elle — sur l'orgueil politique des Allemands. Il avait gagné, cet orgueil, jusqu'au seul parti dont on aurait pu attendre une action modératrice. Ils sont nombreux les Européens, trop enclins à se nourrir d'illusions généreuses, qui comptaient sur la social-démocratie allemande et ses chefs pour empêcher la guerre. La guerre éclata malgré eux, on pourrait presque dire avec leur consentement, tant étaient profondes les racines que la mégalomanie impérialiste avait jetées dans toutes les classes et dans tous les partis.

Seules, du reste, en marquèrent une douloureuse surprise les personnes totalement ignorantes des origines et surtout de l'évolution du socialisme allemand. On a coutume, hors d'Allemagne, de distinguer entre la social-démocratie selon Ferdinand Lassalle et la social-démocratie selon Karl Marx. Le premier aurait été révolutionnaire, mais patriote, le second révolutionnaire et cosmopolite. Fondateur, du moins présumé, de l'*Internationale*, Karl Marx aurait vraiment professé l'internationalisme que suppose cette création ; mais cette

manière de voir, à laquelle nous avons sacrifié nous-même, n'est plus soutenable depuis la publication (à Stuttgart en 1913) des lettres échangées par Marx et Engels. Peut-être M. James Guillaume force-t-il la note quand il intitule *Karl Marx pangermaniste*[1] un intéressant opuscule où il entreprend de prouver :

1° Que l'auteur du *Capital* n'est pas le vrai fondateur de l'*Internationale* ouvrière et qu'il a usurpé cet honneur — si c'en est un;

2° que la *Sozial-Demokratie* allemande a été dès l'origine et sous l'inspiration de Karl Marx un parti impérialiste, centralisateur et bismarckisant.

Ainsi présentées, ces formules sont trop catégoriques ; et l'impérialisme révolutionnaire de Karl Marx reste malgré tout fort différent du militarisme réactionnaire du feu chancelier. La conclusion où arrive M. Labriola dans la *Nuova Antologia* du 1er mai 1915 nous paraît donner la note juste : « Un nationalisme égalitaire et démocratique, observe M. Labriola, à cela vraiment se réduit l'internatiolisme marxiste. » L'écart est déjà suffisamment sensible entre le Karl Marx cosmopolite de la légende et le Karl Marx nationaliste de la réalité pour qu'on ne le traite pas encore de pangermaniste. Avec l'élite allemande presque entière, Karl

[1] Paris, librairie Armand Colin. 1915.

Marx subit l'influence grisante des victoires. Les fumées de l'orgueil national lui montèrent au cerveau comme à tant d'autres. Et il délira selon la formule prussienne à l'instar d'un simple universitaire.

En politique extérieure, Karl Marx croit haïr la Russie seule, plus exactement le tsarisme. Au fond, il redoute et déteste tous les peuples qui pourraient porter ombrage à l'Allemagne. Karl Marx voit poindre à l'horizon l'hégémonie allemande et il en attend les plus grands résultats pour toute l'Europe, mieux encore, pour le prolétariat universel.

Karl Marx souhaite la victoire de la Prusse sur la France et, la victoire remportée, s'en réjouit comme révolutionnaire et comme socialiste. La classe ouvrière allemande est beaucoup plus éclairée, beaucoup plus sérieuse, beaucoup plus apte à diriger que la classe ouvrière en France. Les victoires de 1870-1871 doivent déplacer le centre de gravité du mouvement socialiste pour la plus grande joie de Karl Marx. C'est désormais d'Allemagne que rayonnera sur le monde entier la lumière de la Révolution. Il est déconcertant de surprendre chez ce Karl Marx, dont on a fait un cosmopolite, un mépris sans nom pour tout ce qui n'est pas l'Allemagne et les Allemands. Le degré de civilisation d'un peuple dépend, pour Karl Marx, de son

aptitude à se révolter. S'il est un peuple inhabile aux rébellions, c'est bien le peuple allemand. Sa docilité, pour ne pas dire sa servilité, est sans exemple dans l'histoire; mais Karl Marx se fait illusion à cet égard comme à tant d'autres et c'est au peuple russe qu'il attribue la palme de la domesticité.

Ses jugements sur l'Italie et la France trahissent, d'ailleurs, dans les pages où il livre le fond de sa pensée, la même malveillance foncière. Karl Marx était aux antipodes des révolutionnaires latins, trop portés à croire à l'égalité des races et à la fraternité des peuples. Karl Marx, juif allemand, mettait trop haut l'Allemagne victorieuse pour partager les utopies des chefs socialistes nés parmi les peuples inférieurs.

Fille de Karl Marx, la *Sozial-Demokratie* allemande devait fatalement refléter sa pensée et jusqu'à ses opinions sur la politique étrangère. L'orgueil national du Messie collectiviste se retrouve aussi bien chez ses successeurs les plus marquants. Bebel, la plus forte tête du socialisme allemand depuis Marx, n'a jamais été internationaliste, ni anti-militariste, ni même anti-colonial. Le 29 mars 1905, puis le 7 décembre de la même année, il prit la parole au Reichstag pour défendre contre le

chancelier de Bülow, qui n'y mettait pas l'ardeur voulue, les *intérêts allemands* au Maroc. La politique marocaine d'un Jaurès et celle d'un Bebel n'ont pas le moindre air de famille. Au nom du même idéal, Jaurès repousse le Maroc et Bebel le convoite. Jaurès en fait une affaire de principe, Bebel une affaire d'intérêt.

Le chef allemand estime que le prolétariat de son pays a tout à gagner à l'extension du domaine colonial et à la multiplication des débouchés. La politique coloniale exige-t-elle une armée plus nombreuse et des armements plus complets? Qu'à cela ne tienne. Le socialisme accordera au gouvernement ce qu'il demande. Mais ce sera donnant donnant. En échange de son vote favorable, le parti sollicite des droits démocratiques nouveaux. Combien de fois cette convention tacite n'a-t-elle pas joué avec succès! En 1913, les socialistes siégeaient au Reichstag au nombre de 110. Ils pouvaient aisément faire échouer la loi militaire. C'est au contraire grâce à eux qu'elle aboutit[1].

Ils votèrent la loi qui a déchaîné la guerre en échange d'un impôt frappant lourdement les riches. Subtile opération d'un réalisme tout prus-

[1] Cf. un article de M. Andler dans la *Revue du mois* du 10 août 1913.

sien et qui contraste avec l'*apriorisme*, certes plus généreux, mais combien raide et borné du socialisme parlementaire français !

Alors que la défense nationale était pour celui-ci un objet de méfiance sinon d'horreur, elle était pour le même parti au Reichstag un objet.... de négociations. C'est toute la différence des deux partis dans les deux peuples ; mais on conviendra qu'elle est énorme.

IV

Les doctrines impérialistes avaient aussi bien, et encore une fois, conquis l'élite entière de la nation. Certes, les partis restaient divisés sur les problèmes d'ordre intérieur. Hobereaux, conservateurs et prolétaires socialistes différaient d'avis sur le système électoral prussien des trois classes, sur l'initiative parlementaire et la responsabilité ministérielle, mais en politique étrangère l'unité régnait, grâce à l'idéal commun d'expansion mondiale. Cet idéal contribua largement à la cohésion nationale quand la guerre éclata. C'est en son nom que le peuple allemand s'élança comme un seul homme à la conquête de territoires nouveaux.

Toutes les personnes renseignées sur la politique française savent à quel point le groupe colonial français agissait par ses propres forces, en dehors

de toute pression populaire. En Allemagne, l'expansionnisme colonial était, au contraire, un dogme populaire auquel les socialistes, surtout depuis l'affaire marocaine, sacrifiaient avec une extrême ardeur.

Les Allemands, pris individuellement, pouvaient professer sur tous les problèmes à l'ordre du jour les opinions les plus subversives, ils étaient rigoureusement orthodoxes quand la question coloniale entrait en jeu. Un témoignage probant de cet état d'esprit nous est fourni par le plus célèbre des romanciers allemands, M. Gustave Frenssen, l'auteur justement illustre de *Joern Uhl*, de *Hilligenlei* et de la *Campagne de Peter Moor dans le Sud ouest*. M. Gustave Frenssen est un ancien pasteur luthérien. Il a jeté le froc aux orties à la suite d'un dissentiment grave avec l'autorité ecclésiastique. *Hilligenlei*, roman farci de dissertations religieuses, révèle ce que les hommes d'ordre appellent « un mauvais esprit». Avec son mélange de socialisme, de libre pensée et de sensualité, *Hilligenlei* forme une œuvre discutable qui fut très discutée et sévèrement condamnée par les gens « bien pensants ».

Mais M. Frenssen s'avisa d'écrire ensuite un « roman colonial ». La *Campagne de Peter Moor* retrace les impressions d'un jeune soldat allemand pendant l'expédition contre les Hereros. On cher-

cherait en vain dans ce livre la moindre trace de révolte contre la religion coloniale enseignée par le gouvernement. Rebelle à l'orthodoxie luthérienne, M. Frenssen s'incline avec respect devant l'orthodoxie pangermaniste. Ancien pasteur, en qui subsistent, malgré tout, certains vestiges d'esprit évangélique, M. Frenssen n'a pas pu ne point éprouver certains scrupules de conscience devant cette « expédition punitive » qui sert de cadre à son roman, devant ces massacres de femmes et d'enfants, ces boucheries de blessés et de captifs auxquels prend part son héros. Jusqu'à quel point ces œuvres de sang s'accordent-elles avec le christianisme? La question s'imposait à un chrétien, même insurgé contre son église. La réponse de M. Frenssen est conforme à la meilleure doctrine. Si les noirs tombent sous les balles allemandes en rangs pressés, ce n'est que justice. Pourquoi les nègres n'avaient-ils pas tiré meilleur parti des terres que Dieu leur avait confiées? Pour avoir péché par incurie et paresse, les Hereros et les Hottentots ont reçu du ciel un terrible châtiment. Dieu a permis que les Allemands s'emparassent de leur pays. Mais les conquérants européens enseigneront aux noirs à creuser des puits, à planter du maïs, à tisser des vêtements. Les blancs donneront aux nègres l'exemple du travail, de la propreté, de la pudeur, de la ri-

chesse : « Dieu nous a accordé la victoire parce que nous représentons ici la race la plus noble et la plus avancée. »

Le lieutenant de Peter Moor, porte-parole de M. Frenssen, ne dissimule point à ses hommes la cruauté de la lutte où ils jouent un rôle : « Longtemps encore, déclare-t-il, nous devrons être durs et nous devrons tuer. » Mais qu'importe, si le bienfait de la paix allemande doit réjouir demain les nègres survivants et leur postérité !

Comment n'être point frappé par la sécheresse et la dureté d'une telle doctrine sous une plume qui se dit chrétienne ? Et comment encore — ce qui est plus intéressant et plus grave — n'être point frappé par le langage tout différent des partisans français et anglais du développement colonial. Les Allemands disent : « L'humanitarisme français et le libéralisme anglais sont pure hypocrisie. Nous avons sur nos ennemis l'avantage de la franchise. Nous, du moins, nous reconnaissons aux guerres coloniales leur indéniable caractère d'expéditions de proie. »

Que le masque policé dont se pare la colonisation anglaise et française ne soit pas toujours justifié, nous l'admettons sans peine. Mais les choses ne sont pas seulement ce qu'elles sont. Elles sont aussi, en partie, ce qu'elles voudraient

être, elles se ressentent de ce pour quoi elles se donnent. L'Anglais colonise ou déclare coloniser autant pour répandre l'Evangile que pour placer ses marchandises. Le Français colonise ou dit coloniser pour implanter la civilisation humaine et douce dont il est si fier. L'Anglais et le Français ne sont peut-être pas toujours conséquents avec l'idéal qu'ils proclament, mais les prétentions qu'ils énoncent ont de la noblesse. Elles prouvent leur conscience plus saine et plus droite, leur besoin de justifier les conquêtes par un idéal d'ordre vraiment idéal. En arrivant à Hanoï, feu Paul Bert, gouverneur-général de l'Indo-Chine française, fit tout d'abord afficher sur les édifices publics la *Déclaration des Droits de l'Homme.* Le geste peut faire sourire et j'avoue en avoir moi-même souri, mais ne prouve-t-il pas une âme plus délicate, plus élevée que celle d'un Gustave Frenssen? On n'imagine pas Paul Bert justifiant le massacre des Hereros par la « supériorité de race » et glorifiant les expéditions coloniales au nom de toutes les erreurs d'orgueil chères au pangermanisme.

Que pèse, au surplus, l'orgueil colonial d'un Gustave Frenssen en regard de l'orgueil colonial des coloniaux authentiques de l'empire allemand? Un Frenssen est tout juste encore assez chrétien pour

se croire tenu de justifier tant bien que mal l'impérialisme à l'allemande. Un Rohrbach déclare l'impérialisme suffisamment justifié par la seule supériorité germanique: « Il n'existe, écrit-il, ni parmi les peuples, ni parmi les individus, aucune règle reconnaissant le droit d'exister à des vies humaines qui ne créent pas de valeurs. Nulle fausse philanthropie, nulle théorie de races ne peut raisonnablement démontrer que la conservation de je ne sais quels Caffres, éleveurs de bétail dans l'Afrique du Sud, importe plus à l'avenir du genre humain que l'extension des grandes nations européennes et de la race blanche. » En vertu de cette théorie, l'indigène n'acquiert un titre à l'existence que s'il veut bien se mettre à l'école de son vainqueur et « créer des valeurs au service de la race supérieure ». Tant qu'il n'a pas atteint ce degré de sagesse, il dépend du bon plaisir de son maître. Celui-ci pourra lui laisser la vie ou la lui ôter.

A-t-on jamais mis plus de pédantisme au service d'une doctrine plus arbitraire et plus féroce?

Mais l'impérialisme théorique de M. Rohrbach est encore une doctrine douce en comparaison de l'impérialisme pratique d'un Karl Peters. M. Peters a fait en Afrique de nombreuses explorations. La plus belle des colonies allemandes, celle de l'Est

africain, est en quelque sorte sa création. Il raconte dans son livre, *Die Gründung von Deutsch-Ostafrika* (Berlin, 1906), les difficultés de toute sorte qu'il rencontra et surmonta ; mais on trouve aussi dans ce volume des pages qui font moins d'honneur à l'homme qui les écrivit. Nous voulons parler des instructions abominables données par Karl Peters à quiconque marche sur ses traces et « découvre » des portions nouvelles du continent noir. Le chef blanc ne doit pas hésiter, d'après ce théoricien colonial, à frapper et tuer en toute occasion. Philanthropes et humanitaires d'Europe s'amusent à défendre et célébrer le nègre. Ils le disent accessible au progrès, capable de sentiments élevés ; mais Karl Peters proteste : les bons instincts du noir appartiennent au domaine de la fable.

Peut-être, à la longue, le nègre des côtes perd-il au contact des blancs ses pires penchants ; mais le nègre de l'intérieur, le seul à qui les explorateurs ont affaire, est un « brutal bétail » (*ein brutales Vieh*) qui ne mérite aucun égard : « J'ai trouvé, écrit M. Karl Peters, que ces peuples ne se laissent imposer que par la virile énergie et à l'occasion par une violence aveugle. Et c'est seulement à condition de leur imposer qu'on en peut faire

façon. » M. Karl Peters trace la silhouette de certains « héros nationaux » des tribus où il séjourna. C'étaient des monstres. L'un d'eux fit un jour couper les mains, par simple caprice, à toute une catégorie de ses sujets. Un autre, agissant sous l'empire d'un rêve, fit creuser une fosse et la remplit du sang d'individus décapités. Voilà, déclare le fondateur de *Deutsch-Ostafrika*, comment un grand nègre gagne un grand renom. C'est par de tels exploits qu'il arrive à s'emparer « non seulement des corps, mais aussi des âmes des Africains ». M. Karl Peters ne se vante pas d'avoir rempli des fosses avec du sang nègre, mais c'est tout juste. Il reconnaît s'être frayé une route par la violence et la terreur : « Si nous consentions à payer une redevance ou à donner des cadeaux aux chefs indigènes, avoue-t-il, nous pouvions être assurés de leur hostilité envers nous. Si j'exigeais moi-même un tribut, ils restaient modestes et humbles. Si je m'avise de donner un bœuf à un chef nègre, il tentera de me voler tout mon troupeau ; mais si je lui administre un coup de fouet, il s'empressera, tout au contraire, de m'offrir un troupeau de bœufs. Telle est la vérité sans phrases. Le nègre s'imagine toujours que les actes de bonté sont inspirés par la crainte ; mais

les actes de sévérité commis par les blancs lui sembleront l'indice d'une puissance supérieure. »

Par conséquent les nègres ne sont pas des hommes comme les Allemands et la douceur à leur égard est une faute. M. Peters pose en principe qu'il faut toujours procéder « offensivement » contre eux. En ce qui le concerne, il n'a jamais visé « qu'à faire passer dans les os des noirs la peur des Allemands ». Il bénit les résultats de cette tactique.

Ce n'est pas ici le lieu d'en discuter. Contentons-nous seulement de rappeler les principes diamétralement opposés qui guidèrent dans ses voyages en Afrique le plus célèbre des explorateurs anglais, le docteur Livingstone. Ouvrons au hasard quelques-uns de ses livres. Quelle réconfortante lecture! Rapportant l'accueil amical reçu chez les Barotsé, Livingstone écrit : « Chaque village nous donne un bœuf, quelquefois deux. Cette population est merveilleusement bonne. J'éprouve la plus vive reconnaissance pour toutes ces créatures généreuses et n'ayant à leur donner que mes prières, je demande au Seigneur de permettre qu'on les instruise et de vouloir bien leur ouvrir le séjour des élus. Je souhaite vivement de retourner parmi ces hommes simples et bons afin de pouvoir faire quelque chose pour eux en échange de leur libéra-

lité[1]. » Dans les dernières pages de l'ouvrage intitulé *Exploration du Zambèze et de ses affluents*[2], Livingstone examine au point de vue théorique la question de l'infériorité des nègres. Il la nie absolument : « Il est possible, déclare-t-il, de réhabiliter l'Africain. Nous ne doutons ni de son cœur, ni de son intelligence... Rien ne prouve qu'il soit d'une autre espèce que les plus civilisés. » Livingstone avait foi dans l'Evangile pour arracher les noirs à la barbarie et développer chez eux les bons instincts qu'il constatait. Il avançait à travers la brousse, une bible dans une main, son drapeau dans l'autre. Combien cette méthode douce n'était-elle pas supérieure à la manière cruelle, à la manière sanglante dont usait M. Karl Peters !

Que conclure des propos et gestes contradictoires de l'explorateur allemand et de l'explorateur anglais ? N'y faudrait-il pas voir un nouveau témoignage de l'orgueil allemand ? Qu'est-ce donc qui inspire à M. Karl Peters ce mépris transcendant pour les nègres, sinon sa conviction d'appartenir à une race infiniment supérieure, celle du peuple élu, celle du peuple-dieu ?

Hé oui, où qu'on portât ses regards, avant la

[1] *Exploration dans l'intérieur de l'Afrique australe*, par le Rev. Dr David Livingstone. Paris 1859 (page 541).

[2] Paris, 1866 (page 551).

guerre, dans la vie politique allemande, l'énormité de l'amour-propre national offensait les yeux les moins prévenus. Depuis vingt-cinq ans surtout, l'orgueil pangermaniste avait tout envahi : du gouvernement réactionnaire à l'opposition socialiste en passant par les cercles coloniaux.

L'orgueil, l'orgueil, toujours l'orgueil. Il était devenu l'âme diabolique du pays entier.

Conclusion.

Je croirais faire injure à mes lecteurs en dégageant longuement des études qui précèdent la conclusion qui s'impose. Cette conclusion coule de source : il faut mettre un terme à l'orgueil allemand.

S'il devait sortir justifié, s'il devait sortir raffermi de la guerre en cours, il risquerait d'empoisonner l'Europe comme il a empoisonné l'Allemagne. Encore une fois, une hygiène élémentaire ordonne son écrasement. Il faut faire comprendre à l'Allemagne qu'elle n'est qu'une grande puissance comme les autres, que ses mérites, ses vertus et par conséquent ses droits n'ont rien d'exceptionnel, qu'il n'est surtout pas vrai que Dieu l'ait choisie pour régner sur l'univers et le façonner à son image.

On doit à M. Maurice Millioud une formule excellente sur la *Kultur* opposée à la *civilisation* : « La civilisation, dit M. Millioud, est un adoucissement des mœurs et un affinement de l'esprit ; la *Kultur* est l'action organisatrice de l'Etat, assimilant, incorporant, formant l'individu et la collectivité

pour les faire servir à ses fins, pour les faire participer à l'accomplissement de sa mission[1]. »

On ne saurait mieux dire ni marquer en moins de mots la divergence essentielle qui distingue, en effet, les aspirations -- faut-il écrire *idéales* ? - de l'Allemagne et celles de ses adversaires.

Les neutres, dans leur ensemble, ne s'y sont pas trompés. A l'exception de ceux qui s'étaient trop compromis avec l'Allemagne pour qu'il leur fût possible de la renier, tous les autres, tous les *neutres sincères* lui ont résolument tourné le dos. Le brillant vernis de sa *Kultur* faisait illusion avant la guerre sur l'état véritable de son esprit public. Quand celui-ci s'est étalé, prodige de férocité et d'orgueil, le monde a reculé, saisi d'épouvante.

Et du coup, il a rendu son estime à d'autres races et d'autres nations dont le prestige, pour des raisons diverses, avait baissé. Nous ne parlons pas ici de l'Angleterre dont le rayonnement a toujours égalé à peu près celui de l'Allemagne. Tout au plus le monde a-t-il été amené par la Grande Guerre à mieux apprécier encore l'idéal anglo-saxon de liberté, de tolérance, de civilisation humaine et pacifique.

[1] Maurice Millioud, *La caste dominante allemande*. Paris 1915 (page 55).

Mais les Latins, ces Latins trop décriés, et qui d'ailleurs aimaient à se dénigrer eux-mêmes, ont montré qu'ils valaient mieux que leur réputation. Les aspirations latines, l'idéal latin ont célébré pendant la guerre une splendide renaissance. Ils sortiront de la tourmente avec un prestige renouvelé.

Prononçant, au mois de février 1915, à la Sorbonne, l'éloge de la latinité, qu'il opposait heureusement au germanisme, l'historien Ferrero s'écriait dans un magnifique élan : « Il faut que cette guerre soit la revanche de la véritable grandeur intellectuelle et morale sur *l'orgueil du colossal* qui avait endurci et aveuglé les esprits. Il faut qu'elle rende au monde le sens de ce qui, dans tous les domaines, n'est grand que par la petitesse des proportions et par la modestie d'une grandeur tout intérieure. Il faut qu'elle prépare de nouveau des générations capables de faire de grandes choses avec simplicité et sans orgueil, et un monde qui, dans le sens de la véritable grandeur, retrouve son équilibre moral. »

Guglielmo Ferrero a raison. Pour le bien de l'humanité, il faut que l'idéal latin, si bien défini par lui, triomphe de l'idéal de morgue et d'orgueil que nous avons tenté de décrire.

Mais la latinité n'est point seule à retirer de la crise présente un gain moral. Il n'est pas jusqu'au slavisme, il n'est pas jusqu'à la Russie pour avoir bénéficié des comparaisons imposées par les spectacles de la Grande Guerre. La Russie est médiocrement gouvernée et plus médiocrement administrée, mais les aspirations russes, telles qu'elles s'expriment dans les mouvements populaires et chez les auteurs les plus sainement nationaux, sont tellement aux antipodes de la manie allemande d'orgueil et de brutalité que ce contraste a valu aux Russes des sympathies agissantes dans les pays où l'on s'y attendait le moins.

La Russie n'a encore qu'un rudiment de *Kultur* et un fantôme de civilisation, mais nul ne saurait lui dénier un idéal et cet idéal est certainement plus généreux et plus noble que celui de son adversaire germanique. E.-M. de Vogüé a prononcé sur ce peuple russe, amorphe et mystérieux, mais séduisant, ce jugement toujours juste : « Ils branlent au vent de toutes les doctrines qu'on leur apporte du dehors, sceptiques, fatalistes, positivistes ; mais à leur insu, dans les fibres les plus intimes de leur cœur, ils demeurent toujours ces chrétiens dont une voix éloquente disait naguère : *Ils n'ont pas cessé de compatir à ce pleur universel dont les*

hommes et les choses, tributaires du temps, alimentent le flot intarissable[1]. »

A l'autre pôle de la pensée française, M. Gustave Lanson se rencontre avec Vogüé pour attribuer aux Russes les mêmes vertus, seulement laïcisées : « Le Russe est chrétien », disait Vogüé. « Il est humble, égalitaire, démocrate, assoiffé de justice », déclare le professeur de Sorbonne. Et il ajoute : « Tandis que les Allemands, pour être parfaitement Allemands, se font gloire de fouler aux pieds vérité, justice, humanité, les Russes et nous, avec les Anglais, avec les Italiens, avec les Américains, avec toutes les nations vraiment civilisées, nous voulons être à la fois des patriotes et des hommes. Nous voulons que la grandeur de nos patries soit un bénéfice pour toute l'humanité. Nous voulons que nos patries soient fortes pour être impunément justes et tendres au reste des hommes. Nous ne séparons pas notre rêve de prospérité nationale d'un idéal plus évangélique chez les uns, plus rationnel chez les autres, de relations fraternelles entre les peuples. Nous réclamons ensemble le droit pour les Français d'épanouir une civilisation française, le droit pour les Slaves d'épanouir une civilisation slave ; et ainsi

[1] *Le Roman russe*, 6e édition. Paris, 1906, page XLV.

pour toutes les nations, grandes ou petites, fortes ou faibles, vieilles ou jeunes. Nous concevons un droit humain où tous les droits nationaux prennent leur source [1]. »

C'est parce que la claire vision des fins contraires où tendrait une victoire allemande se répand de plus en plus parmi les pays neutres que les sympathies de ces neutres vont chaque jour avec plus de décision aux puissances de la Quadruple Entente. L'Allemagne s'aliène peu à peu le monde entier. Hier encore objet d'admiration, sinon de sympathie, elle n'excite plus aujourd'hui qu'une sorte d'épouvante, faite de déceptions accumulées et de dégoûts mal contenus.

Elle subira le châtiment dû à ses fautes. L'orgueil allemand sera écrasé et l'Allemagne rendue à des destinées normales. J'en ai la ferme conviction : la déchéance allemande n'est pas éternelle, on pourra recommencer un jour à respecter l'Allemagne et — pourquoi pas ? — à l'aimer.

Mais une question douloureuse se pose. Combien de temps faudra-t-il pour qu'advienne la mortification rédemptrice et pour que s'accom-

[1] G. Lanson, *Culture allemande, humanité russe*. Une brochure. Paris, 1915 (page 31).

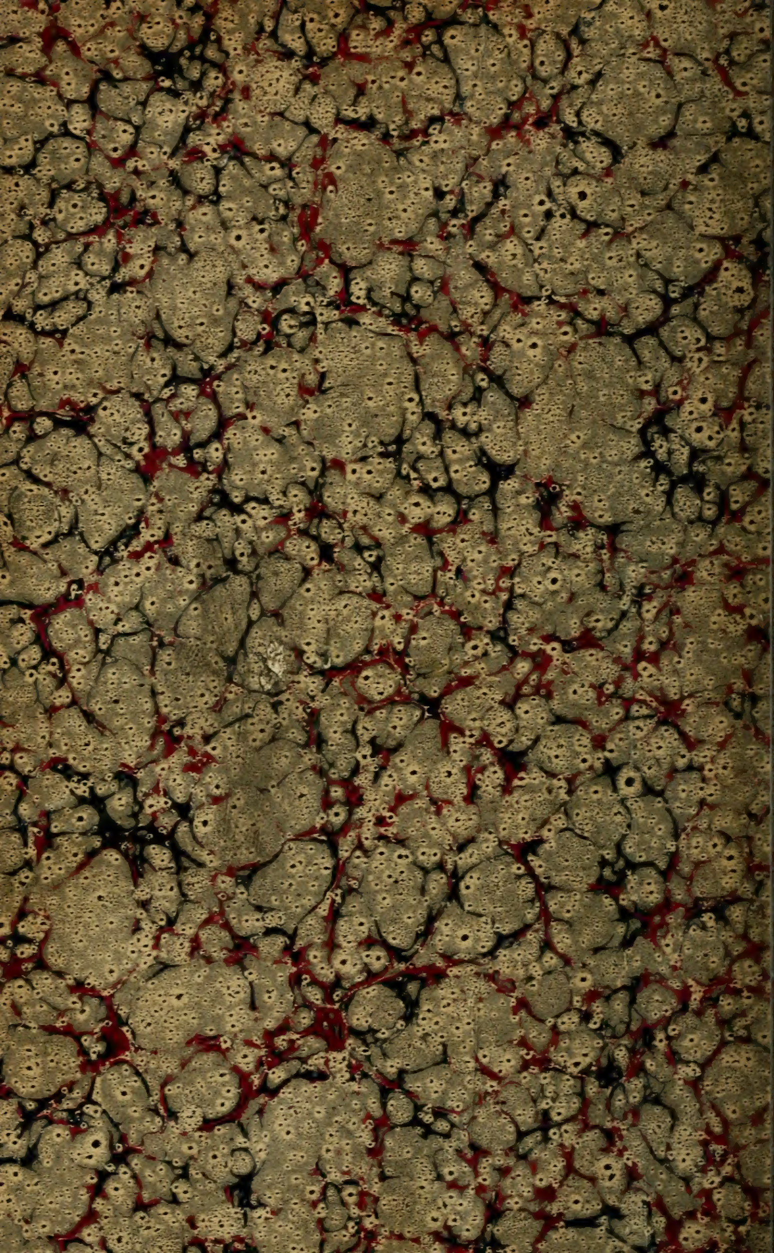
plisse cette *catharsis* dont l'Allemagne sortira dégrisée, humanisée, méconnaissable ?

Vingt-trois ans d'efforts coalisés ont été nécessaires à l'Europe pour abattre l'orgueil de Napoléon.

Suffira-t-il d'une seule coalition et de deux ans de guerre pour mettre fin à l'orgueil allemand ?

TABLE DES MATIÈRES

LAUSANNE — IMPRIMERIES RÉUNIES




University of Toronto
Library
DO NOT
REMOVE
THE
CARD
FROM
THIS
POCKET
Acme Library Card Pocket
Under Pat. "Ref. Index File"
Made by LIBRARY BUREAU
150431
HG.
Author Muret, Maurice.
Title L'orgueil allemand.
NAME OF BORROWER.
DATE.

